


600008725S

LA

GUERRE D'ITALIE

CAMPAGNE DE 1859

PAR

LE DUC D'ALMAZAN



PARIS
E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1882

LA

GUERRE D'ITALIE

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en juin 1882.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

LA

GUERRE D'ITALIE

CAMPAGNE DE 1859

PAR

LE DUC D'ALMAZAN



PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

—

1882

LA GUERRE D'ITALIE

CAMPAGNE DE 1859

TURIN

I

Il faut remonter au loin le cours de ses souvenirs pour en arriver à discerner les causes de la guerre d'Italie. La journée de Novare, on le sait, anéantit les dernières espérances du roi de Sardaigne. Le soir même de la bataille, il signa l'acte d'abdication qui appelait le duc de Savoie à lui succéder. La situation se trouvant ainsi dégagée, Victor-Emmanuel avait le choix entre deux politiques. Il pouvait, ainsi que Charles-Albert, se jeter dans la voie des hasards, appeler les patriotes à le seconder, entretenir l'agitation en Italie, attendre ainsi l'avenir. Il pouvait encore se réconcilier avec l'Autriche. Ce dernier parti semblait le plus sage. Le roi n'avait plus à s'inquiéter de cette démagogie turbulente qui, par ses clameurs, ses folles exigences, ses machinations perfides, avait été la cause première du désastre de Novare; il imposait silence aux intrigants accourus de toutes les régions

de l'Italie; il recouvrait les prérogatives de la royauté aliénées par Charles-Albert; il allégeait les charges qui écrasaient le pays, et regagnait ainsi l'affection de ses paisibles et honnêtes sujets. Mais alors il lui fallait être roi de Sardaigne et non pas roi d'Italie. En présence de cette alternative, Victor-Emmanuel ne démentit par l'humeur aventureuse des princes de la maison de Savoie; il n'hésita pas à sacrifier le présent à l'avenir. Il le donna clairement à entendre en appelant aux affaires le chevalier d'Azeglio, patriote ardent, ennemi juré de l'Autriche.

La politique italienne répondait-elle au sentiment du pays? Les patriotes l'affirmaient bruyamment, mais ils se bornaient à pérorer dans les villes, et là même ils n'étaient pas toujours écoutés. Les montagnards des Alpes et des Apennins, Savoyards, Piémontais, Génois, demeuraient étrangers à ces cabales. Ils n'avaient rien de commun avec les Italiens, ne s'inquiétaient pas de leur sort, se plaignaient des charges de la guerre, n'allaient pas plus loin[1]. L'attachement héréditaire qu'ils avaient voué à la maison de Savoie effaçait pour eux toute autre considération. La noblesse, essentiellement militaire, ne se mêlait pas de politique. Il en était de même du clergé; le pays, en général, acceptait avec déférence les volontés du roi. On ne tarda pas à s'en apercevoir. La Chambre des députés, entièrement livrée aux patriotes, créait

[1] Pendant la bataille de Novare, et surtout après la défaite, dit un témoin, l'exaspération des soldats ne connut plus de bornes, et non contents de piller, ils menaçaient de brûler la ville, et de mettre tout à feu et à sang, tant était grand leur ressentiment contre la partie des populations qu'ils accusaient d'avoir voulu la guerre.

des embarras qui chaque jour allaient s'aggravant. Il fallut la dissoudre. Le pays, tiré de sa torpeur par un énergique appel du roi, lui donna gain de cause avec un empressement qui dépassa ses espérances et déconcerta même ses calculs. Les patriotes furent évincés en majeure partie, et la Chambre se trouva comble de gens modérés, à la dévotion du ministère. Un tel revirement contrariait les vues du roi : sans se plaire aux affaires, Victor-Emmanuel en avait le sens; il cachait sous une apparence de rusticité une finesse, voire une astuce essentiellement italienne [1]. En ce moment il voulait se débarrasser des énergumènes qui le gênaient, mais non se brouiller avec les patriotes. Sa pensée était de rallier les diverses factions, qui depuis Novare flottaient à l'aventure. Les unes rêvaient des républiques fédératives; les autres, des royautés constitutionnelles; d'autres encore acceptaient l'idée de l'unité de l'Italie sous le sceptre de la maison de Savoie; mais toutes, quelle que fût la divergence de leurs opinions, s'accordaient dans leurs haines contre l'Autriche et l'Église; le moyen de les gagner était de satisfaire ces haines. Au point où les esprits en étaient arrivés, rien ne semblait plus facile. Les patriotes, comprenant qu'ils ne pouvaient faire la guerre à l'Autriche, entendaient simplement la faire à l'Église. Ils demandaient en conséquence l'abolition des privilèges ecclésiastiques, la confiscation des biens des moines, le mariage civil et autres mesures hostiles au clergé. Le roi ne répugnait pas à témoigner ainsi de

[1] Il demeurait au fond l'Italien du moyen âge, me disait un des ambassadeurs de France à Turin.

ses intentions libérales; seulement il existait un concordat, et les Chambres, imbues de préjugés surannés, hésitaient à violer cet engagement. Le roi entendait avec raison ne rien brusquer; mais, avec ses façons de soudard, il n'était pas propre à ramener les récalcitrants; il le sentait lui-même. Il donna donc son mot d'ordre au chevalier d'Azeglio, et s'en alla chasser dans les Alpes. Malheureusement le président du conseil des ministres ne réunissait pas les qualités requises pour gouverner. Épris des arts et des lettres, il avait mené une existence tranquille et retirée; sur le tard, il s'était mêlé de politique, avait pris en termes virulents la défense des patriotes de la Romagne, et, de pamphlets en pamphlets, s'était acquis une réputation d'homme d'État, que la libéralité des partis en pareille matière pouvait seule expliquer. En réalité, c'était un honnête homme fourvoyé, avec de l'esprit, mais peu de jugement; d'ailleurs entouré, soutenu, poussé par des faquins et des philosophes.

On se mit à l'œuvre, et l'on entraîna les Chambres à voter l'abolition des priviléges ecclésiastiques. En pareille matière il eût été sage de s'entendre avec la cour de Rome, mais on trouva piquant de la braver. Il fallut recourir à la force pour vaincre les résistances du clergé. On se saisit de l'archevêque de Turin; on le traîna de prison en prison; on finit par le jeter à la frontière. On molesta des évêques, on châtia rudement des curés; on s'en donna à cœur joie; on poussa la niaiserie jusqu'à élever un obélisque en granit destiné à rappeler d'âge en âge la défaite des calotins. On en fit tant qu'on souleva contre soi l'opinion publique.

Les cours étrangères elles-mêmes s'étonnèrent ; elles conseillèrent plus de modération. Le chevalier d'Azeglio avait cru faire merveille ; il répondit aigrement. Néanmoins il essaya de renouer avec la cour de Rome, se perdit au milieu d'infructueuses négociations et, de dépit, en revint à ses premiers errements. Cette fois il rencontra plus de résistance. Sa politique inconsidérée avait froissé nombre de ces honnêtes gens qui acceptent, mais dans une certaine mesure, l'opinion du ministère. La majorité devenant chaque jour plus incertaine, on se trouva dans l'embarras.

Le moment n'était-il pas venu de recourir aux patriotes qui semblaient les alliés naturels du ministère? Telle était l'opinion d'un personnage alors relégué dans un poste secondaire, mais qui jouait au conseil un rôle déjà considérable, le comte de Cavour. On agita la question sans la résoudre. Le chevalier d'Azeglio hésitait à s'afficher en compagnie de gens tels que le signor Rattazzi et ses comparses. Il voulait bien, en servant les intérêts de la gauche, l'amener à lui, disait-il, mais non aller à elle. Cette distinction subtile ne satisfaisait pas tous les esprits ; il en résulta des tiraillements qui ne tardèrent pas à se produire en plein parlement. A propos d'une loi sur la presse, M. de Cavour laissa entendre qu'il s'était mis d'accord avec Rattazzi. Il se fit un silence : la Chambre s'attendait à quelque frasque de ce genre ; le président du conseil seul n'en savait rien. Un des assistants releva les paroles du ministre, et déclara que la majorité n'accepterait pas une semblable alliance[1]. Il n'en fut rien de

[1] Le *Connubio*, dont il fut si souvent question à cette époque.

plus, au moins pour le moment, et l'on continua à vivre ensemble en termes assez froids, il est vrai, jusqu'au jour où M. de Cavour jugea opportun de dévoiler l'intrigue. La Chambre était appelée à élire son président, et le ministère désirait naturellement qu'il fût pris dans les rangs de la majorité. Il n'en fut pas ainsi. M. de Cavour intervint en faveur de son nouvel ami Rattazzi, et fit triompher sa candidature. Le procédé était des plus étranges, le chevalier d'Azeglio en fut outré ; il alla se plaindre au roi, qui partait pour la chasse; on se chamailla au conseil; le ministère finit par offrir sa démission au roi; elle ne fut pas acceptée. M. de Cavour demeura seul évincé.

Cette campagne lui valut l'estime et la considération des patriotes; il n'aspirait pas à autre chose. Il alla voyager, entretint les hommes politiques qui jouaient un rôle à cette époque, eut l'honneur d'être présenté au président de la République française. Il causa avec lui en toute liberté, et se retira parfaitement satisfait, non sans raison. Le prince Louis-Napoléon, encore étranger à la France, se tenait habituellement sur ses gardes; mais il sortait de cette réserve lorsqu'il s'agissait de l'Italie. En pareille occurrence, il se montrait parfaitement instruit de tout ce qui touchait à ce pays. Il connaissait les chefs des différentes factions pour les avoir vus de près, les jugeait avec sagacité et s'exprimait toujours en véritable patriote italien. M. de Cavour n'oublia pas cette conversation. Il attendit ainsi, d'un air dégagé, que le moment fût venu pour lui de recueillir l'héritage du chevalier d'Azeglio. Il n'errait pas dans ses prévisions. En effet, le ministère, déjà forte-

ment ébranlé, ne tarda pas à se désorganiser complétement. Après avoir vainement essayé d'arrêter la débandade de ses partisans, le chevalier d'Azeglio, accablé de fatigues et de soucis, dégoûté des hommes et des choses, abandonna le pouvoir à un rival qui, disait-il philosophiquement, en avait si fort envie.

II

Ce rival, il faut le dire, était un maître homme. Simple, naturel, affable, petillant d'esprit et de malice, charmant pour qui n'avait point affaire à lui, dangereux, au demeurant, sans foi, ni loi, ni vergogne, audacieux à l'excès, souvent chimérique, mais fertile en expédients, patient, persévérant; il savait ce qu'il voulait, n'en démordait pas et n'hésitait jamais sur le choix des moyens. En définitive, il se proposait de jouer le même air italien, disait-il, mais avec plus d'art. On ne tarda pas à le reconnaître : il avait réellement de l'art. Les esprits se calmèrent; sénateurs et députés revinrent à des idées plus sages, se déclarèrent à la fin parfaitement satisfaits, essentiellement ministériels. Des cléricaux, çà et là des sots, qui se trouvaient sans doute mal partagés, résistèrent au charme, mais ils étaient peu nombreux. Ils firent juste assez de bruit pour donner à croire qu'il existait un gouvernement parlementaire. Maître incontesté des Chambres, M. de Cavour laissa ses pitoyables adversaires pérorer à leur aise. Il n'était pas éloquent; peu

familiarisé avec l'idiome italien, il s'inquiétait outre mesure de solécismes, en commettait, se troublait, en arrivait à perdre le fil de ses idées. Ne se sentant pas sûr de lui-même, il se contenta de lancer dans le cours des discussions quelques paroles sonores à l'adresse des Italiens[1]. Ce qu'il ne pouvait dire lui-même, il le fit vociférer par une presse grossière, largement soldée. Ce qu'il n'osait avouer, il le fit murmurer par des agents secrets, républicains austères, mais affamés, qui renouèrent les fils des vieilles conspirations, et formèrent, par la suite, les cadres de la Société nationale. Les plus farouches d'entre eux lui échappèrent et demeurèrent fidèles à Mazzini. Il n'en fut pas fâché : les fureurs de ces sectaires servaient sa politique; il en prenait texte pour répéter que le roi de Sardaigne pouvait seul arracher l'Italie à la révolution. Les honnêtes gens n'importaient guère : M. de Cavour les laissa gémir à l'écart des perfides conseils qui abusaient le meilleur des rois.

On continua de chicaner le clergé; on lui enleva les registres de l'état civil; on se mit en mesure de dépouiller les moines; on dit force injures à la cour de Rome, affaire de tenir la démagogie en belle humeur[2].

[1] M. de Cavour se forma par la suite, mais il ne fut jamais orateur.

[2] M. de Cavour n'était pas cependant un esprit fort. Il croyait à l'enfer, en avait peur, et gardait sous sa main un grand coquin de moine qui lui administrait à l'occasion tous les sacrements imaginables. Rattazzi le surprit un jour en colloque avec le moine. Le choléra faisait à ce moment des victimes. M. de Cavour s'en inquiétait. Il tint à Rattazzi des discours fort pieux. Il ne voulait pas, dit-il, s'en aller dans l'autre monde comme son collègue Santa-Rosa, qui, se sentant malade, avait humblement demandé pardon de sa participation aux lois ecclésiastiques, puis, une fois en santé, s'était rétracté et avait fini par mourir sans sacrements. Rien n'était plus édifiant; mais « passato il periglio, gabbato il santo ».

Mais l'Italie demeurait parfaitement calme, et le bruit qui se faisait à Turin se perdait dans l'espace. M. de Cavour s'en dépitait. Mazzini se trouva là pour le tirer d'embarras. Ce mystérieux personnage exerçait une véritable fascination sur l'esprit des Italiens. Il disposait de nombreux bandits, puisait dans toutes les bourses, se montrait intraitable, suivait sa voie, croisait ainsi la politique de la Sardaigne, la contrariait et la servait tour à tour. Cette fois il avait ourdi à Milan une conspiration qui devait, dans sa pensée, amener une insurrection générale. Ses hommes, à l'aide du désordre du carnaval, surprirent et tuèrent quelques soldats autrichiens, mais ils ne se virent pas suivis et regagnèrent la Suisse, où Mazzini les attendait. A la suite de cette échauffourée, l'Autriche mit le séquestre sur les biens des seigneurs milanais qui intriguaient à Turin, et semblaient de connivence avec Mazzini. Enchanté d'attirer l'attention, M. de Cavour protesta contre le décret. Il allégua que les Milanais incriminés pour l'Autriche avaient rempli les formalités requises par leur naturalisation. A cette heure, ils étaient sujets du roi de Sardaigne. Le séquestre mis sur leurs biens constituait donc une violation du droit des gens. Ces arguments ingénieux ne furent pas écoutés. L'affaire tombait fort mal en cadence. Les cours étrangères, inquiètes des événements qui se passaient en Orient, ménageaient l'Autriche. M. de Cavour en fut donc pour ses frais. Une mercuriale de l'empereur des Français lui rappela les égards que la Sardaigne devait à l'Autriche. Selon le conseil d'un homme d'État français, il avala cette

couleuvre sans en témoigner le moindre dégoût [1].

Durant la guerre d'Orient, il continua de jouer son air italien fort mélancoliquement. Impossible de s'y méprendre, il ennuyait. Un jour cependant il se vit interpellé. L'Angleterre sollicitait en ce moment les souverains demeurés neutres de se prêter aux enrôlements qui se faisaient pour son service. Au premier mot, M. de Cavour comprit le parti qu'il pouvait tirer de la circonstance. Le roi avait intérêt à gagner les alliés; en vue de l'avenir, il fallait les satisfaire, jouer hardiment, offrir le concours de l'armée. La Sardaigne n'avait sans doute aucun grief à alléguer contre la Russie, il n'importait. Cette idée s'accordait trop avec les sentiments guerriers du roi pour n'être pas agréée, mais elle ne fut pas acceptée sans résistance par les ministres. L'un d'eux, le général Dabormida, en vint à offrir sa démission; elle fut acceptée. Une fois maître du terrain, M. de Cavour poursuivit la négociation avec sa fougue habituelle; il essaya bien de parler à cette occasion de l'affaire des séquestres; mais il rencontra de la résistance et finit par renoncer à ses réclamations. Le traité d'alliance fut signé sans réserve aucune. Grande fut la surprise à la nouvelle de cet événement. En dépit de leur apathie habituelle, les Piémontais en murmurèrent. Les commerçants de Gênes, entre autres, avaient de grands intérêts engagés à Odessa; ils se plaignirent et adressèrent une pétition au roi. La pétition fut signée par nombre de

[1] « M. Thiers, écrivait le comte de Cavour, m'a dit en me quittant : — Si après vous avoir fait manger des couleuvres à déjeuner, on vous en ressert à diner, ne vous en dégoûtez pas. »

députés. Les Chambres se laissèrent entraîner au courant de l'opinion ; les hommes les plus accrédités accusaient M. de Cavour d'avoir agi plus en courtisan qu'en ministre ; ils signalaient avec amertume la situation des finances déjà fâcheuse, et qui allait encore se trouver aggravée par des sacrifices sans compensation pour le pays. Les patriotes ne s'inquiétaient pas des finances, mais ils avaient d'autres griefs. En signant le traité d'alliance, le roi se rapprochait de l'Autriche ; à leur dire, rien n'était plus clair ; il s'engageait aussi dans une voie fatale à ses propres intérêts, inquiétait et décourageait ses plus fidèles amis, abandonnait la politique italienne qu'il avait jusqu'alors affirmée par ses actes et ses paroles. On ne pouvait désormais se fier à lui. Ces criailleries ne touchaient point M. de Cavour, il connaissait ses gens et savait comment les faire taire. « Les ministres, disait-il, sont tous contraires à mes idées, même Rattazzi, même mon excellent ami La Marmora ; mais le roi est pour moi, et à nous deux nous l'emporterons. » Il ne se méprenait pas. Les Chambres se réunirent, des interpellations en règle furent adressées au ministère. Il s'agissait d'expliquer les motifs qui avaient détermine le général Dabormida à se retirer. M. de Cavour reconnut le fait sans s'en défendre autrement ; il se rejeta sur les banalités à l'usage du temps, parla de l'ambition démesurée de la Russie, du danger que courait la civilisation, de l'embarras où se trouverait la Sardaigne si elle s'aliénait les sympathies des nations qui dans ce conflit représentaient la cause de la liberté en lutte avec celle du despotisme ;

il glissa légèrement sur les embarras des finances, se moqua des commerçants de Gênes et de leurs plaintes, protesta de son inviolable attachement aux intérêts de l'Italie, finit en déclarant qu'il s'agissait de venger à Sévastopol la défaite de Novare. Ce raisonnement parut sans doute péremptoire aux Chambres, car elles ratifièrent le traité d'alliance à une immense majorité. Les troupes sardes s'embarquèrent pour la Crimée; elles endurèrent force privations, furent mentionnées dans les bulletins à l'égal des Turcs. La prise de Sévastopol mit fin aux controverses que le traité d'alliance avait suscitées. Les mêmes gens, après avoir blâmé le ministère, le louèrent avec effusion; chacun se plut à répéter que la défaite de Novare était vengée à cette heure. Le roi alla féliciter l'empereur des Français et la reine d'Angleterre. A son retour, il se dit fort satisfait. L'empereur des Français l'avait entretenu en détail des affaires de l'Italie, s'était enquis de ses idées, les avait discutées avec intérêt et s'était montré des plus bienveillants. En raison des circonstances, le roi n'en pouvait demander davantage. La guerre semblait devoir se prolonger; la Russie s'obstinait; l'Autriche résistait à toutes les sollicitations et demeurait neutre. Les alliés en ressentaient une irritation facile à comprendre. M. de Cavour ne se sentait pas de joie; mais les événements tournèrent autrement qu'il ne le pensait. Après avoir tenté la voie des accommodements, l'Autriche se joignit aux alliés, et par son intervention amena la Russie à capituler. Il était impossible de le méconnaître, l'Autriche allait jouer un rôle considérable au Congrès.

III

Ce revirement atterra M. de Cavour; il ne voulait plus se mêler de rien. « A quoi bon, disait-il, aller au Congrès pour y être traités comme des polissons? » Il en vint à solliciter le chevalier d'Azeglio d'accepter l'honneur de représenter la Sardaigne; néanmoins il se laissa persuader qu'il pouvait seul défendre les intérêts de l'Italie, et s'achemina vers Paris, fort tristement. Une circonstance à laquelle il n'avait pas songé jusqu'alors aggravait son anxiété. Dans son empressement à signer le traité d'alliance, il n'avait pas stipulé pour la Sardaigne le droit de discuter les conditions de la paix. Il se trouvait ainsi dans une position mal définie, et courait le risque de demeurer étranger aux délibérations du Congrès. Une contestation était de toute façon inévitable. Les plénipotentiaires autrichiens lui étaient naturellement hostiles. Il dut plaider sa cause. La Sardaigne, dit-il, était du nombre des belligérants; elle avait supporté les charges de la guerre; elle était en droit de se faire entendre pour le moins à l'égal de l'Autriche, qui s'était bornée à observer les événements. Cet argument n'était pas dénué de malice, mais ce n'était qu'un argument. Les principes et les précédents étaient contraires aux prétentions du plénipotentiaire sarde. Le droit de traiter des intérêts généraux appartient aux États seuls qui sont en mesure de soutenir leurs dires par la force des armes. Ce n'était

pas le cas de la Sardaigne, et M. de Cavour ne se serait pas tiré de ce mauvais pas sans l'intervention de l'empereur des Français, qui lui donna gain de cause. Rassuré par ce témoignage de bienveillance, M. de Cavour prit le parti d'aller droit à l'empereur, de lui rappeler ses entretiens avec le roi, et de voir s'il était toujours dans les mêmes dispositions. Les doutes qu'il avait conçus ne tardèrent pas à se dissiper. L'empereur était parfaitement disposé. Il invita le ministre à l'entretenir franchement des affaires de l'Italie. Reprenant le thème qu'il avait déjà développé dans un mémoire adressé au ministre des affaires étrangères, M. de Cavour mentionna brièvement ses griefs contre l'Autriche, les séquestres et autres; puis il en vint aux mesures qui pouvaient satisfaire les Italiens.

En ce qui touchait les affaires de la Vénétie et de la Lombardie, il fallait user de ménagements, nul ne pouvait le méconnaître. Mais les conseils de l'empereur devaient, selon toute vraisemblance, amener l'Autriche à traiter moins rigoureusement les populations de ces provinces. L'empereur n'avait pas à garder les mêmes ménagements envers le roi de Naples. La façon dont ce prince opprimait ses sujets soulevait l'indignation des honnêtes gens par tous pays. Des remontrances lui avaient été adressées; il n'en avait tenu compte; la force seule pouvait l'amener à composition. L'empereur était en droit de recourir à ce moyen extrême; il n'avait rien à risquer; il était assuré du concours moral de l'Europe. Restait la Romagne. Dans cette contrée, l'agitation des esprits

était comprimée par les Autrichiens; on savait néanmoins que les intelligentes populations des Marches et des Légations ne s'accommodaient pas de la domination des prêtres. Il ne semblait pas facile de les contenter sans porter atteinte aux droits du Souverain Pontife. Le seul moyen de concilier ces intérêts divers était de laisser la suzeraineté du pays au Pape, et d'en confier le gouvernement à un vicaire qui n'appartînt pas à la prélature et demeurât aussi parfaitement indépendant de la cour de Rome; mais il importait avant tout de débarrasser le pays des Autrichiens qui s'opposaient à toute amélioration. Rien ne disait du reste qu'ils ne consentissent à retirer leurs troupes de Bologne, si l'empereur retirait les siennes de Rome. On pouvait laisser un détachement français à Bologne, le cas échéant, jusqu'à l'entière consolidation du nouveau régime.

L'empereur se trouva partager ces idées; il en donna l'assurance à M. de Cavour, l'engagea à persévérer, le combla de prévenances et de promesses, et se montra toujours bienveillant jusqu'à la cordialité. Il avait de semblables moments d'expansion qui surprenaient et décevaient les gens. M. de Cavour, fort enclin d'ailleurs aux illusions, s'y laissa prendre. Au sortir de cette audience, il écrivait à Rattazzi : « J'ai vu l'empereur, et je puis vous affirmer qu'il sera pour nous, et même ce sera magnifique, si nous pouvons gagner les Russes. »

Ainsi le sort de l'Italie était entre les mains des Russes! Cette affirmation de l'empereur semblait fort surprenante, mais il n'appartenait pas au ministre d'un État

secondaire de pénétrer les vues d'un aussi puissant personnage. Sans en demander plus, M. de Cavour se lança sur cette piste. Les Russes se montraient fort irrités des procédés de l'Autriche. Il fallait tirer parti de leur ressentiment sans en avoir l'air. M. de Cavour se rapprocha du comte Orlof. Ses avances furent accueillies; on se comprit, et la plus parfaite entente régna dès lors entre les deux plénipotentiaires. En toutes circonstances, M. de Cavour prit le parti des Russes; il lâcha parfois des mots piquants aux plénipotentiaires autrichiens, mais se tint d'ailleurs sur la réserve. Cependant il ne put se contenir, lorsqu'il s'agit de régler les affaires des principautés danubiennes. Il proposa d'attribuer ces principautés aux souverains de Parme et de Modène en échange de leurs possessions italiennes qui eussent été réunies aux États du roi de Sardaigne. L'idée ne fut pas agréée. Frustré de ce menu gain, M. de Cavour se remit en campagne; il s'en alla partout répétant que la situation de l'Italie était des plus alarmantes; qu'il fallait s'en occuper sans délai. L'ingérence de l'Autriche dans les affaires de l'Italie était, à son dire, une cause permanente de trouble; elle exaspérait les esprits les plus modérés, les poussait dans les voies de la démagogie. Le roi de Sardaigne avait maintes fois signalé ce danger. Plus sage que les autres souverains italiens, il s'était gardé d'appeler des étrangers à son aide; il s'était efforcé au contraire de modérer les esprits en s'associant à leurs légitimes revendications; il était parvenu ainsi à contenir la démagogie, mais il avait fort à faire pour résister aux partis. Les provocations de l'Autriche

rendaient sa tâche chaque jour plus embarrassante, et si de guerre lasse il abandonnait la partie, l'Italie était perdue, elle demeurait livrée aux sectaires de Mazzini. Cette rhétorique semblait quelque peu fastidieuse. M. de Cavour en avait usé, abusé, et lorsqu'il s'écriait d'un ton patelin : « Nous défendons en Italie la cause de l'ordre, non celle de la révolution. Grâce à Dieu, nous ne sommes pas infectés de la lèpre révolutionnaire », on souriait et l'on passait. L'empereur seul lui témoignait une véritable sympathie, mais il se perdait en projets; la guerre lui semblait en ce moment impossible, il l'avouait sans détours.

« Je ne sais, mandait M. de Cavour, si ma mission aboutira à quelque chose; mais si cela arrive, ce ne sera pas faute de m'être remué dans tous les sens. Malgré cela, je n'en serai pas moins condamné par tous les partis. J'y suis résigné d'avance. Les fatigues du grand monde auxquelles je suis condamné m'ont admirablement prédisposé à goûter les douceurs de la vie champêtre. Ainsi je vous prie, mon cher ami, de ne pas vous inquiéter si, à mon retour, une entorse donnée par la Chambre me force à me retirer. Après cinq années et demie de ministère et trois ans de journalisme, le repos ne peut qu'être le bienvenu. »

Cependant les jours s'écoulaient, le Congrès touchait à sa fin. M. de Cavour, au désespoir, alla trouver l'empereur et le pressa d'appeler l'attention des plénipotentiaires sur l'état de l'Italie. L'empereur était fort embarrassé. Il entendait contenter un allié qui pouvait d'un jour à l'autre servir ses desseins; d'autre part, il

avait promis au comte Buol de s'en tenir aux affaires d'Orient. Après maintes allées et venues, il prit le parti de noyer la question italienne au milieu d'autres moins intéressantes. Le premier plénipotentiaire de la France entretint donc le Congrès de la Grèce, de l'Italie, de la Belgique, enfin de la législation maritime. La discussion se poursuivit dans cet ordre; elle demeura calme jusqu'au moment où le plénipotentiaire de la Sardaigne fut invité à exprimer son opinion. M. de Cavour était résolu à ne rien ménager. Après avoir rappelé la déplorable condition de l'Italie en général, il fit observer que depuis sept ans les Autrichiens tenaient garnison dans les principales villes des Duchés, des Marches et des Légations. Le fait en lui-même était parfaitement irrégulier; il entraînait les plus fâcheuses conséquences, dit-il. Loin de calmer les Italiens, les rigueurs du régime militaire les avaient considérablement aigris. L'Autriche le reconnaissait elle-même; elle justifiait son intervention en alléguant que ces contrées n'étaient pas encore pacifiées, et qu'une fois livrées à elle-mêmes, elles méconnaîtraient l'autorité de leurs souverains légitimes. Rien n'était plus vraisemblable. Mais à qui la faute? Était-il nécessaire de le dire? La vue des baïonnettes autrichiennes froissait le sentiment national. Ce sentiment, il importait de le ménager. Il fallait laisser aux souverains italiens le soin de maintenir l'ordre dans leurs États; tous avaient des troupes. Ces troupes leur échapperaient! L'Autriche l'affirmait, mais on ne pouvait l'en croire. Ne voyait-on pas le grand-duc de Toscane se maintenir à Florence sans aide étrangère? Ce prince avait su gagner, il est vrai, les sympathies de ses

sujets par de sages concessions. Les autres souverains n'avaient qu'à suivre son exemple[1]. Ainsi les Romagnols demandaient à s'administrer eux-mêmes; cette prétention fort naturelle était repoussée par le Pape, qui persistait à leur imposer ses prélats. Assurément le Pape pouvait en pareille matière se servir de laïques, mais il était impossible de faire prévaloir des idées de modération à la cour de Rome. L'Autriche l'entraînait dans sa voie; elle ne laissait aucune liberté d'action à ses sujets italiens et donnait de semblables conseils aux autres souverains. Les Napolitains étaient bien autrement à plaindre. Le roi se comportait en maître absolu des personnes et des biens. Il se livrait aux actes les plus arbitraires; les prisons et les bagnes regorgeaient d'hommes appartenant à toutes les classes de la société; les exilés étaient sans nombre; les populations demeuraient terrifiées. Le Congrès ne pouvait sanctionner par son silence un état de choses si contraire à la justice, et par là même à l'intérêt général.

Les dires du plénipotentiaire sarde furent soutenus par lord Clarendon avec une âpreté de langage qui finit par irriter les Autrichiens. On s'échauffa de part et d'autre, on se dit des mots piquants. Le baron de Hübner demanda d'un ton narquois à quel titre les Sardes occupaient la principauté de Monaco. M. de Cavour, avec tout son esprit, se laissa troubler, et répondit fort malencontreusement que les Sardes étaient à Monaco pour assurer l'ordre, menacé par la

[1] Le curieux de l'affaire est que les affidés de M. de Cavour intriguaient pendant ce temps en Toscane. L'un deux, La Farina, mandait ce jour le même qu'à Florence la propagande sarde était en bonne voie.

démagogie du pays. C'était justifier l'intervention autrichienne. Lord Clarendon essaya de tirer le plénipotentiaire sarde d'embarras, mais il s'emporta, dépassa toute mesure, en vint à dire que le gouvernement du roi de Naples était une honte pour l'Europe; il mécontenta ainsi les Russes, de tout temps favorables au roi de Naples, s'attira des propos désagréables qui le piquèrent au vif. Le comte Walewski voulut s'interposer, mais lord Clarendon une fois lancé ne s'arrêta pas. Prenant à partie le comte Buol, il lui adressa ces propres paroles: « Si votre intention est réellement de ne faire aucune promesse, de ne prendre aucun engagement à l'égard de l'Italie, ce sera jeter le gant à l'Europe libérale, qui pourra plus tard le relever. La question sera alors décidée par des moyens plus énergiques et plus rigoureux. Sachez que nos forces ne sont pas épuisées par la guerre d'Orient. » Ce n'était là que de vaines paroles; on se récria, puis on se calma. Le comte Buol mit un terme à l'altercation en rappelant que ses instructions ne l'autorisaient pas à traiter les affaires de l'Italie. Il en était de même des plénipotentiaires russes et prussiens. On finit par s'entendre, et l'on adopta les propositions anodines de la France. En ce qui touchait l'Italie, il fut simplement dit que les plénipotentiaires de l'Autriche s'étaient associés au vœu exprimé par les plénipotentiaires de la France, de voir les États pontificaux évacués par les troupes françaises et autrichiennes, aussitôt que faire se pourrait sans inconvénient pour la tranquillité du pays et la consolidation de l'autorité du Saint-Siége; enfin que les plénipotentiaires, au moins pour la plupart, n'avaient pas contesté l'effi-

cacité qu'auraient des mesures de clémence prises d'une manière opportune par les gouvernements de la péninsule italienne, surtout par celui des Deux-Siciles. En acceptant une formule aussi vague, lord Clarendon témoignait qu'il s'était laissé entraîner par la chaleur de la discussion, et qu'en définitive, il n'attachait pas un réel intérêt aux affaires de l'Italie.

IV

Cette réflexion ne se présenta pas à l'esprit de M. de Cavour : il se persuada que les Anglais entendaient joindre les actions aux paroles, s'enivra de chimères, perdit le sentiment des réalités, et tomba dans d'étranges méprises, ainsi qu'on le verra par sa correspondance avec Rattazzi.

« J'ai dit à Clarendon, en sortant de la conférence : — Vous voyez, milord, qu'il n'y a rien à attendre de la diplomatie, et que le moment est venu de recourir à d'autres moyens, au moins en ce qui touche le roi de Naples. Clarendon me répondit : — Il faut s'occuper de Naples, et sans tarder. Je le quittai sur ces mots : J'en irai causer avec vous — je crois pouvoir lui parler de faire sauter en l'air le Bourbon. »

« J'ai eu hier avec lord Clarendon la conversation suivante : — Milord, ce qui s'est passé au Congrès prouve deux choses : premièrement, que l'Autriche est décidée à persister dans son système d'oppression et de violence

envers l'Italie; secondement, que les efforts de la diplomatie sont impuissants à modifier son système. Il en résulte pour le Piémont des conséquences extrêmement fâcheuses. En présence de l'irritation des partis, d'un côté, et de l'arrogance de l'Autriche, de l'autre, il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec l'Autriche et le Pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Autriche dans un avenir peu éloigné. Si le premier parti était préférable, je devrais, à mon retour à Turin, conseiller au roi d'appeler au pouvoir des amis de l'Autriche et du Pape. Si, au contraire, la seconde hypothèse est la meilleure, mes amis et moi, nous ne craindrons pas de nous préparer à une guerre terrible, à une guerre à mort : *the war to the knife,* la guerre jusqu'avec les couteaux. Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni étonnement, ni approbation, dit alors : — Je crois que vous avez raison; votre position devient bien difficile; je conçois qu'un éclat devienne inévitable, seulement le moment d'en parler tout haut n'est pas encore venu. — Je répliquai : Je vous ai donné des preuves de ma modération et de ma prudence. Je crois qu'en politique il faut être excessivement réservé en paroles, et excessivement décidé quant aux actions. Il y a des positions où il y a moins de dangers dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. Avec La Marmora, je suis persuadé que nous sommes en état de commencer la guerre, et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de nous aider. Lord Clarendon répliqua avec une grande vivacité : — Oh! certainement, si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez compter sur nous, et vous verrez avec quelle

énergie nous viendrons à votre aide. Je ne poussai pas plus loin l'affaire, et je terminai la conversation par quelques paroles de sympathie envers lord Clarendon et l'Angleterre [1]. Vous voyez parfaitement quelle est l'importance de ces déclarations dans la bouche d'un ministre qui a la réputation d'être excessivement réservé et prudent. L'Angleterre est aux regrets de la paix; sans nul doute elle verra surgir avec satisfaction une nouvelle guerre, surtout une guerre aussi populaire que celle dont la fin serait l'affranchissement de l'Italie. Pourquoi ne pas profiter de ces dispositions, ne pas tenter un effort suprême pour accomplir les destinées de la maison de Savoie et de notre pays? Cependant, comme il s'agit d'une affaire de vie ou de mort, il faut cheminer avec précaution; pour cette raison, je juge nécessaire d'aller à Londres en causer avec Palmerston et les autres chefs du gouvernement. S'ils partagent la manière de voir de lord Clarendon, il faudra se préparer en secret à faire l'emprunt de trente millions; puis, au retour de La Marmora, envoyer à l'Autriche un ultimatum qu'elle ne puisse accepter et commencer la guerre. L'empereur ne peut être contraire à cette guerre; il la désire au fond du cœur, il y consentira certainement s'il voit l'Angleterre résolue à entrer en lice. D'autre part, j'adresserai à l'empereur, avant de partir, un discours analogue à celui que j'ai tenu à lord Clarendon. Les dernières conversations que j'ai eues avec lui et ses ministres étaient de nature à préparer les voies à une déclaration belliqueuse. Le seul obstacle

[1] Cette première partie de la lettre est en français.

que je prévoie est le Pape. Qu'en ferons-nous dans le cas d'une guerre italienne? J'espère qu'après avoir lu cette lettre, vous ne me croirez pas atteint d'une fièvre cérébrale ou tombé dans un état d'aliénation mentale. Tout au contraire, je suis dans un parfait état de santé intellectuelle, et je ne me suis jamais senti plus calme. Je me suis même acquis une grande renommée de modération. Clarendon le dit; le prince Napoléon m'accuse de manquer d'énergie; Walewski lui-même se loue de ma contenance; mais réellement je suis persuadé qu'on peut prendre un parti audacieux avec grande chance de succès. Comme vous pouvez le croire, je ne prendrai aucun engagement ni proche, ni éloigné; je me bornerai à recueillir les faits; à mon retour, je verrai le roi, et mes collègues décideront ce qu'il faudra faire. »

« Il n'y a pas eu aujourd'hui de conférence. Le procès-verbal de l'orageuse séance de mardi n'est pas préparé. Lord Clarendon est disposé à attaquer encore une fois Buol; mais celui-ci cherchera probablement à éviter une nouvelle prise en s'abstenant d'observations sur le protocole. Clarendon, d'autre part, a expédié lord Cowley chez Hübner pour lui dire que l'Angleterre tout entière serait scandalisée des paroles prononcées par le ministre autrichien quand elle les connaîtrait. Aujourd'hui, dîner monstre chez l'empereur; il me sera difficile de lui parler, mais je lui demanderai l'honneur d'une audience. »

« Hier, en dînant chez le prince Napoléon avec le comte Clarendon, j'ai entretenu longuement ces deux personnages. Tous deux me dirent que, la veille, ils

avaient parlé à l'empereur des affaires de l'Italie et lui avaient déclaré que la conduite de l'Autriche plaçait le Piémont dans une situation tellement difficile qu'il fallait l'aider à s'en tirer. Lord Clarendon dit nettement que le Piémont pouvait être amené à déclarer la guerre à l'Autriche, et qu'en ce cas il faudrait nécessairement prendre un parti. L'empereur avait paru très-frappé de ce discours. Après quelques instants de réflexion, il avait exprimé l'intention d'en conférer avec moi. J'espère être en mesure de lui faire comprendre l'impossibilité absolue de rester dans la situation que nous crée la conduite obstinée et provocante de l'Autriche. Connaissant ses sympathies pour l'Italie et pour nous, je ne doute pas que, du moment où il faudra agir, il ne le fasse avec la résolution et la fermeté qui le distinguent. Si le gouvernement anglais professe les mêmes sentiments que lord Clarendon, l'appui de la Grande-Bretagne ne lui fera pas défaut[1]. »

« J'ai vu l'empereur, je lui ai tenu un langage analogue à celui dont j'ai usé envers Clarendon, mais un peu moins vif. Il l'a accueilli avec une grande bienveillance, en ajoutant néanmoins qu'il espérait rame-

[1] Lord Clarendon a nié formellement s'être exprimé en ces termes. Il faut l'en croire. Une lettre qu'il adressait le 30 avril à lord Palmerston montre que rien n'était plus loin de sa pensée. « Je vois, disait-il, l'idée d'un congrès germer dans l'esprit de l'empereur; on en arriverait par cette voie à des agrandissements pour la France; on en finirait de traités vieillis qui ne signifient plus rien, on procéderait à des remaniements devenus nécessaires. Sur ce, j'improvisai un long catalogue des dangers, des embarras qu'entraînerait un congrès, à moins d'un accord unanime ou d'une résolution bien arrêtée de recourir en définitive à la force. L'empereur ne demande pas ce congrès immédiatement, mais il y songe et prévoit que dans un an ou deux le peuple français s'ennuiera de la paix, et qu'il faudrait lui offrir quelque chose de nouveau, de propre à l'amuser. »

ner l'Autriche à des idées plus modérées. Il me raconta qu'au dîner de samedi il avait dit au comte Buol qu'il regrettait de se trouver en opposition directe avec l'empereur d'Autriche sur la question italienne; que Buol, en conséquence de cette déclaration, avait été chez Walewski protester du désir de l'Autriche de complaire en tout à l'empereur; qu'il avait ajouté que son pays n'avait pas d'autre allié que la France, et qu'il était en conséquence dans la nécessité de conformer sa politique aux désirs de l'empereur. L'empereur paraissait satisfait de ces protestations amicales. Il me répéta qu'il s'en servirait pour obtenir des concessions de l'Autriche. Je témoignai mon incrédulité, j'insistai sur la nécessité de prendre un parti décisif, et lui dis que, pour commencer, j'avais préparé une protestation et que je la remettrais le lendemain à Walewski. L'empereur parut hésiter beaucoup et finit par me dire : — Allez à Londres, entendez-vous bien avec Palmerston, et à votre retour venez me parler. »

On le voit, l'empereur, à la fois surpris et ébranlé, doutait encore, mais M. de Cavour ne doutait pas. Sans tenir compte du sage conseil que l'empereur lui avait donné, il lança sa protestation avant de partir.

« Il serait superflu, disait-il, de tracer ici un tableau exact de l'Italie; ce qui se passe dans ces contrées depuis bien des années est trop notoire; le système de compression et de réaction violentes inauguré en 1848 et 1849, que justifiaient peut-être, à son origine, les troubles révolutionnaires qui venaient d'être comprimés, dure sans le moindre adoucissement; on

peut même dire que, sauf quelques exceptions, il est pratiqué avec un redoublement de rigueur. Jamais les prisons et les bagnes n'ont été plus remplis de condamnés pour cause politique; jamais le nombre des proscrits n'a été plus considérable; jamais la police n'a été plus tracassière, ni l'état de siége plus durement appliqué. De tels moyens de gouvernement doivent nécessairement maintenir les populations dans un état d'irritation constante et de fermentation révolutionnaire. — Un état de choses aussi fâcheux, s'il mérite de fixer l'attention des gouvernements de la France et de l'Angleterre, intéressés également au maintien de l'ordre et au développement régulier de la civilisation, doit naturellement occuper au plus haut degré le gouvernement du roi de Sardaigne. Le réveil des passions révolutionnaires dans toutes les contrées qui entourent le Piémont, l'expose à des dangers d'une excessive gravité, qui peuvent compromettre cette politique ferme et modérée qui a eu de si heureux résultats à l'intérieur, et lui a valu la sympathie et l'estime de l'Europe éclairée. Mais ce n'est pas là le seul danger qui menace la Sardaigne; un plus grand encore est la conséquence des moyens que l'Autriche emploie pour comprimer la fermentation révolutionnaire en Italie. Appelée par les petits souverains de l'Italie impuissants à contenir le mécontentement de leurs sujets, cette puissance occupe militairement la plus grande partie de la vallée du Pô et de l'Italie centrale, et son influence se fait sentir d'une manière irrésistible sur les pays même où elle n'a pas de soldats. Appuyées d'un côté à Ferrare et à Bologne,

ses troupes s'étendent jusqu'à Ancône, le long de l'Adriatique, devenue en quelque sorte un lac autrichien ; de l'autre, maîtresse de Plaisance, que, contrairement à l'esprit, sinon à la lettre des traités de Vienne, elle travaille à transformer en place de premier ordre, elle a garnison à Parme et se dispose à déployer ses forces tout le long de la frontière sarde, du Pô au sommet des Apennins. Ces occupations permanentes par l'Autriche de territoires qui ne lui appartiennent pas, la rendent maîtresse absolue de presque toute l'Italie, détruisent l'équilibre établi par le traité de Vienne.

« Les faits que les soussignés viennent d'exposer suffisent pour faire apprécier les dangers de la position où le gouvernement du roi de Sardaigne se trouve placé. Troublé à l'intérieur par l'action des passions révolutionnaires suscitées tout autour de lui par un système de compression violente et par l'occupation étrangère, menacé par l'extension de puissance de l'Autriche, il peut, d'un moment à l'autre, être forcé par une inévitable nécessité à adopter des mesures extrêmes dont il est impossible de calculer les conséquences. Si la Sardaigne succombait épuisée de forces, abandonnée de ses alliés, si elle aussi était contrainte de subir la domination autrichienne, alors la conquête de l'Italie par cette puissance serait achevée; et l'Autriche, après avoir obtenu, sans qu'il lui coûtât le moindre sacrifice, l'immense bienfait de la liberté de la navigation du Danube et de la neutralisation de la mer Noire, acquerra une influence prépondérante en Occident. C'est ce que la France et l'Angleterre ne sauraient

vouloir, c'est ce qu'elles ne permettront jamais. »

Ces griefs, on le voit, étaient parfaitement vagues et ne pouvaient servir de base à une négociation sérieuse; mais ils figuraient convenablement dans un manifeste, et telle était bien la pensée de M. de Cavour : les dernières phrases le montrent assez clairement.

M. de Cavour se rendit ensuite à Londres. Il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait fait un pas de clerc. Lord Palmerston n'entendait nullement le seconder. Il se proposait à ce moment d'assurer l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman, n'avait garde de se brouiller avec l'Autriche, qui partageait à ce point de vue la politique de l'Angleterre. D'ailleurs, il avait pris en grippe M. de Cavour et le considérait comme un brouillon. Il l'accueillit en conséquence, ne lui laissa même pas le temps de développer ses idées, et l'éconduisit avec sa rudesse habituelle.

« Voici trois jours que je suis à Londres sans avoir fait rien qui vaille, écrivait M. de Cavour à son ami Rattazzi. J'ai trouvé lord Palmerston en grand deuil par suite de la mort de son beau-fils, lord Cowper. Les projets d'Azeglio s'en sont ainsi allés en fumée. J'ai cependant vu lord Palmerston, mais je n'ai pu traiter de nos affaires avec les détails qu'elles comportent.

« La reine m'a invité à dîner; elle a été très-aimable pour moi. Elle m'a pressé d'assister à la revue de la flotte; je ne pourrai m'en dispenser, en raison de l'intérêt que les Anglais attachent à cette démonstration. Mais je partirai ces jours-ci, assez fâché d'avoir

fait cette course. Assurément, si j'avais appris à Paris le malheur arrivé à lord Palmerston, je m'en serais retourné droit à Turin. Je n'ai plus revu lord Palmerston. »

On devine la confusion de M. de Cavour lorsqu'il lui fallut avouer à l'empereur qu'il s'était si parfaitement mépris. Les témoignages de sympathie qui lui furent prodigués durant ce pénible entretien le réconfortèrent. L'avenir lui restait ouvert; il n'en demandait pas plus. Au sortir, ce n'était déjà plus le même homme.

« Je vous assure, mandait-il, que je n'ai pas à me plaindre de l'empereur. La France voulait la paix; il a dû la faire, et invoquer pour cela le concours de l'Autriche. Il ne pouvait donc pas traiter cette puissance en ennemie, et même, jusqu'à un certain point, il était obligé de la traiter en alliée. En cet état de choses, il ne pouvait pas employer les menaces dans la question italienne. Les exhortations étaient seules possibles. Elles ont été faites; elles n'ont abouti à rien. Le comte Buol a été inébranlable dans les grandes comme dans les petites choses. Cette ténacité, qui tourne au malheur de l'Italie pour le moment, lui sera avantageuse plus tard. »

Il fallait attendre, rien de plus. Parfaitement résolu à ne pas se laisser oublier, M. de Cavour regagna Turin, sans avoir en poche le moindre duché, disait-il plaisamment.

V

L'empereur était sincère : il se croyait appelé par le destin à changer la face de l'Europe, se proposait d'en répartir les territoires selon l'intérêt non plus des rois, mais des peuples, entendait affranchir ainsi la Pologne et l'Italie. Tel était le dernier mot de sa politique. Lors de la guerre d'Orient, il avait sollicité ses alliés d'arracher la Pologne au joug de la Russie, s'était vu abandonné de l'Autriche, songeait depuis à l'Italie, mais ne se souciait pas d'engager l'affaire en ce moment. Il ne fallait pas s'en étonner. L'homme était ainsi fait. En général, il se plaisait à ne rien précipiter, s'arrêtait aux moindres obstacles, songeait à les tourner plus qu'à les vaincre, et poursuivait son dessein à travers mille pensées contraires, que son attitude flegmatique déguisait aux yeux du monde. Cette disposition à temporiser se trouvait alors pleinement justifiée. Il fallait à l'empereur un allié. Or, l'Angleterre n'entendait pas le seconder; la Russie s'offrait à lui sans doute; elle aspirait à se venger de l'Autriche, mais épuisée par la lutte qu'elle venait de soutenir, elle n'était pas en mesure de l'aider. En définitive, l'Autriche ne se montrait pas hostile à ses idées, elle les acceptait même dans une juste mesure. Il était possible de s'entendre avec elle et d'en arriver à quelque terme moyen, de nature à satisfaire les patriotes italiens. Si l'empereur échouait dans sa

négociation, il mettait du moins l'Autriche dans son tort et se donnait le temps de disposer les esprits à l'idée d'une guerre qui en ce moment les eût fort surpris.

Il importait de rassurer les Autrichiens. L'empereur, dans cette pensée, laissa entendre qu'il n'approuvait pas l'attitude des plénipotentiaires sardes au Congrès. Son entourage s'exprima dans les mêmes termes : « Le comte de Cavour a fait beaucoup d'embarras, beaucoup trop », dit un de ses ministres. Ce propos revint naturellement à la cour de Vienne, et sembla d'un heureux augure. L'empereur ne tarda pas à manifester plus clairement encore sa pensée. A l'occasion de quelques nouvelles algarades italiennes, il blâma ces manifestations inutiles et imprudentes, et ajouta que loin d'encourager le roi de Sardaigne à persévérer dans cette voie, il lui conseillait la plus extrême prudence.

Ce n'était pas là une parole en l'air; l'empereur trouvait que son allié le compromettait outre mesure. Au moment même où l'Europe entière se donnait des gages de paix, M. de Cavour n'affichait-il pas sa haine de l'Autriche? ne disait-il pas à tout venant que les négociations, de l'aveu même du Congrès, ne pouvaient mener à rien, et qu'une guerre, dès lors, était inévitable? A l'entendre ainsi braver, on pouvait s'imaginer qu'il était soutenu par la France. Il ne se faisait pas faute de l'insinuer, en mêlant fort indiscrètement le nom de l'empereur à ses déclamations. Les mesures qu'il prenait n'avaient pas un caractère moins agressif. L'ordre était donné de mettre en état de défense les places les plus

rapprochées de la Lombardie. Un vaste camp retranché était tracé autour d'Alexandrie; une tête de pont était construite en avant de Valence, de façon à assurer le passage du fleuve. Ces ouvrages rentraient dans les données que Napoléon avait adoptées alors que, maître de Gênes, il songeait à s'assurer des défilés qui mènent en Lombardie. Les Autrichiens les avaient rasés en 1815. Les Sardes les relevaient. Le contraste était frappant. La translation de l'arsenal de Gênes à la Spezzia ne donnait pas moins à penser. Le golfe de la Spezzia, on le sait, offre un refuge aux flottes les plus nombreuses, mais la rade n'est pas sûre. Pour l'approprier, il fallait se lancer dans une série de dépenses qui ne s'accordaient pas avec l'état des finances de la Sardaigne, et ne semblaient même pas justifiées par les intérêts de sa marine. L'idée de créer un port de guerre à l'extrémité du territoire était en elle-même des plus malencontreuses; mais il n'y avait rien à redire s'il s'agissait de faciliter le débarquement d'une armée qui, prenant la Spezzia comme base d'opération, eût franchi les Apennins et tourné les places fortes des Autrichiens [1]. Cette réflexion ne pouvait échapper à la vive intelligence des Italiens. Ils ne doutèrent pas d'une entente secrète entre la France et la Sardaigne. Nombre de patriotes coururent à Turin, recueillir les impressions de l'homme d'État qui avait le dernier mot de l'empereur des Français. Ils revinrent pleins d'espoir, entraînèrent les autres, fédéralistes, constitutionnels, républicains de toutes nuances. L'Italie fut en combustion. Mazzini demeura

[1] Le général Niel fut par la suite appelé à donner son avis sur ce plan d'opération; il le trouva trop périlleux.

inébranlable, il est vrai, mais ses partisans l'abandonnèrent en majeure partie. Manin, le dictateur de Venise, donna le signal de la débandade, en patronant une souscription destinée à offrir au roi de Sardaigne les cent pièces de canon qui devaient armer le camp retranché d'Alexandrie. L'allusion était aussi claire que possible. C'était d'Alexandrie que les armées de la Sardaigne, unies à celles de la France, devaient se ruer sur les Autrichiens et chasser ces barbares de l'Italie. Les offrandes affluèrent, à la rage de Mazzini qui ouvrit à son tour une souscription. Il s'agissait simplement d'acheter dix mille fusils. Les Italiens demeurèrent sourds à l'appel de Mazzini. Ce fut pour M. de Cavour une occasion de répéter pour la centième fois que l'Italie échapperait aux influences de la démagogie du jour où ses sentiments d'ordre et d'indépendance seraient satisfaits.

Tout ce bruit agaçait l'empereur. Il avait fait ce qu'il avait pu en faveur de l'Italie. Une fois assuré des bonnes grâces de l'Autriche, il s'était efforcé de l'amener à partager ses idées sur l'Italie. Des négociations s'étaient engagées; l'Autriche avait consenti à retirer ses troupes de la Romagne; mais lorsqu'il s'était agi de réformes à proposer, on s'était trouvé fort embarrassé. Les ducs opposaient aux exhortations réunies de la France et de l'Autriche la force d'inertie. Le roi de Naples ne voulait entendre à rien; il l'avait pris sur un ton si haut qu'une rupture s'en était suivie. Le Pape avait loué ses chers fils de leurs bonnes intentions, les avait bénis et les avait laissés débrouiller ses affaires. On en avait rai-

sonné, on avait reconnu que la tâche n'était pas facile.

Ennuyé de la résistance qu'il rencontrait de tous côtés, l'empereur n'avait plus insisté. Pour en finir et sans doute aussi pour se justifier, il avait laissé divulguer une dépêche du comte de Rayneval, son ambassadeur à Rome, qui signalait, sans le moindre ménagement, la corruption et l'incapacité des laïques romains et par là même l'inutilité des réformes. Ce n'était pas qu'il abandonnât la partie; il cherchait une autre voie, nouait en vue de l'avenir des relations intimes avec la Russie, s'efforçait de gagner l'Angleterre, lui proposait de s'entendre avec la France et la Russie, et de régler ainsi les affaires de l'Europe sans l'intervention de l'Autriche.

Il s'intéressait aux affaires du roi de Sardaigne, sans doute, mais poursuivait en même temps d'autres idées. M. de Cavour ne connaissait pas le personnage. « L'imagination de l'empereur, disait lord Palmerston, est toujours hantée de projets; une garenne n'est pas plus hantée de lapins, et ses projets, comme les lapins, se terrent à la première rencontre, puis se remontrent : ainsi de suite. » Entre autres idées, l'empereur se proposait d'enlever le littoral de l'Afrique aux musulmans. Il attribuait l'Égypte à l'Angleterre, la Tunisie à la Sardaigne, se réservait le Maroc [1]. Il ne négligeait pas, on le voit, les intérêts du roi de Sardaigne, seulement il procédait à sa façon.

[1] La proposition fut déclinée par lord Palmerston en mars 1857; mais l'empereur ne se le tint pas pour dit. Lors de son séjour à Osborne, en août de la même année, il reparla de son projet au prince Albert. « Je songe, dit-il, à faire de la Méditerranée non un lac français, comme le voulait l'empereur Napoléon Ier, mais un lac européen. L'Espagne n'a qu'à

VI

M. de Cavour ne savait rien de cette lubie; il était complétement dérouté. A son gré, l'empereur se fourvoyait; il avait adressé des remontrances au roi de Naples, en avait reçu la réponse la plus arrogante, se l'était tenu pour dit. Envers l'Autriche il usait de ménagements infinis, n'exigeait rien, insinuait, se faisait écouter. A ses aménités l'Autriche répondait par des aménités; elle entrait dans ses vues, engageait les souverains italiens à modifier les formes de leurs gouvernements dans un sens libéral; elle-même prêchait d'exemple, accordait des amnisties, levait les séquestres apposés sur le bien des émigrés, envoyait l'archiduc Maximilien tenir sa cour à Milan, annonçait l'intention de laisser aux Lombards leur autonomie. Cette politique ruinait en définitive les affaires de l'Italie. Les choses en étaient arrivées à ce point qu'une députation de patriotes avait osé demander à Turin si dans la circonstance présente, il ne convenait pas de désarmer. L'exaspération de M. de Cavour est facile à comprendre. L'empereur lui ravissait ses plus chers griefs. Entendait-il réconcilier l'Italie avec l'Autriche? Ce ne pouvait être sa pensée. Mais était-il de tous points sincère?

prendre le Maroc; Tripoli revient à la Sardaigne, l'Égypte à l'Angleterre; on peut attribuer la Syrie au moins pour partie à l'Autriche. Que sais-je? »

Il résulte de l'ensemble de cette conversation que l'Empereur entendait indemniser ainsi les princes qu'il se proposait de dépouiller pour en arriver à ses fins.

Rien ne le disait. En s'éternisant à Rome, ne songeait-il pas à Naples? Les intrigues des émigrés napolitains, partisans de Murat, le donnaient à croire. Troublé par ces visions, M. de Cavour eut l'étrange idée de se rapprocher des souverains qu'il avait si fort malmenés au Congrès. Leur intérêt à tous, disait-il, était de se débarrasser des étrangers. Une confédération pouvait seule leur rendre une entière liberté d'action. Le roi de Sardaigne disposait d'une armée parfaitement organisée. Il la mettait au service de la confédération. L'hégémonie en revenait naturellement à ce prince, ajoutait-il d'un ton dégagé. L'affaire était chanceuse sans doute, mais il ne semblait pas impossible de gagner le roi de Naples. Ferdinand II s'était trouvé maintes fois aux prises avec les étrangers; il venait de se brouiller avec l'empereur des Français, qui s'était ingéré à lui donner des conseils. « Votre souverain, dit M. de Cavour au chevalier Canofari, ministre de Naples, s'est brillamment comporté; il a mis à profit les circonstances, et s'est tiré à son honneur d'une situation embarrassante. Maintenant il devrait se venger des gouvernements qui lui ont cherché noise, aussi bien que de ceux qui l'ont mollement assisté dans ce différend, et se rapprocher de la Sardaigne. Je vous dis cela de mon chef, non comme ministre des affaires étrangères; mais il est parfaitement clair que Naples et Turin unis seraient en mesure de dominer l'Italie entière. » La réponse aigre du ministre de Naples ne découragea pas M. de Cavour. A quelques jours de là, l'entretien fut repris par le général de La Marmora. Le roi de Naples ne voulut rien entendre : il souhaitait vivre en bonne intelligence

avec les gens, mais redoutait les familiarités, et tenait surtout à ce qu'on ne se mêlât pas de ses affaires. Le grand-duc de Toscane se trouva du même sentiment. L'ineptie de ces princes était telle qu'ils ne sentaient pas la nécessité de se confédérer.

Les dés ne venaient pas à M. de Cavour; sa popularité déclinait. Il voyait Mazzini regagner la faveur des patriotes. Les journalistes dont il disposait aboyaient Mazzini, mais le vieux bandit n'en poursuivait pas moins ses souterrains. Il était impossible de le méconnaître; dans toute l'Italie les sociétés secrètes appartenaient à la démagogie. La faute n'en était pas aux émissaires sardes; ils agissaient isolément et perdaient leurs pas. La Farina, vieux routier de conspirations, ne cessait de le répéter à M. de Cavour; il lui fit sentir la nécessité d'organiser ses partisans à la façon de Mazzini. Les cadres existaient; il s'agissait simplement de patronner l'association, de lui donner un nom. La Farina se chargeait du reste. Le nom de société nationale fut adopté avec la devise : « Indépendance, unité de l'Italie, maison de Savoie. »

« Allez de l'avant, dit M. de Cavour à La Farina; vous n'êtes pas ministre, vous n'avez à vous inquiéter de rien; seulement je vous préviens que si j'ai maille à partir avec les Chambres ou les diplomates, je vous renierai ni plus ni moins que Pierre renia le Christ. » Le procédé n'était pas avouable : aussi M. de Cavour s'en défendait-il énergiquement. « Nous avons toujours suivi une politique franche et loyale, disait-il à quelque temps de là, nous n'avons jamais eu deux paroles, et tant que nous serons en paix avec les autres souverains,

nous n'emploierons jamais de moyens révolutionnaires. Nous ne fomenterons ni complot, ni désordre. » De telles protestations étaient parfaitement inutiles. Les cours italiennes les appréciaient à leur juste valeur, elles le disaient fort clairement. l'Autriche en était même arrivée à rompre toute relation avec la Sardaigne.

Le roi ne se mêlait de rien, passait son temps à la chasse, laissait venir les événements. Les criailleries inévitables s'adressaient au ministre, et l'on ne s'en faisait pas faute. On se disait Piémontais, non pas Italien; on n'avait rien à démêler avec les patriotes de Naples, de Rome, de Venise, de Milan; on se rappelait Novare; on n'entendait pas se faire écharper pour des gens qui avaient laissé les Piémontais supporter seuls le poids de la guerre, et les avaient en définitive trahis à Novare; on était las des intrigues qui agitaient et ruinaient le pays. Tous les intérêts se trouvaient lésés à la fois. Le clergé, dépouillé de ses priviléges, se voyait traité en ennemi; l'armée était livrée à des aventuriers étrangers; les villes se ressentaient d'onéreux traités de commerce conclus avec la France et l'Angleterre; les campagnes étaient réduites à la misère. Depuis plusieurs années l'intempérie des saisons avait anéanti les récoltes; les oliviers étaient gelés, les vignes et les mûriers, attaqués d'un mal inconnu, périssaient par milliers. Le pays n'en était pas moins écrasé de charges; les impôts avaient été doublés en six ans, il semblait impossible de les alléger. Les budgets; toujours dépassés, se soldaient à l'aide d'emprunts; six à sept cents millions avaient été ainsi dévorés. Aux gens qui se plaignaient de ces façons

ruineuses, M. de Cavour répondait imperturbablement qu'il fallait savoir risquer. L'enjeu, sans doute, était magnifique, mais le sort de la partie était entre les mains de l'empereur des Français. Or, ce monarque semblait fort indifférent à ce qui se passait en Italie; on s'en étonnait, on en arrivait à douter de l'avenir; on ne se prenait plus aux airs mystérieux du ministre; les nombreux ennemis qu'il s'était faits triomphaient de ses déconvenues, signalaient ses fautes, rappelaient avec amertume les maux qui en étaient la conséquence. Ses partisans eux-mêmes déploraient les illusions auxquelles il s'était abandonné; nombre d'entre eux se ralliaient à Mazzini. Les esprits s'exaltaient en raison même de leurs déceptions, les patriotes ne se connaissaient plus de rage; ils s'insurgeaient à Gênes, en même temps qu'à Livourne et à Palerme; ils protestaient par des assassinats contre cette politique énervante qui demandait l'affranchissement de la patrie à l'intervention étrangère. Une situation aussi embrouillée ne pouvait se prolonger. Telle était l'opinion générale. On le vit clairement lors des élections qui eurent lieu vers la fin de l'année 1857. Les cléricaux et autres mécontents entrèrent en nombre à la Chambre. On les chicana, mais on ne parvint pas à s'en débarrasser entièrement [1]. Resté, grâce à ses manœuvres, maître du terrain, mais découragé à la vue des rangs éclaircis

[1] M. de Cavour imagina en cette circonstances diverses machines parlementaires fort ingénieuses, entre autres l'invalidation en masse, l'ingérence cléricale, et sut en tirer bon parti. « Les prélats, écrivait-il, poussés par Rome et par Paris, ont organisé une véritable conspiration *more* Mazzini. Des comités secrets, des affiliations nombreuses ont été organisés à l'aide des évêques et des curés dans tout le royaume. Le mot d'ordre,

de cette majorité ministérielle, jadis compacte et docile jusqu'à la servilité, M. de Cavour songeait à résigner le pouvoir, lorsque arriva la nouvelle de l'effroyable attentat d'Orsini.

VII

Au premier mot qui lui en fut dit, M. de Cavour se rappela, non sans émotion, qu'il connaissait Orsini. Il devait avoir encore une lettre de ce furieux qui, l'année dernière, lui avait proposé de soulever la Romagne. On se mit en quête de la lettre, on la retrouva. Fort heureusement elle était demeurée sans réponse. L'affaire n'en était pas moins fâcheuse. Orsini s'était trouvé mêlé à toutes les conspirations du temps. Il était en relation avec les personnes qui approchaient M. de Cavour. Ses amis se compromettaient par l'imprudence de leurs propos. Ils approuvaient sans la moindre vergogne l'avertissement qu'un enfant de l'Italie avait donné à l'empereur des Français. Ils décernaient à Orsini la palme qu'Harmodius et Aristogiton avaient méritée de l'antiquité grecque. Le nom de ce martyr de la liberté était célébré dans des sonnets. Son image était partout exposée en compagnie de celles des per-

parti du comité central, se répand avec la rapidité de l'éclair dans toutes les communes, en passant par le palais épiscopal et le presbytère.

« Le comité a décidé l'emploi de toutes les armes spirituelles pour agir sur les électeurs. Le confessionnal est devenu une chaire pour endoctriner les gens à foi aveugle. Les prêtres ont été autorisés à tirer largement sur le paradis et sur l'enfer. Rome leur a ouvert, à cet effet, un crédit illimité sur l'autre monde. » On croirait lire une de nos enquêtes électorales.

sonnages les plus populaires. Les journaux, au premier abord, avaient gardé un silence décent; enhardis par les manifestations de l'opinion publique, ils se mirent de la partie, dissertèrent sur le bien et le mal moral, passèrent de la controverse à l'apologie, citèrent Tite-Live, Milton, Escobar. A ce propos, ils relancèrent les Jésuites, allèrent chercher noise au comte Solar della Margherita, chef du parti piémontais, qui, dans un gros livre, avait cité cet apophthegme : *Rex destrui potest, si regia potestate abutetur.* Une fois les personnalités en jeu, on ne se connut plus, on oublia toute retenue. Étourdi par les clameurs de ses partisans, M. de Cavour se laissa entraîner à distinguer, lui aussi, entre la morale et la politique. Le crime d'Orsini était détestable; il offensait la morale, mais il servait la politique. L'empereur n'avait voulu entendre à rien; on lui rappelait ses engagements. Orsini le comprenait bien ainsi, lorsqu'il adressait à l'empereur cette lettre :

« Les dépositions que j'ai faites contre moi-même, dans ce procès politique intenté à l'occasion de l'attentat du 14 janvier, sont suffisantes pour m'envoyer à la mort, et je la subirai sans demander grâce, tant parce que je ne m'humilierai jamais devant celui qui a tué la liberté naissante de ma malheureuse patrie, que parce que, dans la situation où je me trouve, la mort sera pour moi un bienfait. Près de la fin de ma carrière, je veux néanmoins tenter un dernier effort pour venir en aide à l'Italie, dont l'indépendance m'a fait jusqu'à ce jour braver tous les périls, aller au-devant de tous les sacrifices. Elle fait l'objet constant de toutes mes

affections, et c'est cette dernière pensée que je veux déposer dans les paroles que j'adresse à Votre Majesté.

« Pour maintenir l'équilibre actuel de l'Europe, il faut rendre l'Italie indépendante, ou resserrer les chaînes sous lesquelles l'Autriche la tient en esclavage. Demanderai-je pour sa délivrance que le sang des Français soit répandu pour les Italiens? Non. Je ne vais pas jusque-là. L'Italie demande que la France n'intervienne pas contre elle; elle demande que la France ne permette pas à l'Allemagne d'appuyer l'Autriche dans les luttes qui vont peut-être bientôt s'engager. Or, c'est précisément ce que Votre Majesté peut faire si elle le veut. De cette volonté dépend le bien-être ou les malheurs de ma patrie, la vie ou la mort d'une nation à qui l'Europe est en grande partie redevable de sa civilisation.

« Telle est la prière que de mon cachot j'ose adresser à Votre Majesté, ne désespérant pas que ma faible voix ne soit entendue. J'adjure Votre Majesté de rendre à la patrie l'indépendance que ses enfants ont perdue en 1849 par la faute même des Français.

« Que Votre Majesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels était mon père, versèrent avec joie leur sang pour Napoléon le Grand, partout où il lui plut de les conduire; qu'elle se rappelle qu'ils lui furent fidèles jusqu'à sa chute; qu'*elle se rappelle que tant que l'Italie ne sera pas indépendante, la tranquillité de l'Europe et celle de Votre Majesté ne sont qu'une chimère.* Que Votre Majesté ne repousse pas le vœu suprême d'un patriote sur

les marches de l'échafaud, qu'elle délivre ma patrie, et les bénédictions de vingt-cinq millions de citoyens la suivront dans la postérité.

« De la prison de Mazas, 11 février 1858.

ORSINI. »

M. de Cavour fut enchanté de cette lettre. N'était-ce pas là justement ce qu'il disait depuis des années? Orsini rappelait tous ses arguments. Les idées, les expressions étaient les mêmes. L'empereur devait se rendre à de telles objurgations. Ainsi que le disait Orsini, sa tranquillité était à ce prix. La lettre était éloquente, elle arrivait à propos. M. de Cavour n'hésita pas à s'en faire une arme. Il appela Massari, son secrétaire, lui remit la lettre avec ordre de la publier dans le *Journal officiel.*

« Veillez, lui dit-il, à ce que personne n'en sache rien à l'avance; il faut que l'affaire éclate comme une bombe. »

Puis réfléchissant, il prit la plume, et de sa propre main ajouta ces quelques mots :

« Nous recevons d'une source sûre les derniers mots tracés par Félix Orsini. Il est consolant de voir que, sur le bord de la tombe, adressant une pensée de confiance à l'auguste volonté qu'il reconnaît favorable à l'Italie, il rend hommage au principe moral qu'il a offensé, condamne le crime détestable où l'a entraîné l'amour de la patrie poussé jusqu'au délire, et montre à la jeunesse italienne la voie à suivre pour rendre à l'Italie la place qui lui est due parmi les nations civilisées. »

L'empereur ne considérait pas les patriotiques égarements d'Orsini avec la même sérénité. Il semblait fort dégoûté des Italiens, les traquait en France, engageait les gouvernements étrangers à surveiller leurs menées et leurs journaux, insistait sur la nécessité de bâillonner cette presse éhontée qui prenait ouvertement le parti des assassins. Des représentations dans ce sens furent adressées à Turin. M. de Cavour n'entendait pas se brouiller avec l'empereur, en même temps il tenait à sa presse; il essaya de s'esquiver en rejetant tous les torts sur le gouvernement pontifical qui, par ses procédés acerbes, aigrissait les meilleurs esprits. Cependant il jugea nécessaire de faire acte de déférence. Un journal qui s'était signalé par d'abominables propos fut saisi, déféré selon la loi du pays au jury. La fatalité voulut que le jury prononçât l'acquittement du journal. Ce fut un véritable scandale. L'empereur témoigna qu'il ressentait l'offense. M. de Cavour se confondit en excuses et prit cette fois l'engagement de satisfaire aux justes demandes de l'empereur. Il fit voter par les Chambres une loi qui retirait au jury la connaissance des affaires de presse, puis il attendit les événements. Il ne lui semblait pas douteux que l'empereur, une fois revenu de ce premier moment d'irritation, n'appréciât mieux ses intérêts et ne comprît l'extrême danger de pousser les Italiens au désespoir.

PARIS

VIII

Vers le milieu du mois d'avril, un de ces personnages obscurs que l'empereur employait souvent à l'insu de ses ministres, le sieur Bixio, se rendit à Turin. Il entretint discrètement M. de Cavour de l'état des affaires. L'empereur, lui dit-il, jugeait que le moment était venu pour lui de se prononcer. Il s'associait à la politique du roi et en acceptait toutes les conséquences. Il se proposait de revendiquer les droits des Italiens par la voie des négociations, et, s'il le fallait, de recourir à la force; le cas échéant, d'en arriver à affranchir de la domination autrichienne les régions comprises entre les Alpes et les Apennins jusqu'à l'Adriatique. Il offrait de céder ses conquêtes au roi de Sardaigne en échange de Nice et de la Savoie. Le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde devait sceller cette alliance. Des pourparlers s'ensuivirent; on se mit d'accord en termes généraux. Enfin l'empereur invita M. de Cavour à venir en juillet le retrouver à Plombières, où il prenait les eaux. Les chancelleries ne furent pas mêlées à cette négociation. Le secret fut si parfaitement gardé que le ministre des affaires étrangères,

apprenant l'arrivée de M. de Cavour à Plombières, jugea opportun d'instruire l'empereur de cette circonstance. On s'en divertit. L'empereur combla M. de Cavour de prévenances, s'offrit à lui montrer les sites du pays, l'emmena dans son phaéton, et attendit d'être en rase campagne pour engager la conversation. Son langage fut des plus nets en ce qui touchait l'alliance et ses conséquences; mais il tenait à choisir son moment. Il était impossible de se brouiller avec l'Autriche du jour au lendemain; puis il fallait préparer les esprits à la guerre. M. de Cavour ne pouvait qu'acquiescer; on se sépara dans les meilleurs termes; du reste, rien ne fut stipulé par écrit : l'empereur n'était pas homme à s'engager définitivement.

On parla pendant quelques jours de l'entrevue de Plombières; puis on l'oublia. Les plus avisés s'en tinrent à des conjectures; mais des conjectures, ils en arrivèrent à des probabilités, quand ils virent les journaux négliger leurs psalmodies en l'honneur de l'Empire pour s'entretenir des affaires de l'Italie, en témoigner du souci, déclarer la situation grave. Une telle insistance donnait à penser. Tous ces journaux obéissaient évidemment à un mot d'ordre. Les chuchotements allaient leur train. Çà et là des naïfs s'ébahissaient. Il semblait qu'un souffle léger, courant sur la surface de la France, réveillât les esprits assoupis. Insensiblement les regards se tournèrent vers l'Italie. Au premier moment, on ne savait qu'en penser. Mais les journaux étaient là pour vous apprendre que l'Italie était opprimée par l'Autriche, que la mesure était comble, qu'il fallait s'attendre à des scènes de violence déplorables. On s'était jadis

épris des Polonais; on s'éprit cette fois des Italiens. On les plaignit d'être livrés aux Pandours. On raconta des choses affreuses des Croates. On cita Haynau et Radetzki. On rappela ce fait connu de tous, que Radetzki faisait, par mesure de police, fouetter les dames de Milan. On en vint à s'étonner du silence que l'empereur gardait. N'était-il pas Italien de cœur? N'avait-il pas en ses jeunes ans défendu les armes à la main la cause de l'Italie?

L'empereur aimait l'Italie, mais il aimait encore plus la France. Il avait à sauvegarder les intérêts de sa patrie. Il hésitait à intervenir. Il redoutait un différend qui pourrait amener la guerre. A ce mot, tout fut en émoi. La guerre allait troubler les intérêts matériels du pays, déprécier la rente. Le papier long et même le papier court ne se négocieraient pas facilement, il fallait se l'avouer. Mais ce devait être une affaire de semaines, on pouvait s'en fier à l'armée française. Les plus effarouchés ne tardèrent pas à se rassurer. La tourbe des serviles, des pieds plats, des niais, des abonnés qui répètent les raisonnements de leurs journaux, des patriotes qui suivent au pas cadencé les musiques des régiments, s'en allait braillant partout que l'honneur de la France était engagé. Il n'y avait plus à hésiter. En six mois l'opinion était façonnée au gré de la politique impériale.

A l'étranger, on se demandait d'où venait l'orage qui planait dans l'air; on savait bien que les relations entre la France et l'Autriche s'étaient fort aigries à l'occasion des principautés danubiennes, mais on ne voyait pas ce que l'Italie avait à faire dans ce diffé-

rend; on s'efforçait de tirer quelque éclaircissement des ministres. Ils ne savaient rien, sans nul doute. L'empereur, qui cependant aimait à développer sa politique en causant avec les ambassadeurs étrangers, ne se laissait pas deviner; il semblait fort soucieux. La reine d'Angleterre elle-même avait été frappée de sa tristesse, lors des fêtes qu'il lui avait données à Cherbourg. On n'en savait pas plus.

L'empereur se croyait assuré des Russes, mais il lui fallait gagner les Anglais, que son insistance à demander des mesures de répression contre les complices d'Orsini avait fort mécontentés ces temps derniers. Les chasses de Compiègne allaient lui offrir une occasion naturelle d'entretenir et de ramener à ses idées les hommes d'État les plus influents de ce pays. Lord Palmerston entre tous lui était favorable. L'empereur lui parla franchement de ses projets de guerre. Il lui dit qu'il s'attendait à voir une insurrection générale éclater en Italie, et qu'il se tenait prêt en vue d'un tel événement; il ajouta ce détail : qu'il avait soixante batteries d'artillerie rayée entièrement terminées; l'empereur semblait attacher de l'intérêt à cette circonstance. Au cours d'une autre conversation, il dit à lord Clarendon : « Parlons franchement. Lors de la guerre d'Orient, notre politique avait un double but. » Et comme lord Clarendon donnait un signe d'assentiment, pensant qu'il s'agissait des intérêts contraires de la Turquie et de la Russie, l'empereur, à la grande surprise de lord Clarendon, ajouta : « Ce double objet était la Pologne et l'Italie. Nous avons dû abandonner la Pologne pour nous concilier la Russie; reste l'Italie.

Mon intention, est de ne rien changer à Rome, non plus à Naples. Les Russes s'intéressent à Naples. Ainsi la Lombardie demeure le seul champ ouvert à ma politique. » Il ne se montra pas moins explicite envers l'ambassadeur d'Angleterre lord Cowley. « On prétend que ma politique est tortueuse, lui dit-il; on me juge mal. On me blâme de coqueter aujourd'hui avec l'Autriche, demain avec la Russie. On en tire la conséquence que l'on ne peut se fier à moi. Ma politique est cependant fort simple. Quand j'arrivai au pouvoir, je vis que la France souhaitait la paix; je résolus de la maintenir et de respecter les traités de 1815, bien entendu si l'influence que la France est appelée à exercer dans les conseils de l'Europe ne se trouvait pas contestée. J'étais de même résolu, la guerre survenant, à ne pas signer la paix avant d'avoir assuré l'équilibre européen d'une façon plus satisfaisante. Je n'ai pas les vues ambitieuses de Napoléon Ier, mais je pense que la France doit s'agrandir si d'autres États viennent à s'agrandir. Lors de la guerre d'Orient, je jugeai que la paix ne pouvait être durable si elle n'amenait pas la résurrection de la Pologne. Je fis mon possible pour entraîner l'Autriche à concourir à cette grande œuvre; l'Autriche me fit défaut : je signai la paix. Je me proposai alors d'améliorer le sort de l'Italie, je fus amené ainsi à me rapprocher de la Russie. Voilà tout le secret de ma politique. »

Ces divers propos alarmèrent fort la diplomatie. La franchise de l'empereur dénotait un parti pris; sans nul doute il était résolu à poursuivre les armes à la main ses revendications en faveur de l'Italie.

Il l'était et ne l'était pas. Un revirement ministériel survenu à Berlin ne tarda pas à modifier le cours de ses idées. Le roi de Prusse, on le sait, avait voué une affection profonde à l'empereur Nicolas; depuis la mort du czar, il avait reversé cette affection sur l'empereur Alexandre. L'influence de la Russie était par là même prépondérante à Berlin. L'empereur, en raison de son entente avec la Russie, croyait donc n'avoir pas à s'inquiéter de la Prusse. Mais vers la fin de l'année, le roi, dont la santé s'affaiblissait rapidement, jugea l'heure venue de confier définitivement les rênes de l'État à son frère le prince régent. Se sentant plus libre de ses mouvements, le prince appela au ministère le général de Bonin, le baron de Schleinitz, le prince de Hohenlohe et autres personnages hostiles à la Russie. Cette mesure troubla l'empereur à ce point qu'en dépit de son flegme, il lâcha cette parole malsonnante : « Un tel ministère se comprendrait si l'on se battait en Italie; mais à présent il est stupide. » Se voyant déjà la Prusse sur les bras, l'empereur retomba dans ses perplexités habituelles; il en vint à dire au roi de Sardaigne que les circonstances ne lui permettaient pas de réaliser ses promesses, au moins pour le moment. Le roi contesta, rappela à l'empereur la parole qu'il lui avait donnée, le somma de la tenir, cela en termes fort rudes. « Si par impossible, lui manda-t-il [1], je me voyais abandonné au cours de mon entreprise, je n'aurais d'autre parti à prendre que de suivre l'exemple de mon père, le roi Charles-

[1] Je ne suis pas aussi certain de l'authenticité de cette pièce que de celle des autres.

Albert. Je déposerais une couronne que je ne pourrais plus porter avec honneur pour moi, ni sécurité pour mon pays. En ce cas, je ferais connaître au monde entier les raisons qui m'ont amené à prendre une résolution aussi désespérée. »

Une circonstance fort insignifiante en elle-même vint ajouter aux ennuis de l'empereur. Le 1er janvier 1859, le corps diplomatique se trouvait réuni selon l'usage aux Tuileries. Après l'échange des compliments officiels, l'empereur entretint individuellement les chefs de mission; il s'approcha de l'ambassadeur d'Autriche et lui adressa la parole à peu près en ces termes : « Je regrette que nos rapports avec votre gouvernement ne soient pas aussi bons que par le passé. Je vous prie cependant de dire à l'empereur François-Joseph que mes sentiments personnels ne sont nullement changés à son égard[1]. » L'ambassadeur s'inclina, puis se tournant vers ses collègues, il sembla les interroger du regard. L'un d'eux, qui avait ses raisons de ne pas aimer l'Autriche, lui répondit avec quelque malice : « Sans doute, mon cher ami, c'est bien à vous que ce discours s'adresse. » Il n'en fut rien de plus. L'empereur s'était exprimé sur le ton habituel de la conversation, et selon toute probabilité, il n'avait pas attaché une grande importance à ses paroles. Telle fut l'impression des témoins de cette scène. Cependant un de ces aimables jeunes gens qui se forment dans les ambassades à l'art de façonner une enveloppe de dépêche et de la sceller correcte-

[1] « Ces paroles, disait lord Derby au Parlement, ont peut-être une signification, mais peut-être aussi n'en ont-elles point. »

ment, en jugea d'autre façon. Enchanté de rencontrer une occasion de se faire valoir, il courut à l'un des cercles en vogue, et là, entouré d'un groupe d'oisifs, le dos à la cheminée, il narra et renarra l'événement de la matinée avec des intonations et des gestes qui surprirent fort ses auditeurs. L'apostrophe de l'empereur des Français rappelait, disait-il, l'apostrophe foudroyante que Napoléon avait jadis adressée à lord Whitworth. Un incident de ce genre n'était nullement invraisemblable. La nouvelle s'en répandit à l'instant même dans Paris ; elle produisit l'effet d'un coup de canon d'alarme. Les fonds publics subirent une dépréciation considérable. Sans attacher plus d'intérêt qu'il ne convenait à des fluctuations de bourse, l'ambassadeur d'Angleterre jugea néanmoins à propos d'en parler au comte Walewski. La réponse du ministre des affaires étrangères fut telle qu'il l'attendait. Les paroles de l'empereur n'avaient pas le sens qu'on leur attribuait; elles avaient simplement trait aux affaires des principautés danubiennes. Une note destinée à rassurer les esprits fut insérée au *Moniteur,* mais, selon l'usage, on n'y ajouta pas foi. L'empereur, fort contrarié de ces rumeurs intempestives, saisit la première occasion venue d'entretenir l'ambassadeur d'Autriche. Il lui témoigna le déplaisir qu'il ressentait des sottises qui se débitaient à Paris, toujours sur ce ton monotone et mielleux qui lui était habituel; puis, élevant la voix de façon à être entendu : « L'Autriche, dit-il, nous a rendu d'immenses services lors de la guerre d'Orient, et nous ne saurions l'oublier sans ingratitude. »

L'empereur tenait à lord Cowley un langage semblable. L'ambassadeur le mandait en ces termes à lord Malmesbury :

« Sa Majesté me dit qu'elle ne méconnaissait pas l'inquiétude générale, mais qu'elle n'en devinait pas la raison. La guerre n'était pas plus probable à ce moment que trois mois auparavant, et pour sa part elle n'avait ni l'intention ni le désir de la provoquer. Elle avait reçu une lettre pressante du roi de Sardaigne, qui se prétendait menacé par les Autrichiens et demandait son assistance. Elle s'était bornée à différer le départ de deux batteries d'artillerie destinées à l'Algérie, et n'avait pas pris d'autres mesures qui fussent de nature à justifier les alarmes du public[1].

« Ce que j'ai dit à M. de Cavour, ajouta Sa Majesté, je le dirai encore. Mes sympathies ont été et seront toujours pour l'Italie. Je regrette que l'Autriche soit en possession de la Lombardie, mais je ne conteste pas ses droits. Je respecte les traités actuels, puisqu'ils constituent les seules limites des divers États. Tant que l'Autriche se maintiendra dans ses limites, elle pourra agir comme elle l'entendra. Si la Sardaigne la provoque et se met ainsi dans son tort, je ne la soutiendrai pas.

« L'empereur me dit à cette occasion que l'Autriche était libre sans doute d'envoyer des troupes en Lom-

[1] L'empereur en cette circonstance altérait quelque peu la vérité. Il avait donné l'ordre de tenir deux divisions de l'armée de Lyon prêtes à marcher. « Il nous faut, mandait le ministre de la guerre au maréchal Castellane, le 11 janvier, être en mesure de porter quelques renforts français à Turin, renforts peu nombreux d'abord, mais immédiats. »

C'était l'un de ces termes moyens que l'empereur affectionnait. Il satisfaisait ainsi le roi de Sardaigne sans lui inspirer une entière confiance. A quelques jours de là l'ordre fut révoqué.

bardie, mais qu'elle avait tort de les rapprocher du Tessin. Cette mesure lui semblait fâcheuse, en ce sens qu'elle autorisait la Sardaigne à agir de même. Je répondis à Sa Majesté que, n'appartenant pas à l'armée, je ne pouvais juger si l'Autriche était ou non dans la nécessité de pourvoir ainsi à la défense de ses possessions en Italie. Seulement je rappelai que le feu roi Charles-Albert adressait à Vienne les protestations les plus solennelles de ses intentions pacifiques juste au moment où il donnait l'ordre de marcher sur Milan, et qu'après un pareil acte de perfidie, l'Autriche avait quelque motif de se tenir sur ses gardes. »

Le roi de Sardaigne ne s'embarrassait nullement de ces conversations; il semblait prendre à tâche d'irriter les Autrichiens et d'amener ainsi la guerre. Le 10 janvier, il réunissait son parlement et lui adressait un discours plein de métaphores inquiétantes. « L'horizon politique se rembrunit, disait-il; mais instruits par l'expérience du passé, nous saurons affronter les éventualités de l'avenir; nous nous appuyons sur la justice, l'amour de la liberté et de la patrie; l'avenir sera pour nous. Notre pays est petit en étendue, mais il est grand en raison des idées qu'il représente et des sympathies qu'il inspire. La situation n'est pas sans péril, mais nous ne saurions, tout en respectant les traités, demeurer sourds aux cris de douleur de l'Italie. »

Le roi de Sardaigne allait plus loin dans ses entretiens avec les étrangers que le mariage de la princesse Clotilde et du prince Napoléon avait attirés à Turin. Il leur répétait que la guerre était inévitable; en même

temps, il laissait divulguer par ses entours le détail de ce qui s'était passé à Plombières, mentionnait entre autres la cession de la Savoie à la France. L'empereur se sentait gagner à la main, mais il n'osait brusquer son allié. Sa contenance décelait l'embarras où il se trouvait. « Avant-hier, mandait lord Cowley, dans une lettre confidentielle à lord Malmesbury, Sa Majesté semblait fort battue de l'oiseau. Cependant elle ne fera pas la seule chose qui puisse rassurer les esprits; elle ne déclarera pas qu'elle veut franchement la paix : ses amis l'en empêcheront; peut-être aussi quelque autre arrière-pensée. » L'ambassadeur ne définissait pas ce que pouvait être cette arrière-pensée. Il savait que nul ne méconnaîtrait le sens de ses paroles. Le prince Albert, qui n'avait pas les mêmes ménagements à garder, s'exprimait ainsi dans une lettre au roi des Belges : « Je partage votre opinion que la crainte des assassins a une grosse part dans l'affaire, et que Cavour fait tout ce qui est en lui pour entretenir cette crainte; il maintient ainsi son cheval, le fait avancer et lui applique à l'occasion un coup de cravache, en annonçant qu'il a découvert de nouveaux complots d'assassinat. » Le prince régent en jugeait de même. Dans une lettre qu'il adressait au prince Albert sur le parti que la Prusse avait à prendre en la circonstance présente, il lui disait: « Le dilemme pour Napoléon se trouve posé en ces deux mots : la guerre ou le poignard [1]; non pas le poignard français, mais le poignard italien. Est-ce là une raison de faire la guerre? Malheureusement la dague italienne est devenue l'idée fixe de Napoléon. »

[1] Ces mots sont en français.

IX

Cependant les Chambres allaient se réunir. Si insignifiantes que fussent ces assemblées, il fallait leur apprendre en termes généraux quelle était l'auguste pensée du chef de l'État. Cette pensée, les plus familiers ne la discernaient pas clairement. Ils espéraient que le maître ne risquerait pas une guerre qui pouvait amener leur ruine à tous, mais ils n'en étaient pas certains[1]. L'un d'eux laissa entendre à lord Cowley qu'un mot de Sa Majesté Britannique servirait fort les intérêts de la paix. La reine, elle aussi, souhaitait la paix; elle adressa une lettre en ce sens à l'empereur. L'opinion de l'Angleterre s'accordait avec celle de la reine; il était facile de s'en apercevoir aux débats du Parlement. Cet ensemble de circonstances amena l'empereur à se prononcer en faveur de la paix. Dans son discours aux Chambres, il rappela ce mot qui avait fait sa fortune: « L'empire, c'est la paix. » Il affirma que ses relations avec les cours étrangères étaient satisfaisantes; puis après avoir rappelé le mariage de son bien-aimé cousin le prince Napoléon avec la fille du roi Victor-Emmanuel, il termina ainsi sa harangue : « Cette union n'est pas un de ces faits insolites auxquels il faut chercher une raison cachée, mais la conséquence naturelle de la

[1] Le comte Walewski, ministre des Affaires étrangères, était notoirement de ce nombre. Le maréchal Pélissier, alors ambassadeur à Londres, ne se gênait pas pour blâmer une guerre en faveur de l'Italie. Il disait ainsi à la reine : « A la première bataille perdue, ce sera fini de la dynastie.

communauté d'intérêts des deux pays et de l'amitié des deux souverains.

« Depuis quelque temps l'état de l'Italie et la situation anormale d'un pays où l'ordre ne peut être maintenu que par des troupes étrangères, inquiètent justement la diplomatie. Ce n'est pas là néanmoins un motif suffisant de croire à la guerre. Que les uns l'appellent de tous leurs vœux sans raison légitime; que les autres, dans leurs craintes exagérées, se plaisent à montrer à la France les périls d'une nouvelle coalition, je resterai inébranlable dans la voie du droit, de la justice, de l'honneur national, et mon gouvernement ne se laissera ni entraîner ni intimider, parce que ma politique ne sera jamais ni provocatrice ni pusillanime. Loin de nous donc ces fausses alarmes, ces défiances injustes, ces défaillances intéressées : la paix, je l'espère, ne sera point troublée. Reprenez donc avec calme le cours de vos travaux. »

Les paroles de l'empereur étaient rassurantes, mais les procédés de son allié le roi de Sardaigne ne l'étaient pas. Le ministre des finances Lanza invitait, le 5 février, les Chambres à voter un emprunt de 50 millions; en même temps les troupes qui occupaient l'île de Sardaigne, la Savoie et Nice étaient rappelées; l'armée sarde était concentrée autour d'Alexandrie; elle comptait à ce moment 55,000 hommes, et grâce à la faible étendue des États du roi de Sardaigne, elle pouvait être amenée rapidement au chiffre de 86,000 hommes, sans parler des gardes nationales, qui formaient la garnison des places fortes. Le comte de Cavour justifiait ces mesures en arguant des vastes armements de l'Autriche.

« L'Europe entière rend justice à notre modération, disait-il; et cependant nous sommes menacés par l'Autriche. Nous sommes en présence d'un danger imminent. Aux masses de troupes que l'Autriche entretient en Italie viennent se joindre d'autres masses évaluées par les journaux allemands à 30,000 hommes. Les bataillons de Croates qui ne quittent jamais leur pays en temps ordinaire, sont dirigés en toute hâte vers Milan. Les fortifications de Plaisance, négligées depuis des années, sont relevées contrairement à la foi des traités. Ce qu'il y a de plus grave, une véritable armée d'opération est concentrée entre l'Adda et le Tessin, à portée de nos frontières. Les villages de la rive gauche du Tessin sont tous occupés par des détachements de cette armée. Des magasins de vivres y sont formés; des vedettes surveillent le pont de Buffalora. Il semble à voir ces dispositions que les Autrichiens vont entrer en campagne [1]. »

Ce n'était là qu'une pure fantasmagorie, il était facile de le reconnaître; mais l'audace que témoignait M. de Cavour en formulant de telles allégations donnait fort à penser.

Une étincelle pouvait mettre le feu aux poudres, il fallait se hâter de concilier le différend. Lord Malmesbury, des premiers, avait signalé les intrigues de la Sardaigne aux cours étrangères. La situation s'aggra-

[1] L'armée que les Autrichiens avaient en Lombardie suffisait tout juste à la garnison des places fortes. Inquiet de la fermentation des esprits, l'empereur François-Joseph avait fait partir le IIIe corps pour l'Italie; mais alors même le comte Giulay ne pouvait mettre en ligne plus de 27,000 hommes. J'expliquerai le fait par la suite.

vant, il avait insisté sur la convenance d'une intervention amicale. Les réponses des différentes chancelleries étaient en général satisfaisantes. Le comte Buol n'était pas foncièrement hostile aux idées de l'empereur des Français. De même que par le passé, il se montrait disposé à les seconder, mais il doutait qu'on parvînt à s'accorder en définitive. « Nos principes ne sont pas les mêmes, disait-il à l'ambassadeur d'Angleterre lord Loftus. L'Autriche défend la cause des gouvernements ; si vous voulez, de l'ordre établi. La France s'attache aux nationalités. Vous voyez où peuvent nous mener ces divergences d'opinion. Je regrette donc que l'Angleterre se soit mêlée de l'affaire et ait ainsi amené des explications inopportunes. Vous vous inquiétez. Peut-être avez-vous raison ; mais alors adressez-vous à Paris et à Turin. Dites que l'Angleterre ne demeurera pas témoin impassible des événements, et vous pouvez être assuré qu'il ne surgira pas de guerre. Nous ne souhaitons pas la guerre, nous ne serons pas les agresseurs ; nous nous tenons simplement sur nos gardes. Nous sommes dans la nécessité de renforcer nos garnisons en Lombardie[1], mais nous éviterons avec un soin extrême tout sujet de brouille. »

Le baron de Schleinitz appréciait la situation de même que lord Malmesbury ; il reconnaissait la nécessité de s'interposer entre la France et l'Autriche, annonçait l'intention d'agir dans ce sens.

Le prince Gortschakoff entendait ne pas se mêler

[1] La deuxième armée autrichienne venait d'être ralliée par le IIIe corps sous les ordres du prince Edmond Schwarzenberg, ainsi que je l'ai déjà dit.

du différend. « Il était un temps, disait-il à sir John Crampton, où la Russie adressait aux autres gouvernements des conseils dictés par l'amitié ; elle croyait que la bienveillance de ses intentions serait appréciée, mais il n'en a pas été ainsi, et nous avons dès lors renoncé à nous entremettre. Si l'on nous demande notre opinion, nous la formulerons nettement dans le sens de la paix ; nous n'irons pas plus loin. Il demeure bien entendu que pour l'avenir nous nous réservons notre entière liberté d'action. » A ces paroles rassurantes, le chancelier en ajoutait d'autres qui témoignaient de son irritation contre l'Autriche. « Nous ne saurions, disait-il, confondre dans notre esprit la France et l'Autriche. Nos relations avec la France sont cordiales ; elles ne le sont pas avec l'Autriche, et rien n'annonce qu'elles puissent le devenir. »

Le comte Walewski ne doutait pas un instant du maintien de la paix, et, ce qui était plus important, l'empereur des Français exprimait les sentiments les plus conciliants dans la réponse qu'il adressait à la reine[1]. « Je suis infiniment touché des conseils que Votre Majesté daigne me donner, disait-il, car je ne saurais méconnaître les nobles et affectueux sentiments qui les inspirent. Permettez-moi maintenant de vous exposer l'état des affaires avec une entière franchise. Le récit de ce qui s'est passé depuis six mois ne vous semblera pas sans intérêt :

« Au cours de l'été dernier, je reçus d'Italie, et particulièrement de Turin, des renseignements confidentiels qui

[1] Je n'ai que la traduction anglaise de cette lettre.

me signalaient une agitation des esprits telle que des troubles pouvaient s'ensuivre. Le gouvernement sarde était parvenu à contenir par ses conseils les sentiments populaires; mais il me donnait à entendre qu'il lui serait impossible de maintenir un tel état de choses; que ses efforts demeureraient inutiles si l'on ne donnait pas quelque satisfaction aux Italiens, et qu'il serait lui-même entraîné malgré sa volonté à déclarer la guerre à l'Autriche. Je répondis que je continuais à m'intéresser vivement au sort de l'Italie, mais que je me devais avant tout à mon pays et à ses intérêts; que la politique traditionnelle de la France était de ne pas abandonner l'Italie à la seule influence de l'Autriche; que mon gouvernement néanmoins ne pouvait encourager une politique agressive de la part du Piémont; qu'il ne le soutiendrait pas dans un différend contraire au droit; qu'en revanche, il lui viendrait énergiquement en aide s'il était menacé par l'Autriche, ou s'il se trouvait entraîné à déclarer à cet État une guerre juste et légitime.

« Ces pourparlers n'eurent pas d'autre suite. Au mois de novembre cependant, soit que des mesures impopulaires prises par l'Autriche en Italie eussent encore surexcité les esprits, soit que des propos indiscrets eussent été tenus à Turin, soit qu'un certain parti eût trouvé son intérêt à alarmer l'opinion publique, il est certain que des rumeurs de guerre se propagèrent en France et en Italie. Pour en finir de tous ces bruits, je fis annoncer au *Moniteur* que rien dans nos rapports avec les puissances étrangères ne justifiait une telle inquiétude. Néanmoins, sous l'influence d'une sorte de

panique, les moindres incidents furent interprétés dans le sens de la guerre. Les paroles conciliantes adressées à M. de Hübner, l'envoi à Marseille de six batteries d'artillerie encore sans hommes ni chevaux, la construction de dix chaloupes canonnières, chacune armée d'une pièce de canon simplement destinée à des expériences, l'achat de quelques milliers de chevaux d'artillerie, juste ce qu'il en fallait pour nous ramener au pied de paix, enfin l'impulsion donnée à la refonte de notre matériel d'artillerie, refonte commencée depuis deux ans : tous ces incidents furent signalés comme des symptômes de guerre, et bien que réellement il n'y eût rien de plus, cette opinion s'accrédita à ce point qu'il m'eût été difficile de persuader aux Français, encore plus aux étrangers, que je ne poursuivais pas de vastes armements; cela juste au moment où la plus simple prudence m'eût conseillé d'aller beaucoup plus loin. Car je ne pouvais méconnaître, d'une part, les dispositions hostiles des pays voisins, et, de l'autre, j'étais vivement sollicité par le roi de Sardaigne de masser au pied des Alpes vingt mille hommes destinés à le défendre s'il était attaqué par l'Autriche.

« Je ne suis nullement responsable de toute cette agitation, et j'ai le droit de la considérer avec indifférence; mais ce qui me blesse comme homme et comme souverain, c'est de voir que de simples rumeurs de guerre, vagues et indéfinies, suffisent pour que l'on doute de ma modération, que l'on m'accuse d'ambition; qu'en présence de complications imminentes au delà des Alpes, on conteste à l'avance le droit à la

France d'exercer l'influence qui lui appartient en raison du rang qu'elle occupe parmi les autres nations, non moins qu'en raison de son histoire. A la suite d'une intervention imaginaire dans les affaires d'un pays qui touche à nos frontières, toute l'Allemagne semble disposée à former une ligue contre la France, à contester ses droits les plus légitimes. Est-ce que l'Allemagne est intervenue dans nos différends avec la Russie? Est-ce que l'Europe s'est mêlée des affaires de l'Allemagne et du Danemark relativement au Holstein? J'avoue à Votre Majesté que cette attitude de l'Allemagne m'affecte vivement, et que j'en augure de grands périls pour l'avenir. Je respecte les traités, je sens qu'ils ne peuvent être changés que d'un commun accord; mais le respect des traités n'est pas en opposition avec mon devoir, qui est de suivre toujours la politique la plus conforme à l'honneur et aux intérêts de mon pays.

« Je me flatte que mon alliance avec Votre Majesté n'en demeurera pas moins telle qu'elle était par le passé. Bien que leurs intérêts ne soient pas les mêmes sur toutes les questions, deux grands pays peuvent rester amis, s'ils prennent à tâche de s'entendre et de concilier ces intérêts divers. Votre Majesté excusera, je l'espère, cette longue lettre. J'ai tenu à lui faire connaître le fond de ma pensée, et je souhaite qu'elle y voie une nouvelle preuve du désir que j'ai de m'entendre avec elle, et de l'inestimable prix que j'attache à son opinion et à ses avis. »

L'empereur sollicitait les bons offices de l'Angle-

terre, il était impossible de le méconnaître. Lord Malmesbury n'hésita plus, il offrit de s'entremettre. La proposition fut agréée à Paris et à Vienne. Le comte Buol néanmoins fit ses réserves. Nous sommes disposés, dit-il, à renouer les relations les plus amicales avec la France. Nous rappellerons nos troupes de Bologne; mais pour le faire, nous attendrons l'acquiescement du Pape. Nous conseillerons aux princes italiens d'entrer dans la voie des réformes, mais nous ne les contraindrons pas. Nous ne sommes pas hostiles aux idées libérales, mais nous respectons l'indépendance des États, et de même que nous n'entendons pas qu'on se mêle de nos affaires, nous ne voulons pas nous mêler des affaires des autres.

A cette heure, il s'agissait de savoir ce que l'empereur des Français voulait en définitive. Lord Malmesbury chargea l'ambassadeur d'Angleterre de s'en enquérir. La réponse du comte Walewski fut à la fois nette et conciliante.

« L'empereur se propose, dit-il, de mettre un terme à l'intervention armée de la France et de l'Autriche en Italie. Il pense que les traités conclus entre l'Autriche et les ducs de Parme et de Modène doivent être abrogés [1]. Une fois livrés à eux-mêmes, les souverains italiens se prêteront plus facilement aux réformes que l'Autriche et la France leur ont déjà conseillées. Il sera possible alors de doter les diverses contrées de l'Italie d'assemblées investies du pouvoir de voter l'impôt. Le

[1] Ces traités remontaient à l'année 1848; l'Autriche s'engageait envers les ducs de Parme et de Modène à les assister en cas d'agression étrangère ou de sédition; rien n'était plus gênant pour la Sardaigne.

Pape confiera le gouvernement de la Romagne à un prince romain. Cet arrangement satisfera les populations et, selon toute vraisemblance, obtiendra l'assentiment du Pape; l'empereur le pense du moins; il ne contraindra pas Sa Sainteté. Il espère amener les États catholiques à s'associer pour offrir au Pape une sorte de tribut annuel, de façon à compenser les pertes de revenu qui pourront résulter de ce changement de régime. L'empereur souhaite enfin que l'Autriche tempère la forme de son gouvernement dans les provinces qu'elle a au delà des Alpes. Ce ne sont pas là des exigences, ajouta le comte Walewski; je me borne à vous faire connaître les vœux et les idées de Sa Majesté. »

Lord Cowley résumait la situation en ces termes :

« Diverses circonstances, entre autres les propos indiscrets tenus à Turin, le discours du roi de Sardaigne aux Chambres, le mariage du prince Napoléon, le ton de la presse ministérielle, les pamphlets publiés, au dire général, par ordre du gouvernement, la froideur des relations entre la France et l'Autriche, le désir avéré de l'empereur d'améliorer la condition des Italiens à l'aide de réformes administratives qui peuvent être désagréables à l'Autriche; enfin le silence gardé par Sa Majesté, ont contribué à créer le sentiment de malaise qui existe non-seulement en France, mais encore dans toute l'Europe. Ajoutez les mille et une rumeurs de projets qu'il faut classer au nombre des chimères, d'armements qui n'ont jamais existé que dans l'imagination des gens, et vous comprendrez la persistance des inquiétudes, bien que la situation, réduite à ses pro-

portions réelles, soit moins grave qu'on ne le croit généralement. D'autre part, les rumeurs de guerre accoutument les esprits à l'idée de la guerre, et je ne dirai pas qu'elles n'aient exercé de l'influence sur l'esprit de l'empereur en le forçant à considérer les affaires de plus près et à se demander s'il doit avancer ou reculer. Il s'est vu ainsi plus proche de la guerre qu'il ne le croyait; de là l'extrême activité qui règne dans les arsenaux de terre et de mer [1]. C'est là sans doute un état de choses précaire, mais je n'en suis pas moins persuadé que le désir de maintenir la paix l'emporte dans l'esprit de l'empereur. Je crois donc que Sa Majesté accepte avec bonne foi le concours de Votre Seigneurie [2]. »

Une fois instruit des vues de l'empereur, lord Cowley se rendit à Londres, s'entendit avec lord Malmesbury, puis alla à Vienne, où il arriva vers la fin du mois de février. En Allemagne, l'opinion générale était que l'empereur des Français voulait la guerre de parti pris, pour en arriver à conquérir quelque jour les provinces rhénanes. Sans partager entièrement cette façon de voir, le comte Buol était inquiet; il redoutait cet esprit d'aventure que l'empereur avait déjà manifesté. Au

[1] Lord Cowley se méprenait sur la cause de l'activité imprimée aux travaux des arsenaux. Il s'agissait de refondre en entier le matériel de l'artillerie. Cette opération était décidée depuis un an et se poursuivait même assez lentement. On le verra par la suite.

[2] Cependant, ajoutait-il dans une lettre confidentielle, il existe ici un contre-courant dont Walewski ne se forme pas une idée juste. La Russie et la Sardaigne, sans nul doute, disent à l'empereur qu'en définitive il ne doit s'inquiéter ni de l'Angleterre ni de l'Allemagne, et que pourvu qu'il localise la guerre, on le laissera faire.

fond de l'âme, il regardait la guerre comme inévitable. En tout état de cause, il songeait à tirer parti de l'irritation des Allemands dans l'intérêt de l'Autriche. Il était d'ailleurs révolté des procédés de la Sardaigne et ne pouvait se faire à l'idée de capituler avec un pareil adversaire. Néanmoins il n'était pas homme à s'obstiner dans ses idées; il appréciait de plus la franchise de l'ambassadeur d'Angleterre, sa bienveillance, sa longue pratique des affaires. Lord Cowley connaissait parfaitement le caractère de l'empereur des Français, ses façons théâtrales, ses airs omnipotents, ses imaginations, en même temps ses indécisions, ses souterrains, les influences qui modifiaient à chaque instant ses pensées, les obsessions auxquelles il cédait en cette occasion. A son sens, l'empereur des Français ne souhaitait pas la guerre, il en redoutait les dangers, voulait simplement donner satisfaction aux Italiens, se débarrasser au moindre prix de ces fâcheux amis. Il n'était pas insensible néanmoins à l'idée de commander en personne ses armées, et en arriverait ainsi à la guerre si l'Autriche ne lui laissait pas d'autre alternative. Le parti le plus sage dès lors était de traiter.

A la suite de longs entretiens, le comte Buol finit par reconnaître la justesse de cet avis. Les affaires se trouvaient d'ailleurs fort simplifiées par l'intervention du Saint-Père, qui pendant ce temps avait lui-même demandé le rappel des garnisons étrangères demeurées dans ses États. Un des éléments les plus graves en litige se trouvait ainsi écarté. En ce qui touchait les réformes italiennes, le comte Buol était disposé à les favoriser. Il l'avait déjà dit maintes fois à lord Loftus.

Restaient les traités austro-italiens. Leur abrogation livrait l'Italie aux intrigues de la Sardaigne. On chercha quelque équivalent. Le comte Buol émit l'idée d'une confédération des États italiens, qui leur permît de se porter mutuellement secours en cas de troubles; mais il se déclara prêt à accepter toute autre combinaison propre à assurer la tranquillité en Italie. Enfin il fut convenu que l'Autriche renouerait ses relations diplomatiques avec la Sardaigne, naturellement à la condition que la Sardaigne désarmerait. L'affaire semblait ainsi réglée. Le comte Buol, sauf qu'il ne voulait pas entendre parler de donner de l'argent au Pape, accédait à toutes les demandes de l'empereur des Français. Fort satisfait du résultat de sa mission, lord Cowley regagna Londres [1]. Il arriva à Paris vers le milieu du mois de février.

X

A ce moment, le prince Gortschakoff intervint dans la partie, et joua une carte qui allait tout brouiller. Il proposa de déférer le litige à un congrès de cinq grandes puissances [2]. Lord Malmesbury ne vit pas sans

[1] « Lord Cowley a trouvé à Vienne des sentiments plus conciliants qu'on ne pouvait l'espérer, des dispositions à accorder tout ce qui ne touchait pas à l'honneur », mandait le prince Albert au baron Stockmar.

[2] On crut d'abord que le prince Gortschakoff avait agi de son propre mouvement, mais on apprit plus tard que l'idée du Congrès lui avait été suggérée par l'empereur des Français. Cette idée d'ailleurs s'accordait parfaitement avec les vues de la Russie. « Gortschakoff a dit à sir John Crampton, mandait le prince Albert, que la Russie considérait le Congrès comme un moyen de regagner le terrain perdu en 1856; qu'elle accepterait

mortification l'empereur des Français accepter à l'instant même cette combinaison, qui lui semblait fort suspecte. Le prince Gortschakoff sortait inopinément de cette réserve maussade qu'il s'était imposée depuis la guerre d'Orient, et venait se mêler d'une affaire qui paraissait dès lors réglée à l'amiable. Était-ce dans une pensée de conciliation? Assurément non. Les Russes, fort irrités contre l'Autriche, aspiraient à la voir écrasée par la France. Le prince Gortschakoff ne se faisait pas faute de le dire même à l'ambassadeur d'Angleterre. Le Congrès pour lui était évidemment une machine de guerre. L'empereur des Français ne pouvait s'y méprendre, et cependant il agréait l'idée russe, sans plus s'inquiéter de la négociation que l'Angleterre poursuivait avec son assentiment formel. Était-ce un effet de sa versatilité? Ne fallait-il pas s'en prendre plutôt à cette duplicité que l'opinion générale lui attribuait? La connivence de la France et de la Russie était fort vraisemblable. L'Angleterre devait-elle accepter à son tour l'idée du Congrès? Ne s'exposait-elle pas à favoriser une négociation illusoire? L'empereur pouvait avoir ses raisons de traîner les affaires en longueur. Divers indices donnaient à penser qu'il poursuivait en secret ses préparatifs de guerre; des détachements de l'armée d'Afrique regagnaient la France; des chevaux étaient achetés. Cependant il ne fallait pas attacher à ces mesures plus d'intérêt qu'il ne convenait[1]. Le duc

ainsi la révision des traités de 1815, en y comprenant, bien entendu, les traités de 1856. » Le prince ajoutait : « La Russie a fait connaître le 6 mars à Turin que la France acceptait le Congrès, cela cinq jours avant que lord Cowley eût quitté Vienne. »

[1] L'artillerie avait acheté 10,500 chevaux, mais il lui en fallait au moins

de Malakoff les expliquait de la façon la plus naturelle; il affirmait sur son honneur que rien d'extraordinaire ne se passait en France. L'empereur enfin avait dit lui-même à lord Cowley, lors de son retour le 17 mars, que les démonstrations belliqueuses de la Confédération germanique pouvaient sans doute l'amener quelque jour à mettre son armée sur le pied de guerre, mais qu'il n'avait fait encore aucun armement, et qu'il désirait toujours la paix. Il s'était même engagé dans le cours de la conversation à presser le désarmement de la Sardaigne si l'Autriche entrait dans la même voie [1]. Lord Cowley avait gardé de cet entretien l'impression que l'empereur des Français était sincère, et qu'il avait accepté l'idée du congrès comme moyen d'esquiver les importunités des Italiens; ces diverses considérations déterminèrent lord Malmesbury à seconder la proposition russe. Les questions qu'il s'agissait de résoudre demeuraient telles que lord Cowley les avait traitées dans ses conférences avec le comte Buol [2]. Elles étaient formulées en ces termes : 1° Les moyens d'as-

40,000 pour être sur le pied de guerre. La mesure était insignifiante. La flotte ramenait les régiments détachés en Afrique lors de la guerre de Kabylie; ils appartenaient à l'armée de Lyon et regagnaient Lyon. En réalité, nulle mesure essentielle n'était encore prise en vue de la guerre.

[1] J'aurai à reparler de cette conversation, qui ne semblait pas avoir alors un grand intérêt, mais en prit par la suite, lorsque l'empereur en vint à rétracter ses paroles.

[2] Les Anglais savaient parfaitement ce qui en était, ayant été appelés maintes fois à tirer l'empereur des embarras où le jetaient ses indécisions. Lord Clarendon écrivait ainsi au prince Albert : « Lorsque j'ai quitté le Foreign-Office, j'ai dit à lord Malmesbury que sa grosse affaire allait être de construire des ponts pour l'empereur de Français. Lord Malmesbury me rappelait ce propos en ajoutant qu'il était constamment occupé à de semblables constructions. Les ponts ont été construits de façon à livrer passage à la partie en retraite, mais le prix du pont n'a pas été payé, et je crains que nous ne restions avec notre créance. »

surer le maintien de la paix entre l'Autriche et la Sardaigne; 2° l'évacuation des États romains; 3° les réformes à introduire dans l'administration des États italiens; 4° la substitution d'une confédération des États italiens aux traités austro-italiens.

L'idée du Congrès fut accueillie favorablement à Vienne. Le comte Buol se contenta de faire observer que les traités ne pouvaient être abrogés sans l'assentiment des parties contractantes, et que Parme et Modène devaient être appelés à prendre part aux délibérations du Congrès, en raison du protocole d'Aix-la-Chapelle en date du 15 novembre 1818[1]. Ce protocole arrivait là fort mal à propos, car il n'était guère possible d'accorder à Parme et à Modène un tel droit sans l'étendre à tous les États italiens, et par là même à la Sardaigne. Or, la Sardaigne avait un intérêt manifeste à brouiller les négociations; il fallait donc se garder d'entrer dans cette voie. Le protocole ne laissait pas d'être embarrassant, mais il en existait d'autres, et lord Malmesbury finit par en trouver un qui s'accordait avec sa façon de voir. Il cita fort à propos le précédent des conférences de 1831. Les parties intéressées, la Hollande et la Belgique, avaient été appelées, mais simplement consultées. Il conseilla en conséquence d'inviter au Congrès tous les États italiens sans distinction, en leur reconnaissant le droit d'exprimer leur opinion,

[1] Le protocole était rédigé en ces termes : « Que dans le cas où ces réunions auraient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres États de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces États que lesdites affaires concerneraient, et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement ou par leurs plénipotentiaires. »

mais non de voter[1]. Cette formule satisfaisait à toutes les prétentions et fut acceptée par les chancelleries. La paix semblait cette fois encore assurée. L'Autriche s'engageait d'ailleurs à ne pas attaquer la Sardaigne; en retour, elle demandait que la Sardaigne mît un terme à ses préparatifs de guerre.

La Sardaigne laissait dire. A l'emprunt des 50 millions avait succédé la mobilisation des gardes nationales; à la mobilisation des gardes nationales, l'appel des réserves; à l'appel des réserves, l'enrôlement de garibaldiens. Il en était arrivé 30,000, disait-on. Les rues de Turin étaient encombrées d'hommes à face patibulaire qui demandaient des armes et faisaient retentir l'air de leurs cris en faveur de l'Italie. Le ministre de la guerre, ne sachant que faire de ces patriotes enroués, les avait dirigés sur Coni, où ils devaient être enrégimentés et armés[2]. Ces mesures attestaient l'intention persistante de provoquer l'Autriche. Lord Malmesbury ne se faisait pas faute cependant d'adresser des remontrances à la cour de Turin. L'Autriche a pris l'engagement solennel de ne pas attaquer la Sardaigne, répétait-il; vos armements sont inutiles; ils sont fâcheux, ils gênent les négociations, ils empêcheront la réunion du Congrès. Rien n'y faisait. A bout d'arguments, lord Malmesbury avait sollicité l'intervention de l'empereur des Français, qui s'était montré parfaitement disposé à le seconder. La dépêche de lord Cowley en date du 18 mars en faisait foi. Dans le cours de sa dernière con-

[1] On ne vote pas aux congrès. L'expression est donc impropre, je dois le faire observer, mais on l'emploie d'une façon générale.

[2] De ces 30,000 hommes on ne put tirer que six petits bataillons de chasseurs des Alpes, environ 3,000 hommes.

versation avec l'empereur, lord Cowley lui avait demandé à propos du Congrès s'il engagerait la Sardaigne à désarmer. L'empereur lui avait formellement promis d'agir dans ce sens. Lord Malmesbury se croyait donc sûr de son affaire; il proposa d'inviter le roi de Sardaigne à désarmer, en lui offrant la double garantie de la France et de l'Angleterre contre toute agression de l'Autriche. Le roi ne pouvait dès lors se refuser aux insistances de ses alliés, ce semblait, et le Congrès se réunissait sans courir le risque d'être interrompu par quelque aventure intempestive. L'idée était fort juste; elle sembla néanmoins surprendre désagréablement. Le comte Walewski en contesta l'utilité, épilogua, et finit par dire que l'empereur userait sans doute de son influence pour amener la Sardaigne à désarmer, mais qu'il n'entendait pas pousser les choses à l'extrême, et qu'il ne pouvait accepter le principe de la double garantie, qui semblait une mise en demeure. Ne comprenant rien à ces subtilités, lord Cowley alla trouver l'empereur. « J'ai fait mon possible pour le décider à se joindre à nous, mandait-il. Sa Majesté a reconnu que c'était bien là ce qu'il y avait de plus à propos. Mais elle allégua que, d'après les renseignements qu'elle avait reçus de Turin, le roi abdiquerait et Cavour se retirerait du ministère si on voulait les forcer à désarmer; que dans leur désespoir ils iraient même jusqu'à se jeter sur les Autrichiens. Sa Majesté ajouta qu'elle verrait ce qu'elle pourrait obtenir de M. de Cavour, et qu'elle m'en reparlerait dans une couple de jours. »

Sur ces entrefaites arriva M. de Cavour; il n'était pas satisfait. Au premier moment, il avait fort approuvé

l'idée du Congrès; mais lorsqu'il avait appris que les États italiens seraient simplement consultés, il s'était trouvé fort désappointé; et témoignait une étrange humeur de la situation qui lui était faite.

On ne discerne pas clairement l'intérêt qu'il attachait à cette affaire. En définitive, il était assuré du concours de la Russie et de la France. Les engagements de Plombières étaient formels; les destinées de l'empereur étaient intimement liées à l'Italie, il le savait. Que pouvait-il souhaiter de plus? La Sardaigne n'ajoutait rien à l'influence prépondérante que la France et la Russie étaient appelées à exercer en raison de leur parfaite entente : elle l'affaiblissait même. En effet, la Sardaigne ne pouvait être seule appelée au Congrès. Rome, Naples, Florence avaient les mêmes droits. Il fallait tous les appeler; or, ces États se seraient inévitablement ralliés à l'Autriche pour résister aux prétentions de la Sardaigne. Lord Malmesbury en avait fait l'observation à M. de Cavour; il avait essayé de le raisonner, mais inutilement. M. de Cavour ne voulait entendre à rien. Selon toute vraisemblance, son amour-propre était en jeu. Il avait siégé au Congrès de Paris, il n'entendait pas déchoir. Le rôle de simple client l'humiliait; il ne pouvait se faire à l'idée d'attendre en compagnie du signor Lenzoni, ministre de Toscane, du signor Pallavicini, ministre de Parme, et autres dieux inférieurs, le moment où un huissier à chaîne d'argent inviterait le ministre de Sardaigne à plaider sa cause devant les arbitres de l'Europe. Il eût préféré mille fois mettre l'Europe à feu et à sang.

En arrivant à Paris, M. de Cavour exhala le ressen-

timent qui l'oppressait. Il s'en alla répétant partout que la Sardaigne ne désarmerait pas, qu'elle n'accepterait pas la garantie de la France et de l'Angleterre; qu'elle ne se souciait pas du Congrès; qu'elle ne se ferait pas représenter au Congrès; qu'elle ferait la guerre en dépit du Congrès. Ces propos extravagants ne laissèrent pas d'inquiéter. Lord Cowley, entre autres, s'efforça de modérer M. de Cavour. Il le mandait à lord Malmesbury le 28 mars 1859, en ces termes :

« M. de Cavour me fit avant-hier l'honneur de me visiter. Après avoir rappelé mon séjour à Vienne, séjour dont je lui rendais des grâces, lui dis-je, il me demanda sur le même ton de bonne humeur si je ne m'en prenais pas à la Sardaigne des embarras du moment. Je lui répondis franchement qu'il était impossible d'en chercher ailleurs la cause, et que cette opinion était généralement partagée non-seulement par tous les hommes d'État de l'Angleterre, mais encore par la nation elle-même. — Il en résulte, ajoutai-je, que l'opinion publique vous est moins favorable que par le passé. M. de Cavour se récria, et soutint, non sans animation, mais toujours dans les limites de la courtoisie, que l'Angleterre devait s'en prendre à elle-même de l'attitude actuelle de la Sardaigne. Ses orateurs, ses diplomates, ses journaux avaient excité les passions des Italiens; ils avaient proclamé que la Sardaigne représentait en Italie la cause de la liberté; ils avaient poussé son pays à combattre l'influence de l'Autriche. La politique de l'Angleterre depuis lors s'était modifiée, et semblait à cette heure se rapprocher de

l'Autriche. Il finit par me demander si la Sardaigne avait réellement perdu les sympathies de l'Angleterre. —Nullement, lui dis-je ; l'Angleterre souhaite toujours le développement de la civilisation et de la liberté, mais par l'exemple, par la persuasion, non par la force des armes. Vous cherchez à justifier vos armements en alléguant une prétendue agression de l'Autriche. Or, l'Autriche n'a rien entrepris contre l'indépendance des États italiens. Elle est demeurée parfaitement tranquille. L'Europe se voit à la veille d'une guerre sans pouvoir en découvrir la raison. M. de Cavour recourut alors à ses arguments habituels. Il parla surtout des inquiétudes que les dispositions hostiles de l'Autriche inspiraient aux Italiens. Ces inquiétudes, il ne les partageait pas sans doute, il l'avouait franchement; mais l'opinion publique n'en était pas moins émue au delà des Alpes, et le roi, en appelant les réserves de l'armée sarde, n'avait fait que céder au vœu général. Loin de croire à un blâme, le roi s'attendait à être soutenu par l'Angleterre. Ne devait-il plus rien attendre de cette fidèle alliée? — Pour répondre à votre question, dis-je, il me suffira de rappeler les négociations que le gouvernement de Sa Majesté a suivies en ces temps derniers pour en arriver à la réunion d'un congrès, où les intérêts de l'Italie puissent être discutés. Ne vous y méprenez pas cependant, l'Angleterre demeurera fidèle aux grands actes internationaux qui forment le droit public de l'Europe. Elle s'efforcera seulement de mettre un terme à toute influence contraire à l'esprit des traités. M. de Cavour répliqua qu'il ne demandait rien de plus, et que les Italiens se tiendraient pour fort

heureux si les petits États de la Péninsule étaient délivrés de l'oppression de l'Autriche. Leurs aspirations ne seraient pas pleinement satisfaites, sans doute, mais la situation en général leur semblerait fort améliorée. Je repris : — Mais les négociations ne pourront se poursuivre utilement si la Sardaigne demeure en armes. Pour vous décider à faire cette concession, le gouvernement de Sa Majesté vous offre la double garantie de la France et de l'Angleterre, vous le savez. — Il nous est impossible de désarmer, répondit vivement M. de Cavour; l'Italie considère la Sardaigne comme son champion; aussi la pensée qu'elle ne sera pas appelée au Congrès cause-t-elle une douleur universelle. Cette pensée détruit tout espoir d'un meilleur avenir. Si maintenant la Sardaigne est forcée de désarmer, son existence politique est annulée; les délibérations du Congrès peuvent ne mener à rien, et le sort de l'Italie sera plus fâcheux que jamais. Je le pressai vivement de céder aux conseils des ministres de Sa Majesté. — Il n'y a pas un gouvernement en Europe, lui dis-je, qui ne soit persuadé que la Sardaigne ne cherche en ce moment non le bien de l'Italie, mais son propre agrandissement; en désarmant, elle donnera la preuve de son désintéressement; elle regagnera ainsi la confiance qu'elle a perdue par ses derniers actes. »

M. de Cavour écouta en silence ces paroles, qui ne le touchaient guère. L'empereur des Français ne fut pas plus heureux. Pour l'amener à céder, il usa de tous les arguments imaginables; il en vint aux prières, il le sollicita de considérer la fâcheuse situation où il allait

se trouver. « Nul ne croira, lui dit-il, que la Sardaigne ait agi contrairement à mes intentions, et je serai accusé de déloyauté [1]. » M. de Cavour demeura sourd à cet appel, il n'en fut pas même ému; il mit fin à l'entretien en déclarant péremptoirement que la Sardaigne ne désarmerait pas.

L'empereur demeura fort embarrassé; le temps s'écoulait, et lord Malmesbury insistait pour avoir une réponse. Enfin, le 4 avril, le comte Walewski lui fit savoir que l'empereur déclinait la double garantie; qu'il offrait néanmoins de s'unir à l'Angleterre s'il s'agissait purement et simplement d'inviter la Sardaigne à désarmer. Encore fallait-il que ce fût en termes généraux et qu'il ne fût fait mention ni des réserves ni des garibaldiens.

Ainsi que le disait le prince Albert, « l'empereur avait vendu son âme au diable ». L'intention manifestée par l'Autriche de ne pas céder aux exigences de la Sardaigne était trop claire pour qu'il fût possible de concilier le différend. L'empereur ne le méconnaissait pas, mais il se flattait encore d'entraîner l'Angleterre à

[1] Telles furent les propres paroles de l'empereur, dit le comte Walewski à lord Cowley. Il peut sembler étrange qu'un ministre se soit laissé entraîner à répéter mot pour mot cette conversation, mais l'homme était ainsi. « Walewski, me disait un personnage politique de ce temps, ne savait pas cacher ses impressions. Un jour, j'avais une affaire à traiter avec lui. C'était vers l'époque du jugement d'Orsini; je trouvai Walewski fort ému. — Qu'avez-vous donc? lui dis-je. — Ce que j'ai? me répondit-il; puis, après un silence : Ce que j'ai? je vais vous le dire. L'empereur, le croiriez-vous? veut faire grâce à Orsini. Le conseil privé est en ce moment appelé à donner son opinion; elle sera, je l'espère, négative; mais en attendant, je suis, comme vous le voyez, dans la plus extrême anxiété. » Le comte Walewski était d'ailleurs un honnête homme, doux, bienveillant et poli. *Il meno cattivo della canaglia innumeravole che compone la Corte et il Governo del l'Imperatore,* mandait le prince Carini, ambassadeur de Naples à Londres.

prendre parti contre l'Autriche. Il fit dans cette pensée appeler lord Cowley. L'ambassadeur rendait compte à lord Malmesbury de la conversation en ces termes :

« L'empereur me demanda, entre autres, ce que ferait l'Angleterre si la guerre venait à éclater. Je lui répondis qu'assurément elle maintiendrait sa neutralité. — Mais l'Angleterre, dit-il, ne voit pas sans regret l'Italie livrée aux Autrichiens. Comment ne tenterions-nous pas de nous entendre? Supposez que je vous donne l'assurance formelle que je ne nourris pas de desseins ambitieux, ne m'aiderez-vous pas à obtenir ce qui s'accorde avec vos idées? Je lui répondis que s'il poursuivait un dessein aussi unique, il verrait se lever contre lui tous les éléments moraux et matériels de l'Angleterre. Je recourus à tous les arguments que je pus imaginer pour lui faire comprendre que l'Angleterre ne l'aiderait jamais à attaquer de propos délibéré une alliée inoffensive. Je lui dis que s'il voulait avoir toute l'Angleterre contre lui, il n'avait qu'à suivre son dessein. L'empereur parut surpris de la réprobation énergique que je lui exprimai, et comme il semblait révoquer en doute la justesse de mes appréciations, je l'engageai à consulter qui il voudrait, vous, Clarendon, Palmerston, et même lord John Russel, ma conviction intime étant qu'il ne rencontrerait pas une opinion différente de la mienne.

« Revenant à la proposition du désarmement faite par l'Autriche : — Souvenez-vous, lui dis-je, que c'est l'Autriche qui a fait cette proposition, et que vous encourrez une lourde responsabilité si vous ne l'acceptez pas. Souvenez-vous que c'est une terrible chose que de tenir

entre ses mains la paix ou la guerre. Personne ne vous conteste le droit de sympathiser avec les Italiens. Vous pouvez les aider par les moyens pacifiques, mais Dieu seul sait si par la guerre vous ne riverez pas encore plus leurs chaînes. Souvenez-vous que vous acquerrez honneur et reconnaissance en maintenant la paix, que vous courez le risque d'un désastre en tirant l'épée. Ce ne sera pas l'Italie seule, ce sera le monde entier qui souffrira du parti que vous allez prendre. En ce moment, l'honneur de la France est intact. Vous reconnaissez que vous n'avez aucun sujet de différend avec l'Autriche. Au nom de Dieu, ne créez pas ce différend! Je le répète, la paix ou la guerre sont entre vos mains. Dieu veuille que vous fassiez un bon choix! Je prononçai ces dernières paroles avec l'émotion qu'inspire un sentiment vrai. L'empereur sembla touché et me promit de réfléchir à mes paroles. »

Il n'en fut rien de plus. L'empereur s'en tint à l'idée d'inviter en termes généraux la Sardaigne à désarmer. Lord Malmesbury refusa de s'engager dans cette voie, qui évidemment ne menait à rien.

XI

On ne douta plus à Vienne de la duplicité de l'empereur des Français [1]. Cette opinion était si fort accréditée, que le comte de Buol ne témoigna nulle surprise de la déconvenue de lord Malmesbury.

[1] Il est facile de le comprendre : à force de tergiverser, l'empereur parlait, agissait dans les sens les plus divers, trompait sans le vouloir les uns et les autres, et finissait par se tromper lui-même. Le prince de la

Depuis des mois, il s'attendait à la guerre, dit-il à lord Loftus, et jugeait préférable d'en finir. L'empereur et la cour partageaient ce sentiment. Une guerre avec la France semblait une grosse affaire sans doute, mais on se croyait sûr de l'Allemagne. L'opinion publique, en effet, se montrait de plus en plus hostile à la France. Il était facile de le reconnaître au ton des journaux, qui tous signalaient la nécessité de s'unir contre l'ennemi commun. Les chefs du parti libéral se déclaraient eux-mêmes prêts à oublier leurs vieux griefs dans l'intérêt de la patrie. Une sotte dissertation du *Moniteur*, qui semblait mettre aux prises les intérêts du nord et du midi de l'Allemagne, avait mis le comble à l'irritation des esprits. Les villes de commerce, bien qu'atteintes dans leurs intérêts par les premières rumeurs de guerre, s'associaient aux manifestations des patriotes. A Leipzig, entre autres, on avait englouti des flots de bière en l'honneur de Radetzki. Les diètes, ce qui était plus sérieux, prenaient des mesures évidemment inspirées par les mêmes inimitiés. En Bavière, les Chambres interdisaient à l'unanimité l'exportation des chevaux. Dans le Wurtemberg, trente-sept députés signaient une adresse de la commission permanante, qui sollicitait le gouvernement de prendre les mesures nécessaires à la défense du territoire. A Wiesbaden, le budget était voté sans contestation, ce que l'on n'avait jamais vu. Dans le Hanovre, dans la principauté de Nassau, à Weimar, le budget était même voté au milieu des acclamations.

Tour d'Auvergne, son ministre à Turin, recevait aussi des instructions de l'empereur dans le sens de la guerre et d'autres instructions du ministre des Affaires étrangères dans le sens de la paix. Ne sachant quel parti prendre, il revenait à Paris pour s'en expliquer.

La Prusse, il est vrai, se tenait fort sur la réserve. Elle semblait prendre à tâche de modérer le patriotisme allemand.

« Nous ne méconnaissons pas les intrigues de la Sardaigne, disait le baron de Schleinitz, mais nous pensons qu'elles ne mèneront à rien, si la France ne s'en mêle. Or, la France nous affirme qu'elle souhaite la paix. Nous nous garderons de l'aigrir en répondant à des déclarations aussi satisfaisantes par des témoignages d'injurieuse défiance. Nous ne céderons pas aux sollicitations irréfléchies qu'on nous adresse. Nous ne laisserons pas engager la Confédération germanique en vue d'éventualités lointaines et vraisemblablement imaginaires. » — « Nous sommes les premiers à le reconnaître, disait le comte Buol dans une circulaire adressée aux chancelleries allemandes. Les circonstances n'exigent pas que la Confédération intervienne dans le différend dès à présent. La guerre n'est pas imminente, néanmoins elle peut surgir d'un moment à l'autre. Nous croyons dès lors utile d'échanger nos idées à propos d'une situation qui va sans cesse s'aggravant, et sans prendre d'engagements formels, de préparer les voies à une entente assurément désirable dans l'intérêt de tous[1]. »

Six États, Bavière, Wurtemberg, Hanovre, Saxe, Hesse, Nassau, formulaient la même opinion. Mais cet accord même soulevait les susceptibilités de la cour de

[1] Je ne cite pas; je me borne à résumer sous cette forme les interminables documents du temps.

Berlin. En ralliant à elle les États intermédiaires, l'Autriche semblait dépasser la mesure d'influence qu'elle était appelée à exercer; elle modifiait l'état intérieur de l'Allemagne, entreprenait sur le domaine de la Prusse, le réduisait au rôle de simple confédéré. De là des récriminations sans fin.

« La circulaire invite, en définitive, les divers États de la Confédération à se prononcer sur la politique allemande. Il eût été séant de prendre l'opinion de la Prusse sur l'opportunité d'une semblable mesure, disait le baron de Schleinitz. La Prusse ne s'attendait pas à être ainsi négligée; elle n'est nullement disposée à subir les exigences des confédérés, et se propose de garder l'indépendance nécessaire au rôle de médiateur. »

Un incident minime venait accentuer la dissidence. Le général Dannhauser, délégué de la Prusse à la commission militaire de la Diète, ayant pris sur lui de proposer la mise en état de défense des places fortes, et la concentration des troupes fédérales dans le Palatinat, se voyait formellement désavoué. Un tel procédé ne laissait pas de surprendre les Allemands. Des pourparlers s'ensuivaient.

« Nous ne faillirons pas à nos devoirs envers l'Allemagne, disait cette fois le baron de Schleinitz, mais nous n'avons nulle raison de nous engager encore. Il s'agit de traités destinés à assurer la prépondérance de l'Autriche en Italie. Ces traités intéressent l'Autriche, non l'Allemagne. Nous, Allemands, nous n'avons donc

pas à nous en inquiéter. Néanmoins nous prendrons parti pour l'Autriche si la France et la Sardaigne l'attaquent à l'occasion de ces traités. Fort heureusement les choses n'en sont pas arrivées à cette extrémité. Nous croyons donc agir sagement en conseillant à tous la modération. Nous assurons ainsi la tranquillité de l'Allemagne, nous contenons la France et la Russie, et par là, nous rendons à l'Autriche un service plus considérable qu'elle n'affecte de le croire. »

« On invoque, disait-il plus tard, l'acte final du Congrès de Vienne. Nous ne le contestons pas. L'acte mentionne le cas où un État fédéral, en possession de territoires étrangers à la Confédération germanique, entreprend la guerre de son chef. La Confédération n'a point à intervenir. L'acte mentionne encore le cas où l'État fédéral se trouve avoir affaire à un adversaire qui a pris l'initiative de la guerre ou menace de la prendre. La Confédération, en ce cas, est tenue de le défendre. Mais il faut que la Diète ait reconnu en conseil permanent, à la pluralité des voix, l'existence d'un danger pour le territoire de la Confédération [1]. Nous en inférons que nos devoirs sont fort différents selon les circonstances. Nous ne saurions juger si l'Autriche est appelée ou non à prendre l'initiative de la guerre. Nous attendons en conséquence les événements. On nous répond que l'acte mentionne non-seulement le cas de guerre, mais encore le cas de

[1] Tel est le sens des articles XLVI et XLVII de l'acte final des conférences ministérielles tenues à Vienne pour la parfaite et entière consolidation de la Confédération germanique. Cet acte, qui découle de l'acte final du Congrès de Vienne, fut signé le 15 mai 1815.

menace de guerre. Soit. Alors même il reste à savoir s'il s'ensuit un danger pour le territoire fédéral. La Diète ne saurait décider arbitrairemeut qu'un tel danger existe ; il faut que le danger soit manifeste, *de facto*. Cette interprétation, nous l'avons toujours soutenue; elle est essentielle à l'existence de la Prusse. Autrement l'Autriche pourrait, à l'aide de la majorité de la Diète, entraîner la Prusse dans une guerre contraire à ses intérêts. Nous n'accepterons jamais en principe une situation aussi fâcheuse, mais en fait nous nous associerons aux mesures décrétées par la Diète, s'il existe un danger réel pour le territoire fédéral. »

Ces raisonnements étaient d'ailleurs accompagnés d'effusions patriotiques et autres homélies à l'usage des naïfs. Nombre de gens ne comprenaient rien à ces distinctions entre le danger simple et le danger *de facto*, s'étonnaient de la tiédeur de la Prusse, et l'accusaient de sacrifier les intérêts de la patrie allemande aux siens propres. Leurs clameurs ne laissaient pas d'inquiéter. Aussi la Prusse se croyait-elle obligée de donner quelque satisfaction à l'opinion publique; elle annonçait ainsi que les places fortes des bords du Rhin étaient mises par ses soins en état de défense. A quelques jours de là, elle faisait encore un pas; elle interdisait l'exportation des chevaux. Évidemment elle craignait de s'aliéner les sympathies des patriotes. On espérait donc l'entraîner à la dernière heure, et l'on ne doutait pas que l'Allemagne, une fois ses forces réunies, ne triomphât de son antique ennemie la France.

La guerre fut donc une affaire résolue en principe. Le 7 avril, l'empereur François-Joseph donna l'ordre de mobiliser l'armée d'Italie qui avait reçu des renforts, mais alors même n'était pas en mesure de résister à quelque brusque agression. Le gros de l'armée autrichienne ne tarda pas à être sur le pied de guerre, mais demeura en deçà des Alpes. C'était dire à l'Allemagne que l'Autriche se proposait avant tout de défendre la frontière du Rhin.

XII

Lord Malmesbury persistait à croire que l'empereur des Français était de bonne foi, et s'efforçait en conséquence de renouer le fil des négociations. Sans nier que la Sardaigne fût dans son tort, il engageait le comte Buol à ne pas insister sur l'affaire du désarmement.

« Peu importe, disait-il; l'Autriche n'a pas à s'inquiéter de la Sardaigne. En revanche, elle a un intérêt majeur à ne pas laisser traîner les négociations jusqu'à la saison où les Alpes seront faciles à franchir. Elle doit donc se hâter de déférer le litige au Congrès. En acceptant de bonne grâce l'arbitrage de l'Europe, elle affirmera la justice de sa cause, et gagnera les sympathies de tous. »

C'était fort bien dit; mais la pensée de s'offrir en holocauste sur l'autel de la paix ne séduisait personne

à Vienne. Le comte Buol rétorquait ses arguments à lord Malmesbury.

« Nous ne craignons pas en effet la Sardaigne, disait-il, mais nous la considérons comme l'avant-garde de la France, et nous jugeons prudent de parer aux événements. Si la France consent à désarmer, nous laisserons la Sardaigne agir à sa guise. Seulement il nous faut une preuve palpable des intentions pacifiques de la France. La parole de Louis-Napoléon ne nous inspire pas confiance : loin de là. Nous sommes persuadés qu'il cherche à gagner du temps pour achever ses armements[1], et nous préférons engager la partie. Cet état d'incertitude, cette paix armée ruine nos finances, nous est plus préjudiciable que la guerre elle-même. Vous souhaitez la paix, dites-vous; elle est entre vos mains. Signez avec nous un traité d'alliance simplement défensive, et nous ne demanderons rien de plus. »

Ce raisonnement ne laissa pas d'embarrasser lord Malmesbury. Un mot net eût mis fin aux criailleries des Sardes. Mais l'opinion publique en Angleterre était contraire à toute intervention dans les affaires du continent. La proposition fut déclinée à l'instant même.

« Il reste encore un moyen de s'entendre, reprit le

[1] Cette idée était tellement ancrée dans les esprits que les plus sages ne savaient pas s'en défendre. L'empereur entrevoyait simplement l'éventualité d'une guerre avec l'Autriche; il ne s'en croyait pas aussi proche. L'obstination de la Sardaigne ne laissait pas néanmoins de l'inquiéter. Depuis son entrevue avec M. de Cavour, il avait pris des mesures générales en vue d'un conflit, mais il ne se disposait pas encore à entrer en campagne, ainsi que le croyait le comte Buol. Je donnerai plus loin le détail de ces mesures, qui étaient fort limitées.

comte Buol; jusqu'ici la Sardaigne a été seule mise en cause; elle s'est refusée à désarmer sans doute pour ce motif. Mais rien ne dit qu'elle ne revienne sur sa détermination, si nous parvenons à faire accepter l'idée d'un désarmement général. »

Cette nouvelle proposition pouvait se discuter; lord Malmesbury s'empressa de la transmettre à Paris. Le comte Walewski, de prime abord, en témoigna quelque surprise. « Nous ne saurions désarmer, dit-il à lord Cowley : nous n'avons pas armé; nous n'avons pas un soldat de plus. » L'allégation était vraie; mais elle semblait une défaite. On s'échauffa, ce semble, à ce propos; on revint sur le passé. Le comte Walewski prétendit que l'empereur n'avait jamais promis d'engager la Sardaigne à désarmer. Il importait de tirer la chose au clair. Lord Cowley alla trouver l'empereur et lui demanda s'il s'était réellement mépris sur le sens de ses paroles. Il avait eu l'honneur de voir Sa Majesté, le 17 mars, alors qu'il revenait de Vienne. Les circonstances de l'entretien étaient présentes à sa mémoire. Il s'agissait du Congrès. Sa Majesté avait reconnu l'impossibilité de le réunir si la Sardaigne restait en armes. Elle avait promis de s'entendre avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique pour inviter, d'un commun accord, la Sardaigne à désarmer. Elle avait permis que ses paroles fussent transmises, et lord Malmesbury en avait pris texte pour engager l'Autriche à accepter le Congrès. L'empereur répondit qu'il s'était bien exprimé ainsi; qu'il avait écrit et parlé dans ce sens à M. de Cavour. « Nous ne différons que sur un détail,

dit-il ; vous pensiez que j'interviendrais officiellement, et je ne l'entendais pas de même. Je regrette que mes conseils n'aient pas été suivis, le désarmement aurait été une bonne mesure. » Il n'eût pas été séant d'insister. Lord Cowley en vint cette fois à la proposition du désarmement général, qui lui semblait la seule façon de débrouiller l'affaire. L'empereur détourna la conversation, parla d'un ordre du jour fort belliqueux que le comte Giulay avait adressé à la garnison de Milan; sur un mot de lord Cowley, il finit par reconnaître qu'on avait exagéré les faits. Il reprit alors la question du désarmement, dit que l'Autriche devait donner l'exemple en désarmant la première; que la France, en tout cas, n'avait pas armé. Il disserta fort pertinemment sur les charges que les armées imposaient aux divers peuples de l'Europe; reconnut les bienfaits qui résultaient de semblables mesures, mais ajouta qu'on ne pouvait prendre à l'instant même une décision sur un sujet aussi grave. Lord Cowley lui fit alors observer qu'il serait possible d'accepter le principe en laissant au Congrès le soins de régler les détails de l'affaire, qui formeraient, bien entendu, le premier objet de ses délibérations. L'empereur soutint qu'il fallait différer d'en parler jusqu'à la fin du Congrès. « Les choses, dit-il, resteraient au moins dans le même état, et chacun pourrait agir à sa guise, s'il n'était pas satisfait. » La réflexion n'était pas rassurante ; lord Cowley s'efforça, mais inutilement, de ramener l'empereur à ses idées. Entre autres arguments, il lui signala le danger de quelque appel à la force au cours du Congrès. L'empereur ne répondit rien, se rejeta sur les

armements de l'Autriche, et s'arrangea de façon à ne dire ni oui ni non.

Honteux du misérable subterfuge à l'aide duquel il s'était dégagé de sa promesse, l'empereur jugea nécessaire sans doute de donner un gage de sa bonne foi. Le surlendemain, 10 avril, il fit dire à lord Malmesbury qu'il acceptait le principe du désarmement. Il restait à définir le sens de l'expression. Le comte Buol formulait l'alternative suivante :

« Ou bien un désarmement préalable et complet de de la Sardaigne, en même temps adoption par les cinq puissances du principe de désarmement général dont la réalisation devra être la première tâche du Congrès; ou bien, si le désarmement préalable de la Sardaigne semble impossible à obtenir, le désarmement général effectif avant le Congrès. C'est-à-dire que ce désarmement général devra être un fait accompli avant que nous puissions prendre part au Congrès. »

Lord Malmesbury, adoptant un terme moyen, modifiait la proposition en ces termes :

« Le 10, le cabinet britannique a proposé aux puissances d'arrêter, au début de la réunion du Congrès, un désarmement général qui, tout en l'y inclinant absolument, épargnerait à la Sardaigne un désarmement préalable. Les détails du désarmement seraient réglés au Congrès; ils en formeraient la première question. Seraient traités ensuite les quatre points sur lesquels on s'est mis d'accord. »

Ni l'une ni l'autre de ces formules ne convenaient à

l'empereur. Elles le mettaient aux prises avec M. de Cavour, et c'était là justement ce qu'il redoutait le plus. Le comte Walewski ne le dissimula pas à lord Cowley.

« Nous n'avons rien à démêler avec la Sardaigne, lui dit-il, non sans une nuance de mauvaise humeur. En acceptant le principe du désarmement général, l'empereur a stipulé pour la France, non pour la Sardaigne. Il ne dispose pas de la Sardaigne. D'ailleurs, il ne saurait méconnaître la valeur de ce raisonnement de M. de Cavour : la Sardaigne n'est pas appelée au Congrès ; elle n'a donc pas d'engagement à prendre en vue du Congrès. Enfin nous n'obtiendrons rien, vous le savez. »

Lord Cowley ne put le tirer de là. Cependant, le lendemain, le comte Walewski lui adressa un billet pour lui dire qu'il ne comprenait pas bien la proposition et le prier de la rédiger par écrit. Mais elle l'était déjà. Le duc de Malakof l'avait recueillie sous la dictée de lord Malmesbury lui-même. Lord Cowley ne pouvait que s'en référer au télégramme de l'ambassadeur. Le comte Walewski semblait chercher à gagner du temps. Mais dans quel intérêt? Lord Malmesbury ne le devinait pas. Il en arrivait à douter lui aussi de la bonne foi de l'empereur des Français. Il eut un instant l'idée de poursuivre seul la négociation, et chargea lord Cowley de demander à l'empereur s'il soutiendrait la Sardaigne au cas où, le Congrès une fois réuni, elle persisterait à ne pas désarmer. La question était nette. Le comte Walewski répondit cette fois qu'il lui fallait prendre les

ordres de Sa Majesté. Les jours s'ajoutaient ainsi aux jours.

« Les dispositions de la France semblent fort suspectes au gouvernement de Sa Majesté, mandait lord Malmesbury à lord Cowley. La Sardaigne s'étant posée en antagoniste de l'Autriche, il a été toujours entendu qu'elle désarmerait. La controverse n'a porté que sur des questions de mode et de temps. L'Autriche semblait exiger que la Sardaigne désarmât la première; le gouvernement de Sa Majesté a repoussé cette prétention, qui ne lui paraissait pas équitable. L'Autriche et la France ayant consenti depuis lors à désarmer, il serait encore moins équitable de laisser la Sardaigne seule en armes. Il faut le reconnaître, l'Autriche, en se prêtant aux conseils bienveillants de l'Angleterre, a bien mérité de l'Europe. La Sardaigne, au contraire, s'est attiré par son obstination le blâme universel. Nous n'avons cessé de le dire; mais on feint de ne pas nous comprendre. Il ne serait ni sensé ni digne du gouvernement de Sa Majesté de poursuivre une négociation aussi parfaitement illusoire. »

L'empereur ne savait plus auquel entendre; il cherchait, disait le comte Walewski, quelque terme moyen. En réalité, il se débattait avec M. de Cavour. Ce terrible personnage voulait absolument assister au Congrès. Il voulait plus : il voulait la guerre, ne le disait pas encore, mais le laissait pressentir. L'empereur dut se résigner. Le comte Walewski adressa le 15 avril à lord Malmesbury le memorandum suivant :

l'attente d'une juste réciprocité de la part de la Sardaigne [1]. »

Lord Malmesbury, excédé de la négociation [2], se contenta de faire observer que le comte Buol s'était mépris sur la nature de la garantie offerte à la Sardaigne : l'Angleterre, à défaut de la France, ne l'avait pas offerte isolément; il ajouta qu'il serait à propos de mentionner la proposition du désarmement général, et d'adopter une forme autre que celle d'une sommation. Sauf ces réserves, il approuva la mesure [3]. En même temps il fit part à M. de Cavour de la résolution de l'Autriche et le pressa d'accepter le principe du désarmement général.

Les événements se précipitaient : on venait d'apprendre la concentration de l'armée autrichienne sur les bords du Tessin. On en était fort inquiet; l'empereur, ne recevant pas de réponse à sa dernière proposition, adressa, dans la journée du 18 avril, une série de télégrammes pressants au duc de Malakof. L'ambassadeur les transmettait à lord Malmesbury en ces termes :

« Un télégramme parti de Paris à midi passé me demande à propos de la dépêche dont je vous ai donné

[1] Cette dépêche avait été transmise par un courrier, à la différence des autres communications qui se faisaient par télégrammes. On s'explique ainsi qu'elle n'ait été remise à lord Malmesbury que le 16 avril.

[2] « Le télégraphe nous affole, mandait le prince Albert; deux ou trois dépêches par heure, voilà le nombre ordinaire, et toutes se contredisent. »

[3] Lord Malmesbury semble s'être mépris sur les conséquences de la résolution de l'Autriche et de son propre acquiescement; il essaya de revenir sur ses paroles, protesta, mais il n'était plus temps.

copie : — La réponse faite par ma dépêche[1] à la proposition anglaise est-elle acceptée à Vienne?

« L'armée autrichienne en Italie se compose de quatre corps d'armée de 40,000 hommes chacun. Deux sont entre Milan et le Tessin, les deux autres entre Milan et Venise. Depuis deux jours l'ordre a été donné de faire avancer les deux derniers corps, de sorte qu'aujourd'hui près de 150,000 hommes sont rassemblés entre l'Adda et le Tessin. En présence de ces faits, ordre est donné à deux divisions de l'armée de Lyon de se rapprocher de la frontière sarde. Informez-en le gouvernement britannique, et dites que s'il tient à prévenir un conflit, il est urgent qu'il insiste à Vienne pour qu'on suspende les mouvements de troupes offensifs.

« Veuillez déclarer sans délai à lord Malmesbury que si l'Angleterre nous promet d'insister avec nous sur l'admission des puissances italiennes au Congrès, j'engagerai immédiatement, et par le télégraphe, le Piémont à adhérer au principe du désarmement, dont l'exécution puisse être réglée, s'il y a lieu, même avant la réunion du Congrès. Si vous me répondez oui, mon télégramme pour Turin partira à l'instant. »

Il n'était guère vraisemblable que l'Autriche consentît à modifier les bases mêmes du compromis. « Jamais nous ne consentirons à laisser la Sardaigne prendre le même rang que nous au Congrès », avait dit mainte fois le comte Buol à lord Loftus. Néanmoins lord Malmes-

[1] La dépêche proposait l'admission de tous les États italiens au Congrès. Elle a été citée précédemment.

bury jugea qu'en raison de l'imminence de la guerre, il devait tenter cette dernière chance de conciliation. L'Angleterre en intervenant ne risquait rien. C'était affaire à l'Autriche de voir s'il lui convenait de suivre les conseils du médiateur. La proposition de l'empereur n'était pas acceptable telle quelle, mais on pouvait la modifier. Le Congrès de Laybach offrait un précédent qui s'ajustait parfaitement à la situation. Les plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie avaient été comme de raison appelés seuls à former le Congrès; mais une fois réunis, ils avaient invité les plénipotentiaires des autres États à délibérer avec eux; l'assimilation dès lors avait été complète. Ce précédent permettait de sauvegarder la dignité des grands États et de satisfaire en même temps M. de Cavour. Il y avait là une nuance sans doute qui ne pouvait pas lui convenir; mais avec l'aide de l'empereur des Français, on avait chance de lui faire agréer cet arrangement. Le temps pressait. De la Chambre des lords, où il se trouvait, lord Malmesbury adressa le billet suivant au duc de Malakoff :

« Je ne puis, mon cher maréchal, vous donner un oui catégorique; mais demain je proposerai ceci, comme notre dernier effort, aux quatre puissances : 1° désarmement préalable, effectif, simultané; 2° commission d'officiers supérieurs pour l'effectuer; 3° les États italiens seront admis sur le même pied qu'à Laybach en 1821. Il est inutile de demander à l'Autriche d'admettre la Sardaigne sur le même pied que nous, et ayant décidé avec votre approbation et celle

des autres qu'elle ne le serait pas, voilà le seul biais que nous pouvons trouver; s'il ne réussit pas, nous nous retirerons de la mêlée. Tout à vous. »

Sans attendre la réponse définitive de lord Malmesbury, l'empereur expédia son télégramme la nuit du 18 avril. Un des secrétaires de l'ambassade de Turin courut le porter à M. de Cavour, et le lui remit dans son lit. M. de Cavour parut consterné; il se poignait la tête, grondait entre ses dents. « Il ne me reste plus qu'à me brûler la cervelle », s'écria-t-il enfin. L'honneur d'être appelé au Congrès ne le touchait plus. Depuis deux jours il savait que l'Autriche se proposait d'adresser à la Sardaigne une sommation qui lui semblait mener à la guerre; il était dans la joie. A ce moment même l'empereur lui enlevait ses plus belles chances! Il continua toute la nuit à rager, annonça qu'il allait donner sa démission, le répéta cent fois; enfin, au matin, il se calma et répondit par télégramme :

« Puisque la France s'unit à l'Angleterre pour demander au Piémont le désarmement préalable, le gouvernement du roi, tout en prévoyant que cette mesure pourra avoir des conséquences fâcheuses pour l'Italie, déclare être prêt à la subir. »

M. de Cavour se désespérait mal à propos. Ses procédés hargneux avaient envenimé le différend à ce point qu'il était impossible de le concilier. L'honneur de l'Autriche était engagé; elle avait accepté l'arbitrage de l'Europe, mais elle n'entendait pas subir

les exigences de la Sardaigne. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, la proposition de lord Malmesbury fut péremptoirement repoussée par le comte Buol, en deux mots. Il venait d'être mandé par l'empereur, dit-il à lord Loftus, n'avait pas un moment; mais il était certain que l'empereur ne se départirait pas des engagements pris et acceptés antérieurement. Le télégramme de lord Malmesbury, daté du 18 avril à dix heures du soir, mentionnait simplement le texte de la proposition. Lord Loftus n'apprit l'acquiescement de la France et de la Sardaigne que tard dans la journée du 19 avril. Il se rendit le lendemain matin chez le comte Buol, lui fit part des derniers télégrammes, le pressa de réfléchir. Le comte Buol écouta les raisonnements de l'ambassadeur avec la placidité d'un homme qui s'en tient à quelque parti pris. Il avait expédié la veille sa lettre à M. de Cavour, dit-il enfin. La résolution de Sa Majesté est irrévocable; il est dès lors inutile d'insister. Lord Loftus connaissait la teneur générale de la lettre; il avait engagé le comte Buol à la modifier dans le sens indiqué par lord Malmesbury. Le comte Buol avait tenu compte de ses observations dans une certaine mesure : la lettre était courtoise, elle affirmait que l'Autriche se proposait de désarmer si la Sardaigne prenait un engagement semblable; mais elle n'en conservait pas moins le caractère d'une sommation, et pouvait amener les plus graves conséquences.

Lord Malmesbury, averti de ce qui se passait, lança des télégrammes dans toutes les directions. Il fit savoir à Paris et à Turin que la sommation venait

d'être expédiée, mais qu'on ignorait encore à Vienne l'acquiescement de la France et de la Sardaigne. Il recommanda la prudence, et dans l'espoir de prévenir un conflit, il offrit la médiation de l'Angleterre, conformément au texte du vingt-troisième protocole du Congrès de Paris. En même temps il chargea lord Loftus de protester; en désespoir de cause, d'offrir la médiation de l'Angleterre. La dépêche qu'il adressait à l'ambassadeur témoignait de l'emportement naturel aux conciliateurs. « Ne ménagez pas vos expressions, disait-il, elles ne sauraient être trop fortes. Le gouvernement de Sa Majesté se demande quel motif l'Autriche ose alléguer pour en arriver à menacer la Sardaigne. Est-ce parce qu'il s'agit d'appeler les États italiens au Congrès? Mais l'Autriche a consenti à les entendre, sinon comme plénipotentiaires, du moins comme délégués. Il est monstrueux que pour une nuance aussi faible l'Autriche annonce l'intention de recourir à la force[1] . »

Ce pouvait être juste, mais lord Malmesbury oubliait que peu de jours auparavant il approuvait cette même mesure, sauf l'insignifiante réserve à laquelle le comte Buol avait fait droit.

Lord Loftus s'acquitta en termes discrets de l'embarrassante mission que lui laissait lord Malmesbury. Il

[1] Le memorandum laissé par lord Malmesbury au comte Apponyi vaut la peine d'être cité textuellement à ctete occasion. Il était conçu en ces termes : « Nous n'avons pas d'objections à ce que l'Autriche invite la Sardaigne à désarmer, pourvu qu'elle mentionne en même temps son adhésion au principe du désarmement général, accepté par la France, en ce sens que le désarmement sera effectué simultanément par la France, l'Autriche et la Sardaigne. » Cette mention se trouvait dans la lettre du comte Buol, on le verra.

reprit un à un ses raisonnements, donna à entendre au comte Buol que lord Malmesbury avait quelque raison de n'être pas satisfait, et lui signala le blâme que l'opinion publique en Angleterre attachait à un acte qui allait compromettre la paix.

« Je le regrette, répondit le comte Buol, mais nous avons à ménager nous aussi l'opinion publique de notre pays. L'honneur est cher à notre jeune et chevaleresque empereur. Depuis des mois, nous sommes provoqués, insultés par la Sardaigne; nous avons tout supporté avec patience; nous avons témoigné clairement de notre modération, de notre amour de la paix. Nous nous sommes prêtés à tous les accommodements que vous nous avez conseillés pour en arriver à la réunion du Congrès. Tout a été inutile. Alors, mais alors seulement, nous avons pris conseil de nous-mêmes. »

Lord Loftus ne se tenait pas pour battu.

« Avez-vous calculé les conséquences de la sommation que vous venez d'adresser à la Sardaigne? dit-il; vous allez vous aliéner vos plus fidèles alliés. Je ne saurais que répéter ce que je vous ai déjà dit : vous assumez la responsabilité de la guerre, vous vous condamnez à l'isolement.

— Il en sera ce qu'il en sera, reprit le comte Buol, vous ne sauriez nous accuser de précipitation. Nous vous avons prévenus, vous et la Prusse. La plus extrême longanimité a son terme. Des mois se sont écoulés en propositions et en contre-propositions qui

n'ont servi qu'à démontrer la mauvaise foi de la Sardaigne. Nous sommes à bout; toutes les affaires sont suspendues dans notre pays; nos finances s'épuisent, nous ne pouvons supporter indéfiniment un état de choses si contraire à nos intérêts. »

Le comte Buol n'en considérait pas moins la guerre comme une fâcheuse aventure; aussi se montra-t-il disposé à accepter les offres que lord Loftus était chargé de lui transmettre. La médiation de l'Angleterre simplifiait en effet les choses. On n'avait plus à s'inquiéter des prétentions de la Sardaigne. Les affaires de l'Italie se réglaient entre l'Autriche, la France et l'Angleterre; les bases du compromis demeuraient les mêmes. On se trouvait d'accord comme on l'était au moment où la Russie avait émis la malencontreuse idée du Congrès. Il restait une chance d'éviter la guerre. Lord Malmesbury se hâta de le faire savoir à Paris [1].

« L'empereur a toujours souhaité la paix, il la souhaite encore, dit le comte Walewski à lord Cowley. Sans doute il prendra vos offres en considération; malheureusement elles arrivent à la dernière heure. »

Les ordres de marche se donnaient en toute hâte; il s'agissait de rejoindre l'armée sarde, et l'on en était à se demander si l'armée française arriverait à temps pour la dégager. A force de tergiverser, l'empereur s'était laissé surprendre par les événements. Les dispositions les plus essentielles étaient encore à prendre :

[1] « Nous faisons un dernier effort en faveur de la paix, écrivait le prince Albert; nous proposons de laisser là le Congrès et d'en revenir à la négociation que lord Cowley avait menée à bien. »

les services de l'armée n'étaient nullement assurés. Les troupes réunies à Lyon, seules immédiatement disponibles, ne s'élevaient pas à plus de 30,000 hommes. A peine étaient-elles en mesure d'entrer en campagne. Bref, on n'était pas prêt.

Le comte Walewski entretint l'empereur dans la soirée du 26 avril. La conversation fut longue. Comme toujours, l'empereur était fort partagé. L'idée de la médiation ne lui souriait pas; il tenait au Congrès. Les raisons qu'il en donnait étaient bien telles que lord Cowley les avait démêlées. A son sens, le Congrès pouvait seul contenter les Italiens. Il prononçait en arbitre, et les Italiens dès lors n'avaient rien à redire. Il en serait tout autrement si la France traitait avec l'Autriche. Les prétentions des Italiens en ce cas dépasseraient toute mesure. Naturellement ils seraient déconvenus et s'en prendraient à la personne de l'empereur. A force de tourner et de retourner la question, l'empereur en vint à penser qu'il pourrait accepter la médiation collective de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie; la responsabilité se trouverait ainsi partagée; mais il ne se prononça pas définitivement.

XIV

Il restait toujours à savoir si M. de Cavour se prêterait à quelque arrangement de ce genre. Lord Malmesbury insistait pour qu'il répondît à la lettre du comte Buol par un appel au vingt-troisième protocole du Con-

grès de Paris. M. de Cavour ne se souciait nullement du protocole. Son parti était pris. Il voulait la guerre; il la tenait entre ses mains. La lettre du comte Buol lui avait été remise le 23 avril au soir; elle était ainsi conçue :

« Monsieur le Comte,

« Le gouvernement impérial, Votre Excellence le sait, s'est empressé d'accéder à la proposition du cabinet de Saint-Pétersbourg de réunir un Congrès des cinq puissances pour chercher à aplanir les complications survenues en Italie. Convaincus toutefois de l'impossibilité d'entamer avec des chances de succès des délibérations pacifiques en présence du bruit des armes et des préparatifs de guerre poursuivis dans un pays limitrophe, nous avons demandé la mise sur le pied de paix de l'armée sarde et le licenciement des corps francs, ou volontaires italiens, préalablement à la réunion du Congrès.

« Le gouvernement de Sa Majesté Britannique trouva cette condition si juste et si conforme aux exigences de la situation, qu'il n'hésita pas à se l'approprier, en se déclarant prêt à insister, conjointement avec la France, sur le désarmement immédiat de la Sardaigne, et à lui offrir en retour, contre toute attaque de notre part, une garantie collective à laquelle, cela s'entend, l'Autriche aurait fait honneur. Le cabinet de Turin paraît n'avoir répondu que par un refus catégorique à l'invitation de mettre son armée sur le pied de paix et d'accepter la garantie collective qui lui était offerte.

« Ce refus nous inspire des regrets d'autant plus

profonds que, si le gouvernement sarde avait consenti au témoignage des sentiments pacifiques qui lui était demandé, nous l'aurions accueilli comme un premier symptôme de son intention de concourir de son côté à l'amélioration des rapports malheureusement si tendus entre les deux pays depuis quelques années. En ce cas, il nous aurait été permis de fournir par la dislocation des troupes impériales stationnées dans le royaume lombardo-vénitien, une preuve de plus qu'elles n'y ont pas été rassemblées dans un but agressif contre la Sardaigne.

« Notre espoir ayant été déçu jusqu'ici, l'empereur, mon auguste maître, a daigné m'ordonner de tenter directement un effort suprême pour faire revenir le gouvernement de Sa Majesté Sarde sur la décision à laquelle il paraît s'être arrêté.

« Tel est, Monsieur le Comte, le but de cette lettre. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre son contenu en sa plus sérieuse considération et de me faire savoir si le gouvernement royal consent, oui ou non, à mettre sans délai son armée sur le pied de paix et à licencier les volontaires italiens.

« Le porteur de la présente, auquel vous voudrez bien, Monsieur le Comte, faire remettre votre réponse, a l'ordre de se tenir à cet effet à votre disposition pendant trois jours.

« Si, à l'expiration de ce terme, il ne recevait pas de réponse, ou que celle-ci ne fût pas complétement satisfaisante, la responsabilité des graves conséquences qu'entraînerait ce refus, retomberait tout entière sur le gouvernement de Sa Majesté Sarde. Après avoir épuisé

en vain tous les moyens conciliants pour procurer à ses peuples la garantie de paix sur laquelle l'empereur est en droit d'insister, Sa Majesté devra, à son grand regret, recourir à la force des armes pour l'obtenir.

« Dans l'espoir que la réponse que je sollicite de Votre Excellence sera conforme à nos vœux, tendant au maintien de la paix, je saisis...

« BUOL.

« Vienne, 19 avril 1859. »

M. de Cavour répondit en ces termes :

« MONSIEUR LE COMTE,

« Le baron de Kellesberg m'a remis le 23 courant, à cinq heures et demie du soir, la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 19 de ce mois pour me mander, au nom du gouvernement impérial, de répondre par un oui ou par un nom à l'invitation qui nous est faite de réduire l'armée sur le pied de paix et de licencier les corps formés de volontaires italiens, en ajoutant que si au bout de trois jours Votre Excellence ne recevait pas de réponse, ou si la réponse qui lui était faite n'était pas complétement satisfaisante, S. M. l'empereur d'Autriche était décidée à avoir recours aux armes pour nous imposer par la force les mesures qui forment l'objet de sa communication.

« La question du désarmement de la Sardaigne, qui constitue le fond de la demande que Votre Excellence m'adresse, a été l'objet de nombreuses négociations entre les grandes puissances et le gouvernement de Sa Majesté. Ces négociations ont abouti à une propo-

sition formulée par l'Angleterre, à laquelle ont adhéré la France, la Prusse et la Russie.

« La Sardaigne l'a acceptée sans réserve ni arrière-pensée. Comme Votre Excellence ne peut ignorer ni la proposition de l'Angleterre ni la réponse de la Sardaigne, je ne saurais rien ajouter pour lui faire connaître les intentions du gouvernement du roi à l'égard des difficultés qui s'opposaient à la réunion du Congrès.

« La conduite de la Sardaigne dans cette circonstance a été appréciée par l'Europe. Quelles que puissent être les conséquences qu'elle amène, le roi, mon auguste maître, est convaincu que la responsabilité en retombera sur ceux qui ont armé les premiers, qui ont refusé les propositions formulées par une grande puissance et reconnues justes et raisonnables par les autres, et qui maintenant y substituent une sommation menaçante.

« Je saisis cette occasion.....

« Cavour.

« Turin, 26 avril 1859. »

La réponse n'était pas parfaitement claire; il fallait même être initié aux dernières négociations pour en comprendre le sens, et cependant tous les termes en étaient pesés. M. de Cavour savait que sa lettre serait lue du monde entier; il l'avait rédigée de façon à embrouiller les idées des naïfs. En se référant purement et simplement à la proposition formulée par l'Angleterre, il laissait entendre que cette proposition était un de ces termes moyens inspirés par une pensée conciliante, et se gardait de dire qu'elle était un acquiesce-

ment à ses exigences. En même temps, il évitait de parler de la médiation de l'Angleterre, qu'il refusait implicitement.

L'Autriche, néanmoins, ne pouvait se méprendre sur ses intentions. L'armée autrichienne ne franchit pas cependant le Tessin le 27 avril, ainsi que le donnait à entendre la sommation. L'Autriche, dans l'intervalle, ayant accepté la médiation, attendait la réponse de la France [1].

L'empereur des Français hésitait encore. N'osant assumer la responsabilité d'un refus définitif, il réunit un grand conseil auquel furent appelés non-seulement les ministres, mais encore les membres du conseil privé. Il fit connaître à ces grands dignitaires l'embarras où le jetait l'offre de l'Angleterre. Il exposa ses doutes : nul ne se trouva les partager : la médiation fut en conséquence déclinée.

Le 29 avril, l'armée autrichienne passa le Tessin. La guerre était déclarée.

Il s'agissait à cette heure d'instruire les Français des motifs qui avaient déterminé l'empereur. Le manifeste était conçu en termes dignes de l'héritier du grand Napoléon :

« L'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont pro-

[1] Les documents que j'ai en main ne donnent pas formellement cette raison du retard apporté aux opérations militaires; mais rien n'est plus vraisemblable.

testé contre cette agression. Le Piémont ayant accepté les conditions qui devaient amener la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine : c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique. »

Ces paroles furent seules écoutées; elles soulevèrent de bruyantes acclamations dans tous les cabarets de la France. Les foules auxquelles l'empereur s'adressait n'en demandaient pas plus. L'Autriche avait pris l'initiative de la guerre. A tous les cœurs français, la guerre était la bienvenue. Les bourgeois des villes et des campagnes, gens sérieux et réfléchis, ne partageaient pas sans doute ces transports d'enthousiasme; mais ils trouvaient à la politique italienne une saveur révolutionnaire qui, en somme, ne leur déplaisaït pas. Les gros financiers n'avaient pas d'opinion sur le fond de l'affaire : leurs intérêts du moment ne couraient aucun risque; pour eux c'était tout dire. En général, la guerre était considérée comme une glorieuse fantaisie que la France pouvait se permettre. Quelques détracteurs obstinés du régime impérial seuls hochaient la tête; éclairés par leurs haines, ils entrevoyaient les conséquences fatales pour la France, que devait entraîner l'unité italienne; ils grondaient entre leurs dents, mais on ne prêtait pas la moindre attention à leurs raisonnements. L'hymne de la *Marseillaise,* braillée par des milliers de gosiers avinés, couvrait ces misérables murmures. Il ne restait qu'à s'incliner devant la majesté du suffrage universel.



ALEXANDRIE

XV

En affirmant que la France n'armait pas, l'empereur des Français avait parfaitement dit la vérité. On n'en avait rien cru, fort à tort. L'empereur s'était contenté de prendre, en vue d'un conflit possible, les mesures que dictait la plus simple prévoyance. Vers le mois de janvier, le général Niel s'était rendu par son ordre à Turin. Il avait entretenu discrètement le roi de l'éventualité d'une guerre avec l'Autriche, s'était mis au fait des ressources militaires du pays, avait été reconnaître les places d'Alexandrie, de Casale, et leurs environs. A son retour, il avait esquissé un plan de campagne qui semblait répondre à toutes les exigences de la situation.

L'effectif de l'armée sarde sur le pied de guerre était de 86,000 hommes; si l'on en déduisait les dépôts et autres non-valeurs, il restait encore au roi 65,000 hommes; en définitive, cinq divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Ces forces étaient suffisantes pour arrêter le premier effort des Autrichiens, et donner à l'armée française le temps d'arriver en Italie. Le

roi laissait dans la région des Apennins trois divisions d'infanterie réparties entre Gênes, Alexandrie et Casale, et gardait sous sa main deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie, qu'il destinait à la défense de Turin. On ne pouvait songer à se maintenir sur les bords de la Sesia. Cette rivière coule au milieu de vastes plaines parfaitement unies; elle est le plus souvent guéable, et n'offre aucun élément de résistance. Mais plus loin, la vallée se rétrécit; la Dora Baltea sort d'un groupe de collines qui se rattache à la chaîne des Alpes; elle traverse le fond de la vallée du Pô, et va se jeter dans le fleuve. Cette position, sans être inexpugnable, laissait à l'armée sarde la chance de retarder les progrès de l'ennemi. Or, l'essentiel était de gagner du temps. La Dora Baltea se trouvant à dix-huit lieues du Tessin, les Autrichiens ne pouvaient aborder la position avant quatre ou cinq jours. L'empereur était dès lors parfaitement en mesure d'intervenir. La traversée des montagnes ne devait pas retarder considérablement la marche de ses troupes. Il ne fallait pas l'oublier, en effet, l'empereur disposait de tous les passages des Alpes et des Apennins; il était libre d'agir par mer, aussi bien que par terre. La ville de Gênes, avec son port et sa vaste enceinte, lui offrait une base d'opérations au pied des Apennins. La ville de Lyon lui en offrait une autre au pied des Alpes. L'armée française ne courait pas le risque de s'encombrer sur une seule route; l'affaire se trouvait par là même fort simplifiée. Les troupes concentrées à Lyon étaient acheminées par le chemin de fer jusqu'à Saint-Jean-de-Maurienne; elles franchissaient lestement le mont

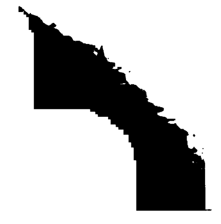
Cenis et retrouvaient à Suze le réseau des chemins de fer sardes, qui les menait à la Dora Baltea. Celles que la flotte avait débarquées à Gênes gravissaient de même les Apennins, et descendaient dans la vallée de la Scrivia sous le canon d'Alexandrie. L'armée sarde était dégagée. L'empereur prenait l'offensive avec toutes ses forces réunies. Assaillis en tête et en queue, les Autrichiens se voyeaint dans la nécessité de regagner précipitamment le Tessin.

Une telle entrée en scène souriait à l'imagination de l'empereur. « Il nous faut, disait-il, arriver avec la rapidité de la foudre. » Satisfait de cette métaphore, l'empereur ne s'était pas autrement enquis des détails. Le général Frossard avait bien exprimé quelques doutes : la chance de rallier l'armée sarde en temps utile lui semblait incertaine; mais on alléguait que les garnisons sardes, revenant de Savoie en Italie, franchissaient le mont Cenis en trois jours. Il semblait inutile d'en demander plus. Rien ne pressait, d'ailleurs; les négociations suivaient leur cours, et les chances étaient toutes en faveur de la paix.

Le roi de Sardaigne ne partageait nullement cette opinion; il se disait fort en péril, signalait à l'empereur les armements de l'Autriche, le pressait d'accourir. L'empereur, en retour, lui témoignait le plus vif intérêt. Il n'entendait nullement l'abandonner, disait-il, si les Autrichiens le prenaient à partie. Il était parfaitement en mesure de le rejoindre; il avait à Lyon quatre divisions d'infanterie et une division de cavalerie : deux de ces divisions étaient toujours prêtes à marcher. Ainsi, nulle raison de s'inquiéter. Le roi ne se tenait

pas pour satisfait. L'arrivée de ces quatre divisions ne le mènerait à rien. L'observation était juste, mais l'empereur feignait de ne pas entendre; il voyait que le roi se proposait de l'entraîner à la guerre, et ne se souciait pas de lui inspirer une confiance dont il eût vraisemblablement abusé.

Les affaires, on le sait, ne tardèrent pas à s'embrouiller, et le jour où le roi de Sardaigne manisfesta l'intention bien arrêtée de ne pas désarmer, l'empereur dut s'avouer que le différend ne serait pas facile à concilier. Il jugea le moment venu de faire un pas de plus. Ordre fut donné au maréchal de Castellane d'organiser une cinquième, puis une sixième division. Le maréchal Vaillant, fort optimiste de son naturel, écrivait à ce propos, le 26 mars : « Le congrès qui va s'ouvrir nous donnera le temps de nous retourner et de nous mettre d'aplomb sur nos pieds. S'il n'aboutit pas, nous entrerons d'un côté ou de l'autre avec six divisions d'infanterie et une de cavalerie : ce sera bien quelque chose. Rien n'est meilleur pour donner du montant aux paroles de nos représentants audit congrès. » Vers la fin de mars, alors que la deuxième armée autrichienne était déjà sur le pied de guerre, le maréchal prescrivit la formation des quatrièmes bataillons, mais en ce qui touchait l'armée de Lyon seulement. Une autre mesure fort insignifiante fut prise. On envoya en Afrique les cavaliers de quatre régiments. Leurs chevaux servirent à compléter l'effectif de la division de cavalerie attachée à l'armée de Lyon. Enfin, dans le courant d'avril, le général Mac Mahon reçut l'ordre de tenir trois divisions de l'armée d'Afrique prêtes à s'embarquer. Six autres



divisions d'infanterie et une division de cavalerie étaient de tout temps à Paris; une division de cavalerie à Lunéville; le reste de l'armée demeurait réparti comme par le passé, les régiments à leurs garnisons habituelles.

L'empereur se croyait prêt à tout événement. Il l'était même en thèse générale. « Une armée, disait-il fort justement, ne se crée pas du jour au lendemain, par l'enthousiasme ou l'argent. Une armée peut se comparer à une forêt. Avec les sommes les plus considérables, nous ne saurions nous procurer ces chênes séculaires auxquels le temps seul a donné l'élévation et la force. Il faut donc que l'armée française soit toujours de 400,000 hommes en temps de paix, pour être de 650,000 en temps de guerre. Ces chiffres sont des minima invariables que tous les hommes d'État doivent apprendre comme un catéchisme. » L'empereur savait, pratiquait ce catéchisme, mais n'en comprenait pas parfaitement le sens. Il disposait de 650,000 hommes, et se croyait en mesure de former, dans un délai de vingt jours, une armée de 300,000 hommes. Cette dernière estimation était une chimère. L'empereur raisonnait ainsi : « L'effectif général de l'armée française est, le 1er janvier 1859, de 398,097 hommes; à ce chiffre peuvent s'ajouter en peu de jours 163,700 des classes de 1851, 1852, 1853 et 1854, qui se trouvent en congé renouvelable. On dispose donc de 561,797 hommes, tous instruits et prêts à entrer en campagne. » Ainsi, nulle raison de s'inquiéter.

Ces 163,700 soldats en congé renouvelable pouvaient-ils réellement rejoindre en peu de jours leurs régiments? L'empereur n'était pas le seul à l'affirmer. Les minis-

tres, les généraux, les états-majors, les plumitifs partageaient cette opinion[1]. « L'armée prussienne, disaient-ils entre autres raisons, était sur le pied de guerre en treize jours. » Le fait n'était nullement impossible, mais en Prusse les régiments se recrutaient par province, ce qui simplifiait fort l'opération. En France, il en était tout autrement. De vieux préjugés, nés de la Révolution, rendaient impossible une organisation semblable à celle de la Prusse. Les provinces tenaient de l'ancien régime, c'était tout dire. Il en résultait que les soldats en congé renouvelable avaient d'énormes distances à parcourir pour gagner les dépôts. Là, ils étaient habillés, équipés, armés, puis, une fois en nombre, ils s'acheminaient par étapes vers leurs destinations. Ces allées et ces venues entraînaient des pertes de temps infiniment plus considérables qu'on ne le croyait[2].

Restaient les soldats présents sous les armes, au nombre de 400,000; mais il fallait déduire de cet effectif les non-valeurs, telles que gendarmerie, service administratif, compagnies de discipline et autres; les dépôts

[1] Le maréchal Randon disait ainsi à l'empereur, le 28 septembre 1866 : « Dans le rapport sur la mobilisation de l'armée, la réserve comprise, que j'ai eu l'honneur de vous soumettre dans le courant du mois dernier, je cherchais à démontrer que dans le courant de vingt jours nous pouvions réunir sur le Rhin ou au pied des Alpes 360,000 hommes, tout en laissant dans l'intérieur, soit comme réserve pour rejoindre leur corps d'armée respectif, soit pour assurer le service des places, 94,000 hommes; ce qui, dans son ensemble, constituait un effectif de 454,000 combattants. Dans cette évaluation, je faisais déduction des 60,000 hommes de l'armée d'Afrique, des 28,000 hommes du corps expéditionnaire du Mexique et de 8,000 hommes de la garnison de Rome. »

[2] Un mois après le rappel des soldats en congé, le 25 mai, les hommes les plus rapprochés arrivaient seulement à leurs dépôts. On le voit par une lettre du maréchal Randon à l'empereur.

des régiments, enfin les régiments d'Afrique, zouaves, tirailleurs indigènes et autres.

Ces éliminations une fois opérées, il restait non 560,000 hommes, mais 200,000[1].

L'empereur n'errait pas moins en ce qui touchait le matériel de l'armée; nombre de services se trouvaient abandonnés à eux-mêmes depuis la guerre d'Orient. D'autres se ressentaient d'une ingérence qui n'était pas toujours heureuse. L'empereur prétendait s'entendre en artillerie; il s'était épris ainsi d'une invention due au général La Hitte. L'idée du canon rayé était juste en elle-même, mais elle n'était pas encore arrivée à sa dernière perfection. L'empereur n'en avait pas moins donné l'ordre de refondre le matériel de l'artillerie selon cette formule. Une opération de ce genre demandait plus de temps qu'il ne le croyait. La décision avait été prise le 8 mars 1858. Sur deux cents batteries mises en commande dans les arsenaux, trente-deux seulement étaient disponibles un an après. Les projectiles ne pouvaient même être livrés en proportion de ce mombre restreint de batteries. Les parcs n'existaient pas : il fallait se contenter d'approprier des caissons de l'ancien modèle, garder les chariots et les forges tels qu'ils se trouvaient, compléter enfin l'artillerie de l'armée à

[1] Les régiments, en Italie, ne contenaient pas plus de 1,300 à 1,400 hommes. Le calcul dès lors est facile à faire :

100 régiments d'infanterie à 3 bataillons.	135,000	hommes.
20 bataillons de chasseurs à pied.	9,000	—
50 régiments de cavalerie à 4 escadrons (84 chevaux).	16,800	—
La garde.	18,000	—
60 batteries (2 pièces par 1,000 hommes) à 120 hommes.	7,800	—
	185,800	—

l'aide de batteries de canons obusiers, en dépit des inconvénients qui pouvaient résulter de cette combinaison.

Les canons obusiers rayés de la réserve d'artillerie et de l'équipage de siége attendaient leur transformation dans les arsenaux.

Il en était de même des armes portatives : les troupes, en vertu d'une décision de l'empereur, devaient être armées de fusils rayés; la mesure venait de s'effectuer. Les arsenaux avaient livré le contingent de fusils nécessaire à l'armée sur le pied de paix : ils ne pouvaient en fournir plus. L'adoption du fusil rayé avait entraîné celle de la cartouche à balle oblongue. La quantité de ces cartouches ne s'élevait pas à plus de quatorze millions, chiffre à peine suffisant pour les exercices de tir, qui devaient commencer le 15 février de cette année.

Les parcs des corps d'armée, le grand parc de l'artillerie, du génie, n'étaient pas organisés.

Faute de chevaux, le matériel fort considérable des équipages militaires ne pouvait être utilisé. L'artillerie se trouvait moins prise au dépourvu; elle avait acheté 10,000 chevaux dans le courant de l'hiver, mais elle se trouvait dans la nécessité d'en acheter encore 20,000.

Les approvisionnements en biscuits étaient nuls, et l'on ne pouvait en fabriquer les quantités indispensables à l'aide des seules ressources militaires. Diverses subsistances faisaient défaut. Le foin, l'orge, l'avoine ne se rencontraient pas facilement sur les marchés, et l'on était fort embarrassé pour s'en procurer immédiatement.

Le roi de Sardaigne avait, il est vrai, réuni des vivres à Gênes, Alexandrie et Turin pour 100,000 hommes, mais pour vingt jours seulement : il fallait ensuite se tirer d'affaire à l'aide des ressources du pays. Ces ressources, on ne les connaissait que fort approximativement, et l'intendant militaire que l'empereur avait chargé de s'en enquérir, attendait encore à Paris ses dernières instructions. Fort heureusement on avait l'argent, on pouvait le prodiguer, recourir au commerce du monde entier et se mettre en mesure, sinon immédiatement, du moins dans un délai de quelques semaines.

XVI

Le 20 avril, l'empereur, apprenant l'envoi de la sommation autrichienne, signa l'ordre de rappeler les soldats en congé renouvelable. Le 23, il approuva la formation du grand quartier général, et le 24, celle de l'armée d'Italie. Il se réservait le commandement suprême et appelait le maréchal Vaillant à remplir les fonctions de major général. L'armée était répartie ainsi qu'il suit :

Deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie appartenant à la garde impériale, sous les ordres du général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely.

Trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie formant le premier corps d'armée, sous les ordres du maréchal Baraguey d'Hilliers.

Deux divisions d'infanterie et une brigade de cava-

lerie formant le deuxième corps d'armée, sous les ordres du général de Mac Mahon.

Trois divisions d'infanterie et une division de cavalerie formant le troisième corps d'armée, sous les ordres du maréchal Canrobert.

Trois divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie formant le quatrième corps d'armée, sous les ordres du général Niel.

En attendant l'arrivée de l'empereur, le maréchal Baraguey d'Hilliers avait le commandement des sept divisions d'infanterie qui se trouvaient à Paris, Toulon, Alger, et devaient, d'après le plan de campagne, être amenées à Gênes. Le maréchal Canrobert avait le commandement des six divisions de l'armée de Lyon; quatre d'entre elles se trouvaient à Lyon même, une à Grenoble, une à Briançon. Les ordres de marche furent donnés par télégrammes dans la journée du 24 avril.

Nul ne s'attendait à l'événement. Les ministres, ne délibérant pas en conseil, ignoraient en général ce qui se passait; ils demeuraient confinés dans leur département et ne savaient des autres affaires que ce que Sa Majesté daignait leur apprendre; or, Sa Majesté ne savait du jour au lendemain ce qu'elle voulait. Le ministère de la guerre se ressentait de cet état de choses. A défaut de données positives, le maréchal Vaillant transmettait au maréchal de Castellane ses conjectures en termes naturellement fort vagues. « L'horizon politique se rembrunit; il s'éclaircit », lui mandait-il tour à tour. Assoupi par cette correspondance météorologique, le maréchal de Castellane ne

s'était pas mis parfaitement sur ses gardes. On se trouva ainsi dans l'embarras au dernier moment. Les régiments étaient dépourvus de nombre d'accessoires nécessaires aux soldats en campagne, tels que : marmites, bidons, hachettes, petites tentes. Les chaussures et même les cartouches faisaient en partie défaut; les ambulances n'étaient pas organisées. Les médecins, les adjudants et autres qui doivent en temps de guerre être montés, ne l'étaient pas. De tous côtés arrivaient des réclamations; le maréchal Castellane ne savait plus auquel entendre. Sur ces entrefaites, le maréchal Canrobert arriva à Lyon.

Les instructions que l'empereur lui avait données ne laissaient pas d'être embarrassantes. L'armée sarde courait évidemment le risque d'être écrasée : il fallait se hâter de la dégager. L'empereur ne le méconnaissait pas; néanmoins il recommandait au maréchal de ne pas s'aventurer dans la vallée du Pô, et de rester sur la défensive au milieu des montagnes. « Nos opérations, ajoutait-il, sont dictées par des motifs plus politiques que militaires. » L'empereur en était revenu à ses hésitations habituelles; il envoyait à Lyon télégrammes sur télégrammes, pour demander si les troupes étaient prêtes à marcher; si les routes des Alpes étaient libres; s'il était possible d'engager 10,000 hommes à la fois dans les défilés du mont Cenis et du mont Genèvre; si ces défilés pouvaient être franchis en trois jours comme on le disait. Sans répondre à ces interrogations désormais oiseuses, le maréchal Canrobert s'achemina vers l'Italie. Les troupes prenaient à Lyon le chemin de fer de Genève,

gagnaient le même jour Saint-Jean-de-Maurienne, franchissaient en trois étapes le mont Cenis, arrivaient à Suze le quatrième jour; les détachements qui se trouvaient à Grenoble et à Briançon devaient rejoindre, les uns à Montmeillan, les autres à Suze, en passant par le mont Genèvre.

Il ne s'agissait plus de défendre la Dora Baltea. Le maréchal se rendit à Turin, entretint le roi des nouvelles instructions de l'empereur. Le roi demeura consterné; abandonner la Dora Baltea, c'était abandonner Turin aux Autrichiens. Il insista, mena le maréchal sur le terrain. Mais l'opinion du maréchal était faite. La position de la Dora lui sembla trop étendue; elle pouvait être tournée par la vallée d'Ivrée, la rivière était guéable; puis l'armée française se trouvait encore au milieu des Alpes; elle courait le risque d'être fort retardée dans sa marche. Les Autrichiens, sans nul doute, allaient apparaître. Le plus sage était de concentrer l'armée sarde autour d'Alexandrie et de demeurer au moins pour le moment sur la défensive. Le roi contestait fort; il en revenait sans cesse à sa ville de Turin. Pour le consoler, le maréchal lui laissa entrevoir la chance de sauver encore sa ville. L'armée sarde, lui dit-il, une fois concentrée à Alexandrie, allait acquérir par là même une valeur qu'elle n'avait pas auparavant. Les Autrichiens se voyaient dans la nécessité de lui prêter le flanc s'ils marchaient sur Turin. Dès lors il était fort possible qu'ils n'osassent pas tenter une pareille aventure. Le roi céda; mais les derniers mots n'en étaient pas dits. De retour a Turin, tard dans la nuit, le maréchal vit arriver un petit homme à besicles qui

semblait fort courroucé. Ce personnage n'était autre que M. le comte de Cavour. Habitué à régenter le roi et l'empereur, il n'approuvait nullement la décision qui venait d'être prise, et prétendait imposer ses idées au maréchal. Sans s'attarder à des civilités inutiles, il lui demanda s'il était vrai que la ville de Turin allait être abandonnée par l'armée. Le maréchal répondit affirmativement. M. de Cavour bondit au premier mot, cria que la chose était impossible, se mit à raisonner stratégie ni plus ni moins que son bon ami Thiers ne l'eût fait en pareille occurrence. Le maréchal donna ses raisons, ne se vit pas écouter, finit par s'impatienter et laissa entendre plus ou moins clairement qu'il ne seyait pas à un pékin de contester les dires d'un maréchal de France. Sur ce, on alla se coucher, fort mal satisfaits les uns des autres. Il fallait cependant prendre un parti; l'empereur fut appelé à se prononcer, il s'en remit fort sagement au maréchal. En conséquence, les deux divisions d'infanterie sarde se rendirent à Alexandrie. La division de cavalerie resta seule en observation sur les bords de la Dora. Le maréchal, de son côté, envoya un bataillon d'infanterie et une compagnie de sapeurs à Casale : ce détachement avait ordre de travailler aux ouvrages de la tête de pont. Il devait se mettre en évidence, attirer autant que possible l'attention des reconnaissances autrichiennes et leur donner à croire ainsi que l'armée française était aux environs. Le maréchal s'applaudissait fort de ce stratagème. « Lorsque les Autrichiens, mandait-il à l'empereur, verront les pantalons rouges si près de leur flanc gauche d'opérations contre Turin, ils y renonceront ou seront amenés à

l'hésitation et à des lenteurs. » Les troupes françaises poursuivirent leur marche les jours suivants; au fur et à mesure de leur arrivée, elles étaient transportées par le chemin de fer à Alexandrie. Le 10 mai, elles étaient toutes réunies autour de la place [1].

Pendant ce temps, les deux divisions de l'armée d'Afrique s'embarquaient à Alger et gagnaient Gênes. Les cinq divisions de l'armée de Paris, amenées par le chemin de fer de la Méditerranée à Toulon, prenaient la mer et arrivaient ainsi à Gênes. Une division de l'armée d'Afrique qui se trouvait déjà à Toulon les suivait [2]. Le maréchal Baraguey d'Hilliers se hâtait de passer l'Apennin avec les premières troupes. Ses têtes de colonne atteignaient, le 7 mai, Cassano Spinola, Gavi, dans la vallée de la Scrivia. Le moment critique était passé, et si l'armée alliée n'était pas encore en mesure de prendre l'offensive, elle pouvait du moins se maintenir sur la défensive. Les jours suivants furent employés à se reconnaître. Le roi cantonna ses troupes autour de Casale; le maréchal Canrobert cantonna les siennes entre Alexandrie, San Salvatore, Bassignana, Valenza, Pomaro. Le maréchal Baraguey d'Hilliers ne pouvait encore rejoindre de quelques jours. Ses troupes étaient échelonnées sur la route de Gênes.

On n'était pas arrivé avec la rapidité de la foudre, mais on était arrivé, et l'on se demandait avec surprise par quel hasard les Autrichiens n'avaient pas tiré meilleur parti des circonstances. Ils étaient entrés dans la Lomelline, avaient poussé des reconnaissances fort

[1] Le 7 mai, le troisième corps était à Alexandrie.
[2] La division d'Autemarre. Elle était destinée à passer en Toscane.

au loin, puis avaient passé la Sesia, et le lendemain même ils étaient rentrés dans la Lomelline. Le maréchal Canrobert attribuait leurs hésitations à l'heureuse idée qu'il avait eue de mettre des troupes françaises en évidence à Casale, et s'imaginait de la meilleure foi du monde que les Autrichiens s'étant laissé intimider par ce stratagème. Il n'en était rien. Les Autrichiens n'avaient pas aperçu les pantalons rouges, mais ils avaient appris par leurs espions qu'un bataillon français était arrivé isolément à Casale. Ils ne s'en étaient pas inquiétés. Leur inaction tenait à d'autres causes.

XVII

Les événements avaient surpris l'empereur François-Joseph au moment où, se croyant assuré de la paix, il procédait à la refonte des institutions militaires de l'Autriche. Les finances de la monarchie étaient épuisées; il s'agissait de trouver un expédient qui conciliât les intérêts du Trésor et de l'armée. La Prusse semblait avoir résolu le problème : en temps de paix, elle n'entretenait pas plus de 130,000 hommes, et pouvait, grâce à sa landwehr, appeler en temps de guerre 360,000 hommes sous les drapeaux, non compris les dépôts et les garnisons des places fortes. L'armée prussienne avait fait ses preuves à Leipzig et à Waterloo; elle justifiait encore par sa tenue la renommée qu'elle s'était acquise naguère. Cependant des doutes s'étaient élevés en dernier lieu sur la valeur réelle de cette organisation. Lors des campagnes de 1848 et 1849,

les soldats de la landwehr n'avaient pas rejoint leurs régiments sans résistance. Ils s'étaient laissé entraîner, même devant l'ennemi, à des actes d'insubordination tels, que les chefs avaient dû recourir aux mesures les plus rigoureuses pour maintenir la discipline. Ces diverses circonstances donnaient à réfléchir; mais les embarras financiers primaient toute autre considération : l'empereur François-Joseph avait adopté en termes généraux le régime prussien. L'effectif de l'armée autrichienne était ainsi de 360,000 hommes en temps de paix et de 740,000 en temps de guerre. Le soldat passait deux ans au régiment, puis il était renvoyé dans ses foyers. Durant huit autres années, il était tenu de rejoindre au premier appel. L'empereur se croyait assuré d'avoir ainsi de vrais soldats à sa disposition. Il n'en était rien. L'expérience de la Prusse le démontrait : une fois libéré de ses deux ans de service, le soldat croyait avoir payé sa dette au pays. Il prenait un parti, se mariait. S'il était rappelé sous les drapeaux, il en restait une irritation facile à comprendre, car il laissait une famille souvent dans la misère. Son moral à la guerre s'en ressentait : l'armée se trouvait doublée, mais à l'aide de soldats qui ne valaient pas même de simples recrues [1].

L'effectif de 334,000 hommes, momentanément

[1] En 1860, l'organisation militaire de la Prusse fut modifiée à ce point de vue. Les hommes, non plus de vingt à trente-deux ans, mais de vingt à vingt-sept, furent appelés à servir trois ans dans l'armée active, quatre ans dans la réserve. Les hommes de vingt-sept à trente-neuf ans, en général établis et mariés, furent placés dans la landwehr, et destinés simplement à la garde des places fortes. Ce fut essentiellement à cette modification que le roi dut l'armée de Sadowa.

réduit en 1858 à 308,000, était réparti en douze corps d'armée et quatre armées :

La première armée était stationnée dans la haute et basse Autriche, la Bohême, la Styrie, le Tyrol;

La deuxième, dans le royaume lombard-vénitien, la Carniole, la Carinthie et la côte adriatique;

La troisième, dans la Hongrie et la Transylvanie;

La quatrième, dans la Galicie, la Bukovine et la Moravie.

La Croatie avait une organisation distincte en temps de guerre; elle fournissait à elle seule un contingent de quatorze régiments d'infanterie. Mais les Croates, depuis des années en paix avec les Turcs, n'étaient plus que de simples miliciens.

Les dispositions que témoignaient les Allemands donnant à penser que la guerre s'engagerait sur le Rhin, l'empereur se proposait de garder la majeure partie de ses troupes en Allemagne et d'abandonner la défense des provinces situées au delà des Alpes à la seule armée d'Italie.

Cette armée, la deuxième de l'état général, était sous les ordres du feld-zeugmestre comte Giulay; elle se composait en 1858 de dix-sept brigades appartenant aux 5e, 7e, 8e corps. A cette époque, elle ne réunissait pas plus de 44,000 hommes. On ne s'inquiétait pas d'un tel état de choses; l'Italie semblait parfaitement tranquille. En dernier lieu, cependant, diverses circonstances étaient venues révéler une agitation inusitée dans les esprits. Des troubles pouvaient s'ensuivre; on dut aviser. Vers la fin de l'année, on fit passer en Italie cinq brigades du 3e corps; on prit diverses autres

mesures qui devaient ramener l'effectif de la deuxième armée à 76,000 hommes : on le croyait du moins. Le feld-zeugmestre contestait cette évaluation. A son dire, les allées et les venues des soldats qui allaient en congé, des conscrits qui rejoignaient leurs régiments, les maladies, d'autres causes encore, réduisaient cet effectif à 57,000 hommes; les garnisons des places fortes en prenaient 30,000; il ne lui restait donc pas plus de 27,000 hommes. Qu'arriverait-il si le roi de Sardaigne venait à seconder les révolutionnaires italiens? On ne pouvait le méconnaître. Surpris dans de semblables conditions, le feld-maréchal Radetzky avait dû abandonner la Lombardie et regagner Vérone en toute hâte. Le feld-zeugmestre arguait de ce fait pour demander qu'on mît l'armée sur le pied de guerre, sans plus différer.

Pour le moment, il était impossible de lui donner satisfaction. L'empereur, espérant s'entendre avec la France, venait d'accepter les bons offices de l'Angleterre et ne voulait pas entraver les négociations par des mesures qui eussent justifié les feintes alarmes de la Sardaigne. On se contenta donc de rappeler les soldats en congé et de renforcer ainsi les régiments, sans les mettre toutefois sur le pied de guerre. A la mi-mars, l'effectif de la deuxième armée était de 103,000 hommes; enfin, le 6 avril, l'ordre fut donné de mettre les 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e corps sur le pied de guerre. L'empereur avait déjà fait pressentir cette résolution au comte Giulay; le 9 avril, il lui adressa une dépêche officielle à ce sujet. « Sa Majesté, disait en termes généraux la dépêche, a donné son consentement à la réunion d'un

congrès, mais en ajoutant la condition expresse du désarmement préalable de la Sardaigne. Si la cour de Turin ne se rend pas à la demande qui lui en sera faite, Sa Majesté lui enverra vers la fin de ce mois un ultimatum. Après un délai de trois jours, la deuxième armée franchira la frontière. Votre Excellence est instruite des vues de Sa Majesté, en ce qui touche les opérations militaires. Elle s'efforcera de les réaliser en attaquant et détruisant l'armée sarde avant l'arrivée des Français. Sa Majesté autorise du reste votre Excellence à disposer du 2e corps, qu'elle dirige en Italie; elle le fera suivre par le 9e, si les circonstances le permettent. Dans sa pensée, la considération dominante est celle de la grande guerre sur le Rhin. Elle se propose d'y consacrer six corps d'infanterie et deux de cavalerie. Les armements se poursuivent dans ce sens avec la plus grande activité. »

L'idée d'anéantir l'armée sarde avant l'arrivée des Français se présentait si naturellement à l'esprit qu'elle était devenue la base de toutes les combinaisons; seulement elle n'était pas comprise à Paris de même qu'à Vienne. Les généraux autrichiens, jugeant d'après les vraisemblances, étaient loin de penser que le roi de Sardaigne songeât à disséminer ses troupes sur les deux rives du Pô. Ils croyaient les trouver concentrées dans l'âpre région du Montferrat, entre Alexandrie et Casale. S'il en était ainsi, la prise de Turin n'offrait qu'un intérêt secondaire : il suffisait de lancer un détachement sur cette ville; l'essentiel était de se défaire de l'armée sarde. Le plan était donc de passer sur la rive droite du Pô, d'attaquer l'ennemi, là où il se trou-

vait, de le forcer à se renfermer dans Alexandrie. Les ouvrages du camp retranché étaient en terre; ils avaient été élevés pendant l'hiver et ne pouvaient résister au feu de la grosse artillerie de siége. La position une fois enlevée, on agirait suivant les circonstances.

L'opération demandait à être bien menée; mais elle était fort praticable : la campagne de Novare l'attestait. En trois jours, l'armée sarde, tournée et acculée aux Alpes, avait été forcée de capituler. Ce souvenir était encore présent à tous les esprits. Aussi l'opinion générale déférait-elle, en cas de guerre, le commandement au feld-zeugmestre Hess, chef d'état-major du feld-maréchal Radetzky. Il avait en réalité dirigé les opérations militaires de cette glorieuse campagne, nul ne l'ignorait. L'empereur, néanmoins, en avait décidé autrement. Sans aucun doute, il n'avait pas voulu donner au comte Giulay un dégoût qu'il ne méritait pas. Le feld-zeugmestre n'était en effet dépourvu ni de sens ni d'esprit. Maintes fois il en avait donné la preuve; il avait été revêtu de grands commandements, s'était trouvé mêlé aux négociations de son temps; plus tard, il avait été appelé au ministère de la guerre, et s'était tiré à son honneur de ces divers emplois. Ses longs et fidèles services lui avaient valu la confiance de l'empereur François-Joseph. En dernier lieu, il avait recueilli l'héritage du feld-maréchal Radetzky, et depuis quelques années commandait en Italie. Fort grand seigneur, magnifique en toutes circonstances, plus homme d'État qu'homme de guerre, néanmoins parfaitement au fait des détails du service, haut, sévère,

railleur acerbe, il s'était fait estimer, mais n'avait su gagner ni l'affection ni la confiance du soldat. Instinctivement le soldat avait jugé son chef : le chef doutait de lui-même. Cette fâcheuse disposition d'esprit perçait déjà dans sa correspondance. Il s'exagérait les périls de la situation, les forces de ses adversaires. « Je suis persuadé, écrivait-il, que l'empereur des Français, une fois la guerre résolue, la poussera avec la plus grande vigueur, car il risque sa couronne à ce jeu. Or, en laissant 300,000 hommes sur le Rhin, il peut encore jeter en Italie de 130,000 à 150,000 hommes; 150,000 Français joints à 90,000 Sardes et 15,000 Italiens lui font un total de 235,000 hommes. Pour conserver l'avantage du nombre, il nous faudra réunir de 300,000 à 350,000 hommes. » Le feld-zeugmestre partait de ce raisonnement pour se plaindre de l'abandon où l'empereur le laissait. Les régiments ne se complétaient pas. Les quatrièmes bataillons arrivaient d'Allemagne forts de six à sept cents hommes seulement[1]. Les chevaux faisaient défaut, l'artillerie était à peine attelée, les équipages militaires ne l'étaient pas. A la veille d'entrer en campagne, il se voyait dans la nécessité de requérir les voitures de paysans. Il en était arrivé à offrir sa démission; mais il n'avait pas eu le courage, rare à la vérité, de la maintenir.

[1] Le régiment d'infanterie à quatre bataillons à six compagnies en temps de paix complétait, à l'aide des soldats rappelés sous les drapeaux en temps de guerre, trente-deux compagnies, laissait quatre compagnies au dépôt, formait un bataillon de grenadiers à quatre compagnies, puis quatre bataillons de fusiliers à six compagnies. Le quatrième de ces bataillons de fusiliers était détaché à la garde des places fortes.

Voir pour plus de détails l'annexe à la fin du volume.

Les plaintes du feld-zeugmestre étaient fondées. Seulement, il faut l'observer, les embarras dont il arguait tenaient non à un abandon irréfléchi, mais aux vices de l'organisation que l'empereur François-Joseph avait récemment adoptée. Il n'était pas facile, même en Allemagne, de se procurer les 56,000 chevaux nécessaires en temps de guerre; il l'était encore moins de ramener une armée au double et plus de son effectif ordinaire. Les régiments avaient le plus souvent d'énormes distances à parcourir avant d'arriver aux stations les plus rapprochées des chemins de fer. Le réseau autrichien était encore loin d'avoir acquis son entier développement; il ne se reliait au réseau lombard-vénitien que par une seule ligne, et cette ligne était interrompue entre Nabresina et Casarze, sur un espace équivalent à trois jours de marche. La ligne s'était trouvée rapidement encombrée; les hommes, les chevaux, les convois de toute nature ne rejoignaient qu'avec une extrême lenteur. L'arrivée du 2e corps ne pouvait modifier considérablement la situation. En définitive, la deuxième armée n'était que nominalement sur le pied de guerre. Une fois les quatrièmes bataillons arrivés, elle aurait dû réunir 227,000 hommes; elle n'en avait pas plus de 154,000. Sur ce nombre, 33,000 formaient la garnison des places fortes, Venise, Vérone, Mantoue, Plaisance, Trieste; 11,000 occupaient la Romagne; 112,000 demeuraient seuls disponibles [1]; encore n'étaient-ce pas là des soldats dans la force du terme : nombre d'entre eux venaient d'être rappelés sous les drapeaux, n'avaient plus la moindre

[1] Voir l'état de situation à la fin du volume.

habitude du service, ne connaissaient même pas les nouvelles armes en usage dans l'armée autrichienne, étaient d'ailleurs, comme il arrive toujours, fort mal disposés. Il s'agissait de prendre l'offensive dans ces conditions réellement inquiétantes. On devine les perplexités du feld-zeugmestre.

Sans doute l'armée sarde, livrée à elle-même, n'était pas un adversaire redoutable, mais son isolement ne pouvait être de longue durée. Il fallait donc en quelques jours la joindre, la culbuter, la forcer dans ses retranchements. Sa Majesté en parlait fort à son aise. Avait-elle pesé tous les risques d'une telle opération? Qu'arriverait-il, en effet, si les Français, méconnaissant les calculs de l'état-major, parvenaient, dans l'intervalle, à rejoindre leurs alliés? L'armée autrichienne, accablée par le nombre, essuierait une défaite aussi désastreuse que celle de Marengo. Sa Majesté en était-elle réduite à jouer le tout pour le tout? Assurément non. Elle prenait l'initiative des hostilités dans l'espoir d'entraîner la Confédération germanique. Vraisemblablement elle poursuivait là une chimère. N'importe, elle l'entendait ainsi. Le sort de la guerre se décidait alors, non en Italie, mais en Allemagne. Le bon sens lui conseillait, en ce cas, de ne pas compromettre l'ensemble de ses opérations et de traîner au contraire la guerre d'Italie en longueur. Le feld-zeugmestre exprimait cette pensée dans une lettre qu'il adressait le 25 avril à l'empereur. Après avoir apprécié à son point de vue les éventualités du moment et les chances d'une intervention de l'Allemagne, il donnait à son souverain le conseil fort sage de ne pas jouer le sort de l'Italie sur une carte

aussi incertaine, de ne rien attendre que de lui-même, et d'agir avec toutes ses forces réunies; puis, revenant à sa propre situation, il terminait par ces mots : « Évidemment les forces dont nous disposons sont insuffisantes; puis il est un peu tard pour songer à écraser l'armée sarde avant l'arrivée des Français. Elle ne manquera pas en effet de se renfermer dans ses places fortes. Ce qui eût été facile il y a deux ou trois semaines, le sera infiniment moins à cette heure. L'empereur des Français, on le sait maintenant, envoie des forces considérables en Italie; j'attaquerai, s'il est possible, l'armée sarde, je tâcherai de prévenir sa jonction avec l'armée française; je mettrai à profit toutes les fautes que les alliés pourront commettre à ce moment. Il est fort vraisemblable que malgré tout ils parviendront à se réunir. En ce cas, je me verrai dans la nécessité d'éviter une rencontre avec des forces infiniment supérieures aux miennes, et je couvrirai la Lombardie à l'aide de manœuvres défensives qui n'excluent pas, à un moment donné, une utile offensive. J'attendrai ainsi l'arrivée des renforts qui me seront sans doute envoyés, et je reprendrai alors définitivement l'offensive. » Cette lettre avait été s'enfouir dans les cartons du ministère de la guerre, et le comte Giulay, interprétant dans un sens favorable à ses idées une insignifiante réponse que l'empereur lui avait adressée, s'était dès lors promis de ne rien faire.

XVIII

Le 24 avril, l'armée était concentrée entre l'Adda et le Tessin ; à ce moment, elle se trouvait répartie en cinq corps d'armée ; le 2e était commandé par le prince Édouard Liechtenstein ; le 3e, par le prince Edmond Schwarzenberg ; le 5e, par le comte Stadion ; le 7e, par le baron Zobel ; le 8e, par le chevalier de Benedeck ; la cavalerie de réserve était sous les ordres du comte Mensdorff[1].

On s'attendait à recevoir, le 27 avril, l'ordre de passer le Tessin. Le comte Kellersberg était de retour ; la réponse de la Sardaigne, négative ; l'ordre néanmoins n'arriva que le 29. Ce délai, motivé par les dernières négociations, était fâcheux au point de vue de la stratégie, car il diminuait les chances de joindre l'armée sarde avant l'arrivée des Français.

Le 29 avril, le 3e corps franchit le Tessin à Pavie ; il fut suivi par le 8e, le 2e et la cavalerie de réserve ; le 5e et le 7e passèrent à Vigevano ; le grand parc destiné à l'attaque d'Alexandrie demeura à Plaisance ; il devait s'acheminer le 1er mai. L'armée autrichienne traversa la Lomelline sans apercevoir l'ennemi ; elle parvint ainsi jusqu'à la Sesia. Le 3 mai, le 7e, corps était à San Angelo ; le 5e, à Cozzo ; le 2e, à Mede ; le 7e, à Torre-di-Beretti ; le 8e, à Porto-Cornale ; le quartier général, à Lomello. L'armée avait mis quatre jours à faire dix lieues. On le

[1] Voir l'état de situation à la fin du volume.

voit, le feld-zeugmestre ne se hâtait pas; néanmoins il annonçait toujours l'intention de franchir le Pô. Son plan, disait-il, était de jeter un pont à Bassignana, de passer sur la rive droite du fleuve, d'enlever de vive force le viaduc de Valenza, et de marcher ensuite à l'ennemi; mais il n'attendait en réalité qu'une occasion d'abandonner l'entreprise. Survint un télégramme qui mentionnait l'apparition des troupes françaises au delà des Alpes. Le feld-zeugmestre s'empara de la nouvelle et fit savoir à Vienne qu'un tel événement dérangeait tous ses projets. A l'instant même, il prit ses dispositions pour faire sauter les arches du viaduc de Valenza, puis il donna l'ordre de jeter un pont à Porto-Cornale. Le 4 mai, le 8ᵉ corps passa le fleuve, envoya des partis rompre à Voghera et à Tortone le chemin de fer qui relie Alexandrie, Gênes et Plaisance. Cette mesure essentiellement défensive répondait à la secrète pensée que le feld-zeugmestre ne se souciait pas de laisser deviner. Cette fois, il donna à entendre que l'armée autrichienne allait marcher sur Turin. Des pluies torrentielles survinrent; les eaux du fleuve grossirent dans la nuit au point de noyer les mines du viaduc de Valenza. Plus loin, à Porto-Cornale, le pont fut emporté par la violence du courant. Il fallut du temps pour le réparer; les troupes qui se trouvaient au delà du fleuve parvinrent enfin à le repasser. Le 7 mai, le pont de Valenza sauta, et l'armée autrichienne remonta vers le nord; le 8 mai, le 7ᵉ corps franchit la Sesia à Verceil, poussa son avant-garde jusqu'à San Germano; le 2ᵉ était à Verceil, le 5ᵉ à Stroppiana, le 3ᵉ à Torrione, le 8ᵉ à Robbio. Les partis envoyés dans la journée vers la Dora Baltea annoncè-

rent que la position était complètement abandonnée et que les alliés se trouvaient aux environs d'Alexandrie. Il était inutile d'aller plus loin. Le feld-zeugmestre prit le parti de battre en retraite, et cantonna son armée dans la Lomelline.

Il en était arrivé à ses fins. Néanmoins la satisfaction qu'il ressentait n'était pas sans mélange. Il éprouvait quelque embarras de son inaction, aspirait à se justifier. Dans un mémoire qu'il adressait à Vienne, il s'efforçait d'expliquer par quel étrange concours de circonstances l'armée autrichienne avait été amenée à tourner constamment sur elle-même; il glissait sur le détail de ses opérations, rappelait qu'il avait toujours considéré l'offensive comme pleine de périls. A cette heure, il se trouvait, disait-il, dans son véritable élément, la défensive, et allait faire merveille [1].

Nul n'avait fait merveille; mais à la guerre il en arrive souvent de même : les fautes se compensent, et le hasard décide.

[1] Le maréchal Canrobert, dans une lettre à l'empereur, jugeait les opérations des Autrichiens en ces termes : « Si les Autrichiens avaient marché dès le principe tête baissée, soit sur Turin, soit sur Alexandrie et le chemin de fer de Gênes, ils auraient déjà produit beaucoup de mal; mais ils ne l'ont pas fait, étonnés sans doute de l'apparition presque subite de vos soldats à Casale et à Alexandrie. Les mouvements qu'ils opéraient lentement depuis plusieurs jours vers Frassinetto, vers Valenza et au delà du Pô, par Cambio vers Sale, me donnent fortement lieu de penser qu'ils se tiennent encore sur la défensive, tout en voulant nous donner le change par des démonstrations offensives. Dans tous les cas, l'ennemi nous fait gagner du temps. »

MONTEBELLO

XIX

L'empereur des Français était demeuré pendant ce temps à Paris. L'incurie du maréchal Vaillant, la sienne propre, il devait se l'avouer, le laissaient surchargé d'affaires. Il s'agissait, entre autres, de pourvoir à la défense de la frontière du Rhin. Ce n'était pas qu'une intervention de l'Allemagne fût vraisemblable. On continuait en ce pays à raisonner sur le sens de l'acte final du Congrès de Vienne. A Berlin, on prêchait la modération; on semblait attendre les événements. En définitive, on était fort embarrassé; on ne se souciait ni de venir en aide à l'Autriche ni de laisser les États secondaires suivre sa fortune, mais on n'osait l'avouer. On craignait de froisser le sentiment germanique; on jugeait nécessaire même de le flatter en s'associant aux méfiances qu'inspirait la politique de l'empereur des Français. Ces méfiances, à vrai dire, on ne les feignait pas absolument : on redoutait les machinations d'un personnage qui, selon l'opinion générale, ne parlait jamais et mentait toujours; on s'étonnait de l'intérêt qu'il témoignait aux révolutionnaires italiens; on se demandait ce qu'il prétendait en

défendant une cause si contraire à ses idées et à ses précédents; on en était arrivé ainsi à se rapprocher de l'Autriche. En dernier lieu, des pourparlers s'étaient engagés entre le prince régent et l'archiduc Albert; on s'était mis d'accord en termes généraux, et l'on était convenu d'inviter la Diète à se prononcer sur le sens et la portée de l'article XLVII de l'acte final du Congrès de Vienne. L'Autriche semblait avoir gagné la partie. Mais à ce moment elle avait fait la faute d'adresser à la Sardaigne la sommation de désarmer. En prenant l'initiative de la guerre, elle s'isolait de l'Allemagne, n'avait plus dès lors à réclamer son concours. La faute était patente. Immédiatement on s'était ravisé à Berlin; on avait protesté; on s'était dit joué par l'Autriche; on avait signalé aux États secondaires les conséquences d'une telle mesure. La Confédération germanique se trouvait déliée de ses obligations envers l'Autriche; elle n'avait nulle raison de la suivre dans la voie aventureuse où elle se jetait. Mais la guerre était imminente; il importait de se préparer aux éventualités d'un avenir incertain. Le prince régent avait donné l'ordre de mobiliser trois corps d'armée; il avait engagé, le 23 avril, la Diète à suivre son exemple; la Diète avait acquiescé. La Prusse touchait à la possession de cette hégémonie si fort convoitée par elle, et jusqu'alors si fort contestée; elle n'avait pas d'autre souci. L'empereur ne pouvait l'ignorer. Le baron de Schleinitz lui avait adressé les explications les plus nettes à cet égard; il l'avait même sollicité de ne pas alarmer l'Allemagne par des concentrations de troupes sur les bords du Rhin, et s'était engagé en retour à

prévenir tout mouvement ultérieur de l'armée fédérale. Une semblable demande en disait plus que des assurances solennelles. Néanmoins, il n'eût pas été sage de s'en fier entièrement à la Prusse. Une fois en armes, la Confédération germanique pouvait quelque jour être entraînée à la guerre.

Cette considération détermina l'empereur à prendre un terme moyen. Il donna l'ordre d'organiser, à l'aide des troupes qu'il laissait en France, onze divisions d'infanterie et quatre divisions de cavalerie; mais pour satisfaire la Prusse, il eut soin de les répartir entre Paris, Lille, Mézières, Metz, Lunéville, Strasbourg, Châlons et Lyon. En un mot, il n'y eut pas d'armée du Rhin.

Une insurrection militaire, qui avait forcé le grand-duc de Toscane à abandonner ses États, nécessitait la présence de troupes françaises à Florence. Deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie furent organisées dans cette pensée [1]. Nombre d'autres mesures relatives aux services de l'armée d'Italie furent adoptées en même temps. Le ministère de la guerre demeura confié au maréchal Randon, qui eut ainsi la tâche de réparer les fautes du maréchal Vaillant; la tâche n'était pas légère. L'empereur n'eut qu'à se féliciter de ce choix; le maréchal justifia parfaitement ce mot du maréchal Bugeaud : Randon n'est pas un général, mais il est un préfet.

L'empereur quitta Paris le 10 mai; « il sortit du palais des Tuileries en calèche découverte, dit une

[1] La division d'Autemarre, qui avait suivi le maréchal Baraguey d'Hilliers à Gênes, et la division Uhrich, encore à Paris.

relation du temps; aucunes troupes n'avaient été commandées; c'était la population entière de la capitale qui formait la haie sur tout le parcours que devait suivre Sa Majesté. Lorsque la voiture déboucha dans la rue de Rivoli, une immense acclamation retentit de toutes parts [1]. La foule qui se pressait n'avait plus qu'une âme pour saluer de ses vœux le souverain qui allait prendre en main l'épée de la France et combattre pour l'indépendance d'un peuple opprimé. Par moments, cette foule était si compacte que les chevaux avaient peine à marcher. La France, ajoute la relation, a toujours au cœur quelque chose qui bondit impétueusement au premier appel des batailles. Elle aime avant tout la gloire. Aujourd'hui, vous la voyez calme et tranquille dans la paix, joyeuse de sa part de labeur dans l'œuvre commune de progrès et de civilisation. Mais que les clairons retentissent à ses oreilles, que les drapeaux troués par la mitraille flottent au vent, vous la voyez accourir fière et heureuse. A ce moment de patriotisme national, les nuances d'opinions disparaissent; il n'y a plus que la France qui va combattre, et qui doit être victorieuse, car elle est la première des nations guerrières, comme elle est la première des nations civilisatrices. » Ces fadeurs se débitaient couramment.

[1] Un tel enthousiasme ne laisse pas d'étonner, mais il faut de bonne foi le reconnaître : l'empereur était l'idole du suffrage universel.

XX

L'empereur arriva à Alexandrie le 14 mai. Il annonça sa présence aux troupes par cette proclamation :

« SOLDATS !

« Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance et le soustraire à l'oppression étrangère. C'est une cause sainte qui a les sympathies du monde civilisé.

« Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur, chaque étape vous rappelle une victoire. Dans la voie sacrée de l'ancienne Rome, les inscriptions se pressaient sur le marbre pour rappeler au peuple ses hauts faits; de même aujourd'hui, en passant par Mondovi, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre voie sacrée au milieu de ces glorieux souvenirs.

« Conservez cette discipline sévère qui est l'honneur de l'armée. Ici, ne l'oubliez pas, il n'y a d'ennemis que ceux qui se battent contre vous. Dans la bataille, demeurez compactes et n'abandonnez pas vos rangs pour courir en avant. Défiez-vous d'un trop grand élan : c'est la seule chose que je redoute. Les nouvelles armes de précision ne sont dangereuses que de loin; elles n'empêcheront pas la baïonnette d'être comme autrefois l'arme terrible de l'infanterie française.

« Soldats! faisons tous notre devoir et mettons en Dieu notre confiance. La patrie attend beaucoup de nous. Déjà d'un bout à l'autre de la France retentissent ces paroles d'un heureux augure : « La nouvelle « armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée. »

« NAPOLÉON. »

Les généraux s'égayèrent des termes de la proclamation, non sans motifs. Le feu est à cette heure l'élément essentiel de la guerre, la baïonnette n'est rien. L'empereur le savait parfaitement, mais il songeait à ses Français. Les paroles qu'il adressait aux soldats allaient être commentées par les politiques de carrefours, ses fidèles partisans. Elles étaient appropriées à leur destination, et le suffrage universel devait goûter cette solennelle niaiserie : « La baïonnette est toujours l'arme terrible de l'infanterie française [1]. » La proclamation était un chef-d'œuvre. Il faut le reconnaître, nul n'égalait l'empereur en cette éloquence de saltimbanque qui charme la démocratie.

[1] L'expression d'attaque à la baïonnette s'emploie encore sans doute, mais comme équivalent d'attaque en colonne serrée, par division. Au temps des premières guerres de la République, on croisait réellement la baïonnette en pareille circonstance; mais on ne tarda pas à renoncer à cet usage, car il arrivait toujours de deux choses l'une : ou la troupe qui chargeait était repoussée par le feu de celle qui était en position, ou celle qui était en position se laissait intimider et pliait avant d'avoir été abordée. On prit dès lors le parti de charger l'arme au bras, cette attitude étant plus favorable à la marche. L'attaque en colonne serrée, étant usitée dans toutes les armées, n'offrait rien d'extraordinaire; elle ne disait rien à l'imagination de la multitude; mais l'empereur, grâce à un artifice de langage, donnait à entendre que les soldats français se précipitaient la baïonnette en avant sur l'ennemi, et qu'ils engageaient aussi des mêlées semblables à celles que représentent les cirques forains. « Chez l'empereur, il y a toujours du Franconi », me disait un de ses ministres.

Les renseignements qui arrivaient au quartier général donnaient à penser que l'armée autrichienne était concentrée dans la Lomelline. L'armée alliée se trouvait au contraire disséminée sur un espace de plus de dix lieues. Le roi de Sardaigne venait de passer le Pô, et s'en était allé escarmoucher avec deux divisions d'infanterie et une de cavalerie jusqu'aux portes de Verceil. Sans blâmer ouvertement son allié, l'empereur le rappela dans un ordre général aux véritables principes de la guerre. « Ce n'est pas, dit-il, en étendant des troupes tout le long d'un cours d'eau qu'on peut empêcher le passage d'un ennemi habile et entreprenant, mais en occupant des positions centrales qui permettent de fondre sur lui avec des forces considérables dès qu'il aura passé la rivière. » Les divisions sardes qui avaient été aventurées sur la rive gauche du Pô regagnèrent Casale, et l'armée alliée fut cantonnée ainsi qu'il suit :

Quatre divisions d'infanterie sarde à Occimiano, Casale, Ponte di Stura et Bozolli; une division sur la rive gauche du Pô à la sortie de Casale, la cavalerie le long de la Sesia.

Le IVe corps d'armée à San Salvatore, Valenza, Bassignana, Pomaro.

Le IIe à Sale.

Le Ier à Ponte-Curone, Castelnuovo di Scrivia et Voghera.

En réserve, la garde à Alexandrie et le IIIe corps à Tortone; le quartier général à Alexandrie.

Il restait à surveiller les détachements ennemis qui parcouraient la région des Apennins à l'extrême

droite. L'empereur confia cette mission au général d'Autemarre, dont la division avait été momentanément débarquée à Gênes.

Ces dispositions s'accordaient parfaitement avec les principes que l'empereur avait développés dans son ordre général. Il laissait à ses généraux le soin de surveiller le cours du fleuve, gardait sous sa main de fortes réserves et pouvait à la première alarme les jeter sur les Autrichiens s'ils franchissaient le Pô.

Nul ne devait le méconnaître, l'empereur était nourri des maximes de Napoléon et de Jomini; il se montrait à la hauteur de sa tâche. Les troupes étaient témoins de sa vigilance. Dès l'aube, elles le voyaient passer à cheval, en tenue de campagne, visiter les avant-postes, déployer ses cartes, explorer à l'aide de sa lunette la contrée environnante, ainsi que l'eussent fait les vieux Africains, Changarnier, Lamoricière, Mac Mahon. Rien ne pouvait égaler la satisfaction de l'empereur. Naguère président d'une république de hasard, il en était réduit à se montrer aux troupes, vêtu d'un uniforme de garde national, empanaché comme un tambour-major. A cette heure, il menait la vie des camps, il commandait la glorieuse armée française.

L'empereur savait de la guerre ce que les livres peuvent en apprendre. Il s'était mis au fait de l'organisation des armées, des manœuvres, de la tactique en général; il lisait couramment la carte, et même, le compas à la main, émettait des idées qui par leur justesse surprenaient ses auditeurs. Mais ce n'est là que la moindre partie de l'art. « Achille, disait Napoléon, était le fils d'une déesse et d'un mortel. C'est l'image

de la guerre. La partie divine, c'est tout ce qui dérive des considérations morales, du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort ou faible, vainqueur ou battu selon qu'il croit l'être. La partie terrestre, c'est les armes, les retranchements, les positions, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la disposition des choses matérielles. » L'empereur, dans une certaine mesure, possédait cette partie matérielle de l'art. En était-il de même de la partie divine? Nul ne le savait, lui-même encore moins. Avait-il simplement ces qualités premières de l'homme de guerre, l'intelligence, le coup d'œil, la résolution? L'intelligence ne lui faisait pas défaut, et l'infatuation du pouvoir suprême aidant, il en était arrivé à se persuader qu'il pouvait recueillir l'héritage du grand Napoléon. La hardiesse de ses vues allait étonner l'Europe entière. Il ne se proposait rien moins que de décrire autour de l'armée autrichienne un cercle compris entre les Apennins et les Alpes. Son imagination se complaisait à l'idée de cette longue marche de flanc poursuivie pendant plusieurs jours à portée de l'ennemi. Les étapes en étaient : Voghera, Valenza, Casale, Verceil, Novare, Magenta. Le péril était immense, mais une fois à Magenta, la partie était gagnée; l'armée autrichienne tournée : la terrible catastrophe d'Ulm se renouvelait à Pavie[1], l'Italie était libre jusqu'à l'Adriatique.

[1] Je cite les expressions d'un manuscrit soumis à l'empereur, et corrigé par lui de sa propre main.

XXI

Pour le moment, il était impossible de prendre l'offensive : l'armée manquait de tout. « Il faut bien vous pénétrer de l'état des choses, disait l'empereur au maréchal Randon. Nous avons réuni en Italie une armée de 120,000 hommes avant d'y avoir réuni des approvisionnements : c'est le contraire de ce que l'on fait ordinairement. Si l'on ne fait pas des efforts héroïques pour créer une réserve de biscuit et de fourrage, qu'on ne peut former ici, où les administrations n'aboutissent qu'à peine à faire vivre l'armée au jour le jour, je me trouverai dans de grandes difficultés, et je ne pourrai pas me porter en avant dans un pays dévasté par l'ennemi. Je vous conjure donc de faire des efforts inouïs pour cuire du biscuit dans toute la France, pour rassembler du foin et envoyer tout cela à Gênes par des bateaux à vapeur. »

« Il faut doubler le nombre des employés d'administration; il faut envoyer au moins mille infirmiers de plus : l'administration de la guerre a été bien coupable. Il y a des corps qui n'ont pas encore de marmites pour faire la soupe. Je compte sur vous pour réparer tout cela [1]. »

[1] Ces détails peuvent sembler sans intérêt; ils en ont cependant, car ils contrastent avec les dires des relations officielles. « L'empereur avait organisé avec toute la prévoyance et la sollicitude possible une armée qui réunissait tous les éléments de succès. » Ainsi s'exprime la relation offi-

On en était réduit à vivre sur le pays comme en pays ennemi, et l'on n'avait même pas une idée nette des ressources qu'offrait la contrée : on les appréciait à l'aide de statistiques d'almanach; l'intendant qui devait s'en enquérir était encore à Paris. Il fallait donc improviser un service de vivres. L'empereur s'en expliquait dans la lettre suivante, adressée à l'intendant général Paris : « Depuis quarante-cinq ans, nous n'avons pas eu de grande guerre, et dans toutes les petites guerres qui se sont faites, l'intelligence des intendants n'a pas été mise à l'épreuve, car tout consistait pour l'intendant à avoir de l'argent et à faire des marchés avec les fournisseurs. Or, tout cela peut être bon pour une guerre partielle et maritime, tout cela peut être utile dans une guerre continentale comme réserves; mais pour les grandes guerres en Europe, il n'y a qu'un seul principe efficace, c'est de faire vivre l'armée avec les ressources du pays où elle se trouve, et pour cela il n'y a qu'un seul moyen : les réquisitions payées comptant quand on est en pays ami, prises sans payer quand on est en pays ennemi. Ce système, le seul efficace, demande beaucoup d'intelligence et d'activité. Il est bien plus facile naturellement d'écrire au ministre de la guerre : Envoyez-moi tant de millions de rations, que de s'efforcer par une foule de moyens de les trouver dans le pays où

cielle de l'état-major. Je cite ce passage, non dans une pensée de vaine critique, je me propose simplement de signaler une des causes premières de cette infatuation qui nous a été si funeste. Nombre de gens pensent qu'il faut jeter un voile sur les fautes des généraux et les défaillances des soldats. Ils en font une affaire de patriotisme. L'histoire de la guerre ne peut être à leur sens qu'un dithyrambe en l'honneur des armes françaises. Ce préjugé subsiste encore dans toute sa force.

l'on est : et cependant c'est le seul moyen prompt, et même économique, tout en payant cher. Car la ration de pain ou de fourrage livrée sur les lieux, en Piémont par exemple, coûtera moins cher, toutes choses calculées, que des rations venues de France par le mont Cenis ou par les bateaux à vapeur de Marseille.

« On dira peut-être, et c'est là le prétexte de tous ceux qui ne veulent pas se donner la peine de chercher, que le pays ne peut pas fournir les ressources nécessaires pour nourrir 100,000 hommes et 30,000 chevaux. Or, c'est là une erreur capitale, qu'on peut détruire par une simple appréciation des choses. Il est reconnu que ce pays pourrait nourrir 5 millions d'hommes, et le Piémont a, je crois, 1 million de chevaux ou de bêtes à cornes. En comparaison de ces chiffres, les nombres de mon armée sont bien peu de chose. Inspirez-vous de ces idées, qui sont vraies et pratiques. Adressez-vous aux commandants des provinces sardes, dites-leur qu'ils s'adressent eux-mêmes aux maires des communes, et ordonnent que dans chaque chef-lieu de province, à tel jour, à telle heure, soit rendue une telle quantité de foin que vous payerez un peu plus cher que la moyenne établie; ordonnez que dans chaque commune on cuise tant de rations de pain qu'on enverra également au chef-lieu ou à des points désignés d'avance. Prenez enfin des mesures analogues, et soyez sûr que d'ici à peu de jours l'armée sera amplement approvisionnée, sans dépendre des charrois du mont Cenis, qui s'embourbent, ou des bateaux à vapeur, qui font défaut. »

Le service des hôpitaux n'était pas dans des conditions moins fâcheuses. L'empereur avait déjà demandé 1,000 infirmiers; il ajoutait : « Nous avons à compter sur 20,000 malades; 250 médecins et 400 aides seront nécessaires. En supposant que 100 médecins du corps d'armée et 222 du pays puissent être employés à ce service, il en manquerait encore 300. Il faudrait 40 pharmaciens pour les hôpitaux permanents et en tout 72 : il n'y en a que 33. »

Puis venait la grosse affaire des souliers : « Mettez, je vous prie, toute votre attention à l'approvisionnement des souliers, écrivait encore l'empereur, car il y a beaucoup de corps qui en manquent. Nous vous accablons de dépêches télégraphiques, mais il faut que vous ayez de la patience, justement parce que nous sommes impatients. »

« Il faut tenir ouvertes les deux grandes artères de Suze et de Gênes, car sans cela l'encombrement se fera sentir des deux côtés. A Gênes, hier, il y avait des batteries qui étaient restées trois jours sans pouvoir débarquer. »

A ces recommandations l'empereur en ajoutait d'autres non moins instantes en ce qui touchait les canons rayés.

« Je pense, disait-il, qu'on continue à fabriquer les batteries de quatre rayées, et qu'au fur et à mesure on pourra remplacer les canons de douze de réserve et ceux de la garde par les batteries de quatre. » Et plus tard : « Je soupire après mon parc de siége, et surtout

après mon canon de douze rayé. Si je les avais eus, je n'aurais pas été obligé de changer mon plan de campagne[1].

« Ce qui me désole pour l'organisation de l'armée, c'est que nous avons toujours l'air, en présence d'autres armées, et même de l'armée sarde, d'enfants qui n'ont jamais fait la guerre. Vous concevez que ce n'est pas un reproche que je vous fais. Je ne l'adresse qu'au système général, qui fait qu'en France nous ne sommes jamais prêts pour la guerre. »

L'empereur tombait de surprise en surprise. Il s'attendait à trouver des régiments de 2,500 hommes et s'apercevait qu'il n'en était rien. « J'ai, disait-il, en moyenne 11 régiments qui viennent d'Afrique, et dont l'effectif est de plus de 2,000 hommes; mais j'ai 32 régiments venus de France qui n'ont en moyenne que 1,300 à 1,400 hommes. »

Rien n'était plus facile à comprendre : les soldats en congé renouvelable n'avaient pas encore eu le temps de rejoindre leurs régiments. Il fallait bien se l'avouer, l'armée française n'était pas organisée de façon à passer rapidement du pied de paix au pied de guerre[2]. Cette observation ne tarda pas sans doute à s'effacer de l'esprit de l'empereur, car il n'en fut rien de plus.

[1] On voit par cette lettre que l'empereur se proposait primitivement de descendre le cours du Pô, ainsi que l'avait fait le général Bonaparte. Les circonstances n'étaient pas les mêmes sans doute. Les Autrichiens avaient entouré Plaisance d'ouvrages considérables; mais on savait que ces ouvrages étaient en terre et inachevés. L'empereur espérait les enlever rapidement, grâce à sa nouvelle artillerie. Le fait m'avait été déjà signalé par un officier parfaitement au fait, et des plus intelligents, le colonel, depuis général Sajet.

[2] Le 4 juin, sur quatorze régiments, 4,144 hommes avaient été seuls

En définitive, l'armée française réunissait 183 bataillons, 68 escadrons, en tout 116,000 hommes. L'armée sarde était de 52,000 hommes. L'empereur disposait donc de 168,000 hommes [1]. Il avait pour lui le nombre et la qualité des troupes. Les soldats français étaient depuis des années sous les drapeaux; ils avaient ainsi l'habitude du service, se connaissaient, étaient pleins d'entrain, avaient ce sentiment de confiance réciproque qui soutient le soldat au milieu des périls. Cette circonstance devait exercer une influence décisive sur le sort de la guerre.

XXII

L'armée autrichienne demeurait cantonnée dans la Lomelline : le 7e corps était à Robbio, une brigade à Verceil; le 3e à Mortara; le 8e à Lomello, une brigade à Vaccarizza; le 2e à Albonese; le 5e à Trumello; le quartier général à Mortara. Les deux armées se trouvaient ainsi séparées par le Pô, fleuve large, profond, inégal, rapidement gonflé par les fontes de neige des Alpes; alors violent, parfois furieux. La situation rappelait des souvenirs célèbres dans les annales de la guerre. En 1796, les Autrichiens, sous les ordres de Beaulieu, étaient dans la Lomelline, et les Français dans la région des Apennins. Le général Bonaparte s'était fait remettre par le roi de Sardaigne les places de

acheminés vers l'Italie. La moyenne était donc de 300 hommes par régiment, environ six semaines après le rappel des hommes en congé.

[1] Voir l'état de situation à la fin du volume.

Casale, Alexandrie, Valenza et Tortone. N'ayant pas d'équipages de pont à sa disposition, il fila vers Plaisance, surprit le bac, gagna la rive opposée, et se trouva ainsi placé sur les communications de Beaulieu, qui fut obligé de décamper au plus vite et ne tarda pas à abandonner la Lombardie tout entière aux mains des Français. Il était fort possible que les alliés songeassent à renouveler cette manœuvre. Le feld-zeugmestre se le disait, et se tenait sur ses gardes. Il était maître de Plaisance; depuis plusieurs mois, il faisait travailler aux ouvrages du camp retranché qui entoure la ville. La garnison qu'il y avait laissée n'était pas nombreuse, mais il attendait d'un jour à l'autre le 9ᵉ corps, et se proposait de le jeter dans la place. Il avait donné l'ordre au feld-maréchal-lieutenant Urban de se poster, avec une brigade tirée de la Romagne, à l'entrée du défilé de Stradella, et de surveiller exactement la contrée environnante. Enfin il avait fait jeter près de Vaccarizza[1] un pont large et solide. Les abords de ce pont étaient couverts par une série de retranchements de vaste dimension. L'armée autrichienne pouvait ainsi passer en toute sécurité d'une rive à l'autre et tomber sur le flanc des alliés, si pour gagner Plaisance ils s'engageaient dans le défilé de Stradella. Cette éventualité n'était pas la seule qui se présentât à l'esprit du feld-zeugmestre. Il restait aux alliés la ressource de tourner l'armée autrichienne en remontant la Sesia, enfin celle de forcer le passage du Pô. L'opération n'était pas impraticable, et si l'on en jugeait par la configuration du pays, elle devait s'effectuer à

[1] Hameau situé à l'est du confluent du Tessin et du Pô.

Valenza. L'armée autrichienne livrait alors une bataille; en cas d'échec, elle regagnait le Tessin. Les ponts de Pavie, de San Martino, de Bereguardo, de Vigevano, ces deux derniers construits à l'aide de grosses barques tirées du lac Majeur, lui livraient passage. Des têtes de pont à intervalles laissaient les colonnes s'écouler et assuraient les derniers moments de la retraite. Les ponts étaient ensuite détruits soit par le feu, soit par l'explosion de mines chargées à l'avance.

Rien n'était venu déceler les projets des alliés. En dernier lieu, cependant, des allées et venues de troupes avaient été signalées. Les Sardes, qui s'étaient rapprochés de Verceil, avaient regagné Casale. On ne tarda pas à apprendre que l'empereur des Français était arrivé à Alexandrie, que par ses ordres l'armée alliée avait été concentrée entre Casale et Voghera, enfin que des détachements s'étaient avancés jusqu'à Robbio, dans la région montagneuse qui domine le défilé de Stradella. Ces diverses circonstances donnaient à croire que les alliés se proposaient de descendre le cours du fleuve. Le feld-zeugmestre résolut en conséquence de renforcer son aile gauche. Mais pour ne pas s'étendre outre mesure, il fallait abandonner Verceil. La brigade qui avait été laissée dans cette ville repassa la Sesia; une fois au delà de la rivière, elle fit sauter le pont du chemin de fer. A la fin de la journée du 19 mai, le 7e corps était à Mortara; le 3e à Trumello; le 2e à San Giorgio; le 8e à Lomello, une brigade à Vaccarizza; le 5e entre Sannazaro et Vaccarizza. Le 9e corps, sous le commandement du feld-maréchal-lieutenant comte Schaffgotsche, venait d'arriver à

Plaisance. La brigade Blumencron occupait la ville. Les brigades Castiglione à Rivergaro, Felhmayer à Stradella, Braum à Broni, observaient les débouchés des Apennins. Le feld-maréchal-lieutenant Urban se trouvait également avec une brigade à Broni. Enfin le 1er corps d'armée se disposait à passer en Italie. Le 11e devait le suivre; l'empereur lui-même annonçait l'intention de se rendre à Vérone. Il ne restait, semblait-il, aucune chance d'engager la guerre sur les bords du Rhin.

L'armée autrichienne en ce moment réunissait 130,000 hommes. Alors même elle était inférieure en nombre à celle de l'empereur des Français; mais l'inégalité n'était pas alarmante. Le feld-zeugmestre venait de recevoir des renseignements qui lui apprenaient de la façon la plus précise la force et la répartition des différents corps de troupes français et sardes. Il était donc parfaitement au fait de la situation et pouvait attendre les événements. Selon toute vraisemblance, il se serait arrêté à ce parti, s'il n'avait eu d'autres soucis. Ses détracteurs, il ne pouvait l'ignorer, l'accusaient d'inertie, et ce n'était pas sans quelque motif. Son entrée en campagne n'avait pas été brillante. L'empereur François-Joseph n'en était pas satisfait. La presse allemande en faisait d'amères critiques, entraînant l'opinion publique à sa suite. Le feld-zeugmestre jugeait donc nécessaire de se réhabiliter par quelque acte de vigueur. Ne sachant qu'imaginer, il conçut le projet de pousser une reconnaissance offensive sur la rive droite du Pô. Une telle mesure prouvait sa vigilance et ne compromettait rien. Il donna

donc l'ordre au feld-maréchal-lieutenant comte Stadion de traverser le fleuve avec trois brigades du 5e corps, de rallier les deux brigades qui se trouvaient à Broni et de marcher sur Voghera. Les alliés devaient se trouver aux environs de cette ville; les feux de leurs bivouacs éclairaient tout l'horizon; leurs avant-postes étaient à Casteggio; le village avait été mis en état de défense; les patrouilles qui s'en étaient approchées avaient été accueillies à coups de fusil. Ces renseignements étaient assez vagues. Les troupes autrichiennes isolées sur la rive droite du Pô couraient le risque de se faire écharper; il fallait procéder avec une extrême circonspection.

XXIII

Le comte Stadion était le 19 mai au pont de Vaccarizza; il leva ses bivouacs le 20, au point du jour; il s'achemina vers Casteggio avec les brigades prince de Hesse, Gaal et Bils; il devait être rejoint par les brigades Schaffgotsche et Braum, en ce moment à Broni sous le commandement du feld-maréchal-lieutenant Urban; il avait ainsi sous ses ordres vingt-cinq bataillons, huit escadrons, en tout 22,000 hommes [1]. Son intention était d'enlever Casteggio, de pousser jusqu'à Montebello et d'agir ensuite suivant les circonstances. Il avait fait part de son plan au feld-maréchal-lieutenant Urban et lui avait enjoint de l'attendre à Verzate.

[1] Voir l'état de situation à la fin du volume.

Urban suivait la grande route parallèle au chemin de fer qui longe le pied des Apennins; ses éclaireurs lui apprirent vers dix heures du matin que les alliés avaient abandonné Casteggio. Il en prévint Stadion, et sans attendre sa réponse, il entra dans la ville, la dépassa, se trouva ainsi fort rapproché de Montebello. La position n'était pas défendue, il l'occupa, puis de proche en proche s'avança jusqu'à Genestrello, hameau situé sur une croupe de l'Apennin d'où l'on aperçoit la Staffora, la ville de Voghera et la plaine environnante. Cette fois il jugea nécessaire de s'arrêter. Quatre compagnies de chasseurs, trois compagnies d'infanterie de ligne furent postées dans les vignes qui entourent le hameau. Deux bataillons, plus loin un bataillon de grenadiers, demeurèrent sur le chemin de fer. Un bataillon avait été laissé à Montebello, un autre à Casteggio, trois compagnies au pont.

Stadion était loin de s'attendre à cette équipée. Le message d'Urban lui était parvenu vers onze heures du matin à Robecco. Gaal allait arriver, Bils était encore fort en arrière; le prince de Hesse suivait sur la droite les chemins de traverse qui mènent à Branduzzo, Calcababbio et Montebello. Stadion avait pris ces dispositions dans la pensée que l'affaire s'engagerait à Casteggio. La donnée n'était plus la même. Il fallait aller infiniment plus loin pour trouver l'ennemi. La moitié du jour était déjà écoulée. Les troupes étaient fatiguées d'une longue marche rendue plus pénible encore par les pluies qui avaient défoncé les chemins et gonflé les canaux d'irrigation. Stadion prit le parti de remettre l'accomplissement de ses projets au lende-

main, et pour ce jour, de bivouaquer à Casteggio. Ne doutant pas qu'Urban fût encore à Verzate, il lui enjoignit de poursuivre sa marche, de laisser Braum à Casteggio et d'aller avec Schaffgotsche se poster sur les hauteurs qui dominent Voghera, entre Genestrello et Torraza Coste. Deux bataillons de Gaal furent envoyés à la Casa Fogliarina près de Montebello; le reste de la brigade fut réparti entre Casatisma et Casteggio, Bils fit halte à Robecco; le prince de Hesse eut ordre de retourner à Branduzzo.

Stadion venait d'expédier ses instructions, lorsque vers deux heures il entendit gronder le canon dans le lointain. Sa surprise fut extrême. Urban n'était donc plus à Verzate; sans nul doute il avait poursuivi sa marche et se trouvait aux prises avec l'ennemi.

L'approche des Autrichiens avait été annoncée vers midi et demi à Voghera. Le général Forey se trouvait dans cette ville avec sa division. Il avait sous ses ordres treize bataillons d'infanterie française et dix escadrons de cavalerie sarde. Deux bataillons étaient de grand'-garde sur la route de Casteggio, près du pont de la Fossa Gazzo, deux autres plus loin vers la gauche à Oriolo. La cavalerie éclairait au loin la plaine. Nul ne s'attendait, du reste, à un engagement. La présence de l'ennemi aux environs de Casteggio n'avait été signalée les jours précédents que par la rencontre de simples patrouilles. Forey envoya immédiatement prévenir le maréchal Baraguey d'Hilliers. Prenant deux bataillons qui se trouvaient sous les armes, il alla rejoindre les bataillons de grand'garde à la Fossa Gazzo. Des cavaliers qui revenaient blessés affirmaient que les Autri-

chiens disposaient de forces considérables; mais il n'était pas facile de s'en assurer. Les blés déjà forts ne laissaient apercevoir de la plaine que les cimes des arbres, les toits des cascines, les clochers des villages. Au milieu des vignes et des mûriers, on apercevait des chasseurs embusqués; plus loin, une colonne d'infanterie massée sur le chemin de fer. On échangea quelques coups de fusil. Vers deux heures, Forey avait ses deux brigades; à la Cascina Nuova près du chemin de fer, quatre bataillons de la brigade Blanchard, la cavalerie sarde; au petit pont de la Fozza Gazzo, sept bataillons de la brigade Beuret; un bataillon de la division d'Autemarre qui se trouvait par hasard à Voghera lui servait de réserve. Forey était dès lors en mesure d'agir, mais il ignorait encore les intentions du maréchal. L'officier qu'il lui avait dépêché revint enfin avec la réponse. Le maréchal enjoignait de pousser l'ennemi jusqu'à Casteggio. Il annonçait l'arrivée de renforts. Forey prit alors l'offensive : il lança la brigade Beuret sur le hameau de Genestrello. A ce moment, les deux bataillons autrichiens qui se tenaient sur le chemin de fer avancèrent. Ils furent chargés par la cavalerie sarde, se dégagèrent et ne s'arrêtèrent que sous le feu de l'infanterie française. Les chasseurs se maintinrent quelque temps dans les vignes, mais finirent par être délogés de Genestrello. Ralliés par le bataillon de grenadiers, ils revinrent à la charge et pénétrèrent jusqu'au milieu du hameau, ne purent s'y maintenir et finirent par abandonner la partie, entraînant avec eux les autres bataillons.

Le comte Stadion était en ce moment à Montebello. Il se faisait tard. Le bon sens lui conseillait de ne pas

s'opiniâtrer, mais il lui restait à couvrir la retraite d'Urban. Le village de Montebello est bâti sur une crête escarpée; la position est forte, bien qu'elle soit dominée par les contre-forts de plus en plus élevés de l'Apennin. Stadion résolut de s'y maintenir, mais il n'avait sous la main que le bataillon laissé par Urban. Gaal se disposait à bivouaquer autour de Casteggio, Bils était à Robecco, le prince de Hesse, en raison des ordres qu'il avait reçus dans l'après-midi, retournait à Branduzzo. Il fallait se hâter : Stadion enjoignit à Gaal de revenir à Montebello sans perdre un moment, à Bils de former sa réserve à Casteggio, au prince de Hesse d'inquiéter le flanc de l'ennemi. Gaal arriva vers quatre heures. Deux de ses bataillons montèrent au village; les quatre autres, ployés en colonne serrée dans la plaine, attendirent les Français qui arrivaient poussant devant eux les bataillons engagés à Genestrello. Plus loin, la brigade du prince de Hesse, en raison des ordres divers qu'elle avait reçus, allait et venait entre Calcababbio et Branduzzo, s'arrêtait, puis reprenait sa marche vers Montebello, harcelée par les deux bataillons français qui avaient passé la Staffora à Oriolo.

La fusillade se rapprochait; elle redoublait au milieu des vignes qui couvrent les dernières pentes de l'Apennin. Le général Beuret redescendait en ce moment vers Montebello. Chassés des vignes, les Autrichiens se rejetèrent dans le village. Ils n'avaient pas eu le temps de forcer l'entrée des maisons, se trouvaient entassés ainsi dans une rue longue et étroite que le canon enfilait. Ils regagnèrent l'église située sur une croupe escarpée à l'extrémité du village, s'y maintinrent quelque temps,

mais finirent par en être délogés. L'engagement continuait dans la plaine; il était inutile de le prolonger; Urban se trouvait tiré d'affaire. Des bataillons autrichiens les plus maltraités, les uns se reformaient en arrière de la Schizzola, les autres regagnaient Casteggio. Stadion donna sur toute la ligne le signal de la retraite.

Forey, à la même heure, faisait sonner le ralliement; de la crête où il se trouvait, il découvrait toute la plaine; les troupes que le maréchal devait lui amener n'apparaissaient pas encore. L'ennemi ne semblait pas autrement ébranlé : il se maintenait en bon ordre; enfin la grosse colonne que l'on apercevait dans la plaine arrivait sur le terrain. Aux flocons de fumée qui se confondaient avec les brumes du soir, il était facile de voir que Blanchard se trouvait aux prises avec cette colonne. Le plus sage était de s'en tenir là : le maréchal, qui venait d'arriver, se prononça dans le même sens. Il était tard. Le soleil se coucha derrière l'Apennin, les ombres des montagnes s'étendirent sur toute la plaine. Insensiblement, à l'heure du crépuscule, les colonnes autrichiennes disparurent, le silence se fit, la nuit tomba.

Nul ne pouvait deviner ce que les généraux autrichiens avaient voulu dans cette journée. S'agissait-il d'une simple reconnaissance? Les forces considérables qu'ils avaient amenées témoignaient du contraire. Mais alors il fallait s'attendre à une grosse affaire pour le lendemain. En tout état de cause, il était inutile de rester à Montebello. Le maréchal résolut de ramener ses troupes; il fit allumer des feux de bivouac, et à la nuit close il regagna Voghera[1].

[1] Il nous reste à dire un mot de la légende. En France, chaque affaire a

XXIV

Stadion quitta Casteggio à neuf heures du soir, et repassa le pont de Vaccarizza vers une heure du matin. Il avait perdu un millier d'hommes tués ou blessés, environ trois cents prisonniers; il ramenait des troupes démoralisées, exténuées de fatigue, et n'avait, en définitive, rien appris.

Ainsi qu'il arrive toujours en pareille occurrence, on récrimina, on se rejeta la faute des uns aux autres, on clabauda sur tous les tons. Ce n'était pas tout, il s'agissait à cette heure d'apprêter la pâture des journaux en narrant l'affaire d'une façon satisfaisante. On se garda de signaler la marche inconsidérée d'Urban sur Genestrello, on en tut les conséquences; on ne dit pas que faute d'ensemble, les Autrichiens ne s'étaient trouvés nulle part en force. Sans doute ils avaient été repoussés avec perte, on n'osait le nier; mais il ne pouvait en être autrement, disait-on; une reconnaissance offensive est toujours une opération périlleuse. Le comte Stadion s'était proposé de découvrir les projets de l'ennemi. Il avait dû le pousser vivement, et s'était ainsi trouvé aux prises avec plus de 40,000 hommes. Cette évaluation était confirmée par les dires du prince de Hesse, qui avait vu des locomotives amener des

sa légende. Forey, avec quatre ou cinq mille hommes, dit-on, mit en déroute trente mille Autrichiens. Il n'est pas permis de révoquer en doute cette allégation, m'a dit le patriarche d'une de nos feuilles militaires. Je n'ai pas cru néanmoins devoir aller aussi loin.

masses de troupes à Voghera[1]. On finit par le croire, et l'on ne douta plus que l'empereur des Français n'eût concentré la majeure partie de ses forces sur sa droite et ne se disposât à descendre le cours du fleuve. Le feld-zeugmestre écrivit dans ce sens à Vienne. Telle avait été de tout temps son opinion, ajoutait-il en se louant de sa perspicacité.

L'empereur des Français ne tomba pas dans une moindre méprise. Le lendemain, il vint à Montebello, visita le champ de bataille[2], se fit expliquer les incidents de l'affaire, interrogea les prisonniers, et conclut de ces divers renseignements que les Autrichiens ne se seraient pas aventurés aussi loin s'ils n'avaient eu le dessein de déboucher en masse sur la rive droite du Pô. Il jugea nécessaire de surveiller le pont de Vaccarizza de plus près. Il donna l'ordre au maréchal Baraguey d'Hilliers de se rendre à Montebello, d'appeler à lui la divison d'Autemarre, de la poster à Genestrello, de se relier aussi avec Mac Mahon et Canrobert, qui allaient se trouver, l'un à Voghera, l'autre à Pontecurone. Il recommanda la plus grande vigilance à ses généraux, leur prescrivit de rompre les chemins, enfin de camper en ordre de combat, l'artillerie toujours en batterie, la cavalerie prête à monter à cheval.

Il ajourna par la même raison la réalisation de son plan de campagne. Les ordres de marche qui venaient d'être donnés furent révoqués. Malheureusement, le

[1] Affaire d'imagination, les ponts du chemin de fer rompus à Tortone et à Voghera par les Autrichiens n'étant pas encore réparés.

[2] L'empereur voyait pour la première fois un champ de bataille. L'horreur que lui inspiraient les cadavres bouleversait sa physionomie. Il était livide, me disait un des généraux du temps.

roi avait déjà commencé les opérations préliminaires dont il était chargé. L'armée sarde n'était plus cantonnée aux environs de Casale; elle se trouvait en partie sur la rive gauche du Pô. La division Cialdini, qui formait l'avant-garde, était entrée à Verceil le jour même du combat de Montebello. Le général sarde devait s'emparer des abords du viaduc que les Autrichiens avaient fait sauter, et tout disposer pour la construction des ponts destinés au passage de l'armée alliée. Il avait franchi la Sesia à gué, s'était heurté le 22 mai contre les avant-postes des Autrichiens. Une crue de la Sesia l'avait forcé de regagner Verceil en toute hâte. Le roi s'était inquiété du sort de cette division. Pour la dégager, il avait jeté des troupes dans les îlots situés en face de Candia, s'était fort agité pour faire accroire aux Autrichiens que son intention était de forcer le passage de la rivière sur ce point. Enfin Garibaldi avait suivi le mouvement de l'armée sarde, et remontant au nord, s'était lancé dans la région des lacs. Étonnés de ces démonstrations, les Autrichiens avaient pris les armes; des coups de canon avaient été échangés sur tout le cours de la Sesia. Il eût été à propos de ramener l'armée sarde à Casale. L'empereur avait un intérêt manifeste à cacher le plus longtemps possible son projet de tourner l'aile droite de l'armée autrichienne. Mais il entrait dans ses habitudes de voir venir; il laissa donc le roi brûler sa poudre. L'armée alliée se trouva ainsi disséminée, non plus sur un espace de dix lieues, mais bien sur un espace de vingt lieues au moins. Le roi eût été cette fois en droit de rappeler son allié aux véritables principes de la guerre, tels qu'ils

se trouvaient développés dans l'ordre général du 15 mai. Mais le roi, brave soldat s'il en fut, ne voyait de la guerre qu'une occasion de faire gronder son canon, et n'entendait rien aux malices de la stratégie.

Tandis qu'à l'aile gauche les troupes tiraillaient sans rime ni raison, à l'aile droite elles attendaient en silence. Des alertes que rien n'expliquait amenaient chaque jour des prises d'armes. Les Autrichiens arrivaient, semblait-il; mais les cigales, en réalité, bruissaient seules dans la campagne. Il fallut se rendre à l'évidence, l'armée ennemie ne se disposait pas à franchir le Pô:

PALESTRO

XXV

Cette fois, l'empereur jugea le moment venu de réaliser son plan de campagne. On connaît ce plan. Rien n'était plus téméraire. En général, les marches de flanc sont pleines de périls. « Il faut les éviter, disait Napoléon, et lorsqu'on en fait, les faire aussi courtes que possible et avec une grande rapidité. » Tel n'était pas le cas. L'armée, simplement pour gagner Novare, avait à décrire un arc de cercle de vingt-cinq lieues; elle avait à défiler devant le front de l'ennemi pendant cinq jours.

Avant de donner ses derniers ordres, l'empereur alla reconnaître les environs de Verceil. Aux premiers moments, l'armée alliée se trouvait abritée par le cours du Pô et de la Sesia. Une fois à Verceil, elle devait passer la Sesia. Or, cette rivière, insignifiante en temps ordinaire, est sujette à d'énormes crues. Les ponts courant le risque d'être emportés, il fallait en quelques heures jeter sur l'autre rive une masse de troupes assez considérable pour n'avoir pas à s'en inquiéter, cependant ne pas éveiller l'attention de l'ennemi. L'empereur attachait, non sans motif, un intérêt majeur

à cette opération; il voulait voir par lui-même. Pendant la matinée du 26 mai, il parcourut les environs de Verceil. Toute la contrée est un véritable bocage; le sol, gras et profond, se couvre au printemps d'une végétation luxuriante; des haies entremêlées d'arbres touffus, des rideaux de peupliers, d'interminables rangées de mûriers, de noyers, d'ormeaux enlacés de vignes, interceptent la vue. Le terrain est coupé à chaque pas par des rizières, des fossés, des canaux d'irrigation. Il n'est pas facile de discerner à qui l'on a affaire dans ce labyrinthe de verdure. L'empereur revint fort satisfait de cette reconnaissance; le pays se prêtait merveilleusement à son dessein; les ordres furent donnés.

A Verceil, trois ponts de chevalets devaient livrer passage à l'armée alliée. Les quatre divisions sardes, qui déjà se trouvaient sur les lieux, défilaient les premières; elles repoussaient les avant-postes de l'ennemi et les maintenaient à distance. Le lendemain, elles étaient renforcées par trois divisions françaises qui passaient la Sesia sur des ponts de bateaux jetés à Prarolo, en aval de Verceil. Le roi réunissait ainsi sept divisions sous son commandement; il était en mesure de contenir les Autrichiens; l'armée française, pendant ce temps, filait vers Novare. Le IIIe corps fut désigné pour agir de concert avec l'armée sarde; il se trouvait sur la ligne du chemin de fer et pouvait être ainsi transporté rapidement à destination. Le maréchal Canrobert, avisé de la décision de l'empereur, fit charger ses gros bagages sur les trains qui partirent dans la soirée du 26 mai; les autres commandants de corps d'armée reçurent leurs ordres dans la journée du lendemain.

Le 28 mai, l'armée alliée quitte ses cantonnements. A la fin de la journée, les divisions Cialdini, Durando, Fanti, Castel-Borgo se trouvent à Verceil; la division Cucchiari est aux environs de Casale; le IIIe corps, en majeure partie à Casale; le IVe, à Valenza; le IIe, à Sale; le Ier, à Ponte Curone; la garde impériale, à Occimiano; la division d'Autemarre, formant l'arrière-garde, à Voghera. A Verceil, les ponts se construisent, les abords en sont retranchés. Garibaldi, avec une bande d'environ 3,000 hommes, est depuis le 23 mai à Varèse; il lance des proclamations, appelle les Italiens aux armes.

Le 29 mai, l'armée sarde conserve ses positions de la veille; le IIIe, le IVe corps et la garde sont à Casale; le IIe, à Valenza; le Ier, à Sale; la division d'Autemarre, à Tortone; les ponts s'achèvent, en dépit de la violence des eaux. Vers le soir, la division Cialdini franchit la rivière et bivouaque sur la rive opposée. Garibaldi, à la suite d'une escarmouche avec les Autrichiens, est entré dans Côme.

Le 30 mai, trois autres divisions sardes débouchent sur la rive gauche de la Sesia. Les quatre divisions réunies s'avancent vers Robbio, repoussant les avant-postes autrichiens. A la nuit, bivouaquent en avant de Verceil : Fanti à Confienza, Cialdini à Palestro, en première ligne; Durando à Vinzaglio, Castel-Borgo à Casalino, en deuxième ligne. Le IIIe corps est à Prarolo; l'artillerie se dispose à jeter trois ponts de bateaux près de Porto di Palestro, mais la rivière gonflée par un orage déborde; il faut pour atteindre la rive opposée reployer les ponts et les réunir en un seul. L'approche

de la nuit ne permet pas de terminer ce travail. La division Cucchiari est entre Valenza et Casale, au bord du fleuve; elle s'efforce d'attirer l'attention des Autrichiens sur ce point. Abritée par ce rideau de troupes, l'armée alliée poursuit sa marche. Le IVe corps franchit la Sesia; au soir, il est échelonné entre Borgo-Vercelli et Verceil; la garde est à Trino, le IIe corps à Casale, le Ier à Valenza, la division d'Autemarre à Tortone. Le 3e régiment de zouaves appartenant à cette division rejoint l'armée sarde. Garibaldi est de retour à Varèse; il essaye d'enlever par escalade le petit fort de Laveno; mais il échoue dans son entreprise.

XXVI

Le feld-zeugmestre était toujours à Garlasco; il croyait encore l'armée alliée aux environs d'Alexandrie. Les engagements que signalait le télégraphe ne changèrent pas le cours de ses idées, au moins pour le moment. Les Sardes étaient déjà venus maintes fois à Verceil. Ces jours derniers encore, ils avaient passé la rivière et n'avaient pas attendu l'arrivée des Autrichiens pour la repasser; sans nul doute, les Sardes se proposaient de lui donner ainsi le change. Néanmoins, il enjoignit au feld-maréchal-lieutenant prince Liechtenstein, commandant le 2e corps d'armée, de soutenir le 7e, en dirigeant la division Jellacic sur Castell d'Agogna, et la division Herdy sur Mortara. Il se rendit lui-même à Mortara, où il arriva dans la nuit

du 30 mai. Les rapports de la journée étaient vagues et confus; ils s'accordaient néanmoins à dire que l'ennemi s'était montré partout en force. Les pertes étaient considérables pour de simples affaires d'avant-postes; elles s'élevaient à 597 hommes tués, blessés, prisonniers. Pas un Sarde n'était resté aux mains des Autrichiens. On en était donc réduit à des conjectures. Les alliés semblaient remonter vers le nord. Un télégramme arrivé de Vaccarizza annonçait qu'ils n'étaient plus à Voghera; ce renseignement positif était confirmé par d'autres indices. Les sifflets des locomotives, qui perçaient continuellement l'air, annonçaient une circulation active sur les chemins de fer aux environs de Verceil; des arbres tombaient sous la cognée avec un bruit sourd; des chariots les emportaient; vraisemblablement l'ennemi travaillait à construire des ponts. Un espion fort intelligent, envoyé le 26 à Verceil, avait rencontré l'empereur et le général La Marmora dans la ville; il avait entendu dire que l'empereur venait de donner l'ordre de jeter des ponts sur la Sesia; deux chasseurs autrichiens déguisés en paysans avaient vu les ponts; enfin un habitant notable du village de Villanova, enlevé par une patrouille de hussards, avait donné des détails circonstanciés sur la présence de quatre divisions sardes à Verceil. L'armée française, disait-il, était à Casale. Les alliés avaient donc abandonné leurs cantonnements. Restait à savoir quels pouvaient être les projets de l'empereur des Français. Entendait-il tourner l'aile droite des Autrichiens? Cette idée s'était déjà présentée à l'esprit du feld-zeugmestre, mais elle ne lui avait pas semblé rentrer dans

les probabilités. L'empereur des Français, disposant de forces infiniment plus considérables que les siennes, avait intérêt à le joindre avant l'arrivée du 1er corps d'armée qui, nul ne l'ignorait, traversait en ce moment les Alpes. Il devait donc franchir le Pô soit à Valenza, soit à Frassinetto [1], non pas remonter jusqu'à Verceil et perdre ainsi un temps précieux. Les engagements de la journée ne signifiaient donc rien; cependant il fallait s'assurer de ce qu'il en était.

Le feld-maréchal-lieutenant Zobel reçut l'ordre d'aller reconnaître l'ennemi, en attaquant avec quatre brigades les villages de Palestro et de Confienza que les Autrichiens avaient abandonnés la veille. Deux de ces brigades, les brigades Dondorf et Weigl, se trouvaient déjà à Robbio. Les brigades Koudelka et Szabo, appartenant à la division Jellacic du 2e corps d'armée, allaient être cette nuit à Castell-d'Agogna. Dondorf et Koudelka devaient prendre la grande route qui mène de Robbio à Palestro et atttaquer la position de front; Szabo devait la tourner en logeant les bords de la Sesia; Weigl était envoyé à Confienza.

« Allez de l'avant, ajouta le chef d'état-major de

[1] L'erreur du feld-zeugmestre n'était pas absolue. Il discernait bien les mouvements des alliés, mais il s'attendait à les voir forcer le passage du Pô à Valenza. Le 29 mai, il adressait au comte Grunne le télégramme suivant : « L'ennemi paraît attacher plus d'importance à la position de Verceil; il se concentre à Valenza et à Monte; son dessein est vraisemblablement de nous attaquer à la fois du côté de Verceil et de Valenza. » Le 30, il adressait de Garlasco cet autre télégramme au commandant du 5e et 8e corps, qui surveillait le cours du Pô : « Tenez-vous sur vos gardes, l'ennemi dirige sur nous une fausse attaque du côté de Verceil. »

L'empereur avait du reste eu cette idée; il s'était proposé de franchir les cours d'eau qui le séparaient de l'armée autrichienne à Valenza, Candia, Verceil. Les ordres donnés dans ce sens le 25 mai furent révoqués le lendemain. J'ai retrouvé un de ces ordres.

l'armée, colonel Kuhn, à ces instructions; tâchez de savoir à quoi nous en sommes, mais ne vous engagez pas au delà du nécessaire, car il est fort possible que nous ayons toute l'armée alliée devant nous. »

L'arrivée tardive de la brigade Koudelka ne permit pas à Zobel de partir avant huit heures du matin; il suivit avec ses deux brigades la grande route et se trouva vers neuf heures en vue de Palestro. Cialdini avait mis le village en état de défense, il le gardait avec dix-huit bataillons; à une portée de canon de là, les troupes du maréchal Canrobert défilaient sur le pont de bateaux : deux divisions avaient atteint déjà la rive. Fanti était en ligne à Confienza; plus loin, Durando à Vinzaglio, et Castel-Borgo à Casalino. Le quartier général du roi était à Torrione; le troisième régiment de zouaves, arrivé la veille, se disposait à rejoindre Cialdini; toute la contrée fourmillait de troupes, mais les Autrichiens n'en voyaient rien, des arbres innombrables cachaient jusqu'aux maisons de Palestro; l'artillerie ne savait où tirer; deux pièces seulement furent mises en batterie sur la grande route. Zobel fit attaquer Palestro par la brigade Dondorf, ployée en colonne serrée par division. Le bataillon de chasseurs qui, selon l'usage de l'armée autrichienne, précédait la colonne, repoussa deux bataillons sardes de grand'garde au canal San Pietro, passa le canal avec de l'eau jusqu'à la ceinture, gagna un autre canal fort rapproché des premières maisons; là, il fut accueilli par un feu tellement vif, qu'il hésita. Les échelons qui suivaient s'arrêtèrent à leur tour; il fut impossible d'aller plus loin. Les chasseurs, écrasés

par les projectiles de huit pièces de canon placées à l'entrée du village, fusillés de tous les enclos environnants, finirent par abondonner la partie, et la brigade entière regagna le canal San Pietro. On savait dès lors à quoi s'en tenir : l'ennemi était réellement en force; mais la fusillade retentissait de tous cotés : Weigl et Szabo étaient aux prises avec les Sardes, il fallait les dégager; Zobel lança encore une fois la brigade Dondorf sur le village; les Sardes furent ramenés. A ce moment, la fusillade que l'on entendait vers la gauche cessa brusquement. On se demandait ce qui avait pu arriver, lorsque des fuyards se montrèrent dans les fourrés. On les interrogea, et l'on apprit d'eux que la brigade Szabo était en pleine déroute. Zobel fit cesser le feu et ramena ses troupes à Robbio. Ce fut là qu'il apprit la fâcheuse destinée de Szabo.

Parti à cinq heures du matin de Castell d'Agogna, Szabo avait gagné par des chemins de traverse le village de Rivoltella, puis, longeant la Sesia, il s'était engagé au milieu d'un dédale de canaux qui servent à l'irrigation du pays. Vers dix heures, il était arrivé au pont de la Bridda. Ce pont est jeté sur un canal profondément encaissé, le Cavo Sartirana; au delà s'étend un plateau découvert qui domine le village de Palestro; les fonds environnants, au contraire, sont plantés de quantité de saules et de peupliers qui interceptent la vue. Szabo aperçut cependant à travers le feuillage le pont de bateaux; des troupes de toutes armes défilaient en ce moment même sur le pont; d'autres semblaient attendre le moment de défiler à leur tour. La

situation devenait inquiétante, mais Szabo avait l'ordre d'attaquer; l'affaire était engagée au milieu des fourrés environnants; il résolut de brusquer la prise du village. Les chasseurs se rendirent maîtres de la barricade élevée en travers du pont de la Bridda; puis ils allèrent assaillir une grosse cascine située au milieu du plateau. L'ennemi tenait dans cette cascine; Szabo donna l'ordre de la canonner; l'artillerie amena cinq pièces de canon, passa le pont de la Bridda et tira sur la cascine; le bataillon de grenadiers suivit l'artillerie; enfin la cascine fut prise, et les chasseurs continuèrent à pousser l'ennemi vers le village. L'artillerie à son tour avança; trois pièces de canon furent mises en batterie sur le plateau près de la cascine; deux autres furent laissées à gauche du pont et battirent les fonds qui descendent vers la Sesia; le bataillon de grenadiers demeura à la garde de ces pièces; deux compagnies du premier bataillon furent réparties sur la pente au milieu des arbres qui bordent le canal de la Sesietta. Les obus ne tardèrent pas à éclater au milieu des rangs autrichiens; ils arrivaient de la rive opposés; les trois pièces de canon demeurées en deçà du pont ripostèrent; la fusillade continuait au milieu des fourrés : on ne discernait rien; mais les détonations, les tourbillons de fumée qui s'élevaient au-dessus des arbres donnaient à penser que les autres brigades n'étaient pas loin. Les chasseurs de Szabo gagnaient du terrain; ils touchaient aux premières maisons, mais ils rencontraient une résistance extraordinaire.

Impossible de leur venir en aide. Pris entre les canaux et la Sesia, Szabo attendait pour engager

ses troupes que le terrain aux environs fût déblayé par les chasseurs. Les trois derniers bataillons demeuraient donc en colonne serrée sur l'étroit chemin de traverse qu'il avaient suivi. A ce moment apparurent les zouaves. Cachés par un rideau de peupliers, ils étaient parvenus jusqu'au pied du plateau sans être aperçus. Traversant le canal de la Sesietta, ils gravirent la pente avec une rapidité telle que le bataillon de grenadiers eut à peine le temps de faire une décharge; les zouaves étaient déjà maîtres des pièces; enveloppés dans un nuage de fumée, ils allaient joindre les grenadiers à l'arme blanche; le bataillon entier se débanda; les zouaves s'élancèrent à sa poursuite. Szabo, voyant le danger, lança sur eux son premier bataillon; mais une fois au delà du pont, les soldats, saisis d'une terreur panique, se rejetèrent les uns sur les autres, et dans leur hâte de fuir encombrèrent le pont. Il y eut là un moment d'effroyable confusion. De tous côtés arrivaient des hommes débandés, criant, jurant, tirant au hasard; les trois pièces d'artillerie qui se trouvaient au milieu du plateau revenaient de toute la vitesse des chevaux, bousculant les hommes sur leur passage. Impossible néanmoins de gagner le pont. Szabo, à cheval au milieu de cette bagarre, donnait des ordres, mais ne parvenait pas à se faire entendre. Le deuxième bataillon, au lieu d'avancer, forma le carré on ne sait pourquoi; puis, entraîné par les fuyards, il rompit ses rangs, se précipita sur le troisième bataillon, qui prit à son tour la fuite. Les pièces encombrées au pont, celles mêmes qui étaient restées en deçà, furent abandonnées; les conducteurs, coupant les traits, emme-

nèrent les chevaux et se perdirent au milieu du flot qui s'écoulait non sans peine par les chemins étroits qui longent la Sesia : officiers et soldats coururent ainsi confondus jusqu'à Rivoltella. Un bataillon qui se trouvait là de grand'garde arriva fort à propos pour recueillir les débris de la brigade; il ouvrit un feu meurtrier sur les zouaves et parvint ainsi à les arrêter. Grâce à cette circonstance, la brigade put enfin se rallier. Le soir, à Robbio, on fit l'appel; le régiment, d'environ 3,000 hommes au matin, n'en réunissait pas plus de 650[1].

Weigl s'était tiré plus heureusement d'affaire; il avait été donner avec huit compagnies seulement[2] au milieu de la division Fanti, s'était vu repoussé, avait dû même abandonner une pièce de canon embourbée dans les rizières; mais enfin il avait opéré sa retraite en bon ordre. Les pertes des Autrichiens s'élevaient à 2,000 hommes, en majeure partie prisonniers; celles des Sardes étaient insignifiantes; les zouaves avaient 270 hommes tués ou blessés.

Durant cette journée, le gros de l'armée française franchit la Sesia; le VIe corps est à Cameriano; le IIe, à Borgo-Vercelli; le IIIe, ainsi que l'armée sarde, aux environs de Verceil; la garde, à Verceil; le Ier corps, à Casale; la division Cucchiari, à Valenza; la division d'Autemarre, entre Tortone et Alexandrie.

[1] Les récits allemands attribuent cette déroute à la présence d'un nombre énorme d'hommes rappelés sous les drapeaux, qui, disent-ils, ne savaient pas même manier leurs armes. Ce vice essentiel de l'organisation autrichienne se manifestait pour la première fois, mais ce ne devait pas être pour la dernière fois.

[2] Ces huit compagnies appartenaient aux 2e et 3e bataillons; le bataillon de grenadiers était à Robbio; le premier bataillon à Rosasco.

Le lendemain 1er juin, l'armée arrive à Novare. Le faible détachement autrichien qui garde la ville se retire vers Magenta; le IVe corps d'armée et le IIe bivouaquent entre Olengo et la Bicoque, sur la route de Mortara; la garde et le quartier général sont à Novare; le IIIe corps d'armée, le Ier et l'armée sarde à Verceil.

La fortune a secondé l'audace de l'empereur. « Durant cette longue marche de flanc, dit un de ses historiens, l'armée a changé plusieurs fois de base d'opération, de front, de ligne de marche : elle n'a été ni entamée ni même inquiétée, elle est à Novare, elle a tourné l'armée autrichienne. Le plan de l'empereur se trouve réalisé. » Il ne s'agit plus que de marcher à l'ennemi, le sort en est jeté. Accablée par le nombre, enveloppée de toutes parts, l'armée autrichienne ne repassera pas le Tessin; le désastre d'Ulm se renouvellera pour elle à Pavie.

Cependant la soirée se passe à délibérer; pas un coup de fusil n'a été tiré aux environs de Palestro. On s'en étonne. L'ennemi ne saurait ignorer que les alliés sont à Novare; il demeure immobile; sans doute il a pris le parti de livrer bataille; il concentre ses forces et attend que les alliés se soient éloignés de Verceil pour se jeter sur leurs communications; le plus sage en ce cas serait, ce semble, de voir venir. L'empereur ne sait quel parti prendre; en définitive, il abandonne l'idée de marcher à l'ennemi [1].

[1] Cette délibération se trouve résumée en ces termes : « Si l'attaque de Giulay est dirigée sur Verceil, l'armée du roi, le 1er et le 3e corps sont en ligne dans une forte position; la droite appuyée à la Sesia, la gauche couverte par les terrains difficiles de l'Agogna. Dans cette combinaison et au

« Il faut, disait Napoléon, que l'esprit du général soit en équilibre avec son caractère; si le caractère est de beaucoup supérieur, le général entreprend vicieusement au delà de ses conceptions, et au contraire il n'ose pas les accomplir si son caractère demeure au-dessous de son esprit. »

XXVII

Le 2 juin, l'empereur pousse en personne une grande reconnaissance sur la route de Mortara; il ne voit ni n'apprend rien, et regagne Novare; il donne à tout hasard l'ordre de jeter un pont sur le Tessin, à Porto di Turbigo. Une telle opération n'entraîne aucun risque; le village de Turbigo est situé à une faible dis-

premier signal, les corps de Novare repassant l'Agogna peuvent se jeter sur le flanc droit des colonnes autrichiennes par Monticello et Lumelongo. En cas d'échec, la retraite est assurée par les ponts de Verceil. Si au contraire l'attaque de Giulay a lieu par la ligne Mortara-Novare, les avantages sont encore plus grands.

« La position de Novare, il est vrai, est dangereuse lorsque l'adversaire vient de Mortara, et que la ligne Verceil-Novare n'est pas gardée; en effet, il ne reste alors d'autre ligne de retraite que celle des montagnes; mais dans le cas dont il s'agit, ce danger n'est pas à redouter, puisque Verceil est couvert par dix fortes divisions.

« La ligne devant Novare se développe sur un front d'une lieue facile à défendre; ses flancs sont couverts par deux torrents, l'Agogna à droite et le Terdoppio à gauche; les points d'attaque de ce front, la Bicoque et Olengo, sont fortement occupés, et les réserves postées en arrière à San Mazzaro et Cittadella peuvent y être rapidement amenées; en cas d'attaque, les masses de Verceil, opérant sur le flanc gauche des Autrichiens, peuvent aborder d'écharpe leur ligne par Lumelongo, Monticello et Granozzo, marcher sur Nibbiola et Garbagna, et menacer la route de Mortara, tout en conservant elles-mêmes à toute l'armée alliée la retraite sur Verceil. »

L'empereur, on le voit, renonçait à l'offensive.

tance de Novare, et les troupes envoyées vers le Tessin auront toujours le temps de rallier l'armée. Le général Camou, commandant la division des voltigeurs de la garde, protégera les travailleurs, et le pont une fois achevé, il en occupera les abords. Le général Espinasse, du IIe corps, se rendra avec sa division à Trecate; il surveillera la grande route de Milan et couvrira le flanc droit de la division des voltigeurs de la garde.

Ces ordres sont exécutés dans l'après-midi; le général Camou arrive vers quatre heures à Porto di Turbigo; les rives du Tessin sont désertes, quelques vedettes apparaissent dans le lointain. Vers sept heures du soir, le pont est jeté; le bataillon de chasseurs à pied de la garde, suivi par six bataillons de voltigeurs, gagne l'autre rive; le sol, bien que marécageux, est praticable; mais plus loin se trouve une dérivation du Tessin, le Naviglio Grande; le pont de Turbigo est intact; les voltigeurs pénètrent dans le village sans rencontrer la moindre résistance.

Il en est de même à Trecate : le général Espinasse bivouaque tranquillement autour du village; l'ennemi ne se montre nulle part. Le Ier corps d'armée arrive à Lumelongo; le IIIe et l'armée sarde demeurent aux environs de Verceil.

La soirée se passe encore à délibérer; on ne sait rien de l'ennemi; plus que jamais on s'en étonne; on se livre aux conjectures les plus diverses; on ressasse les mêmes raisonnements. Selon sa coutume, l'empereur adopte un terme moyen : il donne l'ordre de concentrer le lendemain l'armée alliée à Novare; il

passera le surlendemain le Tessin si les circonstances le permettent. Le roi de Sardaigne apprend cette résolution; il est outré de la pusillanimité de son allié. Que risque l'empereur des Français? Il dispose de 170,000 hommes; les Autrichiens ne peuvent lui en opposer plus de 100,000; ils ne songent nullement à lui livrer bataille, ils sont en pleine retraite. Plein de cette idée, le roi mande un des officiers français que l'empereur a attachés à sa personne; il le charge de transmettre ses observations. On ne l'écoute pas.

Le 3 juin, l'empereur envoie des reconnaissances dans toutes les directions; le général Espinasse dirige une de ses brigades vers Cerano, l'autre vers San Martino. S'il faut en croire les gens du pays, la route de Milan est coupée à San Martino par des ouvrages considérables. On trouve ces ouvrages déserts. Cinq pièces de position, des munitions de guerre, des projectiles abandonnés témoignent d'une retraite précipitée. En s'éloignant, les Autrichiens ont mis le feu à des mines pratiquées sous les piles du viaduc; mais l'explosion n'a pas produit son entier effet : deux arches du viaduc se sont affaissées, néanmoins elles peuvent livrer passage à l'infanterie, sinon à l'artillerie. Pendant ce temps, le général Niel explore avec trois brigades la contrée entre Novare et Mortara; il apprend à Vespolate qu'une division autrichienne a traversé le matin même le village, se rendant à Vigevano; ce renseignement semble justifier le dire du roi de Sardaigne; mais l'empereur n'en juge pas ainsi. Les Autrichiens, à son sens, ne sauraient abandonner la Lomelline sans tirer un coup de fusil; ils se rappro-

chent simplement des ponts qu'ils ont sur le Tessin et se proposent, une fois leur retraite assurée, d'engager la bataille. Il faut voir venir, cependant être en mesure de passer le Tessin à un moment donné. Mac Mahon occupera donc Turbigo, l'armée sarde gagnera Galliate, elle sera ainsi à portée de Mac Mahon, et servira en même temps de réserve à l'armée française, qui demeurera entre Novare et Trecate.

Mac Mahon part pour Turbigo; il emmène avec lui la division La Motterouge, se fait suivre de la division Espinasse, rallie la division Camou, traverse le Tessin. Pendant que ses troupes défilent sur le pont, il explore avec quelques officiers la contrée environnante, avise non loin de Turbigo le village de Robecchetto, s'y rend, monte au clocher; là il aperçoit un détachement autrichien qui se dirige vers le village. Il se hâte de redescendre, court à ses troupes, les lance sur Robecchetto; les Autrichiens s'enfuient à travers champs, s'efforcent de rejoindre un bataillon qui apparaît au milieu des arbres près du village de Malvagio; après une insignifiante escarmouche, les Autrichiens se retirent, abandonnant une pièce de canon démontée. Au dire des prisonniers, ces troupes font partie de la brigade Reznischek, récemment arrivée à Milan. La journée se passa sans autre événement. Au soir, Mac Mahon bivouaque près de Turbigo. Le roi se trouve à Galliate avec les divisions Durando et Fanti; les divisions Cialdini et Castel-Borgo, attardées par l'état des chemins, n'ont pu le rejoindre; elles couchent à Lumelongo; la division Cucchiari est à Verceil, ainsi que la division d'Aute-

marre. Les Ier, IIIe, IVe corps d'armée sont à Novare; la division des grenadiers de la garde a pris la place de la division Espinasse à Trecate; on s'attend pour le lendemain à une rencontre générale.

L'empereur se méprenait; ainsi que le disait le roi de Sardaigne, l'armée autrichienne était en pleine retraite : cette nuit même elle traversait le Tessin.

XXVIII

La première pensée du feld-zeugmestre, après l'affaire de Palestro, avait été de revenir le lendemain en force et de chasser l'ennemi des environs de Robbio. Cependant il persistait à croire qu'il s'agissait de simples démonstrations. Les mesures qu'il prit dans l'après-midi du 31 mai se ressentaient de cette idée. On fit venir le 3e corps à Mortara [1]; le reste de l'armée autrichienne demeura échelonné le long du Pô; ainsi, le 31 mai au soir, le 7e corps était à Robbio et Candia; le 2e, à San Angelo; le 3e, à Castell d'Agogna et Mortara; plus loin, le 5e, à San Nazzaro; le 8e, à Lomello; le 9e, à Plaisance.

Le colonel Mengen, qui occupait Novare avec un

[1] La petite ville de Mortara est située à distance à peu près égale du Pô, du Tessin, de la Sesia et de la grande route de Milan. Elle est à onze kilomètres de Robbio, quinze kilomètres de Palestro, vingt-sept de Verceil nord-ouest, onze kilomètres de Vespolate, dix-neuf kilomètres de Olengo, vingt-trois kilomètres de Novare nord, treize kilomètres de Candia, cinq kilomètres de Castel d'Agogna, sept kilomètres de San Angelo ouest, quinze kilomètres de San Nazzaro, quatorze kilomètres de Lomello sud; quarante-deux kilomètres de Plaisance sud-ouest, dix-neuf kilomètres de Soria, douze kilomètres de Vigevano, approximativement et à vol d'oiseau.

détachement de la brigade Gablenz, avait déjà signalé la présence des alliés entre Verceil et Novare ; il évaluait les forces de l'ennemi à 50,000 hommes environ. Cette fois il annonçait qu'assailli par des masses considérables, il avait dû se replier sur San Martino. La dépêche donna fort à réfléchir ; on avait décidément affaire à l'armée alliée tout entière. Le feld-zeugmestre finit par le reconnaître. Il prit le parti de concentrer autour de Mortara les trois corps d'armée qu'il avait sous la main. Des instructions en ce sens furent expédiées le 1er juin vers midi ; elles ne tardèrent pas à être modifiées. L'ennemi avait dépassé Novare ; il suivait la route de Mortara, il allait arriver à Olengo. Le feld-zeugmestre, de plus en plus troublé, annonça l'intention de battre en retraite. Mais la retraite était impossible si l'ennemi poursuivait sa marche. Il fallait l'arrêter à tout prix. Le 3e corps fut échelonné entre Mortara et Vespolate ; la réserve de cavalerie fut également envoyée à Vespolate. Ordre fut donné au 2e et au 7e corps de rappeler leurs avant-postes, d'expédier leurs bagages vers le Tessin et de se tenir prêts à marcher. Ce n'était pas tout, l'ennemi n'était pas loin de la tête de pont San Martino. Il pouvait s'en rendre maître, passer le Tessin, devancer l'armée autrichienne et lui couper la retraite. Mengen occupait la tête de pont sans doute, mais il n'avait avec lui que deux bataillons et ne pouvait défendre seul des ouvrages aussi étendus. Fort heureusement le comte Clam-Gallas, commandant le 1er corps d'armée, venait d'arriver à Milan. Il fut avisé de la situation. Le feld-zeugmestre lui prescrivit, par le même télégramme,

de jeter dans la tête de pont toutes les troupes dont il pouvait disposer, de surveiller ainsi le cours du Tessin et, s'il ne pouvait se maintenir, de faire sauter le viaduc et les ponts du Naviglio.

Sur ces entrefaites, on apprit que l'ennemi avait fait halte à Olengo, et qu'il se disposait tranquillement à bivouaquer. Les esprits se rassérénèrent. Le feld-zeugmestre en vint même à se demander s'il ne devait pas engager une bataille. Une résolution aussi énergique n'était pas dans son caractère; elle ne laissa pas d'étonner son état-major. En réalité, elle lui était inspirée par des considérations étrangères à la stratégie. L'empereur François-Joseph, en ce moment à Vérone, n'était pas encore au fait des événements. Les derniers télégrammes ne les lui avaient pas même fait pressentir. Il était plein de confiance dans son armée, la croyait parfaitement en mesure de défendre la Lomelline; il ne comprenait rien aux anxiétés du feld-zeugmestre, et le lui témoignait. Que dirait-il en apprenant que son armée avait repassé le Tessin? Livrer une bataille était cependant chose téméraire. En raison de l'échelonnement de l'armée entre Mortara et Plaisance, il était impossible de réunir le lendemain plus de 100,000 hommes, et l'ennemi devait en avoir environ 170,000. Une défaite, alors que l'armée était déjà tournée, pouvait amener sa ruine entière : on ne pouvait le méconnaître. Néanmoins le feld-zeugmestre hésitait; obsédé de l'idée que sa pusillanimité soulèverait l'indignation de l'empereur, il changeait à chaque instant d'opinion. La matinée du 2 juin se passa à raisonner, à disserter, suivant

l'expression de Napoléon, à faire de l'esprit. A onze heures et demie, le feld-zeugmestre expédiait encore l'ordre d'attendre des ordres ultérieurs. Mais dans l'intervalle, le 7e corps avait abandonné Robbio, et Zobel, croyant que la position était déjà entre les moins de l'ennemi, jugeait périlleux de la reprendre. Cette circonstance mit fin aux hésitations du feld-zeugmestre. Il se résolut à battre en retraite.

Midi sonnait, il n'y avait plus un moment à perdre [1]. Les dispositions les plus essentielles sans doute étaient prises, les bagages arrivaient au Tessin, les routes étaient libres, mais rien ne disait qu'on parvînt à franchir la rivière sans encombre. Une retraite aussi précipitée allait de toute façon coûter aux troupes de rudes fatigues. Il s'agissait pour elles de refaire dans l'après-midi le trajet qu'elles avaient fait en quatre jours lors de l'entrée en campagne. Le 2e corps s'ébranla le premier; il marcha quatorze heures de suite et alla bivouaquer à Soria, sur la rive gauche du Tessin; le 7e suivait; il dut attendre que les rues de Mortara fussent dégagées, ne put en conséquence traverser la ville avant trois heures de l'après-midi. Il arriva cependant vers minuit à Vigevano. Les troupes étaient épuisées de fatigue et de faim; encore durent-elles attendre jusqu'au jour pour se procurer des vivres. Le 5e passa la nuit à Garlasco; le 8e à Trumello. Le 3e, qui couvrait la retraite, était demeuré toute la journée à Borgo Lavezzaro, sans être inquiété par l'ennemi.

[1] Il est facile de voir que les trois corps d'armée autrichiens concentrés autour de Mortara eussent été enveloppés, si l'empereur des Français se fût rabattu sur eux ce jour-là, 2 juin.

XXIX

Le péril semblait conjuré; mais le feld-zeugmestre n'était pas au bout de ses peines. Il avait instruit l'empereur de sa résolution, et depuis lors il était harcelé de télégrammes.

« Prenez l'offensive, disait l'empereur, et maintenez-vous, quoi qu'il arrive. »

« Je ne saurais accomplir les ordres de Votre Majesté, répondait le feld-zeugmestre. L'armée bat en retraite. Pour être à même de livrer une bataille, il me faut deux jours; les forces de l'ennemi grossiront dans l'intervalle, et mon embarras sera le même, l'ennemi, cette fois comme toujours, ayant l'avantage du nombre. »

L'empereur s'attendait à quelque réponse semblable. « Hess, ajoutait-il, part de Vérone; il sera vers minuit à Milan. Envoyez-lui par l'intermédiaire du gouverneur militaire de Milan tous les renseignements qui peuvent l'éclairer sur la situation. »

Les renseignements que demandait l'empereur étaient donnés par le feld-zeugmestre en ces termes : « L'armée sera demain au delà du Tessin : le 1er et le 2e, à Magenta; le 3e, à Abbiate-Grasso; le 7e, en réserve à Gaggiano; le 5e, entre Morimondo et Besate; le 8e, à Binasco; une division à Bereguardo; le 9e, échelonné entre Plaisance et Corte-Olona; une brigade à Vaccarizza. Ces dispositions nous mettent à même

d'attaquer l'ennemi de front, si contre toute probabilité il passe le Tessin entre Magenta et Bereguardo. S'il le passe à Turbigo, nous le prenons en flanc lorsqu'il débouchera : notre base d'opération étant Pavie, nous nous reployons en cas d'échec entre Pavie et Landriano; nous suivons ensuite la route de Crema, Orzinovi d'une part, et de Crémone, Piadena, de l'autre. » Un officier de l'état-major était envoyé en même temps à Milan; il avait ordre de se mettre à la disposition de Hess, et de lui donner tous les détails nécessaires à l'intelligence des événements. Survenait encore un télégramme. « Le quartier-maître général de Sa Majesté, feld-zeugmestre baron Hess, mandait le gouverneur militaire de Milan, n'est plus ici. Il s'est remis immédiatement en route pour Bereguardo. » La mesure était comble. Navré jusqu'au fond de l'âme, le feld-zeugmestre s'achemina vers Bereguardo. Au moment où vers cinq heures du matin le 3 juin il traversait le pont, il rencontra Hess. Les deux généraux entrèrent dans une maison du village. Pour l'un comme pour l'autre, l'entrevue était embarrassante; néanmoins on ne tarda pas à s'entendre. Hess était muni des pleins pouvoirs de l'empereur, mais il ne songeait pas à en user. Ses intentions étaient parfaitement bienveillantes. Il s'efforçait de relever le moral de Giulay, le raisonna, et finit par le ramener à l'idée de livrer une bataille. Le colonel Kuhn fut mandé, mais il ne se trouvait pas à Bereguardo. En attendant son arrivée, des officiers d'ordonnance allèrent arrêter les colonnes des 3e, 5e et 8e corps. Une dépêche du prince Liechtenstein mit fin aux pourparlers.

Le comte Clam-Gallas, disait le prince, s'était hâté d'acheminer vers San Martino les détachements de son corps d'armée qui arrivaient à Milan. Six bataillons appartenant en majeure partie à la brigade Reznischek avaient ainsi rejoint dans la nuit du 1er juin les deux bataillons que le colonel Mengen avait ramenés de Novare. Le lendemain, Clam-Gallas s'était rendu lui-même à San Martino; il avait visité la tête de pont; les ouvrages n'en étaient ni fraisés ni palissadés; d'ailleurs ils étaient d'un faible relief, et de dimensions tellement considérables qu'il eût fallu au moins trois brigades pour les garder. Clam-Gallas, néanmoins, avait pris toutes les dispositions nécessaires pour en compléter les défenses. Mais vers le soir il avait appris que l'ennemi jetait un pont à Turbigo. Jugeant la situation dès lors périlleuse, il s'était décidé à évacuer la tête de pont et avait ramené ses troupes à Magenta, laissant à un officier du génie le soin de faire sauter le viaduc et les ponts adjacents. Le lendemain 3 juin, il avait envoyé le feld-maréchal-lieutenant Cordon en reconnaissance vers Turbigo. Cordon emmenait avec lui trois bataillons et devait rallier en route trois autres bataillons venus de Milan. Rien n'annonçait encore qu'il fût en vue de l'ennemi. Clam-Gallas avait appelé à Magenta le 2e corps d'armée que le feld-zeugmestre avait mis momentanément sous ses ordres. Il se proposait d'attaquer immédiatement l'ennemi. A son sens, il était indispensable de le rejeter au delà du Tessin. Le 7e corps était en mesure de le rejoindre dans la journée; le 3e, demeuré sur la rive droite du Tessin, pouvait opérer utilement une diversion. Ne sachant où

se trouvait le quartier général, il chargeait le prince Liechtenstein de transmettre au feld-zeugmestre ses observations.

Le prince ajoutait que les mines pratiquées sous le viaduc avaient joué au point du jour, mais sans produire leur entier effet, et que l'ennemi pouvait ainsi franchir le Tessin à San Martino. Ces dernières lignes de la dépêche étaient décisives.

Il était dès lors impossible de se maintenir dans la Lomelline; Hess n'hésita pas à le reconnaître. « Ce n'est pas une raison, dit-il, d'abandonner la partie. Le Naviglio-Grande nous reste, et c'est là l'essentiel. Nous n'avons pas dès lors à nous inquiéter de San Martino. Si l'ennemi passe le Tessin à Turbigo, nous remontons le cours du Naviglio et nous engageons la bataille. A ce point de vue, Clam-Gallas est dans le vrai. Mais qu'il n'aille pas se faire écharper inutilement à Turbigo. Une reconnaissance nous apprendra ce que veut l'ennemi; en définitive, nous ne le savons pas. Nous prendrons dans l'intervalle nos dispositions pour la journée de demain. Nous laisserons les troupes se reposer, et nous verrons ce qu'il adviendra. »

Giulay eût préféré ramener l'armée à Vérone, mais il n'avait plus en ce moment ni autorité ni volonté : il se laissa faire; après avoir donné ses ordres dans le sens que Hess lui indiquait, il alla rejoindre Clam-Gallas à Magenta.

Clam-Gallas attendait les renseignements que Cordon devait lui donner. Le retentissement lointain du canon semblait dénoter que les troupes autrichiennes

étaient aux prises avec l'ennemi non loin de Turbigo. On apprit vers le soir les détails de l'affaire.

Cordon, arrivé avec ses trois bataillons à Cuggiono, avait fait halte dans ce village. Après s'être assuré que les bataillons venus de Milan n'étaient pas loin, il avait poussé avec deux bataillons jusqu'à Malvagio. Là il avait envoyé un détachement de chasseurs en reconnaissance. Ce détachement était entré dans le village de Robecchetto. Brusquement assaillis par l'ennemi, les chasseurs s'étaient enfuis dans le plus grand désordre vers Malvagio. Cordon avait recueilli des hommes et s'était ensuite retiré à Marcallo. Les pertes étaient insignifiantes, seulement une pièce de canon démontée avait dû être abandonnée. La nature du pays ne permettait pas de bien discerner les forces de l'ennemi, mais l'impression du feld-maréchal-lieutenant Cordon était qu'un détachement de l'armée alliée avait seul passé le Tessin.

Le feld-zeugmestre, après s'être entendu avec Clam-Gallas, revint dans la soirée du 3 juin à Abbiate Grasso. Les troupes, dans l'intervalle, avaient repris leur marche. Le 2e corps alla bivouaquer à Magenta; le 7e, entre Castelletto et Casa-Cerella; la cavalerie, à Corbetta. Le 3e était encore le matin à Borgo-Lavezzaro; il marcha avec une telle rapidité qu'il atteignit Vigevano à onze heures; mais là il trouva le pont encombré par le 7e corps et n'arriva qu'à dix heures du soir à Abbiate Grasso. Le 5e passa la rivière à Bereguardo; il laissa une brigade filer vers Pavie [1], et poussa jusqu'à

[1] Je ne retrouve dans les ordres du feld-zeugmestre rien qui indique la

Morimondo. Le 8e marchait dans les traces du 5e; il défila toute la nuit sur le pont et ne put établir ses bivouacs qu'au point du jour entre Motta Visconti et Bereguardo. Le 9e n'avait pas encore eu le temps de rappeler ses détachements.

Le feld-maréchal-lieutenant Urban avait eu affaire les jours derniers à Garibaldi. Il venait d'apprendre que les alliés avaient passé le Tessin à Turbigo, et, renonçant à poursuivre Garibaldi, il avait concentré ses trois brigades à Gallarate [1].

L'armée autrichienne se trouvait ainsi répartie sur un espace de vingt-huit lieues; les troupes étaient épuisées de fatigue; il était impossible de leur en demander plus. Les ponts de Vigevano et de Bereguardo furent brûlés, et le reste abandonné au hasard. Les alliés s'étaient-ils lancés à la poursuite de l'armée autrichienne? Se disposaient-ils à l'attaquer de front? Entendaient-ils la tourner par Turbigo? Nul ne le savait, nul ne s'en enquérait [2]. Accablé sous le poids de ses fautes, importuné de la présence de Hess,

raison qui le détermina à envoyer cette brigade aux environs de Pavie; la brigade fit halte à Montebello, entre Bereguardo et Pavie; plus tard, elle reçut l'ordre de rejoindre l'armée.

[1] La brigade Rupprecht, la brigade Schaffgotsche de la division Haberman, antérieurement à Bologne, enfin la brigade Augustin du 5e corps.

Les divers engagements qui eurent lieu entre Urban et Garibaldi ne méritent pas d'autre mention dans l'ensemble de ce récit. Cependant, en raison de la curiosité qui s'attache au nom de Garibaldi, j'ai cru devoir en donner un récit détaillé que l'on trouvera à la fin du volume.

[2] Hess adressait à l'empereur ce télégramme : « J'ai engagé le comte Giulay à pousser une vigoureuse reconnaissance vers Turbigo, et à s'assurer de ce que l'ennemi faisait là. S'il passe le Tessin à Turbigo, l'armée l'attaquera. S'il opère une simple démonstration en vue de passer le Pô, on agira suivant les circonstances. »

mécontent de lui-même et des autres, le feld-zeugmestre attendait passivement le lendemain; il ne semblait même pas avoir conscience du danger de sa situation.

Les deux armées, on le voit, allaient se trouver aux prises dans des conditions fort inattendues de part et d'autre.

MAGENTA

XXX

L'empereur était depuis trois jours à Novare sans nouvelles de l'ennemi; il se perdait en conjectures, usait le temps en vaines agitations. A cheval dès l'aube, il allait, venait, donnait des ordres, réprimandait ses généraux[1], interrogeait, consultait; le soir, il revenait à Novare, parcourait les rapports de la journée, consultait encore, prenait enfin quelque repos, s'attendant le lendemain à être réveillé par une de ces terribles canonnades qui précèdent les grandes batailles. Mais le lendemain, rien ne survenait. La journée du 4 juin semblait devoir s'écouler aussi tranquillement. Néanmoins l'empereur n'osait s'éloigner encore de Novare : il s'en tenait à l'idée vague des manœuvres sur les deux rives du Tessin.

Les dispositions étaient prises à ce point de vue. Il fallait être en mesure de passer et repasser la rivière selon les circonstances; le viaduc de San Martino semblait impraticable, du moins l'empereur en jugeait ainsi. La veille même, il avait enjoint d'abandonner les travaux entrepris pour le consolider. L'artillerie française avait

[1] Entre autres le général Espinasse, qui avait laissé en arrière nombre d'hommes harassés de fatigue.

donc ordre de ramener de Turbigo l'équipage de pont, et de jeter trois ponts à San Martino. L'artillerie sarde devait en jeter un à Turbigo. Cette opération une fois terminée, le roi traversait le Tessin et se rendait à Magenta. Mac Mahon, le devançant, descendait le cours du Naviglio, et arrivait vers la fin de la journée entre Magenta et Buffalora. Le général Mellinet, avec la division des grenadiers de la garde, passait la rivière à San Martino et occupait les fonds du Tessin. Le général Niel allait à Trecate; le maréchal Canrobert demeurait à Novare; il détachait une brigade à la garde du pont de Turbigo. Le maréchal Baraguey d'Hilliers demeurait également à Olengo. Ces dispositions avaient déjà été modifiées plusieurs fois [1]. Au moment de remonter à cheval, vers dix heures du matin, l'empereur changea encore un détail; il donna l'ordre au maréchal Canrobert d'amener toutes ses troupes à San Martino. La brigade Picard, qui se rendait à Turbigo, fut donc rappelée; l'empereur chargea un officier de son état-major d'en prévenir le roi, puis il s'achemina vers San Martino.

La contrée a toujours l'aspect d'un verger. Les arbres intercalés au milieu des cultures ne laissent apercevoir que les cimes lointaines des Alpes et des Apennins. Le sol demeure parfaitement uni; enfin il se déprime et livre passage aux eaux du Tessin. La

[1] Le général Mac Mahon recevait ainsi le 3 juin au soir l'ordre suivant: « Demain matin, vers neuf heures et demie, le roi de Sardaigne occupera la tête du pont de Turbigo avec une division de son armée, et réunira une autre division à votre corps d'armée, et à la division des voltigeurs maintenant placée sous vos ordres. Quand vous aurez réuni ces quatre divisions, vous descendrez le cours du Tessin par le Naviglio, pour aller occuper Magenta et Buffalora. »

rivière, rapide et profonde, coule entre deux berges distantes d'environ une lieue, se partage, se rejoint; non loin de San Martino, elle se rejette tout entière contre la berge droite, et laisse à découvert un large espace marécageux et boisé. Des aunes, des saules, se pressent sur ses bords, s'étendent en halliers le long des ruisseaux qui la rejoignent. Les files de peupliers se croisent en tous sens, enfermant des prairies, des rizières, des terres de labour. Au milieu de la verdure émergent des cascines aux toits rouges. Sur la berge opposée, une double digue couverte de broussailles, intérieurement revêtue de pierres sèches, maintient au niveau de la plaine les eaux du Naviglio Grande, canal de deux mètres de profondeur et de dix mètres de largeur. Le long du canal se succèdent des hameaux, des villages : Bernate, Buffalora, Ponte Nuovo, Ponte Vecchio di Magenta, Robecco, Lugagnano, Abbiate-Grasso. A l'horizon s'élève le clocher de la petite ville de Magenta. Le lit du Tessin est traversé par la voie ferrée et la chaussée. Ces deux voies parallèles se rejoignent à San Martino, s'engagent sur le viaduc, puis, s'écartant insensiblement, passent le Naviglio à l'aide des deux ponts, et gagnent ainsi Magenta.

L'empereur arriva vers midi à San Martino; les pontonniers étaient fort en retard; des travailleurs réparaient les dégâts causés au viaduc par l'explosion des mines autrichiennes. Deux arches avaient fort souffert; mais elles étaient simplement affaissées. Les grenadiers de la garde avaient pu les franchir sans encombre. En ce moment, les deux brigades étaient massées à droite et à

gauche de la chaussée [1]. Les tirailleurs répandus dans les fonds échangeaient des coups de fusil avec les tirailleurs autrichiens. La voie ferrée était coupée par des abatis d'arbres et par une redoute construite en avant du canal à Ponte Nuovo. La chaussée était libre ; deux pièces autrichiennes en batterie près des bâtiments des douanes tiraient de temps à autre. L'ennemi s'apprêtait évidemment à défendre la ligne du Naviglio, mais l'arrivée de Mac Mahon allait le forcer de battre en retraite; il était inutile de le presser. L'empereur rappela donc ses tirailleurs et fit cesser le feu. Tout rentra dans le silence.

XXXI

Les Autrichiens étaient encore à leurs bivouacs de la veille. Le feld-zeugmestre se proposait, on le sait, de laisser cette journée aux troupes, que les dernières marches avaient épuisées de fatigue. Rien n'annonçait une bataille; l'ennemi sans doute avait passé le Tessin près de Turbigo, mais, selon le dire du feld-maréchal-lieutenant Cordon, il n'était pas en force. Clam-Gallas, d'ailleurs, était en mesure de se maintenir; il avait aux environs de Magenta six brigades appartenant au 1er et au 2e corps. La brigade Kinzel était échelonnée sur la berge qui domine les fonds du Tessin entre Robecco et

[1] Les deux brigades ne réunissaient que neuf bataillons d'environ 600 hommes. Un bataillon était de garde au quartier général : la destination de l'autre bataillon n'est pas clairement expliquée, mais il n'était pas certainement à San Martino.

Ponte Nuovo. Les brigades Burdina, Reznischek et Baltin en deçà du canal, occupaient la redoute de Ponte Nuovo et les solides bâtiments des douanes, enfin le village de Buffalora; les brigades Szabo et Koudelka étaient en réserve à Magenta; un peu plus loin, à la Casa Cerella, deux brigades du 7e corps, Gablenz et Lebzeltern, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant Reischach; les deux autres brigades, Weigl et Dondorf, étaient près d'Abbiate-Grasso; enfin quatre brigades du 3e corps bivouaquaient à Abbiate-Grasso même. Le feld-zeugmestre pouvait donc réunir en peu de temps quatorze brigades et attendre ainsi l'arrivée des 5e et 8e corps échelonnés en arrière. Si les alliés débouchaient par le pont de Turbigo, l'armée autrichienne remontait le Naviglio et engageait la bataille. Les 1er, 2e, 3e et 7e corps arrivaient en première ligne; les 5e et 8e en réserve. Les alliés pouvaient franchir sans doute le Tessin à San Martino; mais ils rencontraient au sortir des fonds le Naviglio qui, les ponts une fois rompus, devenait infranchissable. L'ordre était donné de pratiquer des mines sous ces ponts. Seulement on n'avait pas les poudres nécessaires; un officier du génie était allé les chercher à Pavie; il n'était pas encore de retour; il ne pouvait tarder [1].

Vers neuf heures et demie du matin, les grand'-gardes avaient signalé l'ennemi. Du clocher de Robecco, on apercevait deux colonnes qui semblaient appartenir à la garde impériale; plus loin, entre Tre-

[1] Au moment où la bataille s'engagea, les mines pratiquées sous le pont du chemin de fer n'étaient pas chargées; au pont de la douane, les travaux étaient encore moins avancés.

cate et Novare, cinq autres grosses colonnes. L'ennemi se montrait également aux environs de Turbigo; il réunissait des forces plus considérables qu'on ne le croyait. Ce qu'il voulait ne se discernait pas clairement. Le feld-zeugmestre, jugeant que l'heure n'était pas encore venue de prendre un parti, avait enjoint à Clam-Gallas de se maintenir, sans s'engager à fond. Reischach allait se rendre à Corbetta, lui mandait-il de son quartier général; Mensdorff, avec sa cavalerie, était déjà sur le terrain. Clam-Gallas pouvait disposer de ces troupes.

Dans l'intervalle, l'ennemi était arrivé à San Martino, il avait franchi le Tessin; il se disposait à forcer le passage du Naviglio : une grosse affaire allait s'ensuivre. Le feld-zeugmestre cette fois avait donné l'ordre à l'armée autrichienne de quitter ses bivouacs et d'arriver; il était midi trois quarts [1].

L'empereur des Français n'avait aucune idée de ce qui se passait au delà du Naviglio. « L'art de la guerre est un art de génie, d'inspiration, disait Napoléon. Le général ne sait jamais rien certainement, ne voit jamais bien son ennemi, ne sait jamais positivement où il est. Lorsque les armées sont en présence, le moindre accident de terrain, le moindre bois cache une partie de l'armée. L'œil le plus exercé ne peut pas dire s'il voit toute l'armée ennemie ou seulement les trois quarts. C'est par les yeux de l'esprit, par l'ensemble de tout le raisonnement, par une espèce d'inspiration que le général voit, connaît et juge. C'est là un don qu'on appelle le coup d'œil militaire, et que les grands généraux ont

[1] Voir à la fin l'état de situation de l'armée autrichienne.

reçu de la nature. » La nature n'avait pas décerné ce don à l'empereur des Français. Il regardait vaguement le pays, ne discernait rien, croyait avoir affaire à un détachement de l'armée autrichienne, et attendait ainsi tranquillement Mac Mahon [1].

XXXII

Enfin, vers deux heures, des coups de feu retentissent au loin; ils se rapprochent. Les grosses détonations de l'artillerie ébranlent à leur tour l'atmosphère. Mac Mahon arrive à Buffalora. Il s'agit de le rejoindre. L'empereur donne l'ordre d'enlever les positions de Buffalora et de Ponte Nuovo di Magenta. Trois bataillons de grenadiers s'engagent dans le chemin de traverse qui mène à Buffalora. A leur approche, les Autrichiens font sauter le pont. Il est impossible de franchir le canal. La fusillade s'engage d'une rive à l'autre.

Trois autres bataillons suivent la voie ferrée; deux pièces de canon que l'artillerie de la garde est parvenue à leur amener, tirent sur la redoute. Les Autrichiens ripostent, lancent des fusées qui éclatent sur la voie. Les grenadiers avancent toujours l'arme au bras; ils essuient le feu d'un bataillon [2] qui les prend en écharpe; ils arrivent sous une grêle de balles à la redoute. Les Autrichiens se laissent intimider, s'enfuient. Le moment

[1] « Le visage de Sa Majesté rayonnait d'une sérénité calme, présage certain de la victoire », dit l'historien en titre de l'empereur, le baron de Bazancourt.

[2] Deuxième bataillon, régiment Archiduc-Sigismond, brigade Kinzel.

est venu de faire sauter le pont; mais il se trouve que les mines ne sont pas chargées [1]. Les grenadiers pénètrent dans la redoute abandonnée; une fois au pont, ils sont écrasés par la mitraille d'une batterie d'artillerie; ils ne peuvent aller plus loin. Ils demeurent ainsi sous le feu incessant qui part de la douane. Un détachement s'élance vers la douane, déloge les Autrichiens des bâtiments situés en deçà du canal. Les zouaves sont appelés; ils suivent la chaussée, traversent le pont au pas de course et débouchent dans la plaine. Les Autrichiens, saisis d'une terreur panique, se débandent; ils entraînent la brigade Szabo demeurée en réserve à la Casa Mainaga. Les grenadiers et les zouaves poursuivent les fuyards au milieu des vignes et des mûriers; ils repoussent la brigade Koudelka qui arrive de Magenta. L'artillerie de la garde les rejoint; elle a quatre pièces en batterie, et elle tire sur la ville. Les Autrichiens sont en pleine déroute. Leur artillerie répond seule. Il ne reste plus rien des brigades Burdina, Reznischek, Szabo. La brigade Baltin demeure isolée à Buffalora. La brigade Koudelka se rallie au chemin qui mène de Buffalora à Magenta. La brigade Kinzel s'est repliée vers Robecco. Le bataillon le plus rapproché de Ponte Nuovo, après avoir fait une décharge, s'est précipité dans les fonds du Tessin; il est complétement dispersé [2]. A Magenta, la confusion est

[1] Selon la légende, le grenadier Albert, on le nomme, tua le caporal autrichien au moment où il allait mettre le feu à la mine.

[2] L'histoire mentionne rarement de panique aussi extraordinaire : seize bataillons fuyaient devant cinq bataillons français. Mais ce qui passe toute idée, c'est ce bataillon italien de la brigade Kinzel qui, après avoir fait une première décharge, se débanda pour ne plus reparaître. Les relations

indicible. Les équipages du 1er corps d'armée, oubliés sur la chaussée, ont dû rétrograder. Ils traversent en cet instant la ville, mais les rues sont encombrées par les fuyards. Les conducteurs ne peuvent plus faire avancer leurs attelages. De temps à autre un obus éclate, blesse et tue hommes et chevaux. Les cris, les vociférations couvrent la voix des chefs. Au plus fort de la bagarre arrivent en sens inverse les brigades Gablenz et Lebzeltern, que Reischach ramène de Corbetta. Il faut à tout prix leur frayer un passage. Les généraux autrichiens se consultent. Le feld-zeugmestre est venu les rejoindre ; il écoute, ne se prononce pas, s'en réfère à l'opinion de Hess. Hess ne veut se mêler de rien. Clam-Gallas, trouvant l'affaire mal engagée, propose de se replier vers Abbiate-Grasso. Reischach est d'un avis contraire ; il demande à attaquer, il insiste et finit par l'emporter. « Faites comme vous l'entendrez », lui dit Clam-Gallas. Reischach prend trois bataillons qui, dans l'intervalle, sont parvenus à déboucher, les lance vers le canal, ramène les grenadiers, arrive aux pièces. L'artillerie se hâte d'atteler, mais une des pièces est abandonnée. Enfin les grenadiers se rallient au pont. Soutenus par quatre compagnies, les seules que l'empereur ait gardées en réserve, ils se maintiennent quelque temps. Deux escadrons de l'escorte de l'empereur chargent à diverses reprises ; mais les Autrichiens avancent toujours ; rejoints par les bataillons qui arrivent de Magenta, ils repoussent définitivement les grenadiers au delà du canal. Ces braves soldats sont

autrichiennes disent que ce bataillon eut fort à souffrir du feu des grenadiers, mais dans les relations françaises rien ne l'indique.

décimés, et s'ils demeurent abandonnés à eux-mêmes, ils finiront par lâcher prise, disent leurs chefs.

L'empereur s'en étonne; demeuré dans les fonds, il a bien entendu gronder le canon de Mac Mahon, la fusillade s'engager, puis s'éloigner, enfin se rapprocher. Il ne comprend rien à ce qui se passe. « Je n'ai personne à vous envoyer, dit-il; maintenez-vous comme vous le pourrez. Dès que j'aurai du monde, je vous en enverrai. » « Je n'ai personne, répète-t-il à chaque message; maintenez-vous, barrez le passage. » Son flegme est devenu de l'ahurissement. De temps à autre il demande ce que devient Mac Mahon. « J'entendais son canon il y a un instant, je n'entends plus rien! » Personne ne répond. « Canrobert au moins devrait être ici! » Les officiers de son état-major ne sont pas moins effarés. Les uns se lancent de toute la vitesse de leurs chevaux à la recherche du maréchal Canrobert; d'autres grimpent sur les cheminées des maisons de San Martino, tâchent de voir ce qui se passe dans la plaine, au nord de Buffalora; ils ne voient ni n'entendent rien. L'anxiété est à son comble. Les soupçons les plus étranges se font jour. Mac Mahon est un légitimiste; il n'est pas dévoué à l'empereur, évidemment il trahit; il mérite d'être fusillé! L'empereur de répéter : « Que devient Mac Mahon? » L'engagement continue au pont. Le général de Martimprey appelle à lui les hommes isolés et les ramène au feu. Les grenadiers sont à bout de forces [1]. Enfin des renforts sont signalés. Une colonne suit la route de Milan;

[1] Les heures s'écoulaient lentes et sanglantes, dit l'amphigourique baron de Bazancourt.

elle approche. On s'attend à voir le maréchal Canrobert avec son corps d'armée. On se rassérène; mais on ne tarde pas à reconnaître que la colonne est une simple brigade, la brigade Picard.

Le général Picard ne sait rien. A neuf heures et demie du matin il s'est acheminé vers Turbigo, puis il a reçu l'ordre de se rabattre vers San Martino; il a suivi la chaussée, s'est trouvé à la queue des colonnes du général Niel. Ces colonnes ont fait halte à Trecate. Il a poursuivi sa marche, a rencontré des officiers d'ordonnance de l'empereur qui lui ont dit de se hâter. Il a fait prendre le pas de course, mais plus loin il a trouvé les chemins obstrués par les équipages, les parcs de l'artillerie de la garde. Il s'est lancé à travers champs; les canaux, les rivières l'ont forcé de regagner la chaussée. Depuis lors il a cheminé avec une lenteur désespérante; il est environ trois heures et demie.

La brigade défile. Le général Picard, après un moment d'entretien avec l'empereur, rejoint ses troupes; il détache deux bataillons vers le hameau de Ponte Vecchio, traverse avec cinq bataillons le canal à Ponte Nuovo, repousse les Autrichiens, mais ne tarde pas à être ramené.

Arrive le maréchal Canrobert; il est avec ses seuls officiers d'ordonnance. « Vous venez bien tard », lui dit l'empereur. Le maréchal ne mérite pas ce reproche, il a de tous points accompli les ordres de l'empereur. Il est parti de Novare à onze heures et demie, il a pris la chaussée. En route, les officiers d'ordonnance de l'empereur lui ont annoncé qu'une grande bataille

était engagée : il a donné l'ordre de culbuter dans les fossés les voitures qui couvraient la chaussée; il est arrivé ainsi à Trecate, mais là il s'est trouvé à la queue des troupes du général Niel, qui venaient de quitter leurs bivouacs et gagnaient en toute hâte San Martino. Il les a devancées; les troupes ne sont pas loin.

L'artillerie n'a pas encore amené les équipages de pont, mais les travaux destinés à consolider le viaduc avancent rapidement. L'artillerie de la garde est parvenue à déboucher. Elle est en mesure de mettre vingt-quatre pièces de canon en batterie. Les troupes se maintiennent à Ponte Nuovo et à Buffalora. Le péril semble conjuré. L'empereur respire enfin. A ce moment, une fusillade des plus vives s'engage dans les fonds; l'ennemi attaque Ponte Vecchio. Les grenadiers vont être pris à revers; impossible de le méconnaître. Des colonnes profondes remontent le cours du Tessin.

Ces colonnes appartenaient au 3e corps d'armée. Sur l'ordre du feld-zeugmestre, le prince Schwarzenberg avait abandonné ses bivouacs d'Abbiate-Grasso à une heure et quart, et s'était dirigé vers Robecco. Les brigades Hartung, Ramming et Durfeld suivaient la berge; la brigade Wetzlar avait pris par les fonds[1]. Engagées dans des chemins de traverse étroits et détrempés par les pluies, les brigades avançaient péni-

[1] En tout quinze bataillons. Trois bataillons de la brigade Wetzlar, de grand'garde sur les bords du Tessin, n'avaient pas eu le temps de rejoindre. La brigade Durfeld se trouvait, pour la même raison, réduite à trois bataillons. Les Autrichiens avaient pour habitude de faire ainsi des détachements continuels, ce qui modifiait considérablement l'effectif des brigades. Il en résulte des méprises dans les évaluations, si l'on n'y prend garde.

blement. Le prince Schwarzenberg était en avant. Il s'était lancé à la recherche de la brigade Kinzel, qu'il croyait à Ponte Vecchio. Mais Kinzel, inquiet de l'attitude de sa brigade, avait rétrogradé jusqu'au hameau de Carpenzago. Sa brigade était italienne, de la dernière qualité [1]; l'un de ses bataillons s'était déjà débandé; les autres gardaient encore leurs rangs, mais c'était tout. Le prince lance la brigade vers Ponte Vecchio, il arrive l'épée haute jusqu'aux premières maisons; une fois sous le feu de deux bataillons français qui gardent le village, les Italiens lâchent pied. La brigade ne tarde pas à se trouver en pleine déroute; Schwarzenberg

[1] La qualité des régiments n'était pas toujours la même, loin de là; les uns se comportaient bravement au feu, les autres ne tardaient pas à se débander, dit un officier autrichien qui semble avoir été le chef d'état-major du 7ᵉ corps. En général, l'armée d'Italie était plus solide que les autres armées. Elle était demeurée nombre d'années sous les ordres de Radetzki et en gardait les traditions. Radetzki s'efforçait de garder ses officiers, il savait s'en faire aimer; aussi les troupes de son armée étaient-elles plus disciplinées; elles avaient confiance en leurs chefs. Les nationalités n'étaient pas non plus sans influence; les régiments allemands, les bataillons de chasseurs, étaient de bonnes troupes en tout état de cause; les Slaves de même, s'ils étaient bien commandés. Les Hongrois, au contraire, étaient mal disposés, enclins à déserter; les Italiens ne valaient absolument rien.

Ce même officier nous dépeint en termes curieux les Croates. « Les bataillons de Croates, dit-il, ne peuvent être utilisés que pour la garde des places fortes; ils ne conviennent nullement aux avant-postes. Ils ont cependant des qualités dues au service des frontières; ils savent se passer d'abri, supporter les privations, se garder sans en avoir l'air. Si on les laisse faire, ce qui est le plus raisonnable, ils resteront toute une journée cachés dans un fourré à dormir ou à rôtir quelque poule volée aux environs. Une ou deux sentinelles, couchées dans un fossé ou perchées sur un arbre, observeront le pays avec l'acuïté de vue des sauvages. Survient-il quelque incident, ils s'avertiront à voix basse. En un clin d'œil, sans le moindre bruit, ils seront sous les armes. Seulement leurs officiers ne font attention à rien, ne savent donner aucun renseignement utile. Les hommes sont fort obéissants, mais ils traîneront en route, iront à la maraude, et au feu ne se gêneront pas pour abandonner leurs rangs. Ils n'ont aucun sentiment de l'honneur, et pensent qu'à la guerre la grosse affaire est de faire du butin et d'échapper aux coups. »

exaspéré court à ses Allemands. Hartung traversait Casterno; Ramming arrivait à Robecco; Durfeld était encore plus loin. Mais Wetzlar venait de se tirer des fonds, il gravissait la berge. Schwarzenberg le rencontre à San Damiano; il lui donne l'ordre d'attaquer. Les champs environnants étaient couverts de soldats débandés qui jetaient leurs armes et venaient tête baissée se heurter contre la colonne. Une telle déroute était propre à intimider les hommes. Néanmoins les deux bataillons de Wetzlar s'avancent bravement vers le village. Au premier moment ils sont repoussés; rejoints par Hartung, ils finissent par enlever la position. Les deux brigades réunies continuent à gagner du terrain et se trouvent fort proche de Ponte Nuovo.

La situation des grenadiers était plus critique que jamais. Fort heureusement le général Niel franchissait le viaduc vers cinq heures et demie. La route jusqu'à Novare était couverte de troupes. L'empereur avait donc chance de tenir au moins jusqu'à la nuit. Le canon grondait vers le nord; non plus à Buffalora, moins au loin dans la plaine. N'était-ce pas Mac Mahon?

XXXIII

Mac Mahon avait ordre, on le sait, de gagner dans la journée la chaussée de Milan. Il se proposait de rejoindre l'empereur à Buffalora; mais, pour ne pas

encombrer les chemins, il avait pris le parti de détacher une de ses divisions vers Magenta.

Le général Espinasse devait passer par Castano, Inveruno, Marcallo, arriver ainsi à Magenta. Il avait un long détour à faire et s'était mis en marche dès cinq heures du matin. Mac Mahon était demeuré les premières heures de la matinée à Turbigo : il n'avait nulle raison de se hâter. A neuf heures et demie, il leva ses bivouacs et se dirigea vers Buffalora. Il marchait avec la division La Motterouge; la division des voltigeurs de la garde, sous les ordres du général Camou, le suivait à distance. L'ennemi ne se montrait pas. Mac Mahon traversa vers midi le village de Cuggiono. Plus loin il rencontra des tirailleurs autrichiens qui abandonnèrent successivement les villages de Casate et de Bernate, mais se rallièrent autour d'une cascine située sur le Monte-Rotondo, non loin de Buffalora. La cascine fut enlevée. Deux batteries d'artillerie, amenées sur le Monte-Rotondo, canonnèrent le village de Buffalora. L'ennemi se maintenait, il semblait en force; la fusillade devenait de plus en plus vive. Le feu des pièces soulevait des tourbillons de fumée qui planaient au-dessus des arbres; des fusées lancées fort loin traversaient l'air et éclataient çà et là; des baïonnettes reluisaient dans le feuillage. Mac Mahon suivait de près ses troupes; il fouillait la contrée du regard. Des indices, pour d'autres insignifiants, lui donnaient à réfléchir. Il arrêta son cheval, regarda plus attentivement encore. Un dernier coup d'œil lui révéla ce qui se passait; il vit que l'armée autrichienne était aux environs de Magenta. L'affaire devenait

sérieuse; sans nul doute, il fallait attendre. L'empereur devait se trouver en ce moment à San Martino. Le péril ne pouvait lui échapper; il allait appeler les trois corps d'armée qu'il avait laissés aux environs de Novare. Dans l'intervalle, le général Espinasse arrivait sur le terrain. Le roi de Sardaigne traversait la rivière. Dès lors la bataille s'engageait dans des conditions satisfaisantes.

Mac Mahon rappela ses troupes et rebroussa chemin. Une fois à Casate, il fit halte, déploya la division La Motterouge par bataillons, en masse, la division des voltigeurs de la garde à deux cent cinquante mètres en arrière dans le même ordre, sa brigade de cavalerie à sa gauche. Il attendit ainsi l'arrivée du général Espinasse, qui devait à cette heure se trouver fort rapproché de Marcallo. Il n'en était pas ainsi. Le général Espinasse avait perdu un temps considérable en route. Une fois à Castano, il s'était persuadé que les Autrichiens se trouvaient dans le voisinage, et avait pris le parti de marcher dès lors en ordre de combat, ses deux brigades ployées en colonnes serrées à droite et à gauche de la route que suivait l'artillerie. Il avait ainsi lentement cheminé jusqu'à Inveruno. Rien, en définitive, n'annonçant la présence de l'ennemi, le général Espinasse s'était ravisé, avait poursuivi sa marche habituelle et était arrivé à Mesero. Les Sardes étaient plus loin encore : non de leur faute. Le roi avait attendu toute la matinée la brigade Picard qui devait garder les ponts. Une fois instruit des nouvelles dispositions de l'empereur, il avait donné l'ordre de passer immédiatement le Tessin, vers midi. Fanti

avait poussé jusqu'à Castano. Là, il avait aperçu des détachements de cavalerie qui l'observaient. Jugeant que ces détachements appartenaient aux troupes d'Urban, il s'était arrêté, avait demandé des ordres et les attendait encore. Durando était près de Turbigo; Cialdini et Castel Borgo, au delà du Tessin. La bataille était engagée depuis deux heures. Mac Mahon, de plus en plus inquiet, courut à la rencontre de la colonne. En quelques mots il expliqua la situation au général Espinasse, et désignant une cascine située dans la plaine, lui prescrivit de se relier à la division La Motterouge de façon à prolonger la ligne de bataille jusqu'à Marcallo, puis il revint à Casate. Le général Espinasse avait encore du chemin à faire pour gagner Marcallo. Une fois arrivé, il mit le village en état de défense et déploya ses deux brigades au milieu des vignes environnantes jusqu'à la cascine. Mac Mahon se trouvait avoir ainsi vingt-sept bataillons en première ligne, treize en deuxième ligne, la droite à Casate, la gauche à Marcallo. Les arbres qui, là comme partout, couvrent la plaine, ne laissaient rien apercevoir de ces dispositions.

XXXIV

Les Autrichiens s'acharnaient pendant ce temps à reprendre les ponts du Naviglio. Le feld-zeugmestre s'en était allé hâter l'arrivée de ses réserves; Liechtenstein était avec la brigade Koudelka, près de la Casa Nuova. Clam-Gallas, à Magenta, s'efforçait de rallier

ses brigades débandées. Il allait être rejoint par les brigades Weigl et Dondorf, appelées à remplacer les brigades Gablenz et Lebzeltern à Corbetta. Il croyait dès lors n'avoir pas à s'inquiéter de l'ennemi qu'il avait entrevu près de Buffalora. Ce devait être le faible détachement que l'on avait rencontré la veille à Robechetto. L'armée alliée venait de Novare; il s'agissait de l'arrêter au passage du Naviglio, en sorte que la journée devait se décider dans les fonds du Tessin. Un message de Mensdorff vint modifier ces appréciations. Des partis de cavalerie envoyés en reconnaissance, disait Mensdorff, avaient aperçu une colonne qui se dirigeait vers Marcallo. Clam-Gallas, ne discernant rien, se contenta d'envoyer un bataillon de ce côté. Le bataillon trouva Marcallo aux mains de l'ennemi, essaya d'enlever la position, fut repoussé. La canonnade qui s'ensuivit ne tarda pas à attirer l'attention des généraux des deux armées. Clam-Gallas fit soutenir le bataillon engagé par trois autres bataillons, qui revinrent fort maltraités. Liechtenstein, surpris de l'arrivée de l'ennemi à Marcallo, rappela la brigade Baltin, qui demeurait fort inutile à Buffalora, dirigea trois bataillons vers Marcallo, puis, réflexion faite, les fit suivre par trois autres bataillons. La colonne, n'ayant d'autre point de repère que le bruit du canon, inclina trop à gauche, donna ainsi dans le vide que Mac Mahon avait laissé entre la division La Motterouge et la division Espinasse. Le général Espinasse, s'apercevant de la méprise des Autrichiens, les laissa passer; puis, lorsqu'ils furent assez engagés pour lui prêter le flanc, il lança sur eux le régiment de zouaves qui se trouvait à

l'extrémité de sa ligne, près de la cascine. Assaillis à l'improviste, les Autrichiens furent rompus, culbutés les uns sur les autres. Les plus braves, pelotonnés autour du drapeau, se firent tuer; les bataillons qui suivaient rebroussèrent chemin vers Magenta.

Les généraux autrichiens se désespéraient; ils voyaient fondre leurs troupes et n'arrivaient à rien. Averti de ce qui se passait, le feld-zeugmestre revint à Magenta. Il s'agissait de prendre un parti. Clam-Gallas voulait lancer vers Marcallo les brigades Weigl et Dondorf qui se trouvaient en ce moment à Corbetta sous les ordres immédiats du feld-maréchal-lieutenant Zobel, commandant du 7e corps. Il avait donné des ordres en ce sens, mais ces ordres n'étaient pas parfaitement clairs, ils semblaient même contradictoires. Zobel, ne sachant auquel entendre, s'était acheminé vers Magenta; le hasard amena Hess sur son passage. Il lui demanda ce qu'il avait à faire : « Je pense qu'il serait à propos de marcher sur Marcallo, lui dit Hess; mais je n'ai pas de conseil à donner, je ne me mêle de rien. » Survint le colonel Kuhn, chef d'état-major de l'armée, qui lui transmit l'ordre définitif de regagner Corbetta et de se tenir prêt, le cas échéant, à couvrir la retraite. Le feld-zeugmestre n'entendait pas risquer une de ces défaites qui anéantissent les armées; il se proposait cependant de tenir à Magenta et d'attendre ainsi ses réserves. La brigade Durfeld avait rejoint Wetzlar et Hartung à Ponte Vecchio; la brigade Ramming avait passé le canal à Robecco; elle était déployée dans la plaine entre Ponte Vecchio et Magenta. Le 5e corps approchait; il avait chance d'arriver sur le

champ de bataille avant la nuit. Après avoir pris les dispositions nécessaires à la défense de Magenta, le feld-zeugmestre revint à Robecco. La fusillade continuait aux environs du canal. Plus loin on n'entendait plus rien. Mac Mahon manœuvrait en ce moment pour rejoindre l'empereur; la division La Motterouge descendait le cours du Naviglio. A sa grande surprise, Mac Mahon trouva, non les Autrichiens, mais les grenadiers à Buffalora. Les Autrichiens leur avaient abandonné le village. Évidemment ils battaient en retraite. L'empereur était dégagé. Il s'agissait à cette heure de joindre l'ennemi.

Sur toute sa ligne de bataille, Mac Mahon donne l'ordre d'avancer en se guidant sur le clocher de Magenta. Les trois divisions se mettent en marche. La division La Motterouge converse; chemin faisant, elle culbute deux bataillons autrichiens attardés à la Casa Nuova; elle continue à avancer et rejoint la division Espinasse en vue de Magenta. La division Camou suit le mouvement. L'empereur n'a rien compris à la manœuvre de Mac Mahon : il demeure dans les fonds du Tessin. L'armée se trouve ainsi partagée en deux; Mac Mahon s'en aperçoit. Il dispose son artillerie entre Buffalora et Magenta. L'artillerie tire sur les bataillons autrichiens déployés dans la plaine; l'affaire s'engage à Magenta.

Il ne restait dans la ville que des débris de brigades, mais ces débris étaient de vrais soldats, fidèles au drapeau. Débarrassés des misérables recrues qui avaient pris la fuite aux premiers coups de feu, ces braves gens allaient sauver au moins l'honneur de l'armée

autrichienne. Les hommes isolés étaient postés dans les maisons, les compagnies en réserve aux carrefours; enfin deux bataillons de la brigade Ramming venaient d'arriver. Clam-Gallas espérait tenir ainsi jusqu'à la nuit, et la nuit approchait.

Sans s'inquiéter de l'artillerie autrichienne, qui couvre de ses feux les abords de la ville, Mac Mahon lance ses colonnes. Les bâtiments de la station, les rampes du chemin de fer sont défendus avec une extrême opiniâtreté. Néanmoins les Autrichiens se voient refoulés dans la ville. Pressés dans des rues étroites, les soldats en arrivent à échanger des coups de baïonnette. Le général Espinasse est tué d'un coup de fusil tiré à bout portant. Le jour baisse, on ne se voit plus; les Autrichiens gardent encore le cimetière. Une centaine de grenadiers enfermés dans l'église continuent à tirer au hasard; ils sont cernés, ne veulent entendre à rien; enfin ils se rendent à la condition d'être échangés le lendemain [1]. Au milieu de l'obscurité, les Autrichiens disparaissent. Il est nuit noire; les Sardes arrivent enfin [2].

XXXV

La bataille était gagnée, mais l'empereur ne s'en doutait pas. Il était toujours dans les fonds. Les troupes venues de Novare défilaient continuellement devant

[1] Ces hommes néanmoins furent envoyés en France; ils réclamèrent près du ministre des Pays-Bas à Paris, qui demeurait chargé des intérêts des Autrichiens, et n'obtinrent pas alors même satisfaction.

[2] La division Fanti.

lui. En passant, les généraux lui demandaient ses ordres, et toujours il répondait qu'il fallait chasser l'ennemi de Ponte Vecchio. Il avait fini par entasser ainsi quarante bataillons[1] sur les berges du Naviglio, les uns en deçà, les autres au delà du canal. Cependant rien n'avançait. L'inquiétude visible de l'empereur avait gagné tous les esprits. Les généraux n'osaient s'aventurer au milieu des fourrés du Tessin, qui leur semblaient inextricables. L'un d'eux en était arrivé à réunir ses tambours et à leur faire battre la charge tous ensemble pour intimider l'ennemi. En réalité, les Autrichiens n'étaient pas en force. Wetzlar, Hartung et Durfeld ne réunissaient pas plus de dix bataillons. Ramming avait jeté deux bataillons dans Magenta, et sa brigade se trouvait ainsi réduite à trois bataillons qui étaient comme perdus dans la plaine. Au milieu de l'effarement général, personne ne s'en apercevait. Enfin l'affaire fut si mal menée, qu'il fallut s'y reprendre à plusieurs fois pour enlever Ponte Vecchio. Les Autrichiens finirent par céder. Au dernier moment, quatre escadrons de hussards chargèrent. En dépit de tous les obstacles qu'offrait le terrain, ces hussards pénétrèrent jusqu'au village, sabrèrent tout sur leur passage, faillirent même enlever le maréchal Canrobert qui ne s'attendait à rien moins. Cette charge donna le temps aux Autrichiens de filer. On ne tarda pas à les perdre de vue. Ramming abandonnait en

[1] Brigades Wimpfen et Cler, garde (le 2e régiment de grenadiers fut ramené de Buffalora sur Ponte Vecchio); brigade Picard, 3e corps; Martimprey, 4e corps, moins deux bataillons qui suivirent Mac Mahon; La Charrière, 4e corps; Jannin, 3e corps; Bataille, 3e corps.
Collineau, 3e corps, était, la nuit venue, au viaduc.

même temps les maisons de Ponte Vecchio situées au delà du canal. Il se retirait lorsque apparut l'avant-garde du 5ᵉ corps.

La brigade Dormus marchait en tête de la colonne. Elle était suivie par les brigades Koller, Festeticz, Gaal. Arrivée à Robecco, la brigade Dormus avait trouvé le pont et le village tellement encombrés qu'elle avait dû défiler homme par homme. Elle remontait à cette heure le cours du Naviglio. La brigade Koller avait passé le canal à Lugagnano et arrivait en échelon. Ces brigades, réunies à la brigade Ramming, avancèrent sous le feu de l'artillerie française, seule en ce moment dans la plaine : elles menaçaient de couper l'armée française en deux. Mais il était déjà fort tard, la nuit approchait; l'obscurité était devenue telle, que la lueur des décharges d'artillerie laissait discerner nettement l'emplacement des batteries françaises. La bataille touchait à sa fin. Quelques coups de fusil s'échangèrent encore à Magenta et à Ponte Vecchio. Enfin le feu s'éteignit, et la plaine demeura ensevelie dans l'ombre et le silence.

Perdu dans ses pensées, l'empereur regagna San Martino. Il en était à se demander ce qui s'était passé. Les dires de ses généraux lui semblaient fort confus. On s'était battu à Ponte Vecchio, puis vers la fin de la journée à Magenta. S'il fallait en juger par les détonations de l'artillerie, l'affaire avait été chaude. Mais qu'en était-il advenu? Nul ne le savait. On se mit en quête du maréchal Canrobert. Enfin le maréchal arriva. Il n'en savait pas plus; cependant il avait vu l'ennemi de près, de si près qu'il avait failli être pris. Mais,

en brave soldat qu'il était, le maréchal n'avait pas perdu son temps à bayer. Il était demeuré à son affaire et ne s'était pas inquiété de ce qui se passait au loin. Habitué d'ailleurs aux chances de la guerre, il en prenait son parti, demeurait calme et ne comprenait rien aux anxiétés de son empereur. Les Autrichiens avaient tenu jusqu'à la dernière heure, disait-il ; ils ne devaient donc pas être loin. On verrait le lendemain ce qu'ils avaient dans le ventre, et, pour le moment, le plus sage était de s'aller coucher. L'empereur se sentait trop des agitations de la journée pour suivre ce conseil. Il fit appeler un de ses aides de camp et lui donna l'ordre de pousser jusqu'à Magenta s'il était possible, de rejoindre Mac Mahon et d'en tirer quelque lumière sur les événements de la journée. Demeuré seul, il errait à pas lents dans la misérable chambre de roulier qui lui servait de gîte, s'arrêtait parfois, s'accoudait sur une table, considérait à la lumière fumeuse d'une chandelle ses cartes qui ne lui disaient rien. L'armée autrichienne était encore ces jours derniers à Novare. Avait-elle franchi le Tessin? Se trouvait-elle réunie tout entière à Magenta? Allait-elle le lendemain revenir à la charge? Le problème semblait insoluble. Enfin l'officier revint. Il avait trouvé Mac Mahon à Magenta. L'armée autrichienne avait abandonné la ville. Mac Mahon ne pouvait rien dire de plus, mais en définitive il semblait fort satisfait de la journée. Quelque peu rassuré, l'empereur se jeta cette fois sur un lit et sans doute se laissa gagner par le sommeil [1].

[1] Une note au crayon de l'empereur résume en ces termes les événements de la journée : « Mon armée était en bataille en avant de Novare, et fai-

L'armée passa la nuit là où elle se trouvait à la fin de la bataille : Canrobert et Niel, à Ponte Vecchio; Mac Mahon, à Magenta; Fanti, à Marcallo; Durando, à Castano. Cialdini et Castel Borgo étaient encore sur l'autre rive. Sept divisions d'infanterie, trois divisions de cavalerie, en un mot le gros de l'armée française n'avait pas été engagé; les troupes s'efforçaient d'arriver, elles défilèrent toute la nuit.

Les Autrichiens n'étaient pas loin. Leurs feux éclairaient tout l'horizon. Les grand'gardes des deux armées étaient tellement rapprochées qu'elles en arrivèrent durant la nuit à se fusiller plusieurs fois. Wetzlar bivouaquait dans les fonds, à la Casa Boviso; Hartung, à Carpenzago; Durfeld, sur les bords du canal, à la Casa Vajano; Ramming, Dormus et Koller, entre Robecco et Castellazzo de Barzi; Festeticz et Gaal, à Lugagnano; Bils, à Abbiate-Grasso.

Ces brigades, bien que harassées de fatigue, étaient dans de bonnes conditions; elles pouvaient entrer en ligne le lendemain, mais il n'en était pas de même des brigades Burdina, Reznischek, Szabo, Baltin, Koudelka, Gablenz, Lebzeltern, qui s'étaient retirées à Cisliano; elles étaient complétement désorganisées. Nombre de soldats avaient pris la fuite aux premiers

sait face à Mortara. J'ai fait passer le Tessin à ma réserve et à mon aile gauche, n'étant pas sûr de n'être pas attaqué sur mon front. Si j'avais eu le temps de faire mon mouvement, voici comment je voulais établir mes troupes, le jour même de la bataille : le corps de Mac Mahon à Magenta; toute la garde à Buffalora; sur la rive droite, les trois autres corps d'armée; l'armée piémontaise en réserve. Des ponts de bateaux jetés à San Martino me permettaient de manœuvrer sur les deux rives du fleuve. Surpris dans l'exécution de ce mouvement, mes dispositions ont dû être changées, et c'est ce qui en explique le décousu. »

moments, et s'étaient dispersés dans toutes les directions. D'autres, selon les chances de la bataille, les avaient suivis. Des bataillons entiers se trouvaient ainsi réduits à rien. A Magenta, le soir, toutes les brigades étaient confondues. L'opiniâtreté même de la défense avait achevé de les désorganiser. La retraite s'était faite à nuit noire, les soldats n'avaient pu suivre les chemins encombrés par l'artillerie, les parcs et les équipages; ils avaient pris à travers champs, et là, épuisés de fatigue et de faim, ils étaient tombés et s'étaient laissé gagner par le sommeil. Les officiers ne les voyaient pas, en raison de l'obscurité, et, s'ils les apercevaient, ils ne parvenaient pas à les faire relever. Harassés par deux jours de marches forcées, ces malheureux soldats s'étaient battus toute la journée et n'en pouvaient plus : les plus énergiques seuls s'étaient traînés jusqu'à Cisliano. Plusieurs milliers d'entre eux, des artilleurs même avec leurs pièces de canon, des conducteurs de voiture en nombre considérable, ne sachant quel parti prendre, avaient suivi la chaussée et regagnaient Milan.

Le feld-zeugmestre n'avait pas été témoin de cette déroute : il était à Robecco. L'attitude des troupes qu'il avait sous les yeux était satisfaisante. Au fort de l'action, son moral s'était relevé. Aiguillonné de plus par la présence de Hess, il songeait à reprendre l'offensive le lendemain. La résistance extraordinaire qu'il avait rencontrée lui donnait à penser que l'empereur des Français avait engagé toutes les forces dont il disposait. L'armée autrichienne avait, au contraire, onze brigades parfaitement intactes. Les chances semblaient

donc en sa faveur. Le feld-zeugmestre donna sur le champ de bataille même des instructions en ce sens. Clam-Gallas avait ordre de prendre le commandement des 1er, 2e, 7e et 8e corps d'armée, et de les disposer entre Corbetta et Castellazzo de Barzi, ses réserves à Cisliano. Stadion, avec le 5e corps, devait relever Schwarzenberg; deux brigades à Castellazzo de Barzi, une brigade entre Robecco et Carpenzago, ses deux dernières brigades à Abbiate-Grasso. Schwarzenberg, avec le 3e corps, regagnait Abbiate-Grasso et formait la réserve générale de l'armée. La réponse de Clam-Gallas ne tarda pas à ramener le feld-zeugmestre à une appréciation plus juste de la réalité. Elle était conçue en ces termes :

« Corbetta, 4 juin, minuit.

« Je reçois à l'instant même l'ordre général que me transmet le ritt-mestre Zichy. Cet ordre, je dois le dire, est absolument inexécutable : il entraînerait la perte de l'armée. Les troupes sont dans un état de désorganisation telle, qu'il ne reste pas un bataillon réuni, pas une compagnie. Il faudra plusieurs jours pour les remettre en ordre; elles sont toutes mêlées, dispersées sur différents points. Le seul moyen de sauver l'armée est de battre en retraite. Pour le moment, je suis dans l'impossibilité d'accomplir l'ordre qui m'est transmis, et je prends le parti de me retirer sur Binasco. Une nécessité absolue m'impose cette résolution et ne me permet pas de la modifier. J'insiste donc respectueusement pour que l'ordre général soit changé. »

Il ne restait rien à faire. Le feld-zeugmestre donna

l'ordre de battre en retraite. Mais il était déjà trois heures du matin. Le jour approchait. Aux premières lueurs du crépuscule, la fusillade s'engagea non loin de San Damiano. De part et d'autre les troupes prirent les armes. Un bataillon de la brigade Hartung arriva jusqu'aux premières maisons du hameau; il fut ramené. Hartung se disposait à le soutenir, lorsqu'il reçut l'ordre de se retirer. Le feu, qui devenait des plus vifs, ne tarda pas à cesser.

XXXVI

Cette alerte renouvela les alarmes de l'empereur. Il fallait bien se l'avouer, les Autrichiens n'étaient pas loin; sans doute ils ne se tenaient pas pour battus. Dès lors le plus sage était de s'abstenir. L'empereur résolut en conséquence de demeurer sur la défensive. A ce moment arriva le roi de Sardaigne. Le roi, qui ne doutait de rien, félicita son allié de la victoire qu'il venait de remporter. A l'entendre, l'armée autrichienne était en pleine déroute; il ne s'agissait plus que de la sabrer. Ces propos déplurent. L'empereur, sans se départir de sa politesse habituelle, laissa entendre que le sort de la journée eût été tout autre si l'armée sarde avait secondé Mac Mahon. Le reproche n'était nullement mérité. L'empereur ne devait s'en prendre qu'à lui-même de l'arrivée tardive des Sardes; ses ordres et ses contre-ordres avaient retenu toute la matinée l'armée sarde à Porto di Turbigo. Mais le moment n'était pas venu de se dire des vérités. L'empereur n'insista pas.

Il invita le roi à laisser Fanti à Marcallo, puisqu'il s'y trouvait déjà, mais il lui prescrivit de rappeler Durando et de s'établir avec ses trois divisions entre Porto di Turbigo et San Martino. Le roi ne s'attendait à rien moins; il s'en retourna fort mal satisfait, confondu de la pusillanimité de son allié.

L'empereur monta ensuite à cheval. Les pontonniers avaient rejoint l'armée. Leur retard à accomplir les ordres de l'empereur s'expliquait fort naturellement. L'armée sarde n'avait franchi le Tessin qu'à midi; le défilé des troupes avait duré toute la journée; ils n'avaient pu s'acheminer vers San Martino qu'à la nuit. En ce moment ils se disposaient à jeter trois ponts près du viaduc. La circulation allait se trouver ainsi rétablie d'une rive à l'autre. L'empereur, après cet entretien, poursuivit sa marche, arriva à Magenta. Il félicita Mac Mahon, loua les uns et les autres, mais ne donna aucun ordre. L'armée française demeura en bataille sur la chaussée, l'armée sarde en réserve au delà du Tessin.

On se compta; les pertes étaient moins considérables qu'on ne l'imaginait. Six cent cinquante-sept hommes avaient été tués. Un millier de blessés gravement atteints étaient entrés aux ambulances : les autres n'avaient même pas quitté leurs régiments; ils ne se trouvaient portés sur les états que pour la plus grande satisfaction de leurs chefs. Les Autrichiens avaient été maltraités; ils avaient laissé aux mains des Français un drapeau de régiment, quatre pièces de canon, trois mille prisonniers; nombre de leurs blessés gisaient abandonnés. La journée s'écoula en menus propos;

l'ennemi ne se montrait pas; il sembla intimidé. Le moment était venu de crier victoire. L'empereur adressa le télégramme suivant à l'impératrice : « Pont de Magenta, Tessin, 5 juin : Hier 4 juin, l'armée devait se diriger sur Milan en passant par le pont de Magenta; mais l'ennemi, qui avait repassé le Tessin en grand nombre, nous a opposé la plus vive résistance. Les débouchés étaient étroits; la garde impériale a soutenu le choc à elle seule pendant deux heures. Pendant ce temps, le général de Mac Mahon s'emparait de Magenta. Après des combats sanglants, nous avons partout culbuté l'ennemi; nous avons environ 2,000 hommes hors de combat; on estime la perte de l'ennemi à 15,000 hommes tués ou blessés; 5,000 prisonniers sont restés entre nos mains. »

Ce télégramme était suivi d'un autre :

« 5 juin, 4 heures 15 minutes du soir. Voici le résumé connu de la bataille de Magenta : 7,000 prisonniers au moins, 20,000 Autrichiens mis hors de combat, trois canons, deux drapeaux. Aujourd'hui l'armée se repose et s'organise; nos pertes sont d'environ 3,000 hommes tués ou blessés et un canon pris par l'ennemi[1]. »

[1] Les pertes totales de l'armée française furent de 4,533 hommes; celles de l'armée autrichienne, de 10,213 hommes; mais ce chiffre ne put être donné qu'approximativement, par suite de la dispersion des troupes autrichiennes après la bataille.

MELEGNANO

XXXVII

L'empereur n'était pas aussi rassuré qu'il le donnait à entendre. Néanmoins, comme rien ne bougeait, il se laissa persuader, le lendemain, d'aller voir ce qui se passait aux environs. L'affaire ne semblait pas sans péril; il importait d'être en force. Six divisions d'infanterie, appartenant aux IIIe et IVe corps, furent destinées à cette expédition. Le maréchal Canrobert en eut le commandement. Les troupes s'acheminèrent vers Abbiate-Grasso. L'empereur attendit l'événement à Magenta. Sur ces entrefaites, des personnages en habit noir, en cravate blanche, arrivèrent au quartier général; ils étaient députés, disaient-ils, par la municipalité de Milan, et désiraient entretenir l'empereur des Français. On ne comprenait pas trop ce qu'ils voulaient, cependant on les mena à l'empereur. Ces honnêtes patriotes venaient supplier Sa Majesté d'entrer dans sa bonne ville de Milan. Les Autrichiens étaient partis la veille, et la population enthousiaste attendait le libérateur de l'Italie.

Mais alors la bataille était bien définitivement gagnée! l'armée autrichienne était battue! il était inu-

armes avaient traversé, confondus, leurs villages; les uns regagnaient Pavie, les autres Lodi. Il fallait les poursuivre; l'empereur le comprenait; néanmoins il était fort partagé. S'il entendait joindre l'armée autrichienne, il devait précipiter sa marche, traverser Milan, arriver à l'Adda. Une telle hâte le contrariait. Nul plus que lui n'aimait la caracole; aussi l'idée d'une entrée triomphale à Milan lui souriait-elle. Les entours, devinant cette pensée, s'ingéniaient à découvrir des raisons propres à la justifier. A leurs dires, les services de l'armée se ressentaient de la rapidité des marches; il était nécessaire de les réorganiser; l'interruption de la voie ferrée à Verceil et à San Martino entraînait des embarras sans nombre; les troupes étaient harassées; enfin, les Italiens ne se montraient pas aussi ardents à seconder leur libérateur qu'on l'espérait; il importait de frapper leur imagination par quelque spectacle grandiose. Une entrée triomphale à Milan n'était donc pas une affaire de pure fantaisie. Les gens qui prétendaient le contraire n'étaient que des sots.

Il fut donc convenu que l'empereur séjournerait à Milan, et que pour le moment il laisserait agir ses généraux. La tâche était facile, il s'agissait simplement d'enlever les arrière-gardes autrichiennes attardées à Landriano. « Vous partirez demain de San Pietro l'Olmo, mandait l'empereur au maréchal Baraguey d'Hilliers le 7 juin au soir; vos deux premières divisions passeront par Settimo et Baggio; votre troitième, l'artillerie et les bagages suivront la grande route. Vous traverserez Milan et vous camperez sur la route de Melegnano à San Donato, ou à San Giuliano,

prêt à soutenir le maréchal de Mac Mahon. Le but de cette marche est d'intercepter les Autrichiens qui se retirent de Binasco et de Landriano sur Lodi. »

XXXVIII

L'empereur s'exagérait le désarroi de l'armée autrichienne. Le lendemain de la bataille, à l'aube, Clam-Gallas s'était acheminé vers Binasco. Ses troupes avaient été réellement maltraitées. Des dix brigades appartenant aux 1er, 2e et 7e corps, deux seulement, les brigades Weigl et Dondorf, étaient en ordre. Les autres n'avaient plus la moindre consistance. Les brigades Burdina, Reznischek, entre autres, ne réunissaient pas à elles deux plus de quatre mille deux cents hommes; elles avaient perdu six pièces de canon sur seize. Ces pièces n'étaient pas tombées aux mains de l'ennemi, mais on ne savait où elles étaient. De même des hommes. Environ 4,000 fuyards avaient suivi la route de Milan, d'autres erraient dans les champs. En raison de leur nationalité, les soldats ne retrouvaient pas sans peine leurs régiments. Tous étaient démoralisés, à ce point qu'une alerte eût changé la retraite en déroute.

Mais il n'en était pas de même du gros de l'armée autrichienne. Schaffgotsche et Benedek n'avaient pris aucune part à l'action. Stadion n'était arrivé qu'à la dernière heure; Schwarzenberg seul s'était trouvé aux prises avec l'ennemi. Or, ses troupes avaient bravement

fait leur devoir; elles étaient fort animées et en avaient donné la preuve en attaquant l'ennemi dès le point du jour. Les généraux ne croyaient pas à une défaite. Ramming, dans une lettre adressée au feld-zeugmestre, vers midi, lui signalait ainsi l'attitude irrésolue de l'ennemi, et le sollicitait de revenir à la charge. Le feld-zeugmestre était dans les mêmes sentiments. La résolution de battre en retraite, prise par Clam-Gallas, l'avait seule décidé à abandonner la partie, on le sait. Néanmoins les ordres ne furent pas modifiés, et les troupes poursuivirent leur retraite. Les instructions générales de l'empereur prescrivaient au feld-zeugmestre de regagner Plaisance, au cas où il abandonnerait la Lomelline. Il se croyait tenu d'obéir à la lettre. Peut-être n'était-il pas fâché d'esquiver la responsabilité d'un nouvel engagement. A la fin de la journée, les 1er, 2e, 7e et 8e corps se trouvaient, ainsi que la cavalerie de réserve, entre Gudo-Visconti, Gudo-Gambaredo et Binasco; le quartier général, à Binasco; le 3e, à Morimondo; le 5e, à Fallavecchia. Le 9e, en marche depuis la veille, avait repassé le Pô. Les brigades Castiglione et Blumencron étaient aux environs de Pavie; la brigade Braum, à Villanterio, sur la route de Pavie à Lodi[1]; la brigade Fehlmayer, encore à Stradella, surveillait l'enlèvement du pont de Vaccariza. La retraite de l'armée autrichienne entraînait l'abandon de Milan. La garnison avait quitté la ville au point du jour; elle avait été suivie dans la matinée par la brigade Paszthory, du 1er corps, qui venait d'arriver. Les fuyards

[1] Cette brigade avait ordre de défendre Lodi jusqu'à la dernière extrémité.

de Magenta, formés en bataillons de marche, environ 3,500 éclopppés, blessés ou malades, un millier de voitures étaient avec cette dernière colonne. Quelques coups de fusil avaient été échangés avec des habitants, au sortir de la ville. Les troupes étaient arrivées sans autre encombre à Lodi. On ne savait encore rien d'Urban.

Durant cette journée, l'armée autrichienne n'avait pas eu affaire à l'ennemi. L'arrière-garde était demeurée toute l'après-midi à Abbiate-Grasso; cependant rien n'était survenu. Les patrouilles envoyées aux environs n'avaient même pas rencontré l'ennemi à Robecco. D'autre part, elles avaient aperçu des troupes sur la rive opposée du Tessin. Le général Ramming tirait de ces diverses circonstances la conclusion que l'ennemi avait repassé le Tessin, et que le gros de l'armée alliée était encore dans la Lomelline. Le feld-zeugmestre, dans le doute, fit passer le Tessin à un détachement de la garnison de Pavie, qui poussa jusqu'à Carbonara; les renseignements qu'il recueillit ne confirmaient pas le dire de Ramming. Le feld-zeugmestre le pensait bien; il avait maintenu l'ordre donné la veille d'enlever le matériel accumulé à Pavie. L'armée autrichienne avait là ses hôpitaux, ses magasins, ses réserves de munitions, un armement considérable. Ce qui pouvait se transporter fut chargé sur des bateaux à vapeur et autres barques employés à la navigation du Pô, et ramené à Plaisance, le reste noyé ou abandonné. Le 6 juin, l'armée autrichienne se rapprocha de l'Adda, mais sans se hâter. Le 1er et le 2e corps allèrent coucher à Torre Vecchia, le 7e à Gualdrasco, et le 8e à Landriano;

la brigade Roden, à Melegnano; le 3ᵉ et le 5ᵉ corps, à Pavie; le 9ᵉ, à Belgiojoso. Le 7 juin, l'armée avait atteint l'Adda. Le 7ᵉ et le 8ᵉ corps, rejoints par la brigade Paszthory et la garnison de Milan, étaient aux environs de Lodi; le 3ᵉ, à San Angiolo; le 1ᵉʳ et le 2ᵉ, à Borghetto; le 5ᵉ, à Corte-Olona; le 9ᵉ, à Codogno; la brigade Braum, à Lodi; le quartier général, à Codogno. Urban, dont on ignorait le sort depuis la bataille, était parvenu à se dégager. Il avait reçu, le 23 juin, les ordres du feld-zeugmestre à Varese, s'était mis immédiatement en marche avec deux de ses brigades, avait poussé jusqu'à Busto-Arsizio. Là, il avait appris que la bataille était engagée; il avait attendu les événements; la nuit venue, il s'était replié sur Castegnate. Il y était demeuré toute la journée du 5 juin. La nouvelle de l'abandon de Milan l'avait décidé à gagner l'Adda à marches forcées. Rejoint à Desio par la brigade Schaffgotsche, il avait franchi le Lambro à Canonica, le 7 juin au matin, et vers la fin de la journée était arrivé sans encombre à Vaprio.

L'armée autrichienne avait ainsi décrit un arc de cercle autour de l'armée alliée; la retraite n'avait pas même été inquiétée. Le soldat le voyait, il s'en étonnait; il en arrivait à croire que la bataille n'avait pas été perdue. Les brigades s'étaient ralliées; la tenue des troupes était satisfaisante. Les pertes se trouvaient être moins considérables qu'on ne le croyait; elles ne s'élevaient pas à plus d'une dizaine de mille hommes; encore nombre de soldats étaient-ils simplement égarés. Les généraux, qui contestaient la nécessité de battre en retraite, proposaient de reprendre l'offensive; mais

le feld-zeugmestre, débarrassé de Hess, qui dans l'intervalle avait regagné Vérone, ne voulait plus rien hasarder.

Il se disposait en conséquence à repasser l'Adda, lorsqu'il reçut un télégramme de l'empereur. « Rien ne motive la retraite de l'armée, disait le télégramme; les alliés sont toujours à Magenta. Il faut se maintenir sur l'Adda, et si l'armée a déjà franchi la rivière, choisir une position intermédiaire entre Lodi et Plaisance. Hess arrive. » Les ordres de marche déjà donnés furent rappelés en conséquence, et les troupes qui avaient quitté leurs bivouacs rebroussèrent chemin. L'armée demeura, comme la veille, répartie entre Lodi, San Angiolo, Borghetto, Corte-Olona et Codogno. Une brigade fut envoyée à Pavie, une autre à Landriano. La brigade Roden était encore à Melegnano; elle fut laissée dans cette ville avec ordre de la mettre en état de défense. Le feld-zeugmestre, en raison des ordres qu'il avait reçus, se proposait de remonter, le lendemain 9 juin, vers le nord, et d'arriver ainsi sur le flanc de l'armée alliée, qui devait être échelonnée entre Magenta et Milan. Mais cette conjecture déjà n'était plus vraie. Les alliés, arrivés la veille à Milan, descendaient le cours du Lambro; les rapports envoyés par les avant-postes ne permettaient pas d'en douter. Il était environ huit heures du matin; le feld-zeugmestre s'attendait d'un instant à l'autre à voir arriver Hess. La journée se passa ainsi à voir venir; enfin, Hess fut signalé, et les deux généraux entrèrent en conférence.

Hess était appelé à trancher une question fort controversée depuis la dernière guerre d'Italie. L'armée

autrichienne une fois rejetée au delà du Tessin était-elle encore en mesure de défendre la Lombardie? Les docteurs en stratégie s'étaient mis en frais d'imagination à ce propos; ils croyaient même avoir résolu le problème. A leur dire, il importait essentiellement d'avoir à Plaisance un vaste camp retranché qui commandât les deux rives du fleuve. Maîtresse de cette position, l'armée autrichienne pouvait hardiment manœuvrer dans les plaines de la Lombardie. En cas d'échec, elle regagnait Plaisance, passait le fleuve, le descendait, et sans courir le moindre risque, regagnait Mantoue. L'empereur François-Joseph avait adopté cette idée. Il avait fait élever les ouvrages du camp retranché. L'armée autrichienne, à cette heure, était-elle en mesure de défendre l'Adda? Le feld-zeugmestre ne le pensait pas, et les raisons qu'il en donnait étaient fort sensées. L'élément matériel à la guerre, disait-il, n'était qu'un élément secondaire; il fallait tenir compte de mainte autre considération. L'armée autrichienne, toujours inférieure en nombre, était évidemment inférieure en qualité; il fallait se l'avouer. Le moral du soldat était ébranlé par une série d'affaires malheureuses. La présence de renforts considérables pouvait seule lui rendre la confiance qu'il avait perdue, et le parti le plus sage était de rejoindre l'armée que l'empereur concentrait à Vérone. La Lombardie, sans doute, se trouvait ainsi abandonnée à l'ennemi; mais la Lombardie se gagnait comme elle se perdait, et le sort de la guerre se décidait au défilé que forme le Pô, en se rapprochant du lac de Garde. L'expérience l'avait mainte fois démontré. Appuyée sur les places de Pes-

chiera, Mantoue, Vérone et Legnago, à portée de toutes les ressources en vivres et en munitions qui se trouvaient dans ces places, libre de ses mouvements, sûre de ses communications avec l'Autriche, l'armée recouvrait tous ses avantages; elle pouvait du moins combattre l'ennemi à forces égales. Ces raisonnements firent impression sur l'esprit du quartier-maître général; il se prononça pour la retraite.

Des heures s'étaient écoulées, le jour touchait à sa fin, lorsqu'on entendit le canon gronder aux environs de Melegnano.

XXXIX

Le maréchal Baraguey d'Hilliers s'était mis de grand matin en quête des détachements ennemis que l'empereur lui avait signalés. Il avait rallié le maréchal de Mac Mahon à Milan, et se proposait, ce jour-là, de coucher à San Donato. Chemin faisant, il fut rejoint par un officier d'ordonnance de l'empereur : « Les Autrichiens, disait cet officier, n'étaient pas seulement à Landriano, mais encore à Melegnano; ce n'étaient là sans doute que des arrière-gardes; néanmoins l'empereur avait donné l'ordre au général Niel de se rapprocher de Carpiano. Il confiait au maréchal Baraguey d'Hilliers le commandement des trois corps d'armée, et lui prescrivait d'enlever Melegnano [1].

[1] Le maréchal Baraguey d'Hilliers était infiniment plus éloigné de Landriano que le maréchal Canrobert, le général Niel et le maréchal Mac

Les deux maréchaux s'entendirent en quelques mots sur les détails de l'opération. Il fut convenu que le maréchal de Mac Mahon, prenant sur la gauche, traverserait le Lambro, et tournerait ainsi la position que le maréchal Baraguey d'Hilliers se proposait d'attaquer de front.

Les Autrichiens, sachant que l'ennemi n'était pas loin, se tenaient fort sur leurs gardes. Il s'ensuivit une méprise qui leur fut fâcheuse. Au matin, une colonne d'infanterie française fut signalée. Roden, sans plus s'enquérir, fit prendre les armes à ses troupes, avisa le quartier général, en ce moment à Lodi. Benedek se hâta d'arriver, suivi de loin par le feld-maréchal-lieutenant Berger et la brigade Boër. Mais l'alerte avait été causée par des femmes en jupons rouges qui revenaient d'un marché; on avait fini par le reconnaître. Les troupes cependant avaient renversé leurs marmites, étaient demeurées toute la journée sans nourriture. Benedek, fort mécontent, tança Roden, lui retira son commandement, chargea Berger de pourvoir à la défense de la ville. Ne voyant plus rien qui méritât son attention, il regagna Lodi. Les marmites avaient été renvoyées avec les bagages au delà du Lambro; il fallut du temps pour les ramener; en sorte que les troupes faisaient leur soupe, au moment où les Français arrivèrent en vue de Melegnano.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers suivait, avec le

Mahon. L'ordre donné par l'empereur ne saurait s'expliquer par des raisons de stratégie. Selon toute vraisemblance, l'empereur se proposait d'obliger le maréchal Baraguey d'Hilliers, qui devait son bâton à la fantasmagorique expédition de Bomarsund, s'en dépitait, et souhaitait justifier par quelque action d'éclat la faveur qui lui avait été accordée.

général Bazaine, la grande route; il se trouvait fort en avance. Le général de Ladmirault, engagé dans des chemins de traverse, était loin; le général Forey, plus loin encore. Mac Mahon, au delà de Lambro, n'apparaissait même pas. Le bon sens conseillait de l'attendre; mais le maréchal tenait à avoir son fait d'armes à lui seul; il donna donc l'ordre d'enlever la position. Les Autrichiens abandonnèrent, sans autre résistance, les abords de la ville; mais, revenus de leur première surprise, ils se maintinrent opiniâtrément dans les rues[1]. Les troupes du maréchal, arrêtées par un feu meurtrier, ne gagnaient pas de terrain. Le maréchal sacrait, tempêtait, adressait aux hommes les mots les plus durs; rien n'y faisait. Le jour déclinait, le général Ladmirault arriva enfin.

Berger, voyant qu'il avait affaire à forte partie, fit sonner la retraite; mais au milieu du vacarme, on n'entendait rien. Nombre de soldats qui demeurèrent dans les maisons furent pris; d'autres durent se jeter dans le Lambro; deux officiers sauvèrent ainsi les fanions de leurs bataillons; le gros de la brigade s'écoula par le pont. Un bataillon, laissé dans le vieux château, gagna la campagne, alla passer la rivière à Riozzo. Le général Forey, qui devait tourner la ville de ce côté, ne put le joindre.

La brigade Boër était demeurée en deçà de la rivière; elle recueillit la brigade Roden. A ce moment apparaissait, entre Dresano et Cologno, le maréchal de Mac

[1] Il n'est pas inutile de le rappeler : de jeunes troupes, même des bandes sans la moindre discipline, qui ne tiendraient pas en rase campagne, se défendent parfaitement lorsqu'elles sont à l'abri de retranchement.

Mahon. Ses obus tombaient déjà sur la route de Lodi; néanmoins les deux brigades parvinrent à s'échapper. Le maréchal Baraguey d'Hilliers demeura fort déconvenu. Il ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même, mais il se garda de l'avouer, chargea Mac Mahon, qui, disait-il, avait perdu du temps en route. Il grommelait encore d'autres raisons. Les ordres de l'empereur lui étaient parvenus tardivement, et l'approche de la nuit l'avait mis dans la nécessité de brusquer la prise de Melegnano.

Les pertes étaient considérables. Elles s'élevaient à un millier d'hommes tués ou blessés [1].

XL

L'empereur triomphait à Milan. Il arrivait en chef d'armée, dès l'aube, traversait la ville encore déserte, allait installer son quartier général. Il avait hâte de poursuivre le cours de ses victoires. « Soldats, disait-il dans son ordre du jour, il y a un mois que, confiant dans les efforts de la diplomatie, j'espérais encore la paix, lorsque tout à coup l'invasion du Piémont par les troupes autrichiennes nous appela aux armes. Nous n'étions pas prêts : les hommes, les chevaux, le matériel, les approvisionnements manquaient, et nous devions, pour secourir nos alliés, déboucher à la hâte, par petites fractions, au delà des Alpes, devant un

[1] Mac Mahon ne perdit guère plus de monde à Magenta.

ennemi redoutable, préparé de longue main [1]. Le danger était grand : l'énergie de la nation et votre courage ont suppléé à tout. La France a retrouvé ses anciennes vertus, et, unie dans un même but comme dans un seul sentiment, elle a montré la puissance de ses ressources et la force de son patriotisme. Voici dix jours que les opérations ont commencé, et déjà le territoire piémontais est débarrassé de ses envahisseurs.

« L'armée alliée a livré quatre combats heureux et remporté une victoire décisive, qui lui ont ouvert les portes de la capitale de la Lombardie. Vous avez mis hors de combat plus de 35,000 Autrichiens, pris dix-sept canons, deux drapeaux, huit mille prisonniers; mais tout n'est pas terminé, nous aurons encore des luttes à soutenir, des obstacles à vaincre. Je compte sur vous. Courage donc! braves soldats de l'armée d'Italie : du haut du ciel, vos pères vous contemplent avec orgueil. »

Cet ordre du jour une fois lu aux troupes, affiché dans la ville, l'empereur remontait à cheval, courait s'assurer de l'accomplissement de ses derniers ordres; il jetait un coup d'œil sur les colonnes qui filaient vers Melegnano, puis regagnait son quartier général. A ce moment, il était reconnu, la foule l'acclamait. « Il faut connaître les natures italiennes, ardentes, fiévreuses, excessives, pour se faire une idée juste de ces démonstrations frénétiques, dit le baron de Bazancourt. Les uns baisaient la crinière du cheval de l'empereur, les autres saisissaient les étriers ou portaient ses vêtements

[1] Rien n'était plus vrai; mais il n'était pas à propos de le dire.

à leurs lèvres. Les femmes, sortant précipitamment de leurs maisons, lui tendaient leurs petits enfants, avec des mots de bénédiction, pour qu'un de ses regards arrivât jusqu'à eux. C'est ainsi que l'empereur Napoléon revint vers le palais qu'il habitait. »

Le lendemain, le décor était autre.

« Toutes les cloches sonnaient, et l'on entendait de tous côtés les tambours battant aux champs. Depuis la villa Bonaparte jusqu'à la cathédrale, la garde impériale formait la haie, en suivant le Corso. De vieilles tapisseries aux couleurs effacées, des tentures de soie ou de velours avec des crépines d'or couvrent les murs ou pendent aux balcons des fenêtres, mêlées aux longs plis des drapeaux, que n'agite pas le plus petit souffle de vent.

« En un instant, sous les pas des soldats, les rues sont jonchées de fleurs, tapis parfumés, qui couvrent de leurs couleurs étincelantes les dalles de la vieille cité lombarde. Cependant quand l'empereur, précédé et suivi du brillant escadron de ses cent-gardes, apparut, ayant à ses côtés le roi Victor-Emmanuel, une nouvelle avalanche de fleurs tomba de toutes parts aux pieds des deux souverains. Leurs chevaux de pure race s'arrêtaient effrayés; car aux couronnes, aux bouquets, aux fleurs effeuillées, se joignaient des acclamations, des cris, des battements de mains, des mouchoirs agités avec frénésie. Hommes, jeunes et vieux, femmes, jeunes filles, enfants, tous et toutes sont confondus dans les élans d'un enthousiasme indescriptible.

« C'est ainsi que le cortége impérial et royal, ne pou-

vant avancer que lentement au milieu de ce parterre improvisé sous ses pas, arrive enfin à la cathédrale, cette merveille de la chrétienté.

« Sous le saint portique, l'évêque-coadjuteur, Mgr Caccia, à la tête des chanoines, portant la mitre blanche, attend les deux souverains et les reçoit à l'entrée de cette vieille église, où cinq nefs se succèdent majestueusement, reposant leurs voûtes ogivales sur des colonnes de marbre.

« L'empereur et le roi se sont agenouillés devant l'autel; les chants commencent et montent vers le ciel en actions de grâces.

« Oui! Dieu est avec nous, c'est Dieu qui nous garde de sa main puissante, c'est lui qui donne à tous, chefs et soldats, le courage, la force et la foi. Graces éternelles lui soient rendues!

« Pendant que les chants pieux faisaient retentir les immenses voûtes du Duomo, la route de Melegnano offrait aussi un spectacle noble et plein d'émotions. Les plus riches familles de Milan avaient envoyé leurs voitures pour chercher les blessés et les transporter à leurs hôtels. Elles revenaient une à une; et sur leurs coussins soyeux étaient étendus des soldats et des officiers, dont les vêtements tachés de sang portaient encore des bouquets de fleurs. C'était aussi un cortége, mais devant lequel se taisaient les cris de joie et d'allégresse. A l'aspect de ces pâles visages, de ces glorieux mutilés, triste et fatal côté de la guerre, la foule qui encombrait les rues de Milan s'écartait avec un religieux respect, et les hommes se découvraient silencieusement. Au milieu des événements multiples que

la guerre jette à profusion autour de soi, c'est ainsi que les plus étranges contrastes semblent se donner la main.

« Parmi les souvenirs qui marqueront le passage de notre armée dans la capitale de la Lombardie, comment oublier la grande représentation donnée au théâtre de la Scala? Ces femmes aux regards étincelants, avec leurs pierreries et leurs toilettes éblouissantes, mêlées pour un jour à cette armée de combattants, dont le sang avait coulé la veille, dont le sang devait couler le lendemain, semblaient les anges de la victoire, qui jetaient déjà des couronnes aux gloires futures. »

Les dires des gens qui revenaient de Melegnano ne laissèrent pas de troubler la satisfaction de l'empereur. Il alla voir ce qui s'était passé. L'aspect de la ville était sinistre, les rues encore jonchées de cadavres; les maisons criblées de balles, effondrées par les obus, témoignaient de la résistance de l'ennemi. Les Autrichiens n'étaient pas démoralisés; au dire général des gens du pays, ils avaient fait halte sur les bords de l'Adda, et se disposaient à défendre le cours de la rivière. L'empereur ne s'attendait à rien moins; il retomba dans ses perplexités habituelles. Les troupes furent cantonnées là où elles se trouvaient : les Ier, IIe et IVe corps, autour de Melegnano; le IIIe, la garde et l'armée sarde, à Milan.

L'empereur était fort dégoûté de la stratégie. Il ne se croyait plus en mesure d'anéantir ses adversaires à l'aide des formules de Jomini. Le souvenir de Magenta hantait son cerveau; et, comme il arrive souvent aux

novices, le péril avait fort refroidi son imagination. Passant d'un extrême à l'autre, il se proposait de marcher désormais avec une sage lenteur, de tenir son armée constamment réunie et d'être ainsi prêt à livrer bataille en toute circonstance. Une armée aussi nombreuse ne pouvait, dans ces conditions, subsister à l'aide des seules ressources du pays. Il fallait la faire suivre de ses approvisionnements. Le plan de l'empereur, dès lors, était tout tracé. La seule voie navigable de la Lombardie, le Pô, se trouvait aux mains des Autrichiens; restait la voie ferrée qui relie Turin, Verceil, Milan, Brescia, Vérone et Venise. L'armée devait suivre cette voie. Dans un conseil tenu à Milan, l'empereur developpa son idée. Elle soulevait des objections. L'armée alliée laissait les Autrichiens maîtres de Plaisance. Elle courait le risque d'être prise en flanc durant sa marche; une bataille perdue la rejetait au milieu des Alpes. Rien n'était plus clair; mais l'empereur était trop effaré pour apprécier un raisonnement stratégique. Il voulait absolument avoir son armée réunie autour de lui; il eût souhaité former un carré de 160,000 hommes, et marcher ainsi à l'ennemi. Naturellement, on céda. Ce n'était pas tout. La voie ferrée était rompue sur plusieurs points. Les Autrichiens avaient fait sauter le pont de la Sesia à Verceil, celui du Tessin à Magenta; enfin, la partie de la voie qui traverse Milan n'existait pas alors. Les transports s'effectuaient de la Porta-Nuova à la Porta-Tosa, au moyen de chevaux. Plus loin, les Autrichiens avaient rompu les ponts de la Muzza et de la Chiese; enfin, ils avaient emmené tout le matériel roulant à Vérone, de

16

sorte qu'on ne pouvait utiliser même les parties de la voie qui étaient demeurées intactes. Les travaux à exécuter, pour en arriver à rétablir la circulation, semblaient considérables. Les ingénieurs, encore peu au fait de ce genre d'opérations, s'en exagéraient les difficultés ; l'empereur insista, et il eut raison. Après force raisonnements, on reconnut que l'entreprise était possible, et l'on se mit immédiatement à l'œuvre. L'affaire se trouvant ainsi réglée, l'empereur ramena toute l'armée aux environs de Milan.

Le 11 juin, le maréchal Baraguey d'Hilliers alla coucher à Limito ; le maréchal Canrobert, à Melzo ; le général Niel rejoignit l'empereur et la garde à Milan. Le maréchal Mac Mahon s'arrêta à Paullo, couvrant ainsi le flanc droit de l'armée ; le roi de Sardaigne, appelé à marcher parallèlement à l'armée française, se rendit à Vimercate.

XLI

Il s'agissait de passer l'Adda ; l'empereur prit cette fois toutes les mesures requises en pareille occurrence. L'artillerie jeta un pont sur la Muzza, deux ponts sur l'Adda, en amont et en aval du grand pont de Cassano, qui d'ailleurs était intact. Le pont du chemin de fer, fortement endommagé, fut réparé. Le major général surveilla lui-même les travaux ; l'empereur alla les visiter : rien ne fut négligé. Enfin, le 12 juin, vers la fin de la journée, tout étant parfaitement disposé, le

maréchal Canrobert traversa la rivière, et gagna Treviglio : l'empereur se tenait prêt à le soutenir. Le maréchal Baraguey d'Hilliers était à Melzo; le maréchal de Mac Mahon, à Albignano; le général Niel, à Pioltello, et la garde à Gorgonzola. A la surprise de tous, les Autrichiens ne se montrèrent pas. Sans doute ils étaient redescendus au midi, tandis que les alliés remontaient au nord. Mais ce n'était là qu'une simple conjecture; depuis trois jours on les avait perdus de vue, et l'on ne savait en définitive ce qu'ils étaient devenus. L'armée sarde passa l'Adda, ce même jour, à Vaprio, sans apercevoir l'ennemi.

L'armée française suivit processionnellement la grande route de Brescia, arriva le 14 juin en vue de l'Oglio. Là, elle fit halte. On n'avait pas fait en quatre jours plus de six lieues. La prudence sans doute l'exigeait ainsi [1].

L'armée sarde devait se maintenir à la hauteur de l'armée française. Mais le roi ne prenait nul souci de la stratégie; il avait parcouru en trois jours les dix-huit lieues qui séparaient Vimercate de Brescia, et était arrivé ainsi le 14 juin à Brescia. L'empereur trouvait que son allié marchait fort à l'étourdie. Il ne pouvait, de deux jours, le rejoindre. Les Autrichiens se retiraient vraisemblablement, mais rien ne disait qu'ils ne revinssent sur leurs pas, et l'armée sarde courait le risque d'être battue isolément. Une aventure fâcheuse pour Garibaldi vint donner le lendemain même raison à l'empereur.

[1] L'armée alliée avait fait vingt-cinq lieues en cinq jours lors de la marche de Novare. Mais à cette époque l'empereur ne doutait de rien.

Garibaldi n'avait pas justifié sa renommée d'audacieux partisan. Il devait insurger les populations des Alpes italiennes, mais il n'avait pas osé se risquer au loin, s'était attardé entre le lac Majeur et le lac de Côme, avait failli se faire prendre par Urban. La retraite de l'armée autrichienne l'avait tiré d'affaire, et depuis lors il suivait pas à pas l'armée sarde. Le roi, souhaitant donner à Garibaldi une occasion de se réhabiliter, lui prescrivit de pousser jusqu'à Lonato, et de rétablir le pont de la Chiese, que les Autrichiens avaient rompu, disait-on. La cavalerie sarde devait le suivre. Garibaldi se mit en marche le 15 juin au matin. Non loin de Cilivergbe, il rencontra un détachement de l'armée autrichienne. L'affaire s'engagea; Garibaldi, ne voyant pas arriver la cavalerie sarde, regagna Cilivergbe; il ne put se maintenir dans le village, le désordre se mit dans sa troupe, qui s'enfuit à travers champs. Le roi fit avancer alors la division Cialdini, mais il était trop tard, l'affaire était déjà finie, les Autrichiens avaient disparu.

Cette escarmouche redoubla les appréhensions de l'empereur. Jugeant que l'armée autrichienne ne pouvait être loin, il ne voulait plus marcher désormais qu'en ordre de bataille. Les dispositions furent prises en ce sens.

Le 16 juin, l'armée franchit l'Oglio. A la fin de la journée elle se trouve ainsi répartie : en première ligne, le IIe corps à Castrezzato, une division de la garde à Chiari; en seconde ligne, le IIIe corps à Orzinovi, le 1er à Urago, une division de la garde à Calcio, le IVe corps en réserve à Antignate; l'armée sarde, toujours à Brescia.

Le 17 juin, le II[e] corps est à Castel-Nuovo, une division de la garde à Travagliato; le III[e] à Mairano, le 1[er] à Maclodio, le IV[e] à Orzivecchi; l'armée sarde, au delà de Brescia, à Rezzate et Castelnedolo.

Le 18 juin, l'armée alliée est parfaitement réunie. De même que la veille, l'armée sarde est à Rezzate et Castelnedolo. L'armée française est répartie de Bagnolo à Brescia; elle est formée par inversion. Le I[er] corps est à Brescia, le II[e] à San Zeno, le IV[e] à Bagnolo; la garde renforce à Brescia l'aile gauche; le III[e] corps renforce l'aile droite à Poncarale; le quartier général est à Brescia. L'armée alliée se trouve ainsi répartie selon toutes les règles de l'art, « les corps sont disposés entre eux, et les divisions sont formées dans les corps, dit la relation française, de telle sorte que toute l'armée puisse, au premier signal, être rangée en bataille sans qu'il y ait besoin de manœuvrer pour changer l'ordre des divsions dans les corps, ou la place des éléments dans les divisions ».

L'armée fait encore halte. On pousse des reconnaissances aux environs de Brescia. On apprend que l'armée autrichienne a récemment traversé la contrée. Il semble impossible que l'ennemi se renferme dans ses places fortes sans avoir livré bataille; mais l'ennemi ne se montre pas, on ne saurait l'attendre indéfiniment. Deux jours se sont écoulés ainsi à bayer, enfin l'empereur se décide à avancer.

Le 21 juin, l'armée alliée se remet en marche. A la fin de la journée, le général Niel est avec le IV[e] corps et deux divisions de cavalerie [1] à Carpenedolo; le III[e],

[1] Ces deux divisions de cavalerie appartenaient aux 1[er] et 3[e] corps : elles

à Mezzane; le IIe, à Montechiaro; l'armée sarde, à Calcinato, Lonato, Desenzano; en deuxième ligne, le Ier corps, à Rhô; la garde et le quartier général, à Castelnedolo.

Garibaldi explore les défilés qui mènent au Tyrol; Cialdini, avec sa division, le rejoint à Salo.

Le général d'Autemarre suit de loin l'armée alliée, il descend le cours du Pô; il arrive ce même jour à Pizzighettone; il sera le lendemain à Crémone, où il attendra l'arrivée du prince Napoléon.

L'armée alliée fait encore halte le 22; elle est en vue du défilé que domine la roche de Solferino. La vallée du Pô se trouve resserrée en cet endroit par les ramifications des Alpes; entre ces ramifications s'étend une vaste nappe d'eau : le lac de Garde. La nappe d'eau est maintenue à son niveau par une digue de collines qui s'élèvent graduellement jusqu'à la roche de Solferino; puis le sol se déprime brusquement, il est dès lors parfaitement uni; une légère dépression livre seule passage aux eaux du lac qui s'écoulent lentement, noient les terrains spongieux des environs de Mantoue et rejoignent enfin le Pô. Plus loin, au delà du fleuve, le sol se relève en sens inverse jusqu'aux cimes des Apennins.

L'empereur hésite à franchir ce défilé; il n'est pas satisfait des dispositions qu'il a prises; son aile gauche est au lac de Garde, mais son aile droite est au milieu d'une plaine parfaitement unie. Il passe la journée du 22 juin à rectifier son ordre de bataille. Laissant le gros

étaient momentanément placées sous les ordres du général Niel. Cette circonstance oubliée par l'empereur ne fut pas sans influence sur les événements de la journée à Solferino, on le verra par la suite.

de son armée là où il se trouve, il donne au maréchal de Mac Mahon l'ordre de se rendre à Castiglione. Il amène lui-même sa garde à Montechiaro. « L'armée alliée est ainsi échelonnée : la gauche en avant, dit la relation française, le IIe est en ligne avec l'armée piémontaise ; le IVe soutient le IIe, et le IIIe soutient le IVe. Dans le cas d'une attaque de flanc, ces trois corps, par un simple quart de conversion dans chacun d'eux, se trouvent en bataille sur la ligne oblique Castiglione-Carpenedolo-Mezzane, ayant pour réserve centrale la garde impériale à Montechiaro; les divisions de cavalerie Partouneaux et Desvaux, sur les flancs de l'échelon du centre, sont prêtes à entrer en ligne. » La journée se passe à interroger l'horizon; les partis que l'empereur a envoyés en reconnaissance reviennent au soir; ils n'apprennent rien que l'on ne sache en termes généraux. L'armée autrichienne n'est pas loin vraisemblablement, elle repasse le Mincio. Un détachement est encore à Monzambano, un autre à Goito. L'empereur prend le parti d'attendre. Son ordre de bataille ne le satisfait pas pleinement. Le Ier corps est inutile à Rho; l'empereur donne l'ordre au maréchal Baraguey d'Hilliers de gagner Esenta. L'armée demeure, le 23 juillet, rangée au pied du massif qui domine la contrée environnante. Cette fois l'ordre de bataille est parfait, il n'y a plus à y revenir. L'embarras est de savoir ce que veut l'ennemi.

L'empereur n'entend pas, cette fois, se laisser surprendre; il se rend à Desenzano, pousse avec le roi de Sardaigne une reconnaissance aux environs du lac de Garde : il n'aperçoit rien; de retour à son quartier

général, l'empereur se rappelle qu'il s'est fait suivre par l'aéronaute Godard. A l'aide d'un ballon, on verra ce qui se passe au milieu du massif. L'aéronaute est mandé, il gonfle son ballon, s'élève dans les airs, redescend enfin. Il a fouillé avec un télescope toute la contrée et n'a aperçu que trois cavaliers, près de Monzambano. On ne saurait dès lors en douter, l'armée autrichienne a repassé le Mincio : l'empereur se décide à la suivre; néanmoins, il juge prudent, avant de donner des ordres définitifs, d'attendre les rapports de la journée.

Les rapports arrivent vers le soir; ils semblent quelque peu confus; ils s'accordent cependant à signaler la présence de l'ennemi.

Un parti de cavalerie avec deux pièces de canon est venu la veille, dans la soirée, à Solferino.

Au matin, de grosses masses sont apparues sur les bords du Mincio; la poussière soulevée par leur marche n'a pas permis de les évaluer; elles arrivent de Goito et se dirigent vers Guidizzolo.

L'ennemi est à Volta; il y a de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie.

Un gros de six mille hommes environ s'avance vers Solferino. Ce détachement entre à Solferino; il descend la pente, se rapproche de Le Grole, il installe ses bivouacs au pied des collines.

Cavriana est occupé.

L'ennemi a dépassé Guidizzolo, il arrive à Medole; les hussards de grand'garde ont échangé des coups de sabre.

A la fin de la journée, les avant-postes de l'ennemi

sont établis sur la grande route de Goito, à la hauteur de Medole.

Ces rapports ne s'accordent pas avec les dires de l'aéronaute, mais il n'est pas impossible de les concilier. Les observations ont été faites à des heures différentes. L'armée autrichienne regagne Vérone sans nul doute; elle est tellement loin que l'aéronaute n'a pu l'apercevoir. L'ennemi ne songe pas à livrer une bataille, autrement il n'eût point abandonné des positions aussi fortes que celles de la roche de Solferino. Dès lors on ne saurait lui prêter raisonnablement l'idée de revenir sur ses pas et de livrer la bataille dans la plaine, le Mincio à dos. Les mouvements de troupes que l'on a observés dans l'après-midi s'expliquent d'autre façon. L'ennemi se tient sur ses gardes; il surveille l'armée alliée; il ne s'en tient pas à de faibles reconnaissances de cavalerie; il profite des accidents du terrain pour arriver en force et voir de près ce qui se passe au bord de la Chiese. L'empereur s'arrête à cette interprétation; les ordres de marche sont donnés; l'armée se rapprochera du Mincio; le soir, elle se trouvera répartie entre Guidizzolo, Medole, Cavriana, Solferino, Castiglione, Pozzolengo. En raison de la grande chaleur, les troupes se mettront en marche à deux heures du matin. Comme il s'agit d'une simple étape, l'empereur ne rejoindra que tard dans la matinée.

L'empereur se méprenait. Les détachements isolés que l'on avait aperçus durant le cours de la journée n'étaient autres que l'armée ennemie.

SOLFERINO

XLII

Il reste à dire ce qu'était devenue l'armée autrichienne. Au moment où l'affaire de Melegnano s'engageait, la retraite était décidée, on le sait. Il importait cependant de ne rien précipiter. L'ennemi n'était pas loin, il semblait en force. Le feld-zeugmestre proposa donc à Hess de défendre encore le lendemain le cours de la Muzza. L'armée gagnait ainsi le temps de repasser l'Adda. Hess approuva la mesure, et s'en retourna dans la nuit à Vérone.

Le 9 juin au matin, Benedek, sortant de Lodi avec le 7ᵉ et le 8ᵉ corps, arriva sur les bords de la Muzza. entre Galgagnano et Lodi-Vecchio, se relia ainsi aux 1ᵉʳ, 2ᵉ, 3ᵉ, 5ᵉ et 9ᵉ corps, qui occupaient Borghetto, San Angelo, Codogno et Corte Olona. L'ennemi ne bougea pas. Les 7ᵉ et 8ᵉ corps demeurèrent toute la journée là où ils se trouvaient. Pendant ce temps, les 1ᵉʳ et 2ᵉ corps filèrent vers l'Adda, passèrent la rivière sur un pont de bateaux jeté à Vinzasca; ils couchèrent à Gombito. Le 3ᵉ marchait sur leurs traces; il dut faire halte en deçà de la rivière, à Bertonico. Le 9ᵉ gagna Pizzighettone, rallia la garnison de cette petite place et alla bivoua-

quer à Acquanegra. Le 5ᵉ passa la nuit à Casalpusterlengo; le quartier général, à Cavatigozzi. La garnison de Plaisance employa cette journée à enlever le matériel de la place et à faire sauter les fortifications. Urban était encore à Vaprio.

Le 10 juin, Benedek ramena ses troupes à Lodi, sans autre événement, traversa l'Adda; le pont de Lodi fut brûlé. A la fin de la journée, le 7ᵉ corps était à Crema; le 8ᵉ, à Ca de Lana près Lodi; plus au sud, le 1ᵉʳ, à Azzanello; le 2ᵉ, à Castel-Visconti; le 3ᵉ, à Soresina; le 9ᵉ, à Acqua Negra; le 5ᵉ, rejoint par la garnison de Plaisance, à Lanengo; le quartier général, à Soresina; Urban, à Vaprio; une brigade, à Romano sur le Serio.

Le 11 juin, le 7ᵉ corps était à Orzinovi; le 8ᵉ, à Crema; le 1ᵉʳ, à Mottella; le 2ᵉ, à Gabbiano; le 3ᵉ, à Padernello; le 5ᵉ, à Quinzano; le 9ᵉ, appelé à former la garnison de Mantoue, à Cigognolo; le quartier général, à Verolanova.

Le 12 juin, l'armée franchissait l'Oglio; le 1ᵉʳ était à Pompiano; le 8ᵉ, à Orzinovi; le 7ᵉ, à Cignano; le 3ᵉ, encore à Padernello; le 2ᵉ, à Quinzano; le 5ᵉ, à Verolanova; le quartier général, à Verolanova. Le 9ᵉ, suivant la route de Mantoue, couchait à Piadena; Urban arrivait à Chiari.

Le 13 juin, le 7ᵉ corps était à Castenedolo; le 8ᵉ, à Cignano; le 1ᵉʳ, à Bagnolo; le 2ᵉ, à Quinzano; le 5ᵉ, à Verolanova; le 3ᵉ, à Padernello; le quartier général, à Leno. Le 9ᵉ couchait à Marcaria; Urban, à Poncarale.

Le 14 juin, le 7ᵉ était à Montechiaro; le 8ᵉ, à Leno; le 1ᵉʳ, à Bagnolo; le 2ᵉ, à Pralboino; le 3ᵉ, à Cambaro;

le 5ᵉ, à Gottolengo; Urban, à Castenedolo; le quartier général, à Leno. Le 9ᵉ séjournait à Marcaria.

Le 15 juin, l'armée traversait la Chiese; le 7ᵉ était à Montechiaro; le 8ᵉ, également à Montechiaro; le 1ᵉʳ, à Chiarini; le 2ᵉ, à San Cassiano; le 3ᵉ, à Castelgoffredo; le 5ᵉ, à Carpenedolo; le quartier général, à Castiglione. Urban, après une escarmouche avec les garibaldiens, était à Ponte San Marco; le 9ᵉ, à Gazzoldo.

De ce jour, l'armée autrichienne passait sous les ordres immédiats de l'empereur. Elle demeurait néanmoins répartie en deux armées, commandées : la première, par le comte Wimpfen; la deuxième, par le comte Schlick. Le comte Giulay rejoignait le régiment qui portait son nom. Il continuait à servir. Cette nuance tempérait une disgrâce que les circonstances rendaient nécessaire.

Le feld-zeugmestre laissait l'armée dans des conditions satisfaisantes. En général, les retraites affaiblissent le moral du soldat. Il n'en était pas de même cette fois. Depuis des jours, l'ennemi ne s'était pas montré. Dans la pensée du soldat, il ne l'osait. L'armée autrichienne rejoignait l'armée que l'empereur réunissait à Vérone; cette concentration opérée, elle reprenait l'offensive, cette fois victorieusement. Le feld-zeugmestre développait une idée semblable dans le mémoire qu'il adressait de Verolanova à l'empereur.

Nous arrivons au pied du massif de Solferino, mandait-il en termes généraux; c'est là qu'il faut engager la bataille qui décidera du sort de l'Italie. J'ai toujours exprimé cette opinion, et encore à cette heure je ne m'en dépars pas. La position est forte, la plus forte de

toute la contrée. Elle se prête à la défensive non moins qu'à l'offensive. En bataille sur les dernières pentes du massif, entre Esenta et Castiglione, soutenue par le feu de sa nombreuse artillerie, l'armée est en mesure d'arrêter l'ennemi au passage de la Chiese. Elle donne ainsi à l'empereur le temps d'intervenir; l'armée que Sa Majesté a concentrée aux environs de Vérone franchit le Mincio à Goito, suit la grande route de Brescia, arrive sur le flanc de l'ennemi, le déborde et le rejette au milieu des Alpes.

XLIII

L'idée de livrer une bataille aux environs de Solferino était acceptée par l'empereur François-Joseph, non sans inquiétude cependant. Il importait d'en finir. L'attitude hostile de la Russie, au moins cauteleuse de la Prusse, l'imminence de troubles en Hongrie, le désarroi des finances, ne permettaient guère de prolonger la lutte; mais les chances d'une bataille ne semblaient pas être en faveur de l'Autriche. Inférieure en qualité, nul ne pouvait le méconnaître, l'armée égalait à peine en nombre celle des alliés. On s'en inquiétait. Aux prises avec les réalités, on appréciait enfin ce que valent ces états de situation calligraphiés par les chancelleries militaires, et dès lors acceptés sans consteste par les bourdons politiques. L'Autriche, elle aussi, devait avoir son million d'hommes sous les armes; mais de ce million, que restait-il?

L'effectif de l'armée autrichienne était de 740,000 hommes sur le pied de guerre, on le sait. Mais les ressources de la monarchie ne se trouvaient pas encore épuisées. Il restait à tirer parti des conscrits de l'année 1859, des engagés volontaires, des Croates et autres. L'empereur François-Joseph, dans cette pensée, avait décrété la création de vingt nouvelles brigades, qui, amalgamées avec les dix-sept brigades des 4e, 6e et 12e corps, étaient destinées à former une réserve de sept corps d'armée. Quarante-cinq autres brigades, réparties eu neuf corps d'armée, se trouvaient en Italie[1]. En ensemble, l'armée réunissait au mois de juillet 885,000 hommes, et cependant l'empereur ne pouvait amener sur le champ de bataille plus de 200,000 hommes[2]. Qu'étaient devenus les autres? Ils formaient la garnison des places fortes, se trouvaient encore aux dépôts, rejoignaient les régiments, encombraient enfin les hôpitaux et les cimetières.

Les pertes du fait de l'ennemi étaient peu considérables, de 15,000 hommes au plus; mais du fait des maladies, elles étaient énormes. Les hôpitaux situés aux environs de Vérone comptaient plus de 50,000 malades. On expédiait chaque jour de longs convois de ces infortunés en Istrie, en Hongrie, jusqu'en Bohême; et cependant les hôpitaux ne désemplissaient pas; à la fin de la guerre, le nombre des malades était de 84,000. C'est ainsi que fondent les armées et que le million d'hommes

[1] Je n'ai pas le chiffre des corps d'armée pris isolément; mais en prenant le seizième de ce chiffre de 885,000 hommes, on trouve que les corps d'armée étaient en nombre rond de 50,000 hommes : les neuf corps d'armée réunis en Italie formaient donc une masse de 450,000 hommes.

[2] Voir à la fin du volume l'état de situation de l'armée autrichienne au 24 juin.

se trouve être le plus souvent une figure de rhétorique.

L'empereur François-Joseph, troublé à la vue des états de situation, se demandait s'il ne devait pas attendre des renforts tirés d'Allemagne : il hésitait; selon l'expression consacrée, il cherchait à s'éclairer, au grand détriment de ses affaires. Il existe en effet aux armées, comme ailleurs, nombre de gens qui, sans avoir d'idées propres, critiquent avec une perspicacité souvent extraordinaire les idées des autres, et ruinent ainsi par leurs raisonnements les plans les mieux conçus. L'empereur écoutait cette engeance, peste des quartiers généraux, passait, ainsi qu'on ne tardera pas à le voir, d'une idée à une autre.

Les circonstances, il faut le reconnaître, ne lui venaient pas en aide. L'art de la guerre est essentiellement conjectural, et les renseignements qui arrivaient à Vérone ne permettaient pas de baser un plan d'opérations sur des données quelque peu vraisemblables. Les alliés s'étaient si fort attardés, qu'en raison de leur éloignement ils échappaient à toute investigation.

Étaient-ils encore à Milan? avançaient-ils dans la Lombardie? Nul ne savait même le dire. Le seul point de repère était la présence d'une flotte française dans l'Adriatique et l'approche du corps d'armée envoyé en Toscane sous les ordres du prince Napoléon. Le quartier-maître général Hess en augurait que l'empereur songeait à tourner les places du quadrilatère. Il ne se doutait pas de l'impéritie du personnage, lui prêtait des conceptions stratégiques et s'imaginait que l'armée alliée longeait le cours du Pô, de façon à rallier les troupes du prince Napoléon, et celles que la flotte

française pouvait débarquer à l'embouchure du fleuve. Le plus sage dès lors lui semblait de repasser le Mincio, de cantonner l'armée au milieu des places fortes, de laisser l'ennemi dévoiler ses intentions, sauf à prendre l'offensive, mais alors en pleine connaissance de cause. Ce parti n'était pas sans inconvénients, et les connaisseurs en stratégie ne se faisaient pas faute de les signaler. Aux environs du lac de Garde, le cours du Mincio, alternativement dominé par l'une ou l'autre rive, n'est pas facile à défendre, et l'armée autrichienne, une fois forcée, n'avait d'autre ressource que de repasser l'Adige. Le quartier-maître général ne le méconnaissait pas : il avait même donné l'ordre de construire des ponts sur l'Adige; néanmoins, il persistait dans son opinion. L'empereur avait fini par céder. Il avait fait connaître ses intentions au comte Giulay, qui gardait encore le commandement. Le 16 juin, l'armée autrichienne s'était remise en marche vers le Mincio. Elle avait quitté ses bivouacs depuis plusieurs heures, lorsque arriva un contre-ordre.

Ce revirement était dû à l'intervention du feld-maréchal-lieutenant Ramming, que le feld-zeugmestre avait envoyé la veille au quartier général de Vérone. Ramming annonçait que l'ennemi s'était montré à Castelnedolo. Les garibaldiens avaient été seuls engagés, mais étaient soutenus par l'armée sarde; dès lors il était évident que les alliés se disposaient, non à tourner l'armée autrichienne, mais à l'attaquer de front. Ramming avait représenté, avec plus de force que jamais, la nécessité de se maintenir sur les bords de la Chiese, et s'était fait écouter de l'empereur. Des ordres avaient

été donnés en ce sens, mais tardivement; ils n'étaient parvenus au feld-zeugmestre qu'au moment où les troupes arrivaient au Mincio. Il fut impossible ce même jour de regagner la Chiese. A la fin de la journée du 17 juin, l'armée se trouvait ainsi répartie : le 8e corps à Castiglione; le 7e, à Lonato; le 1er, à Castel-Venzago; le 5e, à Volta; le 3e, à Goito; le 9e, à Roverbella; le 2e, à Mantoue; le 11e, depuis le 4 juin à Mantoue, gagnait Tormene; le 10e arrivait à Nogara.

La façon dont l'empereur signalait son intervention n'était pas heureuse. Les marches et contre-marches avaient harassé les troupes, et jeté le désordre dans les services. Des corps entiers avaient à peine reçu la moitié de leurs rations de pain; d'autres, séparés de leurs marmites, n'avaient pu faire la soupe : les épreuves du soldat, cependant, ne touchaient pas encore à leur terme.

L'idée d'engager une bataille sur les bords de la Chiese était déjà abandonnée, mais aucune résolution n'était prise. Surpris de ne pas recevoir d'ordres, le feld-zeugmestre signala le danger de la situation. En flèche à Esenta et Lonato, les 7e et 8e corps couraient le risque d'être écrasés. Il lui fut répondu cette fois que l'intention définitive de l'empereur était de repasser le Mincio. Sur ces entrefaites, le comte Schlick rejoignit et prit le commandement des 1er, 5e, 7e et 8e corps appelés à former la deuxième armée. Le comte Schlick avait pour instructions d'attendre les décisions ultérieures de Sa Majesté, de se borner à disputer le terrain si l'ennemi se présentait, et de repasser le Mincio.

Au quartier général, on se perdait en conjectures. L'ennemi, disait-on, se trouvait assurément à Brescia; ses bivouacs se discernaient même du clocher de Ponte San Marco. A cela, Hess répondait que l'ennemi ne bougeait pas, qu'il n'était donc pas en force et que le gros de l'armée alliée se rapprochait bien de Mantoue. Au milieu du conflit arrivaient les rapports qui donnaient raison aux uns, puis aux autres. L'empereur s'était décidé enfin à repasser le Mincio. Il ne voyait là cependant qu'un terme moyen; car il motivait cette résolution fort diversement. Ainsi, dans ses instructions au comte Schlick, il disait que l'ennemi suivait en ce moment la route de Milan, et que, selon toute probabilité, il ne tarderait pas à arriver au pied du massif de Solferino. Le lendemain, il s'exprimait tout autrement. « Jusqu'à présent, écrivait-il à l'archiduc Albert, la deuxième armée est restée sur la rive droite du Mincio; il nous fallait attendre des renseignements sur les mouvements de l'ennemi. Nous en avons à cette heure. Ils sont vagues en ce qui touche les dates; mais, pris dans leur ensemble, ils donnent à penser que l'ennemi se rapproche du bas Oglio et menace ainsi Mantoue. L'armée, formée de sept corps d'armée et d'une réserve, se concentrera le 21 juin sur la rive gauche du Mincio, entre Valeggio, Villafranca, Goito et Tormene, pour être en mesure d'agir selon les circonstances. L'ennemi se propose d'attaquer Venise, en même temps de lancer sur nous le corps du prince Napoléon, et couper ainsi nos communications. Nous n'avons que le 10e corps pour défendre le cours du fleuve et surveiller les passages depuis Ostiglia jusqu'à l'em-

bouchure. L'ennemi a partout l'avantage du nombre. Notre situation à tout point de vue est fort embarrassante. »

XLIV

Pour le moment, on s'en tint à ce dernier parti. Le 20 juin, l'armée se remit en marche, gagna vers le soir le Mincio; elle disposait de huit ponts, situés : deux à Peschiera, un à Salionze, un à Monzambano, un à Valeggio, un à Ferri, deux à Goito; la ville de Goito était de plus couverte par une tête de pont; le passage était donc parfaitement assuré; l'armée franchit la rivière, arriva sans encombre à sa destination.

Le 21 juin, le 8ᵉ corps était à Oliosi; le 1ᵉʳ, à Quaderni; le 5ᵉ, à Valeggio; le 7ᵉ, à Mozzecane; le quartier général du comte Schlick, à Valeggio.

Le 3ᵉ était à Pozzolo; le 9ᵉ, à Goito; le 11ᵉ, à Tormene; le quartier général du comte Wimpfen, également à Tormene; le 2ᵉ, toujours à Mantoue; le grand quartier général de l'empereur, à Villafranca.

En prévision d'une offensive, qui était fort vraisemblable, les ponts furent conservés; on en jeta même un de plus à Ferri, et l'on en ajouta encore un aux deux qui existaient déjà à Goito.

Durant ces deux journées, l'ennemi s'était tenu parfaitement coi. Au moment même où les troupes quittaient leurs bivouacs de Castiglione et de Lonato, on ne discernait encore rien à l'horizon. Cependant, des

patrouilles parties le 20 de Goito avaient aperçu, disaient-elles, plusieurs piquets de cavalerie. Arrivées à Medole, elles avaient appris que les chasseurs d'Afrique venaient de quitter la ville, et que des troupes françaises étaient en nombre considérable à Montechiaro. Le 21, d'autres patrouilles annonçaient qu'au dire général, les Français avaient poussé leurs avant-postes jusqu'à Castiglione. Ces renseignements jusqu'alors étaient simplement basés sur les dires des habitants. Il fut décidé qu'une forte reconnaissance de cavalerie serait envoyée au delà du Mincio. Le major Appel se rendit le soir même à Pozzolengo; il avait sous ses ordres deux escadrons de cavalerie et deux pièces d'artillerie, pouvait ainsi se risquer au loin, approcher l'ennemi, voir ce qui se passait. Le 22 juin, le major battit tout la contrée, rencontra l'ennemi aux environs de Rivoltella, puis à Castelvenzago, à Castiglione, à Carpenedolo, à Castelgoffredo. De retour à Medole, il confirmait les rapports qu'il avait envoyés dans la journée, et terminait sa dépêche par ces mots : « De Castiglione à Castelgoffredo, tout ce que nous avons vu appartenait à l'armée française; le reste, jusqu'à Rivoltella, faisait partie de l'armée sarde. De plus, les renseignements que nous avons recueillis disent que les Français sont en force à Castiglione, Castelnedolo et Carpenedolo; dans cette dernière localité, il y au moins dix mille hommes. Tel est, en effet, le nombre des rations qui ont été requises. » Le major avait vu de près l'ennemi, à diverses reprises il avait essuyé son feu et perdu ainsi onze hommes et dix-neuf chevaux[1].

[1] Dans un rapport en date du 23 juin, à huit heures du matin, le major

Rien n'était plus clair, l'armée alliée ne suivait pas le cours du Pô, comme le quartier-maître général le pensait; elle arrivait tout uniment par la grande route de Milan. On avait donc abandonné fort mal à propos la position de Solferino. Mais là n'était pas l'affaire. Il s'agissait de prendre un parti. L'armée autrichienne n'avait aucune chance de se maintenir sur les bords du Mincio, nul ne le méconnaissait. Il fallait donc la ramener au delà de l'Adige ou passer le Mincio et livrer la bataille. Le quartier-maître général avait ses instructions prêtes, en vue de l'une ou de l'autre éventualité. La route était reconnue jusqu'à l'Adige; des ponts étaient jetés à Zevio, Albaredo, Bonavigo; les détails de la retraite étaient prévus avec cette minutie qui appartient encore à l'état-major autrichien. S'agissait-il de prendre l'offensive, les opérations étaient de même réglées à l'avance. En termes généraux, l'armée autrichienne laissait à Nogara cinq brigades du 10[e] corps, destinées, comme par le passé, à surveiller le cours inférieur du Pô; une brigade, non compris les quatrièmes bataillons, à Vérone; une brigade à Peschiera; une à Mantoue. Restaient disponibles trente-sept brigades d'infanterie, quatre brigades de cavalerie de réserve. Ces forces étaient réparties en huit corps d'armée et deux armées. Le comte de Wimpfen avait

ajoutait : « Il n'est pas douteux que l'ennemi ne se trouve entre Carpenedolo, Castiglione, Montechiaro, Lonato; l'aile gauche en avant, massée entre Desenzano et Rivoltella. » La relation de l'état-major français donne à penser que le major, contrairement à ses instructions, ne s'était pas approché de l'ennemi et qu'il avait ainsi induit en erreur l'empereur François-Joseph, sur les positions occupées par les alliés. Elle en tire la conclusion que si l'empereur des Français fut surpris le 24 juin, l'empereur d'Autriche ne le fut pas moins.

sous ses ordres les 2e, 3e, 9e et 11e corps, la cavalerie du comte Zedtwitz; le comte Schlick avait les 1er, 5e, 7e et 8e corps, la cavalerie du Mensdorff. L'empereur commandait en personne.

L'armée se tenait prête à marcher, le 24, à neuf heures du matin; le soldat devait avoir mangé la soupe. Selon toute vraisemblance, l'ennemi avait passé la Chiese; il se trouvait sur l'autre rive, entre Desenzano, Lonato, Castiglione et Carpenedolo; il avait de fortes avant-gardes en vue de Mincio. La deuxième armée passait la rivière aux environs du lac de Garde, refoulait les avant-gardes de l'ennemi, pénétrait ainsi dans le massif. La première armée passait à son tour, mais plus bas. A la fin de la journée, l'armée bivouaquait entre Pozzolengo, Solferino et Guidizzolo. Maîtresse des terrains abrupts qui dominent le lac, dès lors assurée de n'être point tournée, l'armée avançait le lendemain par une conversion de la droite à la gauche, poussait l'ennemi entre Castiglione et Carpenedolo, passait la Chiese, arrivait sur les communications de l'armée alliée qui se trouvait rejetée dans les Alpes.

Ce plan avait été adopté par l'empereur, mais on ne savait pas encore le 22 où se trouvait l'ennemi. Les rapports du major Appel ne laissant plus aucun doute à cet égard, l'empereur jugea que la journée du 24 était trop éloignée; en conséquence les ordres de marche furent donnés immédiatement.

Le lendemain 23, à neuf heures du matin, les troupes quittèrent leurs bivouacs et se rapprochèrent du Mincio. L'ennemi était encore loin; des patrouilles seules se discernaient à l'horizon. Le 8e corps traversa

la rivière à Salionze et Mozambano; le 5e, à Valeggio; le 1er, le 7e et la réserve de calvalerie Mensdorff, à Ferri; le 3e, également à Ferri; le 9e, le 2e et la réserve de cavalerie Zedtwitz, à Goito; la réserve d'artillerie dut rester en arrière; elle parqua à Rosegaffero. Au soir, le 8e corps était à Pozzolengo; les brigades Waterwliet et Berger, en deçà du mont San Giacomo; les brigades Lippert, Reichlin, Philippovic et Dauber, aux environs de Pozzolengo.

Le 5e corps arriva à Solferino entre quatre et six heures. La brigade Bils bivouaqua sur les dernières croupes qui se rattachent à la roche de Solferino; ses avant-postes, à Le Grole, Barche di Solferino, et autres localités voisines de Castiglione; la brigade Puchner, sur d'autres croupes attenant à la roche; la brigade Festeticz, à la roche même; les brigades Koller et Gaal, en arrière, au Monte Croce.

Le 1er corps fit halte à Cavriana; la brigade Hoditz, à San Cassiano; les brigades Rezniscek, Paszthory et Brunner, à Cavriana même.

La réserve de cavalerie Mensdorff, à Tezze.

Le 8e corps, à Foresto; les brigades Fleischhaker et Wallon, à Foresto même; les brigades Gablenz et Hesse, à Volta.

Le quartier général de la deuxième armée, à Volta.

Le 3e corps, brigades Pokrony, Dienstel, Wezlar, Hartung, Rösgen, à Guidizzolo.

Le 9e corps, brigades Castiglione, Wimpfen, Benedeck, Blumencron, Fehlmayer, également à Guidizzolo; deux bataillons, deux pelotons de cavalerie, quatre pièces d'artillerie détachés de la brigade Blu-

mencron, à Medole; un bataillon de chasseurs, rejoint plus tard par un bataillon du 3ᵉ corps, un peloton de uhlans, deux pièces d'artillerie, à la Casa Morino, sur la route de Castiglione.

Le 11ᵉ corps, brigade Klapka, Greschke, à Cerlungo; deux bataillons détachés, à Goito; les brigades Baltin, Dobrzensky et Host, à Castelgrimaldo.

La réserve de cavalerie Zedtwitz, brigade de dragons Lauingen, entre Medole et Guidizzolo; brigade de hussards, à Gazzoldo.

Le 2ᵉ corps, brigade Szabo et Kinzl, sorti de Mantoue, à Marcaria.

Le comte Schlick avait son quartier général à Volta.

Le comte Wimpfen, à Cereta; l'empereur, à Valeggio.

Une division du 10ᵉ corps était appelée à Mantoue.

L'ennemi était toujours au bord de la Chiese; ses campements, ses parcs d'artillerie même se voyaient de Solferino. Les dispositions pour la journée du lendemain furent prises sur cette donnée. L'armée devait lever ses bivouacs à neuf heures du matin. Le 8ᵉ corps s'avançait vers Lonato; le 5ᵉ, vers Castiglione; le 1ᵉʳ le rejoignait à Esenta; le 7ᵉ suivait et demeurait en réserve à Le Fontane; la réserve de cavalerie poussait vers Montechiaro.

Le 9ᵉ corps traversait Medole, prenait à gauche, entre Carpenedolo et Aquafredda, laissait ainsi le passage libre au 3ᵉ corps qui attaquait Carpenedolo; le 9ᵉ corps appuyait le 3ᵉ, et la position une fois enlevée, les deux corps traversaient la Chiese à Bosco; le 9ᵉ suivait, faisait halte à Campidello, à la jonction des

routes qui mènent à Castiglione et à Carpenedolo; il y attendait des ordres ultérieurs. La réserve de cavalerie Zedtwitz arrivait à l'extrême gauche de l'armée; le 2e corps la rejoignait à Asola.

En s'attardant sur les bords de la Chiese, l'empereur des Français avait abandonné aux Autrichiens la clef de la position; il est facile de le voir sur le terrain.

Jusqu'aux environs de la Chiese, le sol, bien que plus rocailleux, demeure encore uni. Les arbres se succèdent sans fin; l'horizon fuit, se perd dans le vague, puis une ligne bleue se profile sur le ciel; insensiblement elle s'élève, enfin apparaît un massif de collines sombres; ces collines se succèdent en forme d'arc de cercle et s'entassent jusqu'à la roche de Solferino. La roche elle-même est couronnée par une haute tour isolée dans l'espace, la Spia d'Italia. Cette tour domine de plus de cent mètres la contrée environnante; au sud, la plaine sans limites, jusqu'à l'Apennin; au nord, le massif, amphithéâtre naturel, qui contient les eaux du lac de Garde.

Les crêtes du massif, étroites et allongées, rompues par des ravines profondes, s'abaissent en gradins, puis s'étendent en pente douce jusqu'aux bords du lac. Elles sont couvertes d'une herbe courte, de buissons bas, de vignes; vers le lac, d'arbres nombreux et magnifiques. De loin en loin se détachent en clair des maisons isolées, parfois groupées, réunies par des murs et des terrasses en pierre sèche, une chapelle, la Madona delle Scoperte. Entre ces crêtes serpentent des ruisseaux invariablement nommés *redone,* qui forment des marécages, des étangs, et s'écoulent, après d'innombrables

sinuosités, vers le Mincio. La contrée aux environs du lac est traversée par le chemin de fer et la chaussée qui relie Brescia, Lonato, Peschiera et Vérone. Il n'existe dans le massif que des chemins raboteux, accessibles cependant aux troupes de toutes armes; d'ailleurs, les collines peuvent être gravies et suivies par l'infanterie. Il n'en est pas de même aux environs de la roche de Solferino. Les crêtes, de plus en plus escarpées, parfois à pic, ne sont pas faciles à escalader. Les positions sont fortes, mais les sommets ne laissent pas l'espace nécessaire au déploiement de troupes; les fronts, des plus restreints, sans soutien de flanc, peuvent être assaillis de tous côtés. Les collines au delà de Solferino, vers le Mincio, s'abaissent en forme de plateau, s'espacent et finissent par rejoindre ainsi les Alpes.

Au pied du massif s'étend la plaine; elle ressemble au reste du pays; les champs, coupés par des canaux d'irrigation, sont plantés d'innombrables mûriers; le pays conserve ainsi cet aspect de forêt particulier à la vallée du Pô. Seulement, entre Medole et Cavriana, le sol se dénude sur un espace de deux mille pas de long sur trois mille pas de large environ; cette friche offre un beau champ de manœuvres pour la cavalerie. Ailleurs, l'infanterie seule peut se mouvoir en masse, non sans peine encore, gênée qu'elle est par les canaux d'irrigation. Au milieu de la plaine sont disséminés de gros villages, des hameaux, des maisons isolées, solidement construites en pierre; les groupes les plus considérables sont Carpenedolo, Aquafredda, Castelgoffredo, Guidizzolo, Ceresara, Goito; dans la montagne, Solferino, Cavriana, Volta, Pozzolengo. Les diverses

localités de la plaine sont reliées par des chemins nombreux généralement bordés d'arbres et de canaux d'irrigation : la voie la plus importante est la grande route qui mène de Brescia à Mantoue, traverse ainsi la Chiese et le Mincio. Les bivouacs des alliés, en majeure partie au delà de la Chiese, s'étendaient sur un espace de six lieues.

Les deux armées étaient égales en nombre; elles réunissaient l'une et l'autre environ cent soixante mille hommes [1].

XLV

A la pointe du jour, l'armée alliée quitta ses bivouacs. L'étape n'était guère de plus de deux lieues. Le IVe corps, on le sait, devait aller coucher à Guidizzolo; le IIIe, à Medole; le IIe, à Cavriana; le Ier, à Solferino; l'armée sarde, à Pozzolengo; la garde, à Castiglione. Les ordres de l'empereur, rédigés comme toujours en termes généraux, laissaient aux commandants des corps d'armée le soin de régler entre eux les dispositions qu'il convenait de prendre pour ne pas gêner la marche de leurs colonnes.

Le maréchal Canrobert s'était entendu dans cette pensée avec le général Niel. Il lui abandonnait le chemin qui relie Carpenedolo, Medole, Guidizzolo, et se proposait de gagner Medole par un détour. Le maréchal passa la Chiese, non à Mezzane même, mais plus

[1] Voir les états de situation.

bas, à Vizano, traversa le village d'Acquafredda et arriva vers sept heures du matin à Castelgoffredo. Les hussards de l'escorte sabrèrent des cavaliers autrichiens qui se trouvaient dans la ville. Le maréchal continua sa marche vers Medole sans autre événement, ses divisions échelonnées à une heure de distance.

Le général Niel était au delà de la Chiese. Il prit avec son infanterie le chemin de Medole; la cavalerie se tenait sur sa gauche. Non loin de Medole, on rencontra de la cavalerie, puis de l'infanterie ennemie; l'infanterie, embusquée dans les vergers qui entourent Medole, se maintint avec une opiniâtreté qui ne laissa pas de surprendre. Il fallut amener du canon, engager deux brigades; vers sept heures, la position fut enlevée. Le général Niel, à tout hasard, donna l'ordre de mettre le village en état de défense. On se rapprocha de Guidizzolo, toujours au milieu des vergers. Enfin, par une éclaircie, on aperçut les bivouacs ennemis. Le général de Luzy, qui marchait en tête de la colonne, déploya sa division entre les hameaux de Rebecco et de Baite. Le général Vinoy, débouchant à son tour, se dirigea vers la Casa Nuova, et parvint ainsi à la lisière de la friche qui s'étend jusque vers Cavriana. Le général de Failly était encore vers huit heures en deçà de Medole; la cavalerie, entre Medole et la chaussée de Mantoue.

Le maréchal de Mac Mahon, au sortir de Castiglione, suivit la chaussée de Mantoue. Vers trois heures du matin, il se trouva près d'un monticule isolé, le Monte Medolano. L'ennemi s'était logé dans une ferme voisine, la Casa Morino. Le maréchal, aux premiers coups de feu, gravit le Monte Medolano; il découvrit

ainsi les bivouacs ennemis[1]. Évidemment l'armée autrichienne était revenue sur ses pas. Les reconnaissances de la veille l'avaient fait pressentir au maréchal. Il avait transmis ses observations, mais on ne s'en était pas embarrassé. L'empereur, cette fois encore, allait être surpris. Le maréchal se hâta de le faire prévenir, puis il déploya la division Decaen à droite et à gauche de la chaussée, laissa la division de La Motterouge sur la grande route et attendit ainsi les autres colonnes.

Le maréchal Baraguey d'Hilliers savait que les Autrichiens étaient dans les environs. Il s'attendait à quelque affaire, et avait pris ses dispositions en conséquence. Le général Ladmirault s'engagea dans les ravins qui mènent à Solferino, en passant par Santa Maria, Astore, Barche di Castiglione, Barche di Solferino. Le général Forey, suivi à distance par le général Bazaine, contourna le massif, traversa Castiglione, puis gravit les crêtes qui se rattachent à la roche de Solferino. Le maréchal Baraguey d'Hilliers, escorté de quelques cavaliers, précédait cette colonne. Il s'en allait observant le pays. Non loin du hameau de Le Fontane, il fut accueilli par une décharge qui partait des fourrés environnants. Le maréchal ne croyait pas l'ennemi aussi proche; il tourna bride, rejoignit ses troupes et donna l'ordre d'attaquer le hameau. Les Autrichiens n'étaient pas en force; ils regagnèrent, toujours tirail-

[1] Ce monticule est célèbre dans l'histoire des guerres de la Révolution. Lors de la bataille de Castiglione, les Autrichiens avaient leur gauche au Monte Medolano, leur droite à Castiglione. Fiorelli arrivait de Mantoue; il enleva le Monte Medolano, tourna l'aile gauche des Autrichiens et décida ainsi du sort de la journée. Le général Bonaparte, on le verra, opéra juste à l'inverse de l'empereur des Français.

lant, un autre hameau, Le Grole. Le maréchal les poursuivit de crête en crête, les délogea ainsi du Monte Rosso et du Monte Valscura, arriva en vue de Solferino. Il reconnut alors qu'il avait affaire, non pas à un détachement de l'armée autrichienne, mais bien à cette armée tout entière. De même que le maréchal de Mac Mahon, il chargea un de ses officiers d'en avertir l'empereur et continua de poursuivre l'ennemi.

Le roi de Sardaigne était depuis trois jours à Lonato. Les divisions Fanti et Cucchiari campaient autour de la ville; la division Durando, plus au sud, à Malamocco; la division Mollard, à Rivoltella. Pour gagner Pozzolengo, le roi n'avait qu'à suivre la grande route, puis la Strada Lugana, qui de Rivoltella mène à Pozzolengo. Seulement il s'éloignait ainsi considérablement de l'armée française : l'ennemi sans doute avait repassé le Mincio; néanmoins il importait de se tenir sur ses gardes. Le roi donna l'ordre au général Durando de traverser le massif, en passant par la Madonna delle Scoperte. L'armée sarde se trouvant ainsi reliée à l'armée française, le général Mollard prenait la tête de la colonne : Cucchiari marchait sur ses traces. Fanti et le roi le rejoignaient quelques heures après. L'armée sarde gagnait ainsi vers le milieu du jour Pozzolengo.

Le général Durando prit le chemin de Castelvenzago, où il arriva à cinq heures et demie du matin : il fit halte, envoya en reconnaissance deux bataillons, une section d'artillerie. Les Sardes ne tardèrent pas à disparaître au milieu des accidents du terrain. Ils descendirent dans le Val dei Quadri, poussèrent jusqu'à la Madonna delle Scoperte, située à deux lieues de

Castelvenzago. Chargés inopinément par quatre compagnies d'infanterie autrichienne qui arrivaient là par hasard[1], ils furent rejetés dans le Val dei Quadri, où ils attendirent des renforts.

Le général Mollard, laissant à Rivoltella douze bataillons de sa division qui devaient se mettre en route dans la matinée, alla battre les bords du lac avec six bataillons, deux escadrons, répartis en quatre détachements. Le général Cucchiari, de son côté, envoya deux bataillons, deux escadrons, une section d'artillerie sous les ordres du colonel Cadorna, explorer la Strada Lugana. Le colonel rallia en route le général Mollard, qui se dirigeait aussi avec un de ses détachements vers Pozzolengo. Les Sardes arrivèrent jusqu'au pied des collines qui abritent le bourg. Là, ils rencontrèrent les avant-postes de l'ennemi, les repoussèrent; mais à ce moment les brigades autrichiennes apparurent sur les crêtes. Les Sardes, surpris, se hâtèrent de rétrograder; mais poursuivis, atteints aux environs de San Martino, ils furent mis en déroute. A huit heures, ils avaient disparu dans les fonds.

Au quartier général de l'armée alliée, tout était tranquille. L'infanterie de la garde avait quitté ses bivouacs vers cinq heures du matin pour se rendre à Castiglione. Les équipages de l'empereur devaient se tenir prêts à sept heures. Sa Majesté dormait encore; le grand état-major, réuni dans l'église de Montechiaro, rendait les

[1] Ces quatre compagnies appartenaient à la brigade Bils, du 5e corps. Elles étaient aux avant-postes près des Case Demolite. A l'approche de la colonne du général Ladmirault, elles durent se replier, se trouvèrent séparées de la brigade et filèrent vers Casa d'Urin, et gagnèrent ainsi la Madonna delle Scoperte.

derniers devoirs au général de Cotte, frappé d'apoplexie pendant la nuit. Sur ces entrefaites, des officiers arrivèrent, demandèrent à entretenir le grand écuyer. Au premier mot qu'ils lui dirent, le général Fleury se précipita vers la maison de l'empereur, entra dans ses appartements, ouvrit avec fracas les volets, réveilla son maître, et lui apprit que les deux armées étaient aux prises. L'empereur demanda ses équipages, donna l'ordre à l'infanterie de la garde de hâter le pas, à la cavalerie de le rejoindre sans perdre un moment. Des lettres étaient arrivées dans la nuit. Une d'elles offrait, en raison des circonstances, un réel intérêt. La lettre était conçue en ces termes :

« Asola, 23 juin 1859, huit heures du soir.

« Un voiturier sorti aujourd'hui de Mantoue rapporte qu'un corps autrichien, que l'on juge fort de vingt à trente mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, est sorti de la place de Mantoue par la porte Pradella et s'est avancé sur la route postale de Marcaria. Ses avant-postes sont tout près de nous, au village d'Aqua Negra. Je me hâte de vous envoyer ces renseignements, afin que vous leur donniez la valeur qu'ils peuvent mériter.

« Fergi Andrea. »

L'empereur chargea un de ses officiers de porter la lettre au maréchal Canrobert, puis il se jeta dans une calèche de poste, se fit mener bride abattue à Castiglione, où il arriva entre sept et huit heures du matin. Selon l'usage des généraux, il gravit l'escalier du clo-

cher, parcourut du regard la contrée. L'éloignement des deux armées, qui se trouvaient à plus de deux lieues de là, ne laissait rien discerner. Après s'être ainsi orienté, l'empereur redescendit; une fois au bas du clocher, il dit aux officiers qui l'attendaient : C'est une grande bataille! puis, montant à cheval, il alla courir dans la plaine.

L'empereur rencontra ainsi le maréchal de Mac Mahon et lui demanda ce qui se passait. Le maréchal montra à Sa Majesté les colonnes autrichiennes qui débouchaient en ce moment de Guidizzolo. Les dispositions que prenait l'ennemi l'avaient décidé à se rapprocher de la friche de Medole. Ses deux divisions d'infanterie étaient déployées en avant de la Casa Morino, la brigade de cavalerie à la gauche de l'infanterie; l'artillerie, sur la friche, canonnait l'ennemi. Le général Niel lui avait fait savoir qu'il attendait, pour avancer, l'arrivée du maréchal Canrobert. « Une fois assuré du concours du général Niel, dit-il, je marcherai sur Cavriana, selon mes instructions »; puis après un silence, il ajouta : « Il y a du monde sur les collines, vers Solferino; il faudra veiller ces gens-là. » Le maréchal, fort peu causeur de son naturel, retomba dans le silence [1]. L'empereur, sachant qu'il n'en tirerait rien de plus, appela un de ses officiers d'ordonnance, l'envoya presser le maréchal Canrobert, puis, tournant bride, il alla rejoindre le maréchal Baraguey d'Hilliers. Le maréchal était de fort méchante humeur. Il perdait du monde, n'avançait pas; il s'en prenait aux uns, aux

[1] Le discours que le baron de Bazancourt fait tenir à l'empereur des Français est purement imaginaire.

autres, en particulier aux Sardes, qui, disait-il, ne le secondaient pas. La division Forey se trouvait en ce moment sous le feu des troupes autrichiennes, postées aux environs de Solferino. La division Ladmirault débouchait dans les fonds du Redone; la division Bazaine, la garde, n'avait pas encore rejoint. Pour le moment, il était impossible de faire plus. L'empereur demeura donc à considérer les évolutions des deux armées dans la plaine. C'était décidément une grande bataille.

XLVI

Les Autrichiens étaient demeurés toute la matinée à leurs bivouacs. Nul à Guidizzolo n'avait entendu la fusillade de Medole. Le major Urs avait bien signalé l'approche de l'ennemi; mais les généraux les plus rapprochés, ne voyant ni n'entendant rien, l'avaient laissé dire; enfin ils s'étaient rendus à ses appels. Il était trop tard; les débris des deux bataillons engagés à Medole regagnaient Guidizzolo. Le bataillon de chasseurs arrivait en même temps de la Casa Morino.

La perte de Medole était une fâcheuse affaire. l'armée autrichienne devait traverser le village pour gagner Carpenedolo. Il fallait à toute force le reprendre. Le comte Schaffgotsche alla trouver le prince Schwarzenberg, le mit au fait de la situation. Les deux généraux s'accordèrent en quelques

mots. Il fut décidé que le 9e corps attaquerait Medole, et que le 3e le seconderait en avançant vers la Casa Morino. Ces dispositions une fois adoptées, les généraux en firent part au comte Wimpfen, qui se trouvait encore à son quartier général de Cereta. Il restait à prévenir Zedtwitz; mais on ne put le trouver, ni lui ni sa cavalerie.

Zedtwitz était allé voir dans la matinée ce qui se passait à Medole. Le feu de l'ennemi atteignant sa cavalerie, il avait donné l'ordre au général major baron de Lauingen de ramener la brigade sur la route de Ceresara. Ce dernier ne s'en était pas tenu là. Il avait regagné Ceresara même; puis, ne se trouvant pas encore assez éloigné de l'ennemi, il avait emmené la brigade grand train jusqu'à Goito. Zedtwitz, en ce moment, courait bride abattue chercher sa cavalerie à Goito. Il était inutile de l'attendre. Schaffgotsche donna l'ordre de marcher à l'ennemi; les brigades Fehlmayer, Blumencron, Benedek, Wimpfen, en première ligne; Castiglione, en réserve. Les colonnes devaient se guider sur le clocher de Medole. Mais ce point de repère ne se discernait pas facilement au milieu des mûriers, des maïs qui s'élevaient à hauteur d'homme. En outre, des canaux d'irrigation, des clôtures en pierres entravaient la marche des troupes. Les colonnes ne tardèrent pas à perdre leurs distances. La brigade Wimpfen, prenant trop à gauche, dépassa la Seriola Marchionale. L'affaire s'engagea dans les fourrés. Assaillis au moment où ils s'y attendaient le moins, les Autrichiens rétrogradèrent en désordre. La brigade Wimpfen parvint à

se rallier près de la Colombara; mais la brigade Benedek n'eut pas cette chance : elle fut mise en déroute. Il fallut appeler la brigade Castiglione jusqu'alors demeurée en réserve. Cette brigade repoussa l'ennemi, mais ne dépassa pas Rebecco. Les brigades Blumencron et Fehlmayer se maintinrent entre Rebecco et la Casa Nuova. Un de leurs bataillons, s'étant égaré, fut enveloppé et pris en majeure partie. Un autre se débanda on ne sait comment.

Les Autrichiens en étaient déjà réduits à la défensive. L'arrivée du 3ᵉ corps pouvait cependant changer la situation. Les brigades Hartung et Wezlar avaient traversé Guidizzolo. Elles suivaient la chaussée et se rapprochaient rapidement de la Quagliara. Une fois aux confins de la friche, le prince Schwarzenberg découvrit l'ennemi. S'apercevant qu'il avait affaire à forte partie, il arrêta la colonne, déploya la brigade Hartung à droite et à gauche de la chaussée; la brigade Wezlar, à gauche de la brigade Hartung, vers la Casa Nuova. Il attendit ainsi les brigades Rösgen, Dienstel et Pokorny, qui n'avaient pas encore quitté leurs bivouacs.

Le comte Wimpfen arriva sur ces entrefaites, prit le commandement, donna l'ordre aux trois brigades de se former en bataille entre Guidizzolo et le Val del Termine; l'artillerie avança jusqu'à la friche, engagea contre l'artillerie ennemie une canonnade qui, avec des chances diverses, dura toute la journée[1].

[1] En définitive, l'artillerie autrichienne ne parvint pas à éteindre le feu des batteries françaises. Il en résulta que l'infanterie ne put dans l'après-midi traverser la friche pour gagner Castiglione, selon l'ordre de l'empereur François-Joseph. Les relations étrangères attribuent la perte de la

La réserve de cavalerie Mensdorff débouchait au même moment du Val del Termine.

Un colonel de hussards du 3e corps, voyant approcher cette cavalerie, se lança à la charge avec quatre escadrons, bouscula la cavalerie du maréchal de Mac Mahon, la dépassa. Une fois dans les fourrés, il fit souffler ses chevaux, puis, reprenant sa course, poussa jusqu'aux environs de Le Grole, où il se heurta contre la cavalerie de la garde. Tournant alors bride, il sabra en passant l'escadron laissé à la garde des bagages du 4e corps, rejoignit enfin l'armée autrichienne[1].

A Solferino, les avant-postes étaient ramenés. La brigade Bils se maintenait sur les monts Carnal et Costa Mezzana. La brigade Puchner occupait un peu plus bas, vers la plaine, une croupe arrondie, la Contrada Pozzo Catena; elle croisait ses feux avec ceux de la brigade Bils. La brigade Festeticz demeu-

bataille en majeure partie à cette circonstance. — La portée des pièces autrichiennes, disaient-elles, était moindre sans doute, mais il eût été possible de compenser ce désavantage en amenant sur le terrain un nombre plus considérable de pièces. Or, nul ne songea à se servir de la réserve d'artillerie, qui était de cent douze pièces de canon. Cette réserve demeura toute la journée parquée à Rosegafferro.

[1] Le baron Edelsheim, colonel du 10e régiment de hussards attaché au 3e corps, avait déjà fait preuve, à Magenta, de cette audace qui est le propre de l'officier de cavalerie. Vers le soir, chargeant au milieu des fourrés du Tessin, il avait failli enlever le maréchal Canrobert et était parvenu à dégager les brigades qui regagnaient Abbiate Grasso. Les détails extraordinaires de la charge qu'il mena à Solferino sont relatés par les Prussiens aussi bien que par les Autrichiens. Ils se trouvent même confirmés implicitement par les assertions des Français. Le maréchal de Mac Mahon dit que sa brigade de cavalerie fut chargée par des hussards autrichiens; il ajoute naturellement qu'elle repoussa cette charge. Mais le général Devaux dit également que l'escadron laissé à la garde des bagages du 4e corps fut assailli en flanc et en queue par les hussards autrichiens. Ces hussards ne pouvaient être que les hussards du colonel Edelsheim.

rait en réserve à la roche de Solferino. Le castel, l'église, le village, le cimetière, étaient en état de défense. Au pied de la roche, dans les fonds du Redone, la brigade Koller était déployée entre la Possessione et la Casa Soresina située sur la crête opposée. La brigade Gaal était encore au Monte Croce, le 1er corps à Cavriana, et le 8e à Foresto.

Plus loin, vers le lac, les Autrichiens, lancés à la poursuite des reconnaissances sardes, avaient fait halte sur les dernières pentes du massif, non loin de la croisière de la voie ferrée et de la Strada Lugana. La brigade Lippert et partie de la brigade Reichlin étaient à San Martino; les brigades Berger, Philippovic et Dauber suivaient; la brigade Watervliet formait la réserve au Monte San Giacomo; un détachement de la brigade Reichlin reliait à San Donino le 8e corps avec le gros de l'armée autrichienne. Les Sardes revenaient en force; le général Mollard suivait la voie ferrée; le général Cucchiari, la Strada Lugana. Mollard croyait encore à quelque affaire d'arrière-garde. Il lança la brigade Coni vers San Martino. Les Autrichiens occupaient un terrain ondulé qui s'étend en pente douce jusqu'au lac. L'église de San Martino, bâtie sur une croupe isolée, le hameau d'Ortaglia, la Contracania, grosse cascine entourée de dépendances et de murs en pierre, d'autres cascines, non moins solides, offraient à leur infanterie des positions faciles à défendre. Leur artillerie balayait au loin les pentes. La brigade Lippert, seule à ce moment à San Martino, fut ramenée jusqu'au delà d'Ortaglia. Mais, soutenue par la brigade Reichlin et la brigade Berger, elle finit

par repousser les Sardes et les culbuta dans les fonds. Cucchiari arrivait à ce moment. Il donna l'ordre d'attaquer. Les brigades Acqui et Casal, formées en quatre colonnes, à droite et à gauche de la Strada Lugana, gravirent les pentes sous le feu de l'artillerie autrichienne. Elles dépassèrent San Martino, Ortaglia, poussèrent jusqu'au hameau de Cassette et de Corbu di Sopra. Écrasées par le feu des batteries autrichiennes, assaillies par la brigade Philippovic, les brigades sardes plièrent, se maintinrent encore quelque temps aux environs d'Ortaglia, puis redescendirent les pentes et s'enfuirent jusqu'à Rivoltella. Mollard ramena les brigades Coni et Pignerol au Vengario[1]. Vers dix heures et demie, tout était fini.

L'empereur François-Joseph arrivait à neuf heures à Volta, village situé sur une colline escarpée d'où l'on domine toute la plaine. Il s'arrêta quelques instants à observer ce qui se passait. Des troupes de toutes armes étaient encore à leurs bivouacs; d'autres, en colonnes de marche, disparaissaient dans l'espace; au loin, de légers flocons de fumée se confondaient avec les brumes matinales. Pas le moindre bruit n'était perceptible. De prime abord, ces flocons de fumée semblaient révéler quelque affaire d'avant-postes. Mais les renseignements qui parvenaient au comte Schlick ne permettaient pas de les interpréter ainsi. Stadion, dès six heures du matin, signalait l'approche de masses considérables; il demandait des renforts. Benedek annonçait également qu'il avait affaire à

[1] Ce ruisseau se jette dans le lac près de Rivoltella. Mollard s'arrêta ainsi à deux lieues de San Martino.

l'armée sarde. Wimpfen, on le voyait, était aux prises avec l'ennemi. Dès lors, le doute n'était pas possible: l'armée alliée avait passé la Chiese, elle se dirigeait vers le Mincio. La bataille s'engageait dans des conditions autres que ne le prévoyait le plan d'opérations rédigé par le major général. L'empereur, après en avoir raisonné avec le comte Schlick, prit le parti de maintenir les dispositions antérieurement adoptées. Il donna l'ordre à Stadion de défendre Solferino jusqu'à la dernière extrémité, en ajoutant qu'il allait envoyer à son secours Clam-Gallas et Zobel. Il adressa au comte Wimpfen le mot suivant: « Avancez avec toute votre armée, selon les instructions que vous avez déjà reçues; vous dégagerez ainsi le centre attaqué par l'ennemi. » L'empereur François-Joseph se rendit ensuite à Cavriana.

Stadion, cependant, réitérait ses appels; il avait, disait-il, fort à faire pour se maintenir. Le feu devenait de plus en plus vif. Vers neuf heures et demie, la brigade Bils était tellement maltraitée qu'il fallait la ramener en arrière de Solferino. La brigade Puchner prenait sa place; elle se défendait vigoureusement, néanmoins elle ne parvenait pas à arrêter les progrès de l'ennemi, qui suivait les fonds du Redone. Stadion avait donné l'ordre aux brigades Koller et Gaal d'avancer. Cet ordre arrivait trop tard. Au moment même, les Sardes apparaissaient dans le Val dei Quadri, Gaal accourait au secours des quatre compagnies qui défendaient la Madonna delle Scoperte. Koller se disposait à soutenir Gaal; il descendait dans le Val dei Quadri. Stadion avait encore à sa disposition la brigade Festeticz; mais cette brigade étant destinée à

garder la roche, le château et le village de Solferino, ne pouvait agir encore dans les fonds du Redone. La situation devenait critique. Il importait de dégager Stadion; l'empereur François-Joseph, dans cette pensée, adressa la lettre suivante au comte Wimpfen :

« L'ennemi fait de continuels et vigoureux efforts pour enlever Solferino. Il dirige de grosses colonnes contre cette position. Avancez avec toutes les forces dont vous pouvez disposer, non plus vers Medole, mais à cheval sur la route de Castiglione, de façon à rompre l'effort de l'ennemi. Je suis sur les hauteurs de Cavriana.

« Cavriana, 24 juillet, onze heures et quart. »

Il fallait sans doute un temps considérable pour opérer ce changement de front; mais Stadion allait être rejoint par Clam-Gallas; les brigades Hoditz, Reznicek, Paszthory, Brunner du 1er corps d'armée avançaient rapidement vers Solferino. Zobel, avec le 7e corps, suivait de près Clam-Gallas. Les brigades Wallon, Fleischaker se dirigeaient vers San Cassiano; Gablenz, vers Guidizzolo. La brigade Wussin, qui, en raison d'un embarras de voitures, n'avait pas encore fait la soupe, demeurait seule à Volta.

XLVII

La poussière épaisse que soulevaient les colonnes autrichiennes en marche finit par attirer l'attention de l'empereur des Français. Il était impossible de rien

discerner, seulement la poussière s'étendait à perte de vue. L'empereur en inféra que le gros de l'armée autrichienne se dirigeait vers Solferino. Autour de lui les opinions étaient partagées; nul n'avait cette expérience des grandes guerres, qui permet d'évaluer les masses vues à distance. Un officier lança son cheval vers Cavriana. L'ennemi, dit-il à son retour, se rapproche de Solferino; les masses qui descendent de Cavriana sont très-considérables. Ce renseignement confirmait les appréciations de l'empereur. Le sort de la journée allait donc se décider à Solferino. Il était impossible en ce moment de rien demander à Mac Mahon. Le maréchal ne bougeait pas, il se contentait de canonner l'ennemi; sans nul doute il attendait Niel, et Niel attendait Canrobert. Ce dernier était toujours à Castelgoffredo; on n'en devinait pas la raison. L'empereur donna l'ordre d'engager jusqu'à sa dernière réserve. En même temps, il adressa quelques mots au roi de Sardaigne, lui demandant avec instance d'arriver à son secours. L'empereur s'inquiétait plus que de raison. Il avait à Solferino même des troupes égales en nombre à celles de l'ennemi, sans égales en qualité[1].

[1] Dans une note au crayon, l'empereur des Français explique ainsi qu'il suit les motifs qui le déterminèrent à engager ses réserves : « Rien ne se décidait, toute la ligne était engagée, mais elle n'avançait pas. A droite, Niel et Canrobert ne pouvaient surmonter les obstacles apportés à leur marche; à gauche, le roi de Piémont avait battu en retraite; alors je me décidai à porter mon centre en avant, à occuper les hauteurs, à forcer l'ennemi à retirer ses deux ailes. »

L'assertion de l'empereur n'est pas parfaitement vraie. Il ignorait la déroute de San Martino lorsqu'il donna l'ordre d'engager ses réserves. La meilleure preuve en est l'ordre d'arriver à Solferino, qu'il donna au roi. Le roi n'apprit lui-même ce qui se passait aux bords du lac qu'au moment de la prise de Solferino, vers une heure

Vers dix heures du matin, la division Bazaine était au Monte delle Fatorelle; la division Forey, au Monte Fenile; la division Ladmirault, dans le Val du Redone, aux environs de Barche di Solferino. L'artillerie en batterie sur le Monte Scala et le Monte Fenile canonnait Solferino. Plus loin, les Sardes gravissaient les crêtes de la Madonna delle Scoperte. La garde demeurait en réserve à Le Grole.

La brigade Puchner, écrasée par le feu des batteries françaises, ne tardait pas à abandonner le Monte Carnal et Mezzana Corte; elle allait se reformer à la Possessione, où se trouvait déjà la brigade Bils. Festeticz tenait toujours à Solferino, à San Martino, Pagliete-di-Solferino. Les brigades du 1er corps arrivaient : Hoditz, Reznicek étaient au Monte Alto, Pelegrino, et autres mamelons situés dans la plaine non loin de la roche; Paszthory passait dans le Val du Redone; cinq bataillons détachés de ces brigades rejoignaient Festeticz à Solferino.

Il n'était pas facile de déloger les Autrichiens du village; les rues étaient barricadées, les maisons crénelées. Ces maisons, construites en pierre selon l'usage du pays, abritaient parfaitement leurs défenseurs. Le castel, l'église, le cimetière étaient en état de défense et formaient de solides réduits, où se tenaient les réserves. Le canon du Monte Scala n'ébranlait même pas ces massives constructions. Sur l'ordre du général Bazaine, une batterie venait d'être amenée à trois cents mètres des premières maisons. Le général attendait que cette batterie eût frayé un passage à ses colonnes d'assaut. Le général Forey s'efforçait d'escalader le

mamelon des Cyprès pour arriver ensuite à la roche, mais il était impossible d'avancer sous le feu croisé qui partait à la fois de la roche, du mamelon des Cyprès, des Monte Alto et Pelegrino. Le général Ladmirault ne parvenait pas à dépasser Barche di Solferino. Les Sardes étaient aux prises avec les Autrichiens; ils perdaient du terrain, regagnaient Fenile Vecchio dans le Val dei Quadri. Le roi arrivait avec la division Fanti.

Pendant ce temps, la grosse colonne autrichienne qui était aux environs de Volta[1] traversait la plaine, se rapprochait de San Cassiano. Le moment semblait venu d'engager la garde. L'empereur en donna définitivement l'ordre. La division des voltigeurs de la garde, ralliant la division Forey, avança vers le Monte Alto.

Chargés à la baïonnette, les Autrichiens regagnèrent en désordre Cavriana; les détachements qui défendaient encore Solferino, se voyant tournés, abandonnèrent précipitamment le village. L'artillerie demeura aux mains de l'ennemi; ce fut une véritable déroute. Les brigades Bils et Puchner se maintinrent encore quelque temps dans le Val du Redone; elles recueillirent ainsi les débris de la brigade Festeticz et se dirigèrent ensuite vers le Monte Croce, où elles firent halte. Les brigades Koller et Gaal étaient lancées à la poursuite des Sardes, lorsque arriva l'ordre de battre en retraite. Il ne fut pas facile d'arrêter le soldat; une fois ralliées, ces brigades rétrogradèrent en échelons vers le Monte Croce. Les brigades du 1er corps s'écoulaient par la Strada Cavallara vers Valeggio. Les brigades Fleischhacker et Wallon, du 7e corps, arrivaient à San

[1] Le 7e corps.

Cassiano; elles étaient déjà aux prises avec l'ennemi. Gablenz, rappelé de Guidizzolo, se disposait à les rejoindre. Wussin avait quitté Volta et se trouvait proche du Monte Fontana. Zobel avait ordre de défendre Cavriana jusqu'à la dernière extrémité; il était environ deux heures.

Au sens des généraux autrichiens, rien encore n'était compromis. Le matin, l'armée autrichienne était disposée en deux échelons : l'échelon de droite à Solferino, l'échelon de gauche à Guidizzolo. A cette heure, elle était en ligne entre Cavriana et Guidizzolo. Le 7ᵉ et le 11ᵉ corps n'avaient pas encore été engagés. Wimpfen, rejoint par le 11ᵉ, semblait en mesure de marcher sur Castiglione. S'il gagnait du terrain, l'ennemi se voyait contraint d'abandonner Solferino et de battre en retraite sur toute la ligne.

XLVIII

Cependant Wimpfen n'avançait pas; il était toujours entre Guidizzolo et Medole. En définitive, les dispositions des deux armées engagées dans la plaine demeuraient les mêmes. Mac Mahon avait été rejoint par la cavalerie de la garde. Il laissait cette cavalerie en réserve. Ses deux divisions d'infanterie étaient déployées en avant de la Casa Morino. La cavalerie du IVᵉ corps prolongeait sa ligne de bataille jusqu'à Medole. L'infanterie était en avant de Medole, dans les maisons et les fourrés qui avoisinent les hameaux de la Casa

Nuova, Baite, Robecco. Une brigade du III[e] corps, la brigade Jeannin, arrivée vers dix heures du matin à Medole, couvrait la droite du IV[e] corps. Le reste du III[e] corps demeurait bien en arrière à Castelgoffredo.

Le maréchal Canrobert avait été rejoint par les officiers d'ordonnance de l'empereur. Les ordres que lui transmettaient ces officiers ne laissaient pas de l'embarrasser. En effet, l'empereur l'invitait, d'une part, à hâter sa marche vers Medole; de l'autre, il lui communiquait la lettre d'Asola, et l'engageait en conséquence à se tenir sur ses gardes. Diverses circonstances semblaient justifier les assertions de la lettre. Les gens du pays avaient aperçu des troupes en marche; une longue traînée de poussière se discernait à l'horizon [1]. Était-ce l'ennemi? Le maréchal le pensait, mais il n'était pas en mesure de s'en assurer. Il n'avait plus sa cavalerie. L'empereur oubliait cette circonstance. En attendant, le général Niel demeurait livré à lui-même. Il était maître des hameaux situés entre Medole et Guidizzolo, les gardait encore, mais était fort pressé. Au milieu de ces vergers, les hommes livrés, à eux-mêmes, se battaient en tirailleurs. Sans s'en apercevoir, ils gagnaient, perdaient du terrain, se ralliaient alors, chargeaient à la baïonnette, regagnaient ainsi le terrain perdu, mais pour un moment; en définitive, rien ne se décidait.

Les Autrichiens avaient pour eux le nombre, seu-

[1] Ces traînées de poussière semblent avoir été soulevées par les avant-postes du 2[e] corps, qui poussèrent jusqu'aux environs d'Asola. La brigade Szabo demeura en réalité à Marcaria, et la brigade Wachter à Redondesco: ces deux brigades se trouvaient ainsi à quatre lieues environ de Castelgoffredo.

lement leurs jeunes soldats se laissaient facilement décourager; ils s'arrêtaient suffoqués par la chaleur, et finissaient par abandonner la partie. Les bataillons fondaient ainsi, se réduisaient à rien. Vers le milieu du jour, les brigades Wimpfen, Castiglione, Wezlar, Hartung, demeuraient seules en ligne; les brigades Benedek, Fehlmayer, Blumencron, avaient regagné Guidizzolo, où elles se reformaient. A leur défaut, le prince Schwarzenberg avait appelé à lui les brigades Pokorny, Dienstel, les avait lancées vers Robecco et la Casa Nuova [1]; il en résultait que la cavalerie du comte Mendorff demeurait seule dans la plaine. Le 11ᵉ corps rejoignait enfin.

Au fur et à mesure de l'arrivée des brigades, Wimpfen dirigea Host et Dobrzensky vers Robecco; Baltin, Greschke, vers la Casa Nuova, gardant encore Klapka en réserve [2]. En même temps, il donna l'ordre à Schaffgotsche et à Schwarzenberg de reprendre l'offensive et, s'il leur était possible, d'avancer ensuite vers Castiglione. Vers une heure, douze brigades : Wimpfen, Dobrzensky, Benedek, Castiglione, Fehlmayer, Blu-

[1] Ces trois brigades étaient primitivement déployées dans la plaine; elles furent successivement ramenées vers la Casa Nuova et se retrouvèrent ainsi déployées parallèlement à la route.

[2] Après la guerre, une polémique s'éleva à propos des ordres donnés par Wimpfen au 11ᵉ corps. On accusa le général en chef de la première armée d'avoir annulé ce corps en l'engageant à toute sa ligne de bataille, contrairement aux intentions de l'empereur, qui lui recommandait de pousser vers Solferino. La bataille n'eût pas été perdue, dit-on, si cette direction avait été donnée au 11ᵉ corps agissant en masse. Des brochures furent échangées à ce propos, mais l'intérêt qu'elles peuvent avoir au point de vue de la stratégie est fort atténué, si l'on réfléchit à cette circonstance que les trois corps autrichiens réunis ne purent, durant toute la journée, venir à bout du seul corps du général Niel.

mencron, Wezlar, Hartung, Pokorny, Dienstel, étaient engagées; Host, par suite d'une méprise, allait et venait aux environs de Birbesi; Klapka et Rösgen en majeure partie étaient à Guidizzolo. Ce dernier effort demeura inutile. Wimpfen, désespérant de la situation, adressa la dépêche suivante à l'empereur François-Joseph :

« J'ai pris deux fois l'offensive, et j'ai fait donner les dernières réserves. Cependant je ne puis tenir plus longtemps, et je me vois dans la nécessité de battre en retraite sous la protection du 11e corps. Je dirige le 9e vers Goito; le 3e, par Cerlungo, vers Ferri; le 11e, par Goito, vers Roverbella. Je regrette de ne pouvoir annoncer rien de plus satisfaisant à Votre Majesté. La division de cavalerie Zedtwitz m'a complétement échappé; elle s'est retirée dès le matin vers Goito sans m'en donner avis. Je n'ai de même aucune nouvelle du 2e corps. Je le fais chercher avec ordre, s'il est possible, de regagner Mantoue.

« Guidizzolo, 24 juin, deux heures après midi. »

La partie dès lors était perdue. L'empereur François-Joseph donna l'ordre de battre en retraite.

L'empereur des Français était à Solferino, fort rasséréné. Tout allait à souhait. La prise du village avait mêlé les troupes; il fallait leur laisser le temps de se rallier. Mais à ce moment même, des renforts allaient arriver. Mac Mahon s'était enfin décidé à intervenir; il rejoignait la garde. Une fois en ligne, il avança vers Cavriana. La cavalerie de la garde le suivait en éche-

lons dans la plaine. Il arriva vers trois heures à San Cassiano, enleva le hameau ainsi que les cascines environnantes. Le maréchal s'en tint là pour le moment. A sa grande surprise, le général Niel, qui se disait en mesure d'avancer vers Guidizzolo, ne le rejoignait pas. L'aile gauche de l'armée française se trouvait ainsi séparée de l'aile droite par un vaste espace, où il ne restait que de la cavalerie; l'armée courait donc le risque d'être coupée en deux [1]. Le maréchal ne tarda pas néanmoins à reprendre sa marche en avant. L'ennemi battait en retraite, rien n'était plus clair. La brigade Wallon regagnait Volta; la brigade Fleischhaker la suivait, elle était à Cavriana; les brigades Wussin et Gablenz se maintenaient encore sur le Monte Fontana, mamelon situé dans la plaine au pied des collines de Cavriana. Le maréchal lança vers le mamelon la division de La Motterouge, la fit soutenir par la division Decaen; l'affaire fut des plus chaudes; une redoute, débris des anciennes guerres, située sur le Monte Fontana, fut prise, reprise, enfin abandonnée par les Autrichiens. Les grenadiers de la garde gravissaient pendant ce temps les collines de Cavriana, chassaient l'ennemi du village.

A ce moment, les deux armées disparurent au milieu de tourbillons de poussière soulevés par un vent furieux; l'orage qui depuis plusieurs heures se formait à l'horizon approchait rapidement. La chaleur était suffocante; enfin les nuages amoncelés se fondirent en tor-

[1] J'ai demandé au maréchal si la pensée ne lui était pas venue d'appuyer non à gauche, mais à droite, vers Guidizzolo, et de dégager ainsi le général Niel. Sa réponse fut que n'ayant pas d'ordre de l'empereur, il avait dû suivre les instructions de la veille, qui lui enjoignaient d'aller à Cavriana.

rents de pluie. Ainsi qu'il arrive le plus souvent dans les pays chauds, l'orage ne dura pas. Une demi-heure après, l'air s'éclaircit, et le soleil, dégagé des derniers nuages, inonda le champ de bataille de flots de lumière. La limpidité de l'atmosphère était telle que les moindres objets se discernaient à des distances prodigieuses. L'armée autrichienne était en pleine retraite. Des files de voitures encombraient les chemins à perte de vue; des colonnes d'infanterie se ralliaient à Volta; d'innombrables fuyards couraient à travers champs vers le Mincio. La cavalerie, seule en ordre, couvrait la retraite.

L'empereur avait rejoint le maréchal au Monte Fontana. Il lui demanda s'il fallait se risquer à la poursuite de l'ennemi. Le maréchal lui fit observer que l'infanterie, privée de nourriture depuis le matin, était harassée. Restait sans doute la cavalerie. L'empereur avait sous la main la division de cavalerie de la garde, plus loin les deux divisions du IVe corps, mais il n'était pas en mesure de prendre une résolution. Énervé par les émotions de la journée, mouillé jusqu'aux os, transi de froid, il donna l'ordre de faire halte et alla se sécher à Cavriana.

XLIX

Les Autrichiens se maintenaient encore aux environs de Guidizzolo. Wimpfen, s'apercevant que la cavalerie ennemie gardait seule la route de Castiglione,

était revenu sur sa détermination de battre en retraite; il avait donné l'ordre d'engager ses dernières réserves et d'avancer ainsi vers Castiglione. Cet ordre, en raison du désarroi où se trouvait l'armée autrichienne, n'était pas facile à accomplir. Cependant Schaffgotsch parvint à former trois colonnes qu'il lança vers Rebecco. Schwarzenberg pendant ce temps ramenait ses troupes au feu et s'efforçait d'enlever la Casa Nuova [1].

Le général Niel se trouva ainsi fort pressé au moment même où il eût dû rejoindre Mac Mahon. En définitive, il avait affaire depuis le matin à trois corps d'armée; ses soldats étaient à bout de forces. Il fallut appeler la cavalerie. En dépit des obstacles qu'offrait le terrain, douze escadrons de la division Devaux chargèrent successivement l'ennemi sans parvenir à l'arrêter. La situation devint tellement grave, que le maréchal Canrobert jugea nécessaire d'intervenir. Usant de la latitude que lui laissaient les ordres contradictoires de l'empereur, il avait appelé déjà dans le courant de l'après-midi deux de ses divisions à Medole. Les brigades Jeannin et Doëns, de la division Renault, gardaient la route de Ceresara; la brigade Bataille, de la division Trochu, entre quatre et cinq heures, traversait Medole. Le maréchal lança cette brigade vers la Casa Nuova. L'orage, là comme partout, mit fin à l'engagement [2].

[1] Les brigades étaient tellement mêlées que les rédacteurs de la relation autrichienne déclarent qu'il leur est impossible de déterminer ce que sont devenues ces différentes fractions.

[2] Le maréchal Canrobert ne prit en définitive qu'une part restreinte à la bataille de Solferino. Les pertes du 3e corps ne s'élevèrent pas à plus de 318 hommes, tués ou blessés; celles du 4e corps furent de 4,483 hommes; il est évident que l'empereur dut le gain de la bataille à la résistance extraordinaire du 4e corps.

Wimpfen, cette fois, donna définitivement l'ordre de battre en retraite. Schaffgotsche et Schwarzenberg ramenèrent leurs troupes à Goito; Weigl, avec le 11e corps, resta jusqu'à huit heures du soir à Guidizzolo, puis il s'achemina vers Goito.

Zobel et Mensdorff étaient à Volta vers sept heures du soir. Mensdorff passa le Mincio à Ferri. Zobel, qui devait gagner le pont de Valeggio, demeura la majeure partie de la nuit à Volta. Les chemins n'étaient pas libres. Clam-Gallas, entraîné par ses troupes en déroute, avait suivi la Strada Cavallara et était arrivé dans l'après-midi à Valeggio. Le pont était déjà encombré. A la vue des premiers fuyards, les conducteurs de voitures s'étaient hâtés de rétrograder. Convois de blessés, parcs d'artillerie, bagages des corps d'armée se pressaient, se culbutaient aux abords du pont. La panique était à son comble vers le soir. L'empereur François-Joseph dut intervenir lui-même pour rétablir l'ordre. Il fit appel aux soldats, les posta sur les points les plus menacés, prit les mesures pour mettre le village en état de défense, donna l'ordre d'amener l'artillerie de réserve qui se trouvait encore à Rosegafferro, la disposa sur la rive opposée, de façon à battre les environs du pont. Néanmoins les efforts de l'empereur seraient demeurés inutiles, si l'ennemi s'était montré ; fort heureusement il n'en fut rien. Le canon ne grondant plus, les plus effarés se rassurèrent, et le passage de la rivière put s'effectuer [1]. Zobel, en ayant été informé vers onze heures du soir, se dirigea vers Valeggio avec

[1] Ces détails sont donnés, non par la relation autrichienne, mais par la relation prussienne.

les brigades Fleischhaker et Wallon; il atteignit le pont vers minuit. La brigade Wussin passa la rivière à Ferri et fut suivie au point du jour par la brigade Gablenz. Stadion regagna Monzambano sans être inquiété; Benedek ne se tira pas aussi facilement d'affaire.

Les généraux sardes étaient demeurés toute l'après-midi dans la région boisée qui avoisine le lac : Cucchiari, à Tezze, près de Rivoltella; Mollard, au Vengario; les renforts qu'ils attendaient n'arrivaient pas. Le roi n'avait appris la déroute que fort tard; Solferino était déjà aux mains des Français. Le roi s'était hâté d'acheminer la brigade Aoste vers Rivoltella. Un officier courut en prévenir Mollard. « Le roi vous enjoint de reprendre l'offensive, lui dit-il; les Français sont à Solferino, et le roi veut que l'armée sarde ait sa part de la victoire. »

La brigade Aoste rejoignit Mollard à quatre heures. Les Sardes se mirent immédiatement en marche. Mollard suivait la voie ferrée; Cucchiari, la Strada Lugana. L'orage les força de s'arrêter en route; ils n'arrivèrent en vue de l'ennemi qu'à sept heures du soir. Les Autrichiens occupaient encore les mêmes positions. Lippert et le détachement de Reichlin étaient à la Contracania; Berger, à San Martino et Ortaglia; Philippovic, à Presca; Dauber, à Corbu di Sotto; Watervliet, au Monte San Giacomo; Reichlin, entre San Donino et Contrada del Bosco.

Benedek avait ordre, on le sait, d'avancer vers Lonato; mais, entraîné par les circonstances à se rapprocher du lac, il se trouvait isolé du gros de l'armée autrichienne, ne laissait pas d'en être inquiet, et croyait

d'ailleurs avoir affaire à toute l'armée sarde. Il avait pris en conséquence le parti de faire halte à San Martino. Les ordres de l'empereur, datés de Volta, n'avaient pu modifier cette détermination. Plus tard, l'empereur lui ayant demandé s'il pouvait détacher une ou deux brigades vers Solferino, il avait répondu qu'en raison de l'approche de l'armée sarde il ne pouvait se démunir de la moindre partie de ses troupes. Fasciné par cette idée, il était demeuré l'arme au bras jusqu'au soir[1]. Enfin, l'ordre de battre en retraite était arrivé. Benedek prenait ses dispositions en conséquence, quand les Sardes apparurent au pied des collines. Il était dès lors impossible de regagner le Mincio sans combat. L'affaire s'engagea à sept heures. Les Sardes gravirent les pentes de San Martino avec plus d'ardeur que d'ordre, arrivèrent les uns après les autres, et, de même qu'au matin, finirent par être rejetés dans les fonds. Tandis qu'ils se ralliaient, Benedek achemina vers Pozzolengo la brigade Lippert. Les Sardes revinrent à la charge; ils enlevèrent la Contracania, San Martino, poussèrent jusqu'au hameau d'Ortaglia; mais, chargés par Berger et Dauber, ils furent encore une fois rejetés dans les fonds. Ainsi débarrassé, Benedek ramena ses troupes à Pozzolengo.

[1] Benedek était un brillant divisionnaire : il s'était fort signalé lors de la bataille de Novare. Livré à lui-même, il fit preuve d'une indécision que la relation autrichienne s'efforce vainement de pallier. Il s'attendait à être attaqué par toute l'armée sarde, dit-elle. De fait, Benedek passa toute l'après-midi à attendre cette armée; il n'osa ni avancer vers Lonato, ainsi que le lui prescrivaient ses instructions, ni détacher des brigades que l'empereur François-Joseph l'invitait à diriger vers Solferino. La chance qu'il eut de battre les Sardes lui valut néanmoins une renommée telle, que l'empereur François-Joseph dut, en 1866, céder à l'opinion publique qui l'appelait à commander l'armée autrichienne.

Les trois dernières brigades de l'armée sarde arrivèrent à la nuit noire sur le terrain. Le roi, fort inquiet du sort de ses généraux, voyant d'ailleurs que les Autrichiens, après avoir abandonné la Madonna delle Scoperte, filaient vers Pozzolengo, avait donné l'ordre à Durando de rejoindre Mollard, en passant par San Rocco et Taverna : il était ainsi demeuré seul avec Fanti et la brigade Piémont. Durando avait à traverser la partie la plus abrupte du massif; de plus, il s'était attardé à canonner le détachement autrichien qui occupait San Donino. Il arriva ainsi trop tard pour prendre part à l'action. Fanti avait suivi les Autrichiens qui se repliaient vers Pozzolengo. Il avait rencontré ainsi Reichlin aux environs de la Contrada del Bosco. Un engagement s'en était suivi. Reichlin avait repassé le Redone et gagné le Monte Roccolo, où il espérait être rejoint par Watervliet; mais ce dernier, par suite d'un malentendu, n'était plus au Monte San Giacomo. Reichlin, fort embarrassé, traversa Pozzolengo et rejoignit non sans peine l'arrière-garde de Stadion. Fanti n'osa se risquer plus loin et se contenta de canonner l'ennemi en retraite du Monte San Giovanni.

Benedek ne trouva ainsi personne sur sa route. Il demeura une heure à Pozzolengo pour recueillir la paille nécessaire au coucher de ses blessés, puis il se remit en marche et regagna le Mincio dans la nuit. Dauber, Philippovic et Watervliet traversèrent la rivière à Peschiera; Berger et Lippert, à Salionze[1].

[1] Les opérations de l'armée sarde sont curieuses à observer. Le roi disposait de 40,000 hommes : il eut affaire à 18,000 hommes du 8e corps, d'une part, et de l'autre à 8,000 du 5e corps. Mollard attaqua Benedek

Le lendemain 25 juin, l'armée autrichienne avait regagné les positions qu'elle occupait le 23. Le 8e corps était à Salionze; le 1er, à Valeggio; le 5e, à Torrione; le 7e, à Foroni; la cavalerie de réserve, à Rosegaffero; le quartier général de la deuxième armée, à Villafranca; le 3e, à Remelli; le 9e, à Goito; le 11e, à Roverbella; la cavalerie de réserve, à San Brizzio; le quartier général de la première armée, à Roverbella; le quartier général de l'empereur, à Villafranca. La division Jellachich, après avoir poussé le 25 jusqu'à Redondesco, était de retour à Mantoue[1]. La division Ritter, du 10e corps, parvenue à Mantoue, regagnait Nogara.

L'armée alliée coucha sur le terrain : Canrobert et Niel, entre Medole et Guidizzolo; Mac Mahon, au

avec 10,000 et fut naturellement repoussé. Plus tard, Cucchiari engagea 10,000 hommes, et fut de même repoussé. A la Madonna delle Scoperte, Durando avait 10,000 hommes; Koller et Gaal, 8,000; les forces étaient plus égales cette fois : Durando fut repoussé. Le roi, ayant avec Fanti rejoint Durando, se trouva réunir 20,000 hommes. Il eût été dès lors parfaitement en mesure de chasser Stadion du Monte Croce, de gagner Pozzolengo et de couper ainsi la retraite à Benedek. Mais il n'en fit rien; il détacha 5,000 hommes qu'il envoya à Mollard, les fit suivre par 10,000 hommes sous les ordres de Durando. Ces 10,000 hommes n'arrivèrent pas en temps utile. Mollard et Cucchiari réunissaient cependant vers le soir 25,000 hommes; ils attaquèrent Benedek, firent encore la faute d'agir successivement, se laissèrent gagner par la nuit, et ne purent même incommoder la retraite de Benedek. Fanti, demeuré avec 5,000 hommes seulement, dut se borner à observer les Autrichiens. L'armée sarde se trouva ainsi inférieure en nombre sur le champ de bataille, sans l'être réellement.

[1] Les raisons qui déterminèrent le prince Liechtenstein à rester à Marcaria ne sont pas clairement expliquées par la relation autrichienne. Le prince avait reçu l'ordre général du 23; il devait en conséquence arriver le 25 à Asola. Cet ordre avait été confirmé par un second ordre du comte Wimpfen, expédié de Cereta, le 24 à minuit. Selon la relation autrichienne, le prince reçut le 25 un ordre qui lui prescrivait de demeurer à Marcaria et d'observer un corps ennemi dont la présence à Cremone était signalée. Mais la relation autrichienne ne cite pas l'ordre, ne dit pas de qui cet ordre émanait. Il est certain que Wimpfen n'en savait rien : on le voit par son billet à l'empereur.

Monte Fontana; l'empereur et la garde, à Cavriana; Baraguey d'Hilliers, à Solferino; le roi de Sardaigne, à San Martino. En définitive, les corps d'armée étaient arrivés aux étapes que leur assignaient les instructions de la veille. L'empereur adressa le lendemain à l'impératrice ces simples paroles : « Grande bataille; grande victoire! » César ne se fût pas exprimé autrement. Aucun ordre, d'ailleurs, ne fut donné : l'armée, cette fois, demeurera sept jours sur le champ de bataille.

VILLAFRANCA

L

Les pertes des alliés étaient de 17,000 hommes; celles des Autrichiens, de 22,000[1]. Matériellement, la condition des deux armées demeurait la même; néanmoins les Autrichiens étaient consternés, non sans raison. Il fallait bien se l'avouer, l'armée autrichienne ne pouvait se mesurer avec l'armée française. Au matin de la bataille, toutes les chances semblaient en sa faveur : le plan du quartier-maître général était parfaitement sensé; l'incurie de l'ennemi en avait facilité l'accomplissement; l'armée avait traversé sans encombre le Mincio; elle était arrivée sur le terrain dans l'ordre qui lui était prescrit. Grâce à la force des positions qu'il occupait, Stadion s'était maintenu toute la matinée à Solferino, laissant ainsi à Wimpfen le temps d'atteindre Carpenedolo. Mais Wimpfen n'avait pu dépasser même Medole. Il s'était opiniâtré, avait

[1] La différence entre les pertes des alliés et des Autrichiens provenait du nombre des prisonniers autrichiens. Les pertes par le feu sont le plus souvent égales; les historiens feront bien de s'en souvenir, car il est d'usage, après avoir énuméré ses pertes, d'ajouter que celles de l'ennemi étaient infiniment plus considérables. Or, une observation attentive des faits montre qu'il ne faut attacher aucune valeur à ce genre d'assertions.

engagé ses trois corps d'armée, toujours inutilement; ses troupes n'avançaient pas, et finissaient par se débander. Les cadres ralliaient les soldats, les ramenaient au feu, mais les heures s'écoulaient ainsi en allées et venues, et les ordres du général en chef ne s'exécutaient pas. Wimpfen, sans doute, avait fait la faute de disséminer le 11e corps sur toute sa ligne, au lieu de l'acheminer en masse vers Castiglione. Il n'en était pas moins vrai que, durant toute une journée, 20,000 Français environ avaient arrêté l'effort de 60,000 Autrichiens. Évidemment, la qualité du soldat n'était pas la même.

Il ne restait d'autre parti à prendre que de repasser l'Adige et d'attendre, à l'abri du camp retranché de Vérone, l'arrivée des renforts que l'archiduc Albert organisait en Allemagne. L'empereur se rangea à cette opinion; mais comme rien n'annonçait l'approche de l'ennemi, on laissa les troupes se reposer durant trois jours. Dans l'intervalle, les détachements isolés furent renvoyés à leur corps; les arrière-gardes, rappelées; les ponts, enlevés ou brûlés. Le 27 juin, l'armée autrichienne se remit en marche et passa l'Adige. Le 29, le 7e corps d'armée était à Zevio; les 1er, 5e et 8e, à Vérone; le 3e, à Albaredo; le 11e, à Bonavigo; le 9e et le 2e, à Legnago et Mantoue; le 10e, sur le bas Pô. Ces dispositions n'étaient pas définitives. L'ennemi n'avait pas encore franchi le Mincio, et l'on ne pouvait dès lors discerner ses intentions. La flotte française venait de paraître dans l'Adriatique; elle n'avait pas à bord plus de 1,000 hommes d'infanterie et d'artillerie de marine; 3,000 hommes d'infanterie de ligne, sous les ordres du

général Wimpfen, s'étaient embarqués le 27 pour les rejoindre; 5,000 autres devaient suivre : ces forces, à peine suffisantes pour occuper Venise, ne l'étaient pas pour agir dans l'intérieur des terres. Il s'agissait d'une diversion, en réalité peu inquiétante. Les opérations de Cialdini et de Garibaldi dans le Tyrol ne signifiaient rien; le 6e corps était parfaitement en mesure de garder le pays. L'approche du prince Napoléon était une autre affaire; il arrivait, disait-on, avec 35,000 hommes, pouvait traverser ainsi le bas Pô et menacer les communications de l'armée autrichienne. Le 10e corps, à Badia, parait à ce danger; l'essentiel semblait être de se maintenir sur l'Adige. L'empereur des Français allait sans doute marcher droit sur Vérone. Disposant d'une armée supérieure en nombre, animée d'ailleurs par une suite non interrompue de victoires, il pouvait, soit enlever de vive force le camp retranché, soit le tourner en passant l'Adige au-dessus de Vérone. Les dispositions étaient prises en vue de cette manœuvre de l'ennemi. L'armée autrichienne se concentrait à Vérone, et si chanceuse que fût une bataille, elle la livrait.

Les tacticiens de l'état-major se mettaient fort inutilement en frais d'imagination. L'empereur des Français ne songeait pas à franchir l'Adige; sa pensée était ailleurs.

LI

La Prusse avait invité la Diète, le 23 avril, à mobiliser l'armée fédérale, on le sait. Elle-même mobilisait trois, puis six corps d'armée. « Les intérêts de la Prusse sont les intérêts de l'Allemagne », disait M. de Schleinitz à cette occasion. Les confédérés étaient fort satisfaits de cet aphorisme, mais ils n'en comprenaient pas encore le sens. La Prusse ne devait pas tarder à le leur apprendre. Le Hanovre s'étant avisé de demander à la Diète la concentration d'une armée sur les bords du Rhin, M. d'Usedom protestait contre cette ingérence d'un État secondaire. La demande, d'ailleurs, tombait fort mal en cadence, disait-il, le général de Willisen s'efforçant en ce moment de régler avec l'Autriche les dispositions qu'il convenait de prendre en ce qui touchait l'armée fédérale. M. de Schleinitz accentuait encore, dans une circulaire, cette protestation. La Prusse, disait-il, tenait plus que personne à la sûreté de l'Allemagne, son intérêt propre se confondant, en cette circonstance, avec celui de la patrie commune; mais elle n'entendait pas se laisser mener par des États de deuxième et de troisième ordre. Elle revendiquait donc énergiquement le droit d'initiative, que l'on s'efforçait de lui enlever par des motions intempestives.

L'affaire du Hanovre était renvoyée à la commission militaire. Hesse-Darmstadt, Bade et Nassau protestaient

à leur tour contre le droit d'initiative que la Prusse s'arrogeait; ils invoquaient, à l'appui de leur dire, l'acte final du Congrès de Vienne, qui déclarait tous les États confédérés égaux entre eux; néanmoins ils consentaient, cette réserve faite, à laisser pour cette fois à la Prusse le droit d'initiative qu'elle réclamait. Les choses en restèrent là.

Cependant on armait par toute l'Allemagne; au mois de juin, les contingents se trouvaient sur le pied de guerre. L'armée fédérale était en mesure de prendre l'offensive, mais elle n'avait pas encore de général. Cette circonstance ne laissait pas de surprendre. La Diète était investie du droit de nommer le général; elle n'avait d'autre parti à prendre que d'appeler au commandement le souverain de la Prusse; nul ne songeait même à le contester. L'affaire semblait donc fort simple. Elle n'était pas telle.

La Prusse n'entendait pas tenir le commandement de la Diète; elle prétendait s'en saisir et fonder ainsi son droit à l'hégémonie de l'Allemagne; elle espérait même amener l'Autriche à lui concéder la situation qu'elle convoitait. Le général de Willisen négociait l'affaire à Vienne.

Il faut se rappeler que l'armée fédérale formait dix corps d'armée. Les Ier, IIe et IIIe corps appartenaient à l'Autriche; les IVe, V^e^, VIe, à la Prusse; les VIIe et VIIIe, aux États du Sud; les IXe et X^e^, aux États du Nord. Ces dix corps d'armée étaient commandés par le général en chef nommé par la Diète; telle était l'organisation militaire réglée par l'acte final du Congrès de Vienne. La Prusse proposait de modifier cette orga-

nisation : de réunir les IXe et X^e corps à l'armée prussienne; de former des VIIe et VIIIe une armée distincte aux ordres du roi de Bavière; enfin de confier le commandement général au prince régent. Cette proposition, en définitive, attribuait à la Prusse l'hégémonie de l'Allemagne. Le caractère en était nettement défini par la déclaration que le prince régent n'entendait pas prêter le serment prescrit par l'article 45 de l'acte final du Congrès de Vienne. L'armée était dès lors non fédérale, mais allemande; en définitive, prussienne.

Cette proposition ne pouvait agréer à l'Autriche, car elle se voyait éliminée ainsi de la Confédération germanique. Cependant, en raison des circonstances, elle ne refusait pas son acquiescement d'une façon absolue. Seulement, avant d'aller plus loin, elle demandait à la Prusse de définir les termes de sa médiation. « Notre pensée, répétait sans cesse le général de Willisen, est de maintenir les possessions de l'Autriche en Italie, et même d'agir si elle venait à être sérieusement menacée. — En ce cas, disait le comte Rechberg, vous êtes disposé à formuler votre promesse à l'aide d'un échange de notes. — Nous ne saurions aller aussi loin, répondait le général de Willisen : ce serait vous garantir la Lombardie; nous ne pouvons prendre un engagement qui nous ôterait le caractère de puissance médiatrice. » Sur ce, on s'était séparé, non sans échanger les témoignages de la fraternité la plus germanique.

Le 14 juin, M. de Schleinitz résumait la négociation en ces termes :

de son pays et de l'Allemagne, ne pouvait abdiquer la part d'influence à laquelle il a droit, ni sanctionner d'avance, par une attitude passive, les modifications qu'ont subies et que peuvent subir encore les circonscriptions territoriales dans un des pays que tant de liens unissent à la grande famille européenne. Néanmoins on aurait tort de prêter au gouvernement du roi l'intention d'aggraver encore, par une ingérence précipitée et arbitraire, une situation déjà pleine de périls, et de chercher à faire prévaloir, d'une façon unilatérale et sans avoir fait appel aux autres puissances, telle ou telle solution d'une question dans laquelle trop d'intérêts se trouvent engagés pour qu'elle ne doive, pour le bien général, devenir l'objet de la sollicitude de toutes les grandes puissances réunies. La Prusse, loin de là, ne saurait, par son attitude, son influence et ses conseils, poursuivre d'autre but que celui qu'elle poursuivait d'accord avec la Grande-Bretagne et la Russie, il y a peu de temps, ni avoir d'autre désir que celui de ramener sur le terrain des négociations, et en vue d'une solution à la fois équitable et durable, une question que des erreurs fâcheuses ont éloignée de la seule base que l'Europe puisse et doive sanctionner, lorsqu'il s'agit de grands principes sur lesquels repose son édifice social et politique. Nos armements, je le répète, ne signifient pas autre chose. Nous désirons la paix, et c'est dans ce but que nous nous adressons avec confiance aux cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg, pour aviser, avec leur concours, au moyen d'arrêter l'effusion du sang

« Personne n'ignore que nous avons vivement déploré et énergiquement désapprouvé la funeste résolution par laquelle le cabinet de Vienne a provoqué une rupture que nous espérions prévenir. Mais malgré cette faute, nous ne pensons pas moins que l'Europe, et en particulier l'Allemagne, ne pourrait voir d'un œil indifférent l'affaiblissement d'une puissance qui, par sa position géographique et sa nature même, nous a toujours paru un des éléments essentiels et un des garants naturels de l'équilibre européen. En maintenant encore ce principe, nous sommes fort éloignés cependant de méconnaître les difficultés qui s'opposeraient au rétablissement pur et simple de l'ancien état de choses en Italie.....

« Nous croyons que les traités en vertu desquels l'Autriche exerçait sur quelques-uns des États voisins une espèce de protectorat, pourront être remplacés par un système qui répugnerait moins à l'esprit des populations.....

« Nous accueillerons, en général, avec empressement toutes propositions qui tendraient à concilier avec les droits de la maison d'Autriche une œuvre de reconstruction basée sur des principes à la fois libéraux et conciliants, et qui nous paraîtraient de nature à satisfaire les vœux légitimes des populations italiennes. L'intention exprimée par l'empereur Napoléon de ne vouloir pour la France ni conquête ni agrandissement territorial, nous paraît un gage précieux en faveur de notre espoir d'un arrangement pacifique, et l'une des bases à l'aide desquelles il est à désirer qu'on parvienne bientôt, et d'un commun accord, à formuler

les propositions que nous désirions adresser avec les cours d'Angleterre et de Russie aux puissances belligérantes. »

Il n'était guère vraisemblable qu'en vue d'offres de service aussi vagues, l'Autriche acceptât les conditions léonines de la Prusse. Cependant il ne fallait rien négliger; en tout état de cause il importait de ne pas laisser à la Prusse l'initiative d'une telle négociation. L'empereur avait donc chargé le comte de Persigny, son ambassadeur à Londres, de demander la médiation de l'Angleterre.

LII

Le moment semblait favorable. A la suite d'un vote émis, le 10 juin, par la Chambre des communes, lord Derby avait prié la reine d'agréer la démission du ministère. Lord Palmerston était appelé à prendre la suite des affaires. La crise ministérielle allait entraîner un de ces revirements qui rendent l'intervention de l'Angleterre si préjudiciable aux intérêts des autres États. Lord Derby se croyait lié par les traités; il tenait compte des précédents. Lord Palmerston écoutait uniquement ses sympathies; il ne se piquait ni d'équité, ni de mesure, ni même de suite dans les idées. Il traitait ainsi fort lestement les souverains étrangers de tyrans, prenait en général le parti des séditieux. Cependant il trouvait juste qu'en Suisse,

les cantons protestants opprimassent les cantons catholiques. S'agissait-il de la France, il prétendait que le roi Louis-Philippe si comportait en desposte; mais il se montrait plein d'indulgence envers l'empereur, et le louait d'avoir chassé les assemblées qui lui résistaient. Il incriminait le roi de Naples, en raison de ses procédés arbitraires, et ne soufflait mot du sultan; il encourageait les prétentions du roi de Prusse à l'hégémonie de l'Allemagne et dénonçait en termes véhéments les prétentions de l'empereur de Russie au protectorat des Grecs; ainsi de suite. Naturellement il était hostile à l'Autriche; il haïssait d'ailleurs le Pape de toute la haine d'un bigot, et les autres princes italiens de la haine d'un whig.

L'empereur, se croyant assuré du concours de lord Palmerston, espérait entraîner l'Angleterre à sa suite. Les conditions de paix qu'il posait à l'Autriche, écrites de sa main sur un petit carré de papier, étaient formulées en ces termes : « 1° L'Italie rendue à elle-même; 2° confédération des États italiens; 3° cession de la Lombardie et du duché de Parme à la Sardaigne; 4° création d'un État indépendant formé de la Vénétie et du duché de Modène, gouverné par un archiduc; 5° la Toscane donnée à la duchesse de Parme; 6° création d'une vice-royauté laïque dans les Légations; 7° réunion d'un congrès qui serait appelé à organiser l'Italie sur ces bases, en tenant compte du vœu des populations. »

Lord Palmerston avait encore à remplir les diverses formalités que l'usage impose aux nouveaux ministres, lors de leur entrée aux affaires : il fallait, en attendant

sa réponse, avoir l'air de poursuivre la guerre. L'idée d'assiéger Peschiera se présenta naturellement à la pensée de l'empereur. Une opération de ce genre, en raison des lenteurs qu'elle entraînait, répondait à toutes les exigences de la situation. Les généraux commandant l'artillerie et le génie allèrent reconnaître la place. Ils jugèrent que la partie la plus faible était située sur la rive gauche du Mincio, et revinrent exposer leur opinion en conseil. L'empereur les approuva; il décida que l'armée sarde investirait Peschiera et que l'armée française couvrirait le siége. L'armée franchit le Mincio le 1er juin et se trouva ainsi répartie :

Le Ier corps d'armée, à Castelnuovo; le IIe, à Villafranca; le IVe, à Somma Campagna; le IIIe, à Valeggio et Goito; la garde et le quartier général de l'empereur, également à Valeggio; le Ve corps, sous les ordres du prince Jérôme-Napoléon, venait de rejoindre; il était à Goito.

L'armée sarde était à Casa Malavicina, Salionze, Prentina, Ponti, Rovizza; le quartier général du roi et la cavalerie, à Monzanbano.

L'empereur s'attendait à recevoir de lord Palmerston une réponse favorable, Il n'en fut rien. Lord Palmerston n'était pas satisfait des conditions de la paix. Dans une lettre adressée le 5 juillet à sir John Russell, il en donnait ainsi la raison : « Plus je réfléchis aux propositions de Persigny, disait-il, plus je les trouve fâcheuses; plus je me persuade que nous ne devons pas nous hâter de les adopter. Rien ne dit qu'elles aient l'assentiment des Sardes et des alliés, en général; elles

ne répondent ni aux vœux ni aux espérances de l'Italie. Si nous les adoptons, nous serons accusés d'avoir arrêté les armées alliées au milieu de leurs victoires, d'avoir rivé à l'Italie un dernier débris de la chaîne autrichienne, d'avoir contribué à ruiner les espérances des Italiens, au moment où elles étaient les plus brillantes... Persigny propose de donner à Modène et à la Vénitie un archiduc, souverain indépendant, de façon à placer un État neutre entre l'Autriche et la Sardaigne. Quel sera le résultat de cette combinaison? Les mêmes influences qui ont fait le malheur de la Toscane agiront sur le nouvel État. Il ne sera pas constitutionnel, sans nul doute, et le régime libéral dont jouissent les Piémontais excitera les regrets des Vénitiens. Des mécontentements, des insurrections s'ensuivront. L'Autriche interviendra en faveur de son archiduc; de nouveaux griefs s'ajouteront aux anciens, de nouvelles guerres ensanglanteront l'Italie. Si l'empereur a conçu de semblables idées, il a dû s'inspirer de sentiments de jalousie envers la Sardaigne, d'attachement envers le Pape. Ces sentiments, nous ne les partageons pas, nous ne pouvons les faire nôtres. Laissons l'empereur se tirer d'affaire à lui seul. S'il trouve la partie trop rude, laissons-le faire les propositions qu'il entendra, et comme il l'entendra. Gardons-nous d'en accepter la paternité, nous en serions responsables. » La médiation fut donc refusée. Le comte de Persigny demanda cette fois à lord Palmerston de donner simplement son appui moral aux propositions de l'empereur. Lord Palmerston consentit, se réservant néanmoins d'en parler au conseil et à la reine;

mais n'ayant pas obtenu l'adhésion du conseil et de la reine, il retira son consentement, et en prévint le comte de Persigny.

La médiation de la Prusse ne pouvait à plus forte raison lui convenir; il repoussa donc le même jour l'ouverture que lui faisait M. de Schleinitz. « Il est fort inutile de proposer votre médiation, disait-il avec cette franchise maussade qui lui était naturelle. Nul ne vous écoutera. La paix est impossible, si l'Autriche ne consent pas à des cessions de territoire. Pour ce qui est de l'équilibre européen, il n'y a pas à s'en inquiéter : l'Italie constituée en nation formera un nouvel élément de cet équilibre; ce qui nous importe essentiellement, c'est de créer une Italie, et non moins de régler d'une façon satisfaisante l'état des populations soumises au gouvernement papal. »

L'Autriche, jugeant qu'elle n'avait rien à attendre des uns ni des autres, rompait les négociations avec la Prusse en invitant la Diète à concentrer l'armée fédérale, conformément aux prescriptions de l'acte final du Congrès de Vienne, et à exiger du général en chef le serment prescrit par l'article 45 dudit acte.

Nul ne voulant plus entendre parler de médiation, il fallait en revenir à la stratégie. L'empereur se voyait dans la nécessité d'assiéger successivement les places du quadrilatère : Peschiera, Mantoue, Legnago, Vérone. La guerre devenait interminable. Cette perspective ne souriait nullement à un homme qui aimait si fort ses aises. Le métier des armes lui semblait rude; le carnage lui faisait horreur; la chaleur était intolé-

rable ; l'air était infecté de miasmes cadavériques : l'empereur souhaitait donc s'en aller, la paix bâclée, respirer sous les ombrages de Saint-Cloud et reprendre alors les négociations qu'il se flattait cette fois de mener à bien[1]. En définitive, il avait gagné sa bataille : il était satisfait. Les Français, les Italiens ne devaient pas l'être moins, à son sens. La guerre était pour ce personnage une sorte de feu d'artifice. « Notre campagne en Crimée a été brillante, disait-il naguère ; Sébastopol en sera le bouquet; nous signerons alors la paix. » Telle était encore sa façon de penser.

L'empereur prit donc le parti de traiter sans intermédiaire. Il adressa une lettre autographe à l'empereur François-Joseph, pour lui proposer un armistice. La lettre fut confiée au grand écuyer, le général Fleury, qui se rendit le 6 juillet à Vérone.

En même temps l'empereur annonçait aux commandants de corps d'armée que l'armée allait être attaquée le lendemain de front et de flanc. En conséquence, les troupes devaient prendre les armes le 7 juillet, au point du jour. Il entrait dans les détails les plus circonstanciés sur la bataille qui allait être livrée. Il indiquait les diverses manœuvres que les généraux devaient exécuter, les directions qu'ils devaient suivre en poursuivant l'ennemi. « On n'emportera pas de bagages, disait-il. Les soldats ne garderont que leurs sacs avec des cartouches et des biscuits; ils laisseront

[1] Le roi des Belges disait au comte Pourtalès : « L'empereur n'est pas précisément téméraire, mais il est grand faiseur de projets; il a gardé des penchants et des habitudes de conspirateur qui contrastent singulièrement avec son amour du repos, des plaisirs et du bien-être que lui vaut sa situation actuelle. »

leurs capotes et demeureront en veste; les bidons seront remplis d'eau-de-vie mélangée d'eau. Dès que l'ennemi apparaîtra, ajouta-t-il, on commencera le feu de l'artillerie; les lignes d'infanterie seront disposées alternativement en bataillons déployés et en colonnes doubles; on évitera les tiraillements inutiles, et pendant que les uns feront un feu de file, les autres battront la charge et aborderont l'ennemi à la baïonnette. » Jusqu'alors l'empereur avait donné ses ordres en termes généraux, le plus souvent verbalement. Jamais il n'avait témoigné une connaissance aussi approfondie des détails du métier. Ce n'était là qu'une de ces fantasmagories auxquelles il se plaisait.

Le lendemain 7 juillet, l'armée alliée était sous les armes; elle attendait l'ennemi dans un ordre admirable. Enfin, vers onze heures et demie du matin, on aperçut au milieu d'un tourbillon de poussière une voiture; le grand écuyer se trouvait dans cette voiture. Il revenait de Vérone, n'avait rencontré personne sur sa route; de même que les jours précédents, l'armée autrichienne se tenait dans le camp retranché, au delà de l'Adige. L'empereur François-Joseph avait reçu le grand écuyer avec tous les égards imaginables, l'avait invité à dîner, l'avait logé dans les appartements du comte Grünne; le lendemain, il l'avait chargé d'annoncer qu'il allait dépêcher sa réponse à la lettre de l'empereur. Vers deux heures de l'après-midi, un officier de l'état-major autrichien apportait cette réponse également autographe; l'empereur François-Joseph consentait à signer un armistice et désignait pour ses commissaires le quartier-maître général baron

Hess et le feld-maréchal-lieutenant comte Mensdorff; l'empereur des Français choisit pour les siens le maréchal Vaillant et le général de Martimprey; le roi de Sardaigne, le comte Morozzo della Rocca; l'armistice fut signé le 8 juillet.

LIII

Le soir même, l'empereur des Français adressa une autre lettre à l'empereur François-Joseph. Il témoignait le désir, cette fois, de mettre fin à la guerre, et offrait d'en conférer. Cette ouverture fut accueillie avec empressement, et le lendemain 9 juin, le feld-maréchal-lieutenant prince de Hesse se rendit à Valeggio. L'empereur l'instruisit des conditions qu'il posait, conditions de tous points semblables à celles que le comte de Persigny avait communiquées à lord Palmerston. Une entrevue des deux souverains, dit-il, dans le cours de la conversation, lui semblait propre à faciliter la négociation. Le prince de Hesse se contenta d'écouter et revint dans la journée à Vérone, apprendre à l'empereur François-Joseph ce qui s'était dit. Les propositions furent déclinées.

Reprenant une troisième fois la plume, l'empereur des Français fit observer « qu'ayant antérieurement donné connaissance de ses propositions, les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg s'étaient montrés disposés à les soutenir, et que le gouvernement prussien avait même déclaré que si l'Autriche ne les acceptait

pas, elle ne pouvait plus compter sur son concours, ni moralement, ni matériellement [1] ». Il en donna des preuves qui semblaient satisfaisantes, ajouta qu'il n'entendait pas maintenir ses propositions d'une façon absolue, et qu'il insistait sur l'opportunité d'une entrevue. L'empereur François-Joseph répondit « qu'il remerciait Sa Majesté de la confiance qu'elle lui avait témoignée, en lui faisant part de l'acceptation par les trois puissances des premières propositions, et qu'il consentait à l'entrevue ».

Les deux empereurs se rencontrèrent le lendemain 11 juin aux environs de Villafranca, entrèrent dans la maison d'un bourgeois du pays. Ils s'y entretinrent sans témoins. L'empereur des Français se croyait plus maître de lui-même qu'il ne l'était. Il se laissa entraîner au cours de la conversation; il abandonna une à une ses diverses prétentions et finit par s'en tenir à la Lombardie : encore laissa-t-il à l'Autriche les places de Peschiera et de Mantoue, qui faisaient partie de la Lombardie. Du duché de Parme, il ne fut dit mot; au contraire, il fut convenu, en termes formels, que la

[1] Le fait d'une assertion aussi contraire à la vérité ne laisse pas de surprendre. Il ne saurait cependant être contesté. Ainsi qu'on le verra par la suite, l'empereur François-Joseph l'affirma dans son manifeste du 15 juillet.

Le comte Rechberg le répéta dans une communication officielle adressée au baron de Schleinitz. Enfin une note relative à l'entrevue de Villafranca, laissée par le prince consort, mentionne les phrases des lettres échangées entre les deux empereurs, telles que je les reproduis. Il reste seulement à savoir quelles furent les preuves données par l'empereur des Français à l'appui de son dire. Je n'ai pu tirer la chose au clair.

Il est d'ailleurs évident que les affaires d'Allemagne déterminèrent l'empereur François-Joseph à traiter, non les affirmations de l'empereur des Français; les Autrichiens furent seulement fort aises de pouvoir les jeter à la face des Prussiens.

Toscane et le duché de Modène seraient rendus aux archiducs. L'empereur des Français essaya bien de stipuler que l'on ne recourrait pas à la force; mais l'empereur François-Joseph lui fit observer que le duc de Modène était en mesure de rentrer dans ses États, sans aide, sa petite armée lui étant demeurée fidèle, et que le grand-duc de Toscane, fort aimé de ses sujets, serait rappelé par les populations elles-mêmes, du jour où elles pourraient exprimer librement leurs sentiments. En définitive, il refusa d'accepter les réserves de l'empereur des Français, qui se le tint pour dit. Restait la confédération italienne. L'empereur François-Joseph accepta, de la meilleure grâce du monde, une idée qui était tout à son avantage. Demeurée maîtresse absolue de la Vénétie, l'Autriche allait évidemment exercer une influence plus considérable que jamais sur les destinées de l'Italie. Il demeura entendu, verbalement, que les détails de la nouvelle organisation seraient réglés en Congrès, sans que le Congrès eût néanmoins le droit de modifier les bases de la convention intervenue entre les deux empereurs. En une heure, l'affaire fut bâclée ainsi qu'il suit :

« Entre Sa Majesté l'empereur d'Autriche et Sa Majesté l'empereur des Français, il a été convenu ce qui suit :

« Les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne.

« Cette confédération sera sous la présidence honoraire du Saint-Père.

« L'empereur d'Autriche cède à l'empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera et s'étendrait en ligne droite, le long du Mincio, jusqu'à Le Grazie; de là, à Sarzarola et Suzana au Pô, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche. L'empereur des Français remettra le territoire cédé au roi de Sardaigne.

« La Vénétie fera partie de la confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'empereur d'Autriche.

« Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs États, en donnant une amnistie générale.

« Les deux empereurs demanderont au Saint-Père d'introduire dans ses États des réformes indispensables.

« Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises, à l'occasion des derniers événements, dans les territoires des parties belligérantes.

« Fait à Villafranca, le 11 juillet 1859.

« *Signé* : FRANÇOIS-JOSEPH, m. p.; NAPOLÉON, m. p. »

Son traité en poche, l'empereur revint à Valeggio. Les derniers mots n'en étaient pas dits. Dans l'intervalle, M. de Cavour avait quitté Turin; il était tombé comme une bombe au quartier général. Naturellement,

il ne fut en aucune façon satisfait du traité. Il cria, il tempêta; dans sa rage, il alla jusqu'à presser Victor-Emmanuel de ne pas accepter la Lombardie. Le roi répondit, selon le proverbe, que ce qui était bon à prendre était bon à garder. De part et d'autre on s'échauffa. Survinrent de gros mots. Enfin le ministre exaspéré lança respectueusement sa démission à la tête de son souverain. Quelques instants après, on le voyait dans une salle d'auberge, assénant des coups de poing sur la table et jurant ni plus ni moins qu'un charretier.

Une fois débarrassé de son ministre, Victor-Emmanuel apposa sa signature sur les exemplaires du traité, en y ajoutant cette phrase énigmatique : « Pour ce qui me concerne. » Les exemplaires furent échangés par l'intermédiaire du prince Napoléon. L'empereur partit immédiatement; le 15 juin, il était de retour et goûtait le frais à Saint-Cloud.

LIV

Le sentiment général fut, au premier moment, la surprise. Nul ne s'expliquait les motifs qui avaient déterminé l'empereur à brusquer ainsi la situation. On le loua cependant de sa modération; on se félicita de la paix qui se trouvait si heureusement rendue à l'Europe. Des témoignages de satisfaction on en arriva insensiblement aux propos aigres. Maint homme d'État, en réalité, était contrarié de la paix. Lord Palmerston

souhaitait voir les Autrichiens chassés de l'Italie; il manifesta sa déception par des jeux de mots. « L'Italie n'était pas rendue à elle-même, disait-il, mais vendue à l'Autriche. » Cependant il ne tarda pas à se raviser. S'apercevant que l'empereur regrettait ses concessions à l'Autriche, il lui proposa sans ambages de revenir sur ses engagements, et s'offrit même à le servir dans cet honnête dessein. La grosse affaire, à son sens, était d'empêcher les souverains dépossédés de rentrer dans leurs États, et pour y parvenir, il fallait, disait-il, appeler les populations à se prononcer sur leurs destinées; interdire aux Autrichiens de se mêler de l'affaire, et les contraindre à renvoyer leurs troupes allemandes au delà des Alpes. Pour ce qui était du Pape, on n'avait pas de ménagements à garder. Le seul parti à prendre était de lui enlever les Marches et les Légations; de plus, les villes d'Arezzo et de Pérouse qui s'étaient révoltées, puis avaient été ramenées à l'obéissance par la force des baïonnettes papales. Ces divers territoires revenaient naturellement au vicaire laïque, que l'empereur avait si heureusement imaginé. Le Pape conservait Rome et la contrée environnante; mais l'empereur rappelait ses troupes, et Sa Sainteté demeurait ainsi livrée à elle-même.

M. de Schleinitz s'était cru en mesure de saisir l'hégémonie de l'Allemagne sans coup férir; il était fort désappointé, regrettait amèrement les dépenses énormes que la Prusse s'était imposées en pure perte. Il gardait un air dépité, se plaignait à l'occasion de lord Palmerston qui avait si malencontreusement refusé la médiation de la Prusse.

Le prince Gortschakoff prenait plus tranquillement son parti de l'affaire : il trouvait que la leçon donnée à l'Autriche suffisait à sa rancune.

Sur ces entrefaites, l'empereur d'Autriche lança de Schœnbrunn un manifeste, où il dénonçait les procédés de la Prusse à l'indignation de l'Allemagne. « S'il avait consenti à la paix, disait-il, la raison en était qu'il avait acquis la conviction que, par une entente directe avec l'empereur des Français, et sans intervention d'un tiers, il obtiendrait en tout cas des conditions moins défavorables qu'il ne pouvait en attendre de l'immixtion dans les pourparlers des trois grandes puissances qui n'avaient pas pris part à la guerre. » M. de Schleinitz protesta contre cette allégation; le comte Rechberg réitéra son dire. En réponse, M. de Schleinitz déclara nettement qu'il n'avait jamais entendu parler des bases de médiation que citait le comte Rechberg. On ne tarda pas à s'apercevoir qu'il importait de ne pas approfondir l'affaire, et l'on cessa de récriminer.

En France, la satisfaction était générale. Ce n'était pas que l'on s'intéressât au sort des Italiens; on se félicitait des triomphes de l'armée française; rien n'était plus naturel. Une nuance de surprise se mêlait néanmoins à ce sentiment. L'empereur des Français s'était arrêté au milieu du cours de ses victoires; il n'avait pas accompli la tâche qu'il s'était imposée. Ses détracteurs, enchantés de le trouver en faute, rappelaient malicieusement la proclamation où il disait avec une emphase que rien n'était venu justifier : « L'Italie sera libre jusqu'à l'Adriatique, ou elle ne sera pas. » Il importait de les confondre et de montrer que l'élu du suffrage universel

n'avait pu faillir. L'empereur se l'était déjà dit : il n'était nullement embarrassé de cette phrase malencontreuse; il allait l'escamoter en grande cérémonie. Les Chambres s'étant réunies le 19 juillet, il leur adressa ce discours :

« MESSIEURS,

« En me retrouvant au milieu de vous qui, pendant mon absence, avez entouré l'impératrice et mon fils de tant de dévouement, j'éprouve le besoin de vous remercier d'abord, et ensuite de vous expliquer quel a été le mobile de ma conduite.

« Lorsque, après une heureuse campagne de deux mois, les armées française et sarde arrivèrent sous les murs de Vérone, la lutte allait inévitablement changer de nature, tant sous le rapport militaire que sous le rapport politique. J'étais fatalement obligé d'attaquer de front un ennemi retranché derrière de grandes forteresses, protégé contre toute diversion sur ses flancs par la neutralité des territoires qui l'entouraient; et, en commençant la longue et stérile guerre des siéges, je trouvais en face de moi l'Europe en armes, prête, soit à disputer nos succès, soit à aggraver nos revers. Néanmoins la difficulté de l'entreprise n'aurait ni ébranlé ma résolution, ni arrêté l'élan de mon armée, si les moyens n'eussent pas été hors de proportion avec les résultats à attendre.

« Il fallait se résoudre à briser hardiment les entraves opposées par les territoires neutres, et alors accepter la lutte sur le Rhin comme sur l'Adige. Il fallait partout franchement se fortifier du concours de la révolu-

tion. Il fallait encore répandre un sang précieux qui n'avait que trop coulé déjà. En un mot, pour triompher, il fallait risquer ce qu'il n'est permis à un souverain de mettre en jeu que pour l'indépendance de son pays. Si je me suis arrêté, ce n'est donc pas par lassitude ou par épuisement, ni par abandon de la noble cause que je voulais servir, mais parce que, dans mon cœur, quelque chose parlait plus haut encore : l'intérêt de la France! »

FIN.

APPENDICE

I

ARMÉES

ARMÉE AUTRICHIENNE

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
62 régiments d'infanterie de ligne.				
Le régiment sur le pied de paix à 4 bataillons à 6 compagnies ; le 4e bataillon forme le dépôt et reste au chef-lieu du district de recrutement.				
Le régiment sur le pied de guerre à 6 bataillons.				
1 bataillon de grenadiers à 4 compagnies.				
3 bataillons de fusiliers à 6 compagnies.				
1 bataillon de fusiliers à 6 compagnies destiné à la garde des places fortes.				
1 bataillon de dépôt à 4 compagnies.				
Le régiment. . .	2830		6886	76
14 régiments frontières.				
Le régiment a 2 bataillons à 6 compagnies ; 1 bataillon de réserve à 4 compagnies. *Le régiment.* . .	662		3880	38
1 bataillon de Tittler à 6 compagnies ; 2 compagnies de réserve.				
Le bataillon. . .	323		1934	22

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
1 régiment de chasseurs à 7 bataillons, 1 bataillon de dépôt; les 6 premiers bataillons à 4 compagnies; le 7e à 6 compagnies; le bataillon de dépôt à 3 compagnies. *Le régiment. . .*	4538	8	6966	138
5 bataillons de chasseurs à 6 compagnies; 1 compagnie de dépôt. *Le bataillon. . .*	846	1	1427	23
20 bataillons de chasseurs à 4 compagnies; 1/2 compagnie de dépôt. *Le bataillon. . .*	575	1	1012	19
14 compagnies de la Santé. *La compagnie. . .*	194		247	
8 régiments de cuirassiers et 8 régiments de dragons à 6 escadrons, 1 dépôt-cadre sur le pied de paix; à 6 escadrons, 1 escadron de dépôt sur le pied de guerre. *Le régiment. . .*	1251	1051	1357	1157
12 régiments de hussards; 12 régiments de uhlans à 8 escadrons, 1 dépôt-cadre sur le pied de paix; à 8 escadrons, 1 escadron de dépôt sur le pied de guerre. *Le régiment. . .*	1921	1639	2050	1770
12 régiments d'artillerie à 4 batteries de 6; 3 batteries de 12 à pied;				

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
5 batteries de 6 à cheval; chaque batterie de 8 pièces de canon; 2 batteries de 6 et une de 12 à pied; 2 batteries de 6 à cheval, seules attelées sur le pied de paix; 3 compagnies. Sur le pied de guerre le régiment a de plus 1 batterie de 6 à cheval; 1 batterie d'obusiers; une 4e compagnie; enfin pour les IIe, IXe et Xe régiments, une 5e compagnie.				
Le régiment. . .	2000	365	3878	2289
Les régiments IIe, IXe et Xe.				
Le régiment. . .	2000	365	4104	2289
1 régiment d'artillerie des côtes à 3 bataillons à 4 compagnies sur le pied de paix, à 3 bataillons à 5 compagnies sur le pied de guerre.				
Le régiment. . .	1854		3439	
1 régiment de fusées à 18 batteries et 2 compagnies sur le pied de paix; à 20 batteries et 3 compagnies sur le pied de guerre.				
Le régiment. . .	2099	484	3850	2476
12 bataillons du génie à 4 compagnies sur le pied de paix; à 4 compagnies et 1 compagnie de dépôt sur le pied de guerre.				
Le bataillon. . .	578		936	30

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chev.
6 bataillons de pionniers à 4 compagnies; 1 dépôt de conducteurs; 1 dépôt de matériel pour les Ier, IIIe et Ve bataillons sur le pied de paix; à 4 compagnies, 1 compagnie de dépôt, 1 compagnie de conducteurs sur le pied de guerre.				
Le bataillon. . .	610		1435	606
Le corps de la flottille. 2 compagnies de la flottille du Danube. 4 compagnies de la flottille des lagunes sur le pied de paix. 4 compagnies de la flottille du Danube; 8 compagnies de la flottille des lagunes sur le pied de guerre.				
Le corps. . .	1481		2028	
Le corps des équipages militaires à 24 escadrons; 12 dépôts de conducteurs; 9 dépôts de matériel. Le corps sur le pied de guerre se trouve accru d'escadrons destinés à divers services selon les circonstances.				
Le corps. . .	2667	2280	5437	818[illegible]
Gendarmerie.	18985	1919	18985	1919
Police militaire	5947	100	5947	100
Compagnies de discipline	1200		1200	

Services, environ 15,000 hommes.

TOTAL DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE :

Sur le pied de paix.

		Hommes.	Chevaux.	Pièces.
324½ bataillons. 14 compagnies.	Infanterie.	225 146	33	
288 escadrons. 40 dépôt-cadres.	Cavalerie .	66 121	56 152	
14 régiments. 162 batteries. 50 compagnies.	Artillerie .	27 953	4 864	552
18 bataillons. 6 compagnies.	Troupes techniques	12 376	210	
24 escadrons d'équipages militaires.		2 667	2 280	
	Totaux. . .	334 263	63 539	552

Sur le pied de guerre.

		Hommes.	Chevaux.	Pièces.	Chariots.	Chevaux d'attelages et de bât.
448 bataillons. 29 compagnies.	Infanterie.	519 605			2 778	5 874
325 escadrons.	Cavalerie .	70 912	60 992		160	480
14 régiments. 188 batteries. 69 compagnies.	Artillerie .	54 503	4 636	1 504	3 608	25 104
18 bataillons. 30 compagnies.	Troupes techniques	23 576	474		942	3 732
Équipages militaires		5 437	410		1 344	6 426
Corps divers.		46 426	3 195			
	Totaux. . .	720 459	69 707	1 504	8 832	41 616[1]

[1] Le chiffre de 740,000 donné page 126 est erroné.

ARMÉE FRANÇAISE

GARDE	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
3 régiments de grenadiers, 4 régiments de voltigeurs à 4 bataillons à 6 compagnies. *Le régiment*. . .	2298		3125	[illegible]
1 bataillon de chasseurs à pied à 10 compagnies. *Le bataillon*. . .	1026		1339	[illegible]
1 régiment de zouaves à 2 bataillons à 7 compagnies. *Le régiment*. . .	1458		1944	[illegible]
1 régiment de gendarmerie à pied à 2 bataillons à 8 compagnies. *Le régiment*. . .	1610		2474	[illegible]
1 escadron de gendarmerie à cheval. *L'escadron*. . . .	189	164	189	[illegible]
2 régiments de cuirassiers, 1 de dragons, 1 de lanciers, 1 de guides, 1 de chasseurs à 6 escadrons. *Le régiment*. . .	1085	801	1276	[illegible]
1 régiment d'artillerie à pied à 12 batteries dont 6 batteries de parc, chaque batterie de 6 pièces. *Le régiment*. . .	1284	523	2370	[illegible]
1 régiment d'artillerie à cheval à 6 batteries. *Le régiment*. . .	1118	970	1572	[illegible]

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
2 compagnies du génie. *La compagnie. . .*	97	2	314	26
1 escadron du train à 2 compagnies. *L'escadron. . .*	551	644	551	644
LIGNE				
100 régiments d'infanterie à 3 bataillons à 8 compagnies. *Le régiment. . .*	1 900		3 077	40
20 bataillons de chasseurs à pied à 10 compagnies. *Le bataillon. . .*	798		1 288	14
3 régiments de zouaves à 3 bataillons à 9 compagnies. *Le régiment. . .*	3 010	20	3 010	20
3 régiments de tirailleurs indigènes d'Afrique à 3 bataillons à 7 compagnies. *Le régiment. . .*	3 154		4 164	57
2 régiments étrangers à 2 bataillons à 8 compagnies. *Le régiment. . .*	2 633	36	2 633	36
3 bataillons d'infanterie légère d'Afrique à 7 compagnies. *Le bataillon. . .*	783		972	14
8 compagnies de discipline de 200 à 300 hommes.				
5 compagnies de vétérans. *La compagnie. . .*	155		155	

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
1 escadron de cent gardes. *L'escadron. . .*	221	179	221	17[illegible]
2 régiments de carabiniers, et 10 régiments de cuirassiers à 6 escadrons. *Le régiment. . .*	912	629	1 336	11[illegible]
12 régiments de dragons et 8 de lanciers à 6 escadrons. *Le régiment. . .*	912	629	1 372	13[illegible]
12 régiments de chasseurs à cheval, 8 de hussards à 6 escadrons. *Le régiment. . .*	912	629	1 432	13[illegible]
3 régiments de chasseurs d'Afrique à 6 escadrons. *Le régiment. . .*	1 166	974	1 285	11[illegible]
3 régiments de spahis à 6 escadrons. *Le régiment. . .*	1 200	1 240	1 200	1[illegible]
10 escadrons de cavaliers de remonte. *L'escadron. . .*	280	6	280	6
5 régiments d'artillerie à pied à 12 batteries, 6 batteries de parc. *Le régiment. . .*	1 844	83	3 935	1[illegible]
7 régiments d'artillerie montés à 15 batteries. *Le régiment. . .*	2 028	1 025	3 724	30[illegible]
4 régiments d'artillerie à cheval à 8 batteries. *Le régiment. . .*	1 130	898	1 909	21[illegible]
1 régiment de pontonniers à 12 compagnies et 4 compagnies de conducteurs. *Le régiment. . .*	1 679	235	2 421	8[illegible]

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
12 compagnies d'ouvriers d'artillerie. *La compagnie*. . .	76		106	10
2 compagnies d'armuriers. *La compagnie*. . .	106	10	106	10
4 compagnies de vétérans. *La compagnie*. . .	142		142	
3 régiments du génie à 2 bataillons à 7 compagnies, 1 compagnie de mineurs sur le pied de paix, 1 compagnie de sapeurs conducteurs; à 8 compagnies, 1 compagnie de mineurs, 2 compagnies de dépôt, 1 compagnie de sapeurs conducteurs, sur le pied de guerre *Le régiment*. . .	1914	28	3648	219
2 compagnies d'ouvriers du génie. *La compagnie*. . .	108		246	
Gendarmerie départementale et coloniale : 27 légions de 2 à 4 compagnies, ensemble 93 compagnies, 4 compagnies coloniales, 2 bataillons à 8 compagnies, 4 escadrons pour le service de la ville de Paris, 1 compagnie de vétérans. *La gendarmerie*. . .	22980	14856	22980	14856
14 sections d'ouvriers de l'administration	2800		2800	
4 compagnies d'ouvriers des équipages militaires.	424		904	

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
5 escadrons des équipages militaires à 4 compagnies sur le pied de paix et 8 compagnies sur le pied de guerre.	4635	4045	14995	[illegible]
Services administratifs; santé, justice, etc.	6112		6112	
État-major, intendance	4158		4158	

TOTAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE :

	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
Infanterie.	245022	132	393571	[illegible]
Cavalerie	64242	44562	90443	[illegible]
Artillerie	33709	12930	62154	[illegible]
Génie	6152	58	11750	[illegible]
Gendarmerie.	22980	14856	22980	[illegible]
État-major et services administratifs, santé, justice, etc. . .	10297		10297	
Équipages militaires et ouvriers d'administration.	8410	4689	19250	[illegible]
Totaux [1]. . .	390812	77227	610435	[illegible]

[1] Il faut observer que, selon la relation de l'état-major, le total [illegible] l'armée française était, au 1er janvier 1859, de 398,087 hommes. Par [illegible] de la guerre de Kabylie, les régiments d'Afrique avaient été tenus au [illegible] complet.

ARMÉE SARDE

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chevaux.
2 régiments de grenadiers, 18 régiments d'infanterie de ligne à 4 bataillons à 4 compagnies. *Le régiment. . .*	1355		2507	
10 bataillons de bersagliers à 4 compagnies, 1 compagnie de dépôt de 41 hommes pour les 10 bataillons. *Le bataillon. . .*	392		761	
1 bataillon de disciplinaires à 3 compagnies. *Le bataillon. . .*	392		392	
4 régiments de ligne; 5 régiments de cavalerie légère à 4 escadrons de guerre, 1 escadron de dépôt. *Le régiment. . .*	635	444	1187	900
1 régiment d'artillerie de campagne à 20 batteries. *Le régiment. . .*	2091	926	4152	4000
1 régiment d'artillerie de place à 12 compagnies. *Le régiment. . .*	1135		2254	
1 régiment d'ouvriers d'artillerie à 5 compagnies. *Le régiment. . .*	690		1310	120

	EFFECTIFS			
	PAIX		GUERRE	
	Hommes.	Chevaux.	Hommes.	Chev.
1 régiment du génie à 2 bataillons à 5 compagnies. *Le régiment*. . .	1 168		2076	
1 escadron des équipages militaires à 4 compagnies.	469	180		
1 bataillon de troupes de l'administration à 3 compagnies.	659			
1 compagnie de mousquetiers (gardes de prison).	83			
2 régiments de carabiniers (police).	3 903	1 100		
2 compagnies de gardes	180			
7 compagnies de vétérans, invalides.	1 233			
État-major.	308			

TOTAL DE L'ARMÉE SARDE :

Sur le pied de paix. . . . 49,273 h., 6,290 ch.
Sur le pied de guerre . . 86,806 » 15,358 »



Ces renseignements sont donnés par la relation de l'état-major autrichien. Les chiffres ne concordent pas parfaitement entre eux, mais les erreurs ne sont pas essentielles. Il m'était d'ailleurs impossible de les rectifier.

II

ÉTATS DE SITUATION

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE

au 1er mai 1859.

	B.	E.	P.
IIe CORPS			
F. M. L. PRINCE LIECHTENSTEIN			
DIVISION JELLACIC			
Brigade Szabo.	5	»	8
Brigade Koudelka.	5	»	8
DIVISION HERDY			
Brigade Baltin.	5	»	8
Brigade Lippert.	4	»	8
Réserve d'artillerie.	»	»	8
TOTAL : 16,554 hommes.			
IIIe CORPS			
F. M. L. PRINCE SCHWARZENBERG			
DIVISION SCHÖNBERGER			
Brigade Durfeld.	5	»	8
Brigade Ramming.	5	»	8
DIVISION MARTINI			
Brigade Wetzlar.	5	»	8
Brigade Hartung.	4	»	8
—	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 22,511 hommes.			

	B.	E.	P.
Vᵉ CORPS			
F. M. L. COMTE STADION			
DIVISION PAUMGARTTEN			
Brigade Gaal.	5	»	8
Brigade prince de Hesse.	5	»	8
Brigade Bils.	5	»	8
DIVISION STERNBERG			
Brigade Koller.	4	»	8
Brigade Festetics.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	64
TOTAL : 24,027 hommes.			
VIIᵉ CORPS			
F. M. L. BARON ZOBEL			
DIVISION REISCHACH			
Brigade Lebzeltern.	4	»	8
Brigade Gablenz.	5	»	8
DIVISION LILIA			
Brigade Weigl.	4	»	8
Brigade Dondorf.	5	»	»
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	16
TOTAL : 19,018 hommes.			
VIIIᵉ CORPS			
F. M. L. DE BENEDEK			
DIVISION			
Brigade Berger.	5	»	8
Brigade Roden.	5	»	4

	B.	E.	P.
DIVISION LANG			
Brigade Philipovic.	5	»	8
Brigade Boër.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 19,293 hommes.			
—			
RÉSERVE DE CAVALERIE			
DIVISION MENSDORFF			
Brigade Palffy.	»	11	8
Brigade Holstein.	»	6	8
TOTAL : 2,824 chevaux.			
—			
Troupes techniques.	9	2 ½	»
TOTAL : 2,404 hommes.			
—			
RÉSERVE GÉNÉRALE D'ARTILLERIE			
TOTAL : 92 pièces.	»	»	92
Total de la IIe armée autrichienne : 106,631 hommes.			
—			
RÉSERVE D'INFANTERIE[1]			
DIVISION F. M. L. URBAN			
Brigade Habermann.	4 ½	»	8
Brigade Rupprecht.	7	»	12
—	»	3 ½	»
TOTAL : 11,573 hommes.			
—			
Troupes techniques.	8	»	»
TOTAL : 1,447 hommes.			
—			
GARNISONS			
TOTAL : 30,959 hommes[2].			

[1] A Bologne.
[2] Les chiffres donnés page 132 sont erronés.

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE ALLIÉE
au 20 mai 1859.

	B.	E.	P.
ARMÉE FRANÇAISE			
—			
GARDE IMPÉRIALE			
REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY			
Général de division			
DIVISION MELLINET			
Brigade Cler.	5	»	»
Brigade Wimpffen.	6	»	12
DIVISION CAMOU			
Brigade Manèque.	7	»	»
Brigade Decaen.	6	»	12
DIVISION DE CAVALERIE MORRIS			
Brigade Marion.	»	8	»
Brigade de Champeron.	»	8	»
Brigade Cassaignolles.	»	8	12
TOTAL : 14,800 h.; 3,885 ch.; 36 p.			
—			
Ier CORPS			
COMTE BARAGUEY D'HILLIERS			
Maréchal de France			
DIVISION FOREY			
Brigade Beuret.	7	»	»
Brigade Blanchard.	6	»	12
DIVISION DE LADMIRAULT			
Brigade Niol.	7	»	»
Brigade de Négrier.	6	»	12

	B.	E.	P.
DIVISION BAZAINE			
Brigade Goze.	9	»	»
Brigade Dumont.	6	»	12
Réserve d'artillerie.	»	»	21
TOTAL : 21,198 hommes ; 57 pièces[1].			
IIe CORPS			
DE MAC MAHON			
Général de division			
DIVISION DE LA MOTTEROUGE			
Brigade Lefèvre.	6	»	»
Brigade Polhès.	6	»	12
DIVISION ESPINASSE			
Brigade Gault.	7	»	»
Brigade Castagny.	8	»	12
Brigade de cavalerie Gaudin de Villaine.	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	15
TOTAL : 17,870 h.; 594 ch.; 39 p.			
IIIe CORPS			
CANROBERT			
Maréchal de France			
DIVISION RENAULT			
Brigade Picard.	7	»	»
Brigade Jannin.	6	»	12
			»
DIVISION TROCHU			12
Brigade Bataille.	7	»	»
Brigade Collineau.	6	»	12
DIVISION BOURBAKI			
Brigade Vergé.	7	»	»
Brigade Ducrot.	6	»	12

[1] La division de cavalerie Desvaux non encore arrivée.

	B.	E.	P.
DIVISION DE CAVALERIE PARTOUNEAUX			
Brigade de Clerembault.	»	8	»
Brigade Labareyre.	»	8	6
Réserve d'artillerie.	»	»	12
TOTAL : 21,969 h.; 1,354 ch.; 63 p.			
IVe CORPS			
NIEL			
Général de division			
DIVISION DE LUZY			
Brigade Douay.	7	»	»
Brigade Lenoble.	6	»	12
DIVISION VINOY			
Brigade Martimprey.	7	»	»
Brigade de la Charrière.	6	»	12
DIVISION DE FAILLY			
Brigade O'Farrell.	7	»	»
Brigade Saurin.	6	»	12
Brigade de cavalerie Richepance.	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	21
TOTAL : 19,904 h.; 718 ch.; 57 p.			
Ve CORPS			
LE PRINCE NAPOLÉON			
DIVISION D'AUTEMARRE D'ERVILLÉ			
Brigade baron Neigre.	9	»	12
Brigade Corréard.	6	»	»
TOTAL : 11,915 hommes; 12 pièces[1].			
TOTAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE : 107,656 h.; 6,551 ch.; 264 p.			

[1] La division d'infanterie Uhrich et la brigade de cavalerie Lapérouse non encore arrivées.

ARMÉE SARDE

	B.	E.	P.
DIVISION DE CASTELBORGO			
Brigade Colliano (grenadiers).	9	»	»
Brigade Perrier (Savoie).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 9,514 h.; 400 ch.; 18 p.			
DIVISION FANTI			
Brigade Mollard (Piémont).	9	»	»
Brigade Danesi (Aoste).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 11,917 h.; 400 ch.; 18 p.			
DIVISION DURANDO			
Brigade Arnaldi (Cuneo).	9	»	»
Brigade Morozzo (Pinerolo).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
TOTAL : 10,203 h.; 400 ch.; 12 p.			
DIVISION CIALDINI			
Brigade de Villamarina (Regina).	9	»	»
Brigade Broglia (Savone).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
TOTAL : 10,176 h.; 400 ch.; 12 p.			
DIVISION CUCCHIARI			
Brigade Pettinengo (Casale).	9	»	»
Brigade Gozzani (Acqui).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 10,718 h.; 400 ch.; 18 p.			

	B.	E.	P.
DIVISION DE CAVALERIE SAMBUY			
Brigade de Sonnaz.	»	8	»
Brigade de Savairoux.	»	8	»
Artillerie.	»	»	12
TOTAL : 1,934 chevaux ; 12 pièces.			
Brigade des chasseurs des Alpes.	6	1	»
TOTAL : 3,120 hommes ; 50 chevaux.			
TOTAL DE L'ARMÉE SARDE.			
55,648 h.; 3,984 ch.; 90 p.			
Total général de l'armée alliée : 163,304 h.; 10,535 ch.; 354 p.			

ÉTAT DE SITUATION DU DÉTACHEMENT

SOUS LES ORDRES DU FELD-MARÉCHAL-LIEUTENANT COMTE STADION

le 20 mai 1859.

	B.	E.	P.
Brigade prince de Hesse. Total : 5,148 h.; 487 ch.; 12 p.	6	3	12
Brigade Gaal. Total : 5,894 h.; 227 ch.; 12 p.	6	2	12
Brigade Bils. Total : 4,052 hommes ; 8 pièces.	4	»	8
Brigade Schaffgotsche. Total : 4,155 h.; 225 ch.; 8 p.	4	2	8
Brigade Braum. Total : 2,614 hommes ; 8 pièces.	3	»	8
Réserve. Total : 1,638 h.; 225 ch.; 20 p.	2	2	20
Total général. 22,500 h.; 1,164 ch.; 68 p.			

Il faut déduire de cet effectif environ un dixième d'hommes malades, et détachés à divers services.

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE

au 4 juin 1859.

	B.	E.	P.
Ier CORPS			
F. M. L. COMTE CLAM-GALLAS			
Brigade Burdina. +[1]	5	»	8
Brigade Reznischek. +	5	»	8
Réserve d'artillerie.	»	»	8
TOTAL : 10,767 hommes; 24 pièces[2].			
—			
IIe CORPS			
F. M. L. LIECHTENSTEIN			
DIVISION JELLACIC			
Brigade Szabo. +	5	»	8
Brigade Koudelka. +	5	»	8
DIVISION HERDY			
Brigade Baltin. +	5	»	8
Brigade Kintzl. +	4	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 15,612 h.; 519 ch.; 56 p.			

[1] Le signe + indique les brigades engagées.
[2] Les brigades Paszthory, Brunner, Hodits, non encore arrivées.

	B.	E.	P.
VIIe CORPS			
F. M. L. BARON ZOBEL			
DIVISION REISCHACH			
Brigade Lebzeltern. +	4	»	8
Brigade Gablenz. +	5	»	8
DIVISION LILIA			
Brigade Weigl.	4	»	8
Brigade Dondorf.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 15,464 h.; 571 ch.; 56 p.			
IIIe CORPS			
F. M. L. PRINCE SCHWARZENBERG			
DIVISION SCHÖNBERGER			
Brigade Durfeld. +	5	»	8
Brigade Ramming. +	5	»	8
DIVISION MARTINI			
Brigade Wetzlar. +	5	»	8
Brigade Hartung. +	5	»	8
—	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 20,391 h.; 1,145 ch.; 56 p.			
Ve CORPS			
F. M. L. COMTE STADION			
DIVISION PAUMGARTTEN			
Brigade Gaal.	5	»	8
Brigade Dormus. +	5	»	8
Brigade Bils.	5	»	8

	B.	E.	P.
DIVISION COMTE STERNBERG			
Brigade Koller.	4	»	8
Brigade Festetics.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 24,452 h.; 640 ch.; 72 p.			
DIVISION DE CAVALERIE DE RÉSERVE			
F. M. L. MENSDORF			
Brigade prince Holstein.	»	9	8
Brigade comte Palffy.	»	8	8
TOTAL : 2,469 chevaux ; 16 pièces.			
VIII[e] CORPS [1]			
F. M. L. CHEVALIER DE BENEDEK			
DIVISION BERGER			
Brigade Veranemann.	5	»	8
Brigade Roden.	5	»	8
DIVISION LANG			
Brigade Philippovic.	5	»	8
Brigade Boër.	5	»	8
Brigade Lippert.	4	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 25,709 h.; 626 ch.; 72 p.			
IX[e] CORPS [2]			
F. M. L. COMTE SCHAFFGOTSCHE			
DIVISION HANDEL			
Brigade Castiglione.	5	»	8
Brigade Augustin.	5	»	8

[1] A Bestazzo.
[2] A Plaisance.

	B	E.	P.
DIVISION CRENNEVILLE			
Brigade Blumencron.	5	»	8
Brigade Fehlmayer.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 20,975 h.; 428 ch.; 56 p.			
Réserve générale d'artillerie.	»	»	88
Total de l'armée autrichienne : 133,370 h.; 6,398 ch.; 488 p.			

RÉSERVE D'INFANTERIE

DIVISION URBAN

Brigade Rupprecht.
Brigade Schaffgotsche.
Brigade Braum.

(Environ 15,000 hommes[1].)

[1] Pas d'état de situation au 4 juin.

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE ALLIÉE

au 4 juin 1859.

	B.	E.	P.
ARMÉE FRANÇAISE			
GARDE IMPÉRIALE			
REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY Général de division			
DIVISION MELLINET			
Brigade Cler. +	5	»	»
Brigade Wimpffen. +	6	»	12
DIVISION CAMOU			
Brigade Manèque. +	7	»	»
Brigade Decaen. +	6	»	12
DIVISION DE CAVALERIE MORRIS			
Brigade Marion.	»	8	»
Brigade de Champeron.	»	8	»
Brigade Cassaignolles.	»	8	12
Réserve d'artillerie.	»	»	12
TOTAL : 14,223 h.; 3,612 ch.; 48 p.			
Ier CORPS			
COMTE BARAGUEY D'HILLIERS Maréchal de France			
DIVISION FOREY			
Brigade Dieu.	7	»	»
Brigade Blanchard.	6	»	12

	B.	E.	P.
DIVISION D'AUTEMARE D'ERVILLÉ			
Brigade baron Neigre.	9	»	»
Brigade Corréard.	6	»	12
TOTAL : 11,915 h.; 12 p.			
Réserve générale d'artillerie.	»	»	36
TOTAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE : 107,816 h.; 9,237 ch.; 312 p.			

ARMÉE SARDE

	B.	E.	P.
DIVISION DE CASTELBORGO			
Brigade Colliano (grenadiers).	9	»	»
Brigade Perrier (Savoie).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 9,961 h.; 400 ch.; 18 p.			
DIVISION FANTI			
Brigade Mollard (Piémont).	9	»	»
Brigade Danesi (Aoste).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 11,382 h.; 400 ch.; 18 p.			

	B.	E.	P.
DIVISION DURANDO			
Brigade Arnaldi (Cuneo).	9	»	»
Brigade Morozzo (Pinerolo).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
TOTAL : 10,696 h.; 400 ch.; 12 p.			
DIVISION CIALDINI			
Brigade de Villamarina (Regina).	9	»	»
Brigade Broglia (Savone).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
TOTAL : 10,757 h.; 400 ch.; 12 p.			
DIVISION CUCCHIARI			
Brigade Pettinengo (Casale).	9	»	»
Brigade Gozzani (Acqui).	9		»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 10,993 h.; 400 ch.; 18 p.			
DIVISION DE CAVALERIE SAMBUY			
Brigade de Sonnaz.	»	8	»
Brigade de Savoiroux.	»	8	12
TOTAL : 1,989 ch.; 12 p.			
Brigade de chasseurs des Alpes.	6	1	»
TOTAL : 3.129 h.; 50 ch.			
TOTAL DE L'ARMÉE SARDE : 56,609 hommes; 4,039 chevaux; 90 pièces.			
Total des armées alliées : 164,425 h.; 13,336 ch.; 402 p.			

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE

au 24 juin 1859.

	B.	E.	P.
PREMIÈRE ARMÉE			
F. Z. M. COMTE WIMPFFEN			
—			
IIe CORPS			
F. M. L. PRINCE LIECHTENSTEIN			
DIVISION JELLACIC			
Brigade Szabo.	5	»	8
Brigade Wachter.	5	»	8
Brigade Kintzl.	4	»	8
Brigade Hahn.	8 ½	»	»
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 17,710 h. ; 450 ch. ; 56 p.			
—			
IIIe CORPS			
F. M. L. PRINCE SCHWARZENBERG			
DIVISION SCHÖNBERGER			
Brigade Pokorny.	5	»	8
Brigade Dienstel.	5	»	8
DIVISION HABERMANN			
Brigade Wezlar.	5	»	8
Brigade Hartung.	5	»	8

	B.	E.	P.
Brigade Rösgen.	5	»	8
—	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 18,515 h.; 880 ch.; 72 p.			
IXe CORPS			
F. M. L. COMTE SCHAFFGOTSCHE			
DIVISION HANDL			
Brigade Castiglione.	5	»	8
Brigade Wimpffen.	5	»	8
Brigade Benedek.	5	»	8
DIVISION CRENNEVILLE			
Brigade Blumencron.	5	»	8
Brigade Fehlmayr.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 20,000 h.; 480 ch.; 72 p.			
Xe CORPS			
F. M. L. BARON WERNHARD			
DIVISION MARZIANI			
Brigade Maroicic.	5	»	8
Brigade Anthoine.	5	»	8
Brigade Jablonsky.	5	»	8
DIVISION WALLEMARE			
Brigade Schiller.	5	»	8
Brigade Mollinary.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32
TOTAL : 20,710 h.; 520 ch.; 72 p.			

	B.	E.	P.
XI CORPS			
F. M. L. COMTE DE VEIGL			
DIVISION SCHWARZEL			
Brigade Klapka.	5	»	8
Brigade Greschke.	4	»	8
DIVISION BLOMBERG			
Brigade Baltin.	5	»	8
Brigade Dobrzensky.	5	»	8
Brigade Host.	5	»	8
—	»	4	8
TOTAL : 19,830 h.; 560 ch.; 48 p.			
DIVISION DE CAVALERIE			
F. M. L. COMTE ZEDTWITZ			
Brigade Vopaterny.	»	16	8
Brigade Lauingen.	»	12	8
TOTAL : 2,970 ch.; 16 p.			
Réserve d'artillerie de la première armée, 24 pièces.	»	»	24
TOTAL DE LA PREMIÈRE ARMÉE : 96,765 h.; 5,860 ch.; 360 p.			

DEUXIÈME ARMÉE

COMTE SCHLICK

Ier CORPS

F. M. L. CLAM-GALLAS

	B.	E.	P.
DIVISION MONTENUOVO			
Brigade Paszthory.	5	»	8
Brigade Brunner.	6	»	8
DIVISION STANKOVICS			
Brigade Hoditz.	5	»	8
Brigade Reznicek.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	32

Total : 16,680 h.; 480 ch.; 64 p.

Ve CORPS

F. M. L. COMTE STADION

	B.	E.	P.
DIVISION PALFFY			
Brigade Gaal.	5	»	8
Brigade Puchner.	5	»	8
Brigade Bils.	5	»	8
DIVISION STERNBERG			
Brigade Koller.	5	»	8
Brigade Festetics.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	40

Total : 20,660 h.; 480 ch.; 80 p.

	B.	F.	P.
VIIe CORPS			
F. M. L. BARON ZOBEL			
DIVISION PRINCE DE HESSE			
Brigade Wussin.	5	»	8
Brigade Gablenz.	5	»	8
DIVISION BRANDENSTERN			
Brigade Fleischhacker.	5	»	8
Brigade Wallon.	5	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	16
TOTAL : 16,300 h.; 480 ch.; 48 p.			
VIIIe CORPS			
F. M. L. DE BENEDEK			
DIVISION BERGER			
Brigade Watervliet.	5	»	8
Brigade Berger.	5	»	8
DIVISION LANG			
Brigade Philippovic.	5	»	8
Brigade Dauber.	5	»	8
Brigade Lippert.	5	»	8
Brigade Reichlin.	4	»	8
—	»	4	»
Réserve d'artillerie.	»	»	72
TOTAL : 23,140 h.; 560 ch.; 72 p.			

	B.	E.	P.
DIVISION DE CAVALERIE			
F. M. L. COMTE MENSDORFF			
Brigade Holstein.	12	»	8
Brigade Zichy.	8	»	8
TOTAL : 2,600 chevaux ; 16 pièces.			
Réserve générale d'artillerie.	»	»	112
TOTAL DE LA DEUXIÈME ARMÉE : 76,780 h. ; 4,600 ch. ; 392 p.			
Total général de l'armée autrichienne : 173,345 h.; 10,460 ch.; 752 p.[1]			

[1] Le X[e] corps, les brigades Kintzl et Hahn, formant la garnison de Mantoue, ne prirent aucune part à la bataille.

ÉTAT DE SITUATION DE L'ARMÉE ALLIÉE

au 24 juin 1859.

	B.	E.	P.
ARMÉE FRANÇAISE			
—			
GARDE IMPÉRIALE			
REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGELY			
Maréchal de France			
DIVISION MELLINET			
Brigade Niol.	5	»	»
Brigade Blanchard.	6	»	12
DIVISION CAMOU			
Brigade Manèque.	7	»	»
Brigade Picard.	6	»	12
DIVISION DE CAVALERIE MORRIS			
Brigade Marion.	»	8	»
Brigade de Champeron.	»	8	»
Brigade Cassaignolles.	»	8	12
Réserve d'artillerie.	»	»	12
TOTAL : 14,022 h.; 3,259 ch.; 48 p.			
—			
Ier CORPS			
COMTE BARAGUEY-D'HILLIERS			
Maréchal de France			
DIVISION FOREY			
Brigade Dieu.	7	»	»
Brigade d'Alton.	6	»	12

	B.	E.	P.
DIVISION DE LADMIRAULT			
Brigade Douay.	7	»	»
Brigade de Négrier.	6	»	12
DIVISION BAZAINE			
Brigade Goze.	9	»	»
Brigade Dumont.	6	»	18
DIVISION DE CAVALERIE DESVAUX			
Brigade Genestet de Planhol.	»	8	»
Brigade de Forton.	»	8	6
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 21,877 h.; 2,457 ch.; 66 p.			
IIe CORPS DE MAC MAHON Maréchal de France.			
DIVISION DE LA MOTTEROUGE			
Brigade Lefèvre.	6	»	»
Brigade Douay.	6	»	12
DIVISION DECAEN			
Brigade Gault.	7	»	»
Brigade de Castagny.	8	»	12
Brigade de cavalerie Gaudin de Vilaine.	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 17,021 h.; 1,347 ch.; 48 p.			
IIIe CORPS CANROBERT Maréchal de France			
DIVISION RENAULT			
Brigade Dœns.	7	»	»
Brigade Jannin.	6	»	12

	B.	E.	P.
DIVISION TROCHU			
Brigade Bataille.	7	»	»
Brigade Collineau.	6	»	12
DIVISION BOURBAKI			
Brigade Vergé.	7	»	»
Brigade Ducrot.	6	»	12
DIVISION DE CAVALERIE PARTOUNEAUX			
Brigade de Clérembault.	»	8	»
Brigade Labareyre.	»	8	6
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 23,013 h.; 1,113 ch.; 66 p.			

IVe CORPS

NIEL

Général de division

	B.	E.	P.
DIVISION DE LUZY			
Brigade Douay.	7	»	»
Brigade Lenoble.	6	»	12
DIVISION VINOY			
Brigade de Capriol.	7	»	»
Brigade de la Charrière.	6	»	12
DIVISION DE FAILLY			
Brigade O'Farrell.	7	»	»
Brigade Saurin.	6	»	12
Brigade de cavalerie de Rochefort.	»	8	»
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 21,026 h.; 986 ch.; 60 p.			

	B.	E.	P.
Ve CORPS			
PRINCE NAPOLÉON			
DIVISION D'AUTEMARRE D'ERVILLÉ			
Brigade Neigre.	9	»	»
Brigade Correard.	6	»	12
DIVISION UHRICH			
Brigade Grandchamp.	7	»	»
Brigade Cauvin du Bourguet.	6	»	12
Brigade de cavalerie de Lapérouse.	»	»	6
Réserve d'artillerie.	»	»	24
TOTAL : 21,060 h.; 1,044 ch.; 54 p.			
Réserve générale d'artillerie.	»	»	90
TOTAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE : 118,019 h.; 10,206 ch.; 432 p.			
ARMÉE SARDE			
DIVISION DURANDO			
Brigade Colliano (grenadiers).	9	»	»
Brigade Perrier (Savoie).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 10,083 h.; 400 ch.; 18 p.			
DIVISION FANTI			
Brigade Camerana (Piémont).	9	»	»
Brigade Danesi (Aoste).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
TOTAL : 9,558 h.; 400 ch.; 18 p.			

	B.	E.	P.
DIVISION MOLLARD			
Brigade Arnaldi (Cuneo).	8	»	»
Brigade Morozzo (Pinerolo).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
Total : 11,153 h.; 400 ch.; 12 p.			
DIVISION CIALDINI			
Brigade Villamarina (Regina).	9	»	»
Brigade Broglia (Savone).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	12
Total : 10,927 h.; 400 ch.; 12 pièces.			
DIVISION CUCCHIARI			
Brigade Pettinengo (Casale).	9	»	»
Brigade Gozzani (Acqui).	9	»	»
Cavalerie.	»	4	»
Artillerie.	»	»	18
Total : 10,743 h.; 400 ch.; 18 p			
DIVISION DE CAVALERIE SAMBUY			
Brigade de Sonnaz.	»	8	»
Brigade de Savoiroux.	»	8	»
Artillerie.	»	»	12
Total : 2,097 chevaux; 12 pièces.			
Brigade de chasseurs des Alpes.	6	1	»
Total : 3,120 hommes; 120 chevaux.			
Total de l'armée sarde : 55,584 hommes; 4,147 chevaux; 90 pièces.			
Total de l'armée alliée : 173,603 h.; 14,353 ch.; 522 p.[1]			

[1] Les divisions d'Autemare, Uhrich et Cialdini ne prirent aucune part à la bataille.

III

RÉPARTITION

DES TROUPES FRANÇAISES

DESTINÉES A L'ITALIE

RÉPARTITION

DES TROUPES FRANÇAISES DESTINÉES A L'ITALIE

le 22 avril 1859

Garde.	Paris.
Ier corps.	Division FOREY, Paris. Division LADMIRAULT, Paris. Division BAZAINE, Toulon.
IIe corps.	Division LA MOTTE-ROUGE, Alger. Division ESPINASSE, Alger.
IIIe corps.	Division RENAULT, Grenoble. Division TROCHU, Lyon. Division BOURBAKI, Briançon.
IVe corps.	Division LUZY, Lyon. Division VINOY, Paris. Division FAILLY, Lyon.
Ve corps.	Division D'AUTEMARRE, Toulon. Division UHRICH, Paris.

IV

MARCHES

	29 avril.	30 avril.
ARMÉE FRANÇAISE		
QUARTIER GÉNÉR. DE L'EMPEREUR	»	»
GARDE	»	»
Ier CORPS	Gênes.	Pontedecimo.
IIe —	»	»
IIIe —	»	»
IVe —	»	»
Ve —	»	»
QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI	Turin.	id.
1re DIVISION	Alexandrie, Dora.	id.
2e —	Alexandrie.	id.
3e —	Novi.	id.
4e —	Dora.	id.
5e —	Valenza.	id.
CAVALERIE	Casale, Dora.	id.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
QUARTIER GÉNÉRAL	Pavie.	Garlasco.
Ve CORPS	Binasco.	Trumello.
VIIe —	Bereguardo.	Gambolo.
VIIIe —	Corte-Olona.	Zinasco.
IIIe —	Carbonara.	Dorno.
IIe —	S. Angiolo.	Gropello.
CAVALERIE MENSDORFF	Lodi.	Pavie.
IXe CORPS	»	»
Ier —	»	»
XIe —	»	»
Xe —	»	»
CAVALERIE ZEDWITZ	»	»
URBAN	»	Milan, Brescia.

ai.	3 mai.	4 mai.	5 mai.	6 mai.
	»	»	»	»
	id.	id.	id.	Buzalla.
alle.	Cassano.	id.	id.	id.
arone.	Gavi.	id.	id.	id.
	»	»	Alexandrie.	id.
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	id.	id.	id.	id.
iano.	S. Salvatore.	id.	id.	id.
	id.	id.	id.	id.
drie.	Valenza.	id.	id.	id.
no.	Casale, Bozzole.	id.	id.	id.
	id.	id.	id.	id.
	id.	id.	id.	id.
llo.	id.	id.	id.	id.
o.	id.	id.	id.	id.
gelo.	id.	Robbio.	id.	id.
Cairo.	Porto-Cornale.	C. Cecosa.	id.	Sannazaro.
eretti.	id.	id.	id.	id.
e.	id.	Sannazaro.	id.	S. Giorgio.
llo.	id.	id.	id.	Nicorvo.
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
escia.	id.	Brescia, Treviglio, Bergamo	id.	id.

ARMÉE FRANÇAISE	7 mai.	8 mai.
Quartier génér. de l'Empereur	»	»
Garde.	Buzalla.	id.
Ier corps.	Cassano.	id.
IIe —	Tassarolo.	id.
IIIe —	Alexandrie.	id.
IVe —	»	»
V^e —	»	»
Quartier général du Roi. . . .	S. Salvatore.	id.
1re division.	S. Salvatore.	id.
2e —	Alexandrie.	id.
3e —	Valenza.	id.
4e —	Casale, Bozzole.	id.
5e —	Casale, Bassignana.	id.
Cavalerie.	Dora.	id.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
Quartier général.	Mortara.	Verceil.
V^e corps.	Palestro.	Stroppiana.
VIIe —	Verceil.	C. di Stra.
VIIIe —	Mortara.	Robbio.
IIIe —	Cozzo.	Torrione.
IIe —	Nicorvo.	Verceil.
Cavalerie Mensdorff.	Verceil.	id.
IXe corps	»	»
Ier —	»	»
XIe —	»	»
X^e —	»	»
Cavalerie Zedwtiz.	»	»
Urban.	Brescia, Bergamo, Milan.	Brescia, Milan.

ai	11 mai.	12 mai.	13 mai.	14 mai.
	»	Gênes.	id.	id.
	id.	id.	id.	Serravalle.
	id.	id.	id.	Castelnuovo-Di Scrivia.
	id.	id.	id.	id.
za.	id.	id.	id.	id.
atore.	id.	id.	id.	id.
	»	»	»	Gênes.
	Occimiano.	id.	id.	id.
e.	Occimiano, San Giorgio.	id.	id.	id.
	id.	id.	id.	id.
e.	id.	id.	id.	id.
e.	Casale, Valmacca.	Gazzo, Balzola.	id.	id.
e.	id.	Casale, Valmacca.	id.	id.
o.	S. Germano.	id.	id.	id.
a.	id.	id.	id.	id.
a.	id.	id.	Trumello.	id.
o.	id.	id.	id.	id.
lo.	id.	id.	id.	id.
	id.	id.	Mortara.	id.
se.	id.	id.	id.	id.
o	id.	id.	Vespolate.	id.
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
Pia- .	id.	Brescia, Stradella.	id.	Brescia, Voghera.

ARMÉE FRANÇAISE	15 mai.	16 mai.
QUARTIER GÉNÉR. DE L'EMPEREUR	Alexandrie.	id.
GARDE.	Cassano.	Novi, Cassano.
Ier CORPS.	Castelnuovo di Scrivia.	Pontecurone.
IIe —	S. Giuliano.	Sale.
IIIe —	Bassignana, Valenza, Pomaro.	Tortone, Alexandrie.
IVe —	S. Salvatore.	Salvatore.
Ve —	»	»
QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI. . . .	Occimiano.	id.
Ire DIVISION.	Occimiano, S. Giorgio.	id.
2e —	Casale.	id.
3e —	Balzola, Gazzo.	id.
4e —	Stroppiana.	id.
5e —	Casale, Frassinetto.	id.
CAVALERIE.	S. Germano.	id.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
QUARTIER GÉNÉRAL.	Mortara.	id.
Ve CORPS.	Trumello.	id.
VIIe —	Robbio.	id.
VIIIe —	Lomello.	id.
IIIe —	Mortara.	id.
IIe —	Albonese.	id.
CAVALERIE MENSDORFF.	Vespolate.	id.
IXe CORPS.	»	»
Ier —	»	»
XIe —	»	»
Xe —	»	»
CAVALERIE ZEDWITZ.	»	»
URBAN.	Brescia, Stradella.	id.

ıai.	19 mai.	20 mai.	21 mai.	22 mai.
!.	id.	id.	id.	id.
:.	id.	id.	id.	id.
!.	id.	id.	Voghera.	Casteggio.
.	id.	id.	Castelnuovo di Scrivia.	Voghera.
.	id.	id.	Pontecurone.	id.
.	id.	id.	Valenza.	Sale, Valenza.
	Gênes, Bobbio, Tortone.	id.	Bobbio.	Bobbio, Varzi.
.	id.	Casale.	id.	id.
.	id.	Casale.	id.	Terra Nuova.
.	id.	Balzola, Gazzo.	Villanuova, Gazzo.	Motta di Conti.
.	Casale.	Stroppiana.	id.	Caresana, Prarolo
.	id.	Verceil.	id.	Borgo Vercelli, Torrione.
.	id.	id.	id.	id.
.	id.	Verceil.	id.	Torrione.
	Garlasco.	id.	id.	id.
aro.	Busto di Ferro.	Montebello.	Vaccarizza.	id.
	Mortara.	id.	Robbio.	id.
	id.	id.	id.	id.
	Trumello.	id.	id.	id.
·gio.	id.	Mortara.	id.	Zemme.
	id.	id.	id.	id.
	Plaisance.	id.	id.	id.
	»		»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	Verrua, Barbianello, Brescia.	Montebello, Brescia.	Vaccarizza, Piacenza, Brescia.	Lodi, Brescia.

ARMÉE FRANÇAISE	23 mai.	24 mai.
QUARTIER GÉNÉR. DE L'EMPEREUR	Alexandrie.	id.
GARDE.	Alexandrie.	id.
Ier CORPS.	Casteggio.	id.
IIe —	Voghera.	id.
IIIe —	Casei.	id.
IVe —	Sale, Valenza.	id.
Ve —	Bobbio, Varzi.	id.
QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI. . .	Casale.	id.
1re DIVISION.	Casale.	id.
2e —	Motta di Conti.	id.
3e —	Caresana, Prarolo	id.
4e —	Borgo Vercelli, Torrione.	Verceil.
5e —	Frassinetto, Bozzole	id.
CAVALERIE.	Torrione.	Verceil.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
QUARTIER GÉNÉRAL.	Garlasco.	id.
Ve CORPS.	Vaccarizza.	id.
VIIe —	Candia.	id.
VIIIe —	Lomello.	id.
IIIe —	Trumello.	id.
IIe —	San Giorgio.	id.
CAVALERIE MENSDORFF.	Vespolate.	id.
IXe CORPS.	Plaisance.	id.
Ier —	»	»
XIe —	»	»
Xe —	»	»
CAVALERIE ZEDWITZ.	»	»
URBAN.	Como, Treviglio	id.

mai.	27 mai.	28 mai.	29 mai.	30 mai.
d.	id.	id.	id.	Verceil.
d.	id.	Occimiano.	Casale.	Trino.
d.	id.	Casei.	Mugarone, Sale.	Valenza.
d.	id.	Sale.	Pomaro, Valenza.	Casal.
d.	id.	Casale.	id.	Prarolo.
d.	id.	Pomaro, Valenza.	Casale.	Borgo Vercelli.
d.	Rivanazzano.	id.	Tortone.	id.
d.	id.	id.	Verceil.	Torrione.
Motta di nti.	id.	id.	Verceil.	Casalino.
zzo.	id.	id.	Verceil.	Confienza.
d.	id.	id.	Verceil.	Vinzaglio.
d.	id.	id.	Torrione.	Palestro.
d.	id.	id.	id.	id.
d.	id.	id.	id.	id.
asco.	id.	id.	id.	Mortara.
ızaro.	id.	id.	id.	id.
tara.	id.	id.	id.	id.
ıello.	id.	id.	id.	id.
ıello.	id.	id.	id.	id.
orgio.	id.	id.	id.	Castel d'Agogna
ılate.	id.	id.	id.	id.
ance.	id.	id.	id.	id.
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	»	»	»	»
ese.	Como.	Monza.	Muggio.	Tradate.

ARMÉE FRANÇAISE	31 mai.	1er juin.
Quartier génér. de l'Empereur	Verceil.	Novare.
Garde.	Verceil.	Novare.
Ier corps.	Casale.	Verceil.
IIe —	Borgo Vercelli.	Novare.
IIIe —	Palestro.	id.
IVe —	Cameriano.	La Biccoca.
Ve —	Tortone, Alexandrie.	id.
Quartier général du Roi. . . .	Torrione.	id.
1re division.	Confienza.	id.
2e —	Vinzaglio.	id.
3e —	Vinzaglio.	id.
4e —	Palestro.	id.
5e —	Frassinetto, Pomaro.	id.
Cavalerie.	Verceil.	Torrione.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
Quartier général.	Mortara.	id.
Ve corps.	Sannazaro.	id.
VIIe —	Robbio.	id.
VIIIe—	Lomello.	id.
IIIe —	Castel d'Agogna	Mortara.
IIe —	San Angelo.	id.
Cavalerie Mensdorff.	Nicorvo.	Borgo Lavezzaro.
IXe corps.	Plaisance.	id.
Ier —	»	Milan.
XIe —	»	»
Xe —	»	»
Cavalerie Zedwitz.	»	»
Urban.	Varese.	id.

in.	4 juin.	5 juin.	6 juin.	7 juin.
.	San Martino.	id.	Magenta.	Quarto-Cagnino
ate, igo.	Magenta.	Magenta.	id.	Quarto-Cagnino
.	La Biccoca.	Buffalora.	id.	S. Pietro l'Olmo.
etto.	Magenta.	id.	S. Pietro-l'Olmo	Milan.
re.	Pontevecchio.	Robecco.	Abbiate-Grasso.	Gaggiano.
.	Trecate, Pontevecchio.	Robecco.	Abbiate-Grasso.	Corsico.
drie, nce.	id.	Verceil, Florence.	id.	id.
te.	La Fortuna.	Torre Mandelli.	Arluno.	Lainate.
ongo.	Galliate.	Trecate.	Busto Garolfo.	Parabiago.
ite.	Marcallo.	Marcallo.	Garbagnate.	id.
te.	Castano.	Trecate.	Novare, Trecate	Busto Garolfo.
ngo.	Galiate.	Trecate.	Inveruno.	Nerviano.
	Casale, Pomaro.	Pertengo, Borgo Vercelli.	Novare.	Buscate.
te.	Galiate.	Torre Mandelli	San Martino.	Busto Garolfo.
rasso.	id.	Binasco.	Belgiojoso.	Codogno.
chia.	Robecco.	Fallavecchio.	Fossarmato.	Camporinaldo.
tto.	Corbetta.	Gudo Visconti.	Gualdrasco.	Lodi.
rdo.	Bestazzo.	Binasco.	Landriano.	Lodi.
rasso.	Robecco.	Morimondo.	Pavie.	S. Angiolo.
ta.	Cisliano.	Binasco.	Torrevecchia.	Borghetto.
ta.	Barreggio.	Gudo Gambaredo.	Siziano.	Lodi.
	Camporinaldo.	Pavie.	Belgiojoso.	Codogno.
	Cisliano.	Binasco.	Torrevecchia.	Borghetto.
	»	Mantoue.	Borgoforte.	id.
	»	»	»	»
	»	»	»	»
	Busto Arsizio.	Castagnate.	Canonica.	Vaprio.

ARMÉE FRANÇAISE	8 juin.	9 juin.
Quartier génér. de l'Empereur	Milan.	id.
Garde	Milan.	id.
Ier corps	Melegnano.	id.
IIe —	Dresano.	id.
IIIe —	Milan.	id.
IVe —	Carpiano	id.
Ve —	Novare, Florence.	Magenta, id.
Quartier général du Roi	Milan.	id.
1re division	Milan.	id.
2e —	Bettola.	id.
3e —	Milan.	id.
4e —	Milan.	id.
5e —	S.Pietro l'Olmo.	Milan.
Cavalerie	Milan.	id.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
Quartier général	Codogno.	Cavatigozzi.
Ve corps	Corteolona.	Casal Pusterlengo.
VIIe —	Lodi.	Arcagna.
VIIIe —	Lodi.	id.
IIIe —	S. Angiolo.	Bertolico.
IIe —	Borghetto.	Gombito.
Cavalerie Mensdorff	Lodi.	id.
IXe corps	Codogno.	Acquanegra.
Ier —	Borghetto.	Gombito.
VIe —	Borgoforte.	id.
Xe —	»	»
Cavalerie Zedwitz	»	»
Urban	Vaprio.	id.

juin.	12 juin.	13 juin.	14 juin.	15 juin.
d.	Gorgonzo.a.	Cassano.	Treviglio.	Covo.
l.	Gorgonzola.	Cassano.	Treviglio.	Romano.
iito.	Melzo.	Treviglio.	Mozzanica.	id.
illo.	Albignano.	Caravaggio.	Antignate.	Calcio.
nzola, lzo.	Treviglio.	Mozzanica.	Fontanella.	id.
lan.	Pioltello.	Albignano.	Caravaggio.	id.
ardo, id.	Belgiojoso, id.	S. Giovanni, id.	Plaisance, id.	id. Lucque.
ercate.	id.	Palazzolo.	Castegnate.	id.
zago.	Marengo.	Pontoglio.	Brescia.	id.
zano.	Pagazzano.	Palasco.	Brescia.	id.
iago.	Cologno.	Palazzolo.	Brescia.	id.
iago.	id.	Gorlago.	Brescia.	S. Eufemia.
rio.	Gabbiano.	Pontoglio.	Brescia.	Onzato, Azzano.
ago.	Lurano.	Fabrica.	Torbole.	id.
Nuova.	id.	Leno.	id.	Castiglione.
zano.	Verola Nuova.	id.	Gottolengo.	Carpenedolo.
iovi.	Cignano.	Castelnedolo.	Montechiaro.	Desenzano.
na.	Orzinovi.	Cignano.	Leno.	Montechiaro.
nello.	id.	id.	Gambara.	Castelgoffredo
iano.	Quinzano.	id.	Pralboino.	S. Fermo.
na.	Orzinovi.	Faverzano.	Leno.	Rho.
nolo.	Piadena.	Marcaria.	id.	Gazzoldo,
ella.	Pompiano.	Bagnolo.	id.	Chiarini.
oue.	id.	id.	id.	id.
	"	"	"	"
	"	"	"	"
o.	Castelcovati.	Bagnolo.	Castenedolo.	Ponte San Marco.

ARMÉE FRANÇAISE	16 juin.	17 juin.
Quartier génér. de l'Empereur.	Calcio.	Travagliato.
Garde.	Calcio, Chiari.	Travagliato.
Ier corps.	Urago.	Maclodio.
IIe —	Castrezzato.	Castelnovo.
IIIe —	Orzinovi.	Mairano.
IVe —	Fontanella.	Orzivecchi.
Ve —	Plaisance, Lucque.	id.
Quartier général du Roi. . . .	Castegnate.	Brescia.
Ire division.	Brescia.	Castonedolo.
2e —	Brescia.	Castenedolo.
3e —	Brescia.	S. Eufemia.
4e —	S. Eufemia.	Treponti.
5e —	Onzato, Azzano	Volta.
Cavalerie.	Torbole.	Monte Bagnole.
ARMÉE AUTRICHIENNE		
Quartier général.	Volta.	Pozzolengo.
Ve corps.	Cereta.	Volta.
VIIe —	Lonato.	id.
VIIIe —	Guidizzolo.	Castiglione.
IIIe —	Marengo.	Goito.
IIe —	Castellucchio.	Mantoue.
Cavalerie Mensdorff.	Guidizzolo.	Castiglione.
IXe corps	Goito.	Roverbella.
Ier —	Desenzano.	Castel Venzago.
XIe —	Mantoue.	id.
Xe —	»	Nogara.
Cavalerie Zedwitz	»	»
Urban.	Lonato Monte-chiaro.	Centinaro.

juin.	20 juin.	21 juin.	22 juin.	23 juin.
id.	id.	Castenedolo.	Montechiaro.	id.
id.	id.	Castenedolo.	Montechiaro.	id.
id.	id.	Rho.	id.	Esenta.
id.	id.	Montechiaro.	Castiglione.	id.
id.	id.	Mezzane.	id.	id.
id.	id.	Carpenedolo.	id.	id.
id.	id.	id.	Pizzighettone, id.	Crémone, id.
id.	id.	Calcinato.	id.	Lonato.
id.	Calcinatello.	Lonato.	id.	id.
id.	id.	Calcinato.	id.	Mallocco.
eponti.	Belvedere.	Desenzano.	Rivoltella.	id.
Salo.	Salo, Idro.	Salo Breno.	id.	id.
ffalora.	id.	Lonato.	id.	id.
id.	id.	Bedizzole.	id.	id.
id.	Valeggio.	id.	id.	Volta.
id.	Valeggio.	id.	id.	Solferino.
id.	Castelnuovo.	S. Zenone.	Mozzecane.	Volta.
id.	Monzambano.	id.	Oliosi.	Pozzolengo.
id.	Remelli.	id.	id.	Guidizzolo.
id.	id.	id.	id.	Marcaria.
id.	Rosegaferro.	Rosegafero.	id.	Bregnedolo.
id.	id.	Roverbella.	id.	Guidizzolo.
id.	Oliosi.	Quaderni.	id.	Cavriana.
id.	id.	Roverbella.	id.	Castelgrimaldo.
id.	id.	Nogara.	id.	id.
erona.	Grezzano.	id.	id.	Medole.
id.	id.	Castenedolo.	Le corps est dissous.	»

ARMÉE FRANÇAISE	24 juin.	25 juin.	26 j…
QUARTIER GÉNÉR. DE L'EMPEREUR	Cavriana.	id.	id
GARDE.	Cavriana.	id.	id
Ier CORPS.	Solferino.	Pozzolengo.	id
IIe —	Cavriana.	id.	Caste…
IIIe —	Robecco.	Solferino.	Solferi… d…
IVe —	Robecco.	Volta.	id
Ve —	Cremone, id.	Piadena, Parm…	id
QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI. . . .	Lonato.	Rivoltella.	[illegible]
1re DIVISION.	Taverno.	Vestona.	[illegible]
2e —	Madona delle Scoperte, Rovere	Roveglia.	id
3e —	San Martino.	Rovizza.	id
4e —	Salo Breno.	id.	id
5e —	San Martino.	Contracania.	id
CAVALERIE.	Lonato.	Osteria Lugana.	id
ARMÉE AUTRICHIENNE			
QUARTIER GÉNÉRAL.	Valeggio.	Villafranca.	id
Ve CORPS.	Prentina.	Fontana Fredda.	[illegible]
VIIe —	Foroni.	id.	[illegible]
VIIIe —	Salionze.	id.	id
IIIe —	Marengo.	Remelli.	Poz…
IIe —	Mantoue.	id.	id
CAVALERIE MENSDORFF.	Rosegaferro.	id.	id
IXe CORPS.	Birbesi.	Goito.	Mar…
Ier —	Valeggio.	id.	id
XIe —	Castelgrimaldo.	Roverbella.	Gor…
Xe —	Nogara.	id.	id
CAVALERIE ZEDWITZ	S. Brizzio.	id.	Fo…
URBAN.	»	»	[illegible]

7 juin.	28 juin.	29 juin.	30 juin.	1er juillet.
id.	id.	Volta.	id.	Valeggio.
id.	id.	Volta.	id.	Valeggio.
id.	id.	id.	id.	Oliosi.
id.	id.	id.	id.	S. Lucia.
id.	Goito.	id.	id.	Valeggio, Goito
id.	id.	Borghetto.	id.	Custozza.
id.	Bozzolo, Casal Maggiore, id.	id.	id.	id.
id.	id.	id.	id.	Pozzolengo.
id.	id.	Ponti.	id.	S. Croce.
id.	id.	id.	id.	Grilli.
id.	id.	id.	id.	Prentina.
id.	id.	id.	id.	id.
id.	id.	S. Marano.	Ronchedone, Oliosi.	La Ca.
id.	id.	id.	id.	id.
id.	Verona.	id.	id.	id.
erona.	id.	id.	id.	Negarine.
a Pietra.	Zevio.	id.	Caldiero.	Verona.
el nuovo, lzarea.	Parona.	id.	B. S. Giorgio.	S. P. Incariano.
oppa.	Isola.	Albaredo.	id.	S. Michele.
uinetto.	Legnago.	id.	id.	Le corps est dissous.
arona.	id.	id.	id.	id.
id.	Nogara.	S. Vito.	Bevilacqua.	id.
erona.	Chievo.	id.	Le corps dissous	»
id.	id.	Bonavigo.	Minerbe.	id.
id.	Vangadizza.	Badia.	Rovigo.	id.
id.	Villa Fontana.	Cologna.	id.	Lobia.
»	»	»	»	»

ARMÉE FRANÇAISE	2 juillet.	3 juillet.	4 juil
QUARTIER GÉNÉR. DE L'EMPEREUR	Valeggio.	id.	id.
GARDE.	Valeggio.	id.	id.
Ier CORPS.	Castelnovo.	id.	id.
II° —	Villafranca.	S. Lucia.	id.
III° —	Valeggio, Goito	id.	Vale
IV° —	Oliosi.	id.	Oli
V° —	Gazzoldo, Piadena.	Goito.	id.
QUARTIER GÉNÉRAL DU ROI. . . .	Monzambano.	id.	id.
Ire DIVISION.	Ponti.	id.	id.
2° —	Grilli.	id.	Rov
3° —	Prentina.	Calvalcaselle.	id.
4° —	Salo, Breno.	id.	id
5° —	La Ca.	id.	id.
CAVALERIE.	Osteria Lugana.	id.	id.
ARMÉE AUTRICHIENNE			
QUARTIER GÉNÉRAL.	Verona.	id.	id.
V° CORPS.	Negarine.	id.	id.
VII° —	Verona.	id.	id.
VIII° —	S. P. Incariano. Domegliara.	id.	Vero
III° —	S. Michele.	id.	id.
II° —	»	»	»
CAVALERIE MENSDORFF.	Verona.	Avesa.	id.
IX° CORPS	Revilacqua.	id.	Alb
Ier —	»	»	»
XI° —	Vago.	id.	S. Pa
X° —	Rovigo.	id.	id.
CAVALERIE ZEDWITZ	Lobia.	id.	Camp
URBAN.	»	»	»

illet.	6 juillet.
d.	id.
d.	id.
d.	id.
d.	id.
d.	id.
d.	id.
nara.	La Ca.
d.	id.
d.	id.
d.	id.
engo.	id.
d.	id.
l.	Salionze.
l.	id.
l.	id.
l.	P. Monga.
l.	id.
.	id.
ari.	id.
	»
.	id.
.	id.
	»
.	P. S. Andréa.
.	id.
.	id.
	»

V

GARIBALDI

GARIBALDI

Parti de Casale le 10 mai, Garibaldi demeura quelque temps sur les bords de la Sesia, puis marcha vers Varese, qu'il occupa le 23 mai. Le feld-maréchal-lieutenant Urban était en ce moment à Lodi avec trois bataillons de la brigade Rupprecht; il se rendit à Milan, prit le chemin de fer qui relie Milan à Côme, rallia ainsi un bataillon de la brigade demeuré à Côme. Il devait être rejoint par la brigade Schaffgotsche et la brigade Augustin, détachées du XI[e] corps, et avait ordre de ne pas s'engager avant d'avoir réuni ses trois brigades. Néanmoins, le 25 mai, il prit sur lui de pousser jusqu'à Varese avec ses quatre bataillons. Il trouva cette localité aux mains de Garibaldi, fut repoussé et regagna Côme le 26 mai. Garibaldi suivit Urban, l'attaqua le 27 à Côme. Dans l'intervalle, Urban avait été rejoint par deux bataillons de la brigade Augustin : le reste de la brigade était en marche; Schaffgotsche arrivait à Milan. Selon ses ordres, il ne se maintint pas à Côme et ramena ses troupes à Monza, où il arriva le même jour. Le 29 mai, les trois brigades Rupprecht, Schaffgotsche et Augustin se trouvant réunies, Urban regagna Côme. Garibaldi n'y était plus. Au lieu de se lancer dans la région des Alpes et d'insurger le pays ainsi qu'il l'avait promis, il était revenu sur ses pas et avait été, on ne sait pour quelle raison, assaillir le petit fort de Laveno situé sur le lac Majeur. Il avait été repoussé et revenait le 29 vers Varese. Pendant ce temps, Urban était arrivé à Varese et avait envoyé un détachement à Soma, de

façon à couper toute retraite à son adversaire. Garibaldi se trouv ainsi enfermé entre le lac Majeur, le lac de Côme et la Suisse Il essaya de s'esquiver en passant par Cassano, Cuvio, Varese Côme; une fois à Côme, il était tiré d'affaire et pouvait remonter indéfiniment dans les Alpes. Mais, arrivé à San Ambroggio, découvrit qu'Urban était à Varese. Ne sachant plus quel pa prendre, il se retrancha le 1er juin à Induno et attendit passiv ment son sort. Le 2 juin, à sa grande surprise, il s'aperçut q les Autrichiens avaient disparu et que le chemin de Côme dev rait libre. Urban avait reçu dans la nuit un avis du feld-zeu mestre qui le prévenait de la marche des alliés sur Novare e l'invitait à regagner en toute hâte Magenta. Urban avait da ramené le 2 juin ses troupes à Trecate et Gallarate.

TABLE DES MATIÈRES

APPENDICE

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

OVARA

Lu

riano

lino

Confien

io

estro

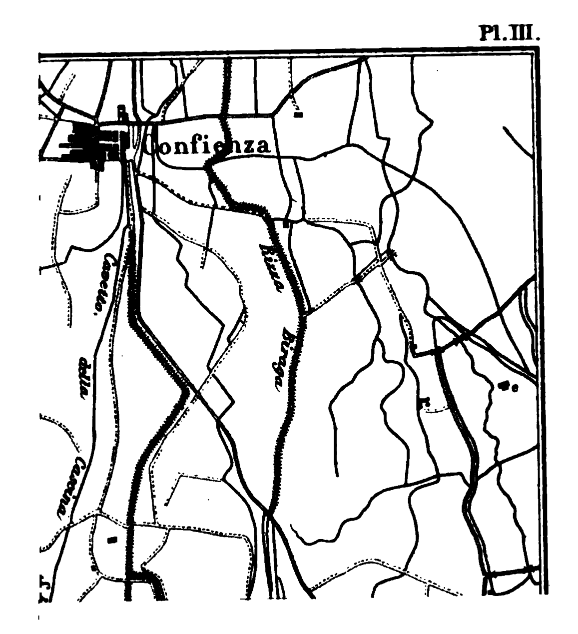
Rol

Rivolte

Rose

S.A

Pl. III.

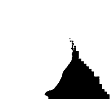


Pl. IV.

ecchetto

Malvaglio





-de-Sol

Fen

En vente à la même Librairie :

Diplomatie et Diplomates. — Les Quatre Ministères de M. Drouyn de Lhuys, par le comte Bernard D'HARCOURT. Un vol. in-8°. Prix. . 6 fr.

Rome et la République française, par M. Jules FAVRE, de l'Académie française. Un vol. in-8°. Prix . . . . 8 fr.

Le Comte de Cavour, par Ch. DE MAZADE. Un vol in-8°. Prix. . 7 fr. 50

La Guerre de France (1870-1871), par Charles DE MAZADE. Deux vol. in-8°, avec carte. Prix . . . . 16 fr.

Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande, par Albert SOREL. Deux vol. in-8°. Prix . . . . 16 fr.

Histoire de la guerre de 1870-1871, par le général baron AMBERT, ancien conseiller d'État Un vol. in-8°, avec atlas. Prix . . . . 10 fr.

Correspondance inédite du prince de Talleyrand et du roi Louis XVIII pendant le Congrès de Vienne, publiée sur les manuscrits conservés au dépôt des affaires étrangères, avec préface, éclaircissements et notes, par G. PALLAIN. Un vol. in-8°. 2e *édition*. Prix . . . . 9 fr.

Mémoires, Documents et écrits divers laissés par le prince de Metternich, chancelier de cour et d'État, publiés par son fils le prince Richard DE METTERNICH. 1re partie (1773 à 1815). 3e *édition*. T. I et II. 2e partie (1816-1848). 2e *édition*. T. III, IV et V. Prix de chaque vol. in-8° : 9 fr. Prix des cinq vol. in-8°. . . . . 45 fr.

La Conquête d'Alger, par Camille ROUSSET, de l'Académie française. Un volume in-8°. Prix. . . . . 6 fr.

Histoire de la Restauration, par M. C. DARESTE, ancien recteur des Académies de Nancy et de Lyon. Deux vol. in-8°. Prix . . . . 15 fr.

L'Angleterre et l'Émigration française de 1794 à 1801, par André LEBON, avec une préface de M. Albert Sorel. Un vol. in-8°. Prix . . . . 7 fr. 50

Dupleix. Un essai d'empire français dans l'Inde au dix-huitième siècle, d'après la correspondance inédite de Dupleix, par Tibulle HAMONT. Ouvrage accompagné de cartes. Un beau volume in-8° carré . . 7 fr. 50

Louis XV et Élisabeth de Russie. Étude sur les relations de la France et de la Russie au dix-huitième siècle, par Albert VANDAL. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 8 fr.

Henri IV, les Suisses et la haute Italie. La lutte pour les Alpes (1598-1610), étude historique d'après des documents inédits, par Édouard ROTT. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 8 fr.

Discours et Mélanges politiques, par le comte DE FALLOUX, de l'Académie française. Deux vol. in-8°. Prix . . . . 15 fr.

Histoire des îles de la Manche : Jersey, Guernesey, Auriguy, Serck, par PÉGOT-OGIER. Un vol. in-8°. Prix . . . . 7 fr. 50

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



